



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

DU CONSEIL MUNICIPAL

Convoqué le 07/10/2011

Le Conseil Municipal s'est réuni le 14 octobre 2011

En l'absence de Madame AUBRY, Maire
sous la Présidence de Monsieur de SAINTIGNON, Premier Adjoint au Maire

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 61

Etaient présents : Madame Véronique BACLE, Madame Isabelle BAERT, Monsieur Marc BODIOT, Madame Christiane BOUCHART, Madame Marie-Pierre BRESSON, Madame Catherine BULKE, Monsieur Alain CACHEUX, Madame Danielle CATTELIN, Monsieur Bernard CHARLES, Madame Catherine CULLEN, Madame Lise DALEUX, Monsieur Pierre de SAINTIGNON, Monsieur Christian DECOCQ, Madame Sylviane DELACROIX, Madame Michelle DEMESSINE, Monsieur Stanislas DENDIEVEL, Madame Dalila DENDOUGA, Madame Siham DJEDOU, Monsieur Yves DURAND, Madame Vinciane FABER, Madame Martine FILLEUL, Monsieur Gérard GAMBET, Monsieur Walid HANNA, Monsieur Franck HANOH, Madame Magali HERLEM, Monsieur Michel IFRI, Madame Latifa KECHEMIR, Monsieur Pascal LABBEE, Madame Sylvie LEBLANC, Madame Evelyne LEDEZ, Madame Dominique LEMAHIEU, Madame Audrey LINKENHELD, Madame Isabelle MAHIEU, Monsieur Roger MALY, Monsieur Frédéric MARCHAND, Madame Brigitte MAUROY, Monsieur Jacques MUTEZ, Monsieur Akim OURAL, Monsieur Gilles PARGNEAUX, Monsieur Thierry PAUCHET, Monsieur Dominique PLANCKE, Monsieur Cyrille PRADAL, Monsieur Eric QUIQUET, Madame Marielle RENGOT, Monsieur Jacques RICHIR, Madame Françoise ROUGERIE, Monsieur Marc SANTRÉ, Madame Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Monsieur Henri THIOT, Monsieur Maurice THORÉ, Monsieur Philippe TOSTAIN, Monsieur Hugo VANDAMME, Monsieur Roger VICOT.

Etaient excusés : Madame Martine AUBRY, Monsieur Patrick KANNER, Madame Jaëlle LANOY, Madame Virginie TCHOFFO, Madame Isabelle TILLIE-LEBLOND.

Pouvoirs : Monsieur Jean-Louis FREMAUX a donné pouvoir à Monsieur Alain CACHEUX, Monsieur Alexis MASSART a donné pouvoir à Monsieur Thierry PAUCHET, Madame Tokia SAIFI a donné pouvoir à Madame Isabelle MAHIEU.

ORDRE DU JOUR

<u>N°s</u> <u>Délibérations</u>	<u>TITRES</u>	<u>N°s</u> <u>Pages</u>
<u>Madame le Maire</u>		
11/807 -	Compte rendu au Conseil Municipal des arrêtés pris en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.	10
11/887 -	Motion sur le Programme Européen d'Aide aux plus Démunis.	38
<u>HELLEMES</u>		
11/808 -	Commune associée d'Hellemmes - Subvention à l'OCCE du Nord.	40
11/809 -	Commune associée d'Hellemmes - ZAC du Parc de la Filature – Acquisition d'un bâtiment en l'état pour la réalisation d'une médiathèque.	43
11/811 -	Commune associée d'Hellemmes - Mise à disposition à Madame Thérèse RAUX d'un logement pour une durée de six mois avec un loyer basé sur la valeur locative.	45
11/812 -	Commune associée d'Hellemmes - Construction d'une médiathèque – ZAC du Parc de la Filature à Hellemmes – Autorisation de signature des marchés par le mandataire.	46
<u>LOMME</u>		
11/813 -	Commune associée de Lomme - Avance sur la subvention attribuée au C.C.A.S de Lomme en 2012.	48
11/814 -	Commune associée de Lomme - Site Multilom - Bilan de la concertation préalable et lancement de la concession d'aménagement.	49
11/815 -	Commune associée de Lomme - Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.) - Actions P.E.G. 2011-2012 - "Coup de pouce" et "British'Club".	53
11/816 -	Commune associée de Lomme - Subventions pour ravalement de façades.	56
11/817 -	Commune associée de Lomme - Reconduction du Coup de pouce BAFA 2012.	58
11/818 -	Commune associée de Lomme - Plan Local de Santé - Subvention au C.C.A.S de Lomme dans le cadre de l'action "un fruit pour la récré"	60
<u>FINANCES ET MOYENS</u>		
11/819 -	Exercice 2011- Programmes d'équipement de la section d'Investissement - Autorisations de programme et crédits de paiement - Décision Modificative n° 4	61

11/820 -	Exercice 2011 - Ajustements - Virements de crédit - Autorisations de programme et crédits de paiement - Décision Modificative n° 4.	65
----------	---	----

ESPACES VERTS

11/821 -	Parc de la Citadelle - Coopération transfrontalière – Programme INTERREG IV A 2 mers – Projet « Murailles et Jardins ».	82
11/822 -	Parc de la Citadelle - Plaine de Sports et de Loisirs - Autorisation de signature du marché de maîtrise d'oeuvre.	108

COORDINATION DES QUARTIERS

11/823 -	Crédits décentralisés – Aides financières en faveur d'actions dans les quartiers.	111
11/824 -	Implantation par la CAF de Lille de bornes interactives dans les Mairies de quartier - Convention de partenariat entre la CAF et la Ville de Lille.	115

SPORT

11/825 -	Contrat négocié de prestations de services avec le Lille Métropole Basket S.A.S.P. - Années 2011 à 2013.	120
11/826 -	Associations de majorettes - Attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2011 - Solde.	126

ACTION FONCIÈRE

11/827 -	Site "Turgot-Fourier" - Cession à Escaut Habitat ou toute personne morale s'y substituant de deux parcelles sises à Lille rue du Marais de Lomme et 10 rue Fourier.	128
11/828 -	Grand Projet Urbain - Site Arbrisseau 1 - Vente par la Ville de Lille à VINCI IMMOBILIER et NACARAT d'une parcelle sise à Lille rue François Coppée.	131

LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS – RSA

11/829 -	Subventions destinées aux associations en matière de lutte contre les exclusions.	134
----------	---	-----

RECENSEMENT

11/830 -	Recensement de la population - Année 2012 - Rémunération des agents recenseurs - Admission en recettes.	141
----------	---	-----

SENIORS

11/831 -	Subventions destinées aux organismes à caractère social - Personnes Agées.	142
11/832 -	Subventions destinées aux organismes à caractère social dans le cadre de la Semaine Bleue - Personnes Agées.	144

FÊTES ET ANIMATION

- 11/833 - Subvention à l'association Culture et Flonflons Flandres pour l'organisation en 2011 de son opération "Waz' Pétanque Cup". 147

QUALITÉ DU CADRE DE VIE

- 11/834 - Marché de location et maintenance de sanitaires publics automatisés accessibles aux personnes à mobilité réduite - Attribution du marché. 149

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE – SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- 11/835 - Subvention à l'association Krysalide Diffusion pour l'organisation de la deuxième édition d'Afrique en docs. 151
- 11/836 - Coopération musicale Lille-Naplouse-Safed - Subvention à l'association « Music and Peace ». 153

ACHATS TRANSVERSAUX

- 11/837 - Autorisation de signer les marchés engagés selon une procédure formalisée ainsi que les avenants. 155

COMMUNICATION ET INFORMATIONS MUNICIPALES

- 11/838 - Marché de distribution de documents de communication - Autorisation de signature. 161

RELATIONS INTERNATIONALES

- 11/839 - Subvention au Goethe Institut Lille pour l'organisation de la 3ème édition du cycle "Comprendre la Ville - Pour une culture de la Ville Durable Européenne : le Ruban Bleu ". 162
- 11/840 - Participation d'élèves du lycée Pasteur au festival de théâtre pour la jeunesse de Turin. 164

TOURISME

- 11/841 - Association "Sous les marronniers" - Subvention 2011 de fonctionnement. 166
- 11/842 - Office de Tourisme et des Congrès de Lille - Remplacement des minibus - Subvention 2011. 167

AMÉNAGEMENT DE LA VOIRIE

- 11/843 - Dénomination de rues, de places et squares. 169

POLITIQUE DU STATIONNEMENT

- 11/844 - PLU - Demande de modification - Normes de stationnement pour les logements. 171

CULTURE

11/845 -	Attribution de subventions aux associations culturelles.	173
11/846 -	SARL Le Grand Bleu - Signature de la convention d'objectifs 2011/2013 et attribution d'une subvention.	177
11/847 -	Théâtre du Prato - Travaux de réparation des désordres affectant le plancher de scène et l'étanchéité de la grande salle - Autorisation de signature de l'avenant n°1 au marché n°11S0108 lot 2.	212
11/848 -	Théâtre Sébastopol - Renouvellement de la délégation de service public.	216
11/849 -	Maisons Folie de Moulins et de Wazemmes - Fabriques Culturelles - Fonds de concours de Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) - Conventions de partenariat entre la Ville et LMCU.	221
11/851 -	Palais des Beaux-Arts - Acquisition d'une oeuvre d'art.	260
11/852 -	Palais des Beaux-Arts - Convention de partenariat avec la SNCF autour de l'exposition "Boilly".	262
11/853 -	Palais des Beaux-Arts - Convention de partenariat entre la Ville et le Théâtre du Nord autour de visites croisées.	266

POLITIQUE DU LOGEMENT

11/854 -	Primes Habitat Durable - Octroi de primes municipales : rénovation durable de l'habitat, OPAH-RU, sortie d'insalubrité.	270
11/855 -	Habitat participatif - Adhésion de la Ville au Réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif - Charte du réseau.	273
11/856 -	Convention tripartite d'OPAH RU Lille Quartiers Anciens entre la Ville de Lille, le Département et Lille Métropole Communauté Urbaine pour l'instruction et le versement des aides du Département aux propriétaires pour l'amélioration de l'habitat - Avenant.	281

CENTRES SOCIAUX ET MAISONS DE QUARTIER

11/857 -	Centres sociaux et Maisons de quartier - Versement du solde de la subvention d'animation globale accordée au titre de l'année 2011.	285
11/858 -	Union Française de la Jeunesse (UFJ) - Studio Espace Vocal - Projet d'Art Vocal avec les centres sociaux.	288

EMPLOI - INSERTION

11/859 -	Training Job Café Seniors - Subvention à la Jeune Chambre Economique de Lille Métropole.	290
----------	--	-----

POLICE MUNICIPALE

11/860 -	Fourrière Municipale - Enlèvement de véhicules automobiles - Remboursement des frais.	292
----------	---	-----

RELATIONS SOCIALES

11/861 -	Personnel municipal - Subvention d'équipement au Comité des Oeuvres Sociales.	294
11/862 -	Convention de partenariat avec l'Etablissement de Travail Intégré dans la Cité (E.T.I.C) prévoyant l'insertion dans les services municipaux de travailleurs en situation de handicap psychique.	296

RESSOURCES HUMAINES

11/863 -	Mise à disposition d'un agent municipal auprès de la Trésorerie Municipale de Lille - Information du Conseil Municipal.	303
11/864 -	Mise à disposition d'un agent municipal auprès de la Fondation de Lille - Information du Conseil Municipal.	308
11/865 -	Mise à disposition d'agents municipaux auprès du Comité des Œuvres Sociales - Information du Conseil Municipal.	313

EDUCATION ET ENSEIGNEMENT ARTISTIQUES

11/866 -	Conservatoire à Rayonnement Régional Accueil de la plateforme pop et jazz de l'Association Européenne des Conservatoires les 24 et 25 février 2012	318
11/867 -	Réalisation d'une résidence mission "Artistes rencontre territoire scolaire" - Demande de subvention auprès de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord/Pas-de-Calais) - Admission en recettes.	325

FAMILLE - MODES DE GARDE - PARENTALITÉ – AMÉNAGEMENT DES TEMPS

11/868 -	Actions Petite Enfance - Subventions 2011.	327
11/869 -	Contrat Enfance Jeunesse - Structures Petite Enfance - Subventions 2011 - Solde.	331
11/870 -	Actions Famille/Parentalité - Subventions 2011 - Seconde répartition.	343

VIE ASSOCIATIVE - MAISON DES ASSOCIATIONS – BÉNÉVOLAT

11/871 -	Vie associative - Subventions à plusieurs associations - Aide au démarrage.	356
----------	---	-----

ETAT CIVIL – CIMETIÈRES

11/872 -	Cimetières - Marbrerie solidaire - Nouvelles dispositions.	358
----------	--	-----

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

11/873 -	Plan pluriannuel de développement de l'Economie Sociale et Solidaire (PLDESS 2011/2015) - Démarrage d'une activité de conserverie - Subvention au Service Civil International.	359
----------	--	-----

11/874 -	Plan pluriannuel de développement de l'Economie Sociale et Solidaire (PLDESS) Subvention à l'association Lille Sud Insertion, faisabilité d'une Régie de quartier à Lille-Sud.	365
----------	--	-----

PATRIMOINE

11/875 -	Patrimoine - Attribution de subventions au titre de l'année 2011 – 3ème trimestre.	368
----------	--	-----

ECONOMIES D'ENERGIES - ENERGIES ET FLUIDES

11/876 -	Mise en place du prélèvement automatique pour les fournisseurs EDF, GDF et Société des Eaux du Nord pour la Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes - Conventions.	375
----------	---	-----

GESTION TECHNIQUE DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

11/877 -	Marché à bons de commande de prestations en matière de coordination sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers pour la Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes - Lancement de la procédure de consultation et autorisation de signature du marché.	384
11/878 -	Travaux de mise en conformité accessibilité de l'entrée de l'Hôtel de Ville, place Roger Salengro Autorisation de lancement de la consultation et de signature des marchés de travaux.	386

SANTÉ

11/879 -	Pôle ressources santé 2011 : la Maison dispersée.	388
----------	---	-----

SUIVI DES PROJETS URBAINS

11/880 -	Quartier de Fives - Commune associée d'Hellemmes - ZAC Fives Cail Babcock - Approbation de la modification du PLU.	390
----------	--	-----

URBANISME RÉGLEMENTAIRE

11/881 -	ZAC Porte de Valenciennes - Projet de modification du Plan Local d'Urbanisme.	392
11/882 -	Lille Fives - Projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) – Adaptation du zonage du PLU - Réduction du périmètre de l'emplacement réservé de superstructure n° 46 en vue de la réalisation d'un nouvel accès et d'un parking pour le stade Ballet dans le quartier de Fives – Approbation du rapport de présentation.	394

ECONOMIES D'EAU

11/883 -	Attribution d'une aide pour l'installation d'un système de récupération d'eau pluviale et pour la végétalisation des toitures à deux Lillois.	400
11/884 -	Mise en place de télégestion des compteurs d'eau dans des bâtiments communaux de Lille, Lomme et Hellemmes - Réponse à l'appel à projet européen Life + en partenariat avec la SEN et HYDRELIS.	404

PARC ZOOLOGIQUE ET FERME PÉDAGOGIQUE

11/885 -	Attribution de subventions dans le cadre de la campagne de protection des grands singes dans leur milieu naturel.	408
----------	---	-----

ACTIVITÉS SPORTIVES

11/886 -	Délégation Activités Sportives - Opération des vacances scolaires - Stages sportifs.	412
----------	--	-----

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du **14 octobre 2011**N° **11/807**

OBJET

Compte rendu au Conseil Municipal des arrêtés pris en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations n° 08/243 du 31/03/2008, n° 10/1108 du 17/12/2010 et n° 11/468 du 27/06/2011, le Conseil Municipal a accordé, en vertu des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, délégation au Maire pour les objets limités énumérés ci-dessous :

1. arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
2. fixer, dans les limites déterminées par le Conseil Municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
3. procéder, dans les limites fixées par le Conseil Municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au *a* de l'article L.2221-5-1 sous réserve des dispositions du *c* de ce même article (dérogation à l'obligation de dépôt des fonds disponibles au Trésor), et de passer à cet effet les actes nécessaires.
4. prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement :
 - des marchés et des accords-cadres de travaux, fournitures et services d'un montant inférieur au seuil fixé au II, 2°, de l'article 26 du code des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
 - des avenants aux marchés et accords-cadres de travaux, fournitures et services d'un montant supérieur ou égal au seuil fixé au II, 2°, de l'article 26 du code des marchés publics qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 % lorsque les crédits sont inscrits au budget,
5. décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
6. passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
7. créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,
8. prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
9. accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

10. décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €,
11. fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
12. fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes,
13. décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,
14. fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
15. exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans la limite des crédits inscrits au budget,
16. intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans tout type de contentieux, devant toute juridiction de première instance, d'appel et de cassation, administrative, judiciaire et pénale,
17. régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 75 000 €,
18. donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
19. signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,
20. exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme dans la limite des crédits inscrits au budget,
21. exercer, au nom de la commune, le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme,
22. prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune,
23. autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

Aux termes de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales les décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils Municipaux sur les mêmes objets.

De plus, le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises dans le cadre de cette délégation. En conséquence, un tableau récapitulatif de ces décisions est annexé à la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **PRENDRE ACTE** de ce rapport d'information.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

Prend acte

Le Maire,
Martine AUBRY

Délégation de compétences au Maire conformément aux dispositions des articles L 2122-22 et
L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales et
des délibérations du Conseil Municipal n° 08/243 du 31 mars 2008 et n° 11/468 du 27 juin 2011

tableau mis à jour le

30-sept-11

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture
N° 11/24	10-mars-11	Culture	Une convention d'occupation à titre précaire est passée avec l'association Lille 3000 afin de mettre à sa disposition la Gare Saint-Sauveur du 22 mars au 10 novembre 2011.	Mise à disposition à titre gracieux	12-sept.-11
N° 11/125	6-sept.-11	Action Foncière	Un avenant à la convention de mise à disposition par LMCU de l'ensemble immobilier sis à Lille 208, rue de La Bassée, est passé afin d'ajouter une partie du bâtiment anciennement affecté à l'administration et aux logements de fonction dans le but d'aménager le logement de fonction du concierge du groupe scolaire Briand Buisson, à compter du 1er août 2011.		7-sept.-11
N° 11/126	9-sept.-11	Action Foncière	La Ville exerce son droit de préemption sur la vente de l'immeuble sis à Lille 1 Cité Sainte Anne avenue Duray.	Offre de préemption 135 250 €	9-sept.-11
N° 11/127	13-sept-11	Palais des Beaux-Arts	La régie de recettes n° 1 au Palais des Beaux-Arts est modifiée afin d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année.		14-sept-11
N° 11/128	13-sept-11	Palais des Beaux-Arts	La régie de recettes n° 2 au Palais des Beaux-Arts est modifiée afin d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année.		14-sept-11
N° 11/129	13-sept-11	Palais des Beaux-Arts	La régie de recettes n° 3 au Palais des Beaux-Arts est modifiée afin d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année.		14-sept-01

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture
N° 11/130	13-sept-11	Palais des Beaux-Arts	La régie de recettes temporaire n° 4 au Palais des Beaux-Arts est modifiée afin d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année.		14-sept-11
N° 11/131	15-sept-11	Musée de l'Hospice Comtesse	la Ville accepte la donation manuelle d'un taxiphote, d'un lot de photographies (plaques stéréoscopiques de voyages et sujets divers, deux tirages d'une usine de Saint-André complétés de documents divers industriels et photogratiqes de la 1ère moitié du XXème siècle) faite par Madame Fréteur..		16-sept-11
N° 11/132	15-sept-11	Action Foncière	La Ville donne à bail à l'Etat deux appartements sis à Lille, 88 rue de Lannoy pour une durée de six années à compter du 1er juillet 2010 jusqu'au 30 juin 2016, afin d'y installer le poste de police de proximité de Fives.	loyer annuel : 9 306 €	16-sept-11
N° 11/133	15-sept-11	Action Foncière	La Ville a accepté la demande de renouvellement du bail passé avec l'Etat pour l'occupation des locaux situés à Lille n° 1 rue Le Corbusier pour une durée de trois, six ou neuf années entières et consécutives du 1er juin 2011 au 31 mai 2020, en vue du maintien du poste de police de proximité d'Euralille.	loyer annuel : 32 550 €	16-sept-11
N° 11/134	22-sept-11	Finances	Un emprunt de 10.000.000 d'euros est réalisé auprès de la Caisse d'Epargne Nord France Europe et du Crédit Foncier de France, en partenariat avec la Banque Européenne d'Investissements, afin de financer la construction du Lycée Hôtelier.	EURIBOR 6 ou 12 mois majoré de 0,76 % taux fixe selon une cotation de marché	23-sept-11
N° 11/135	26-sept-11	Culture	La Commission Consultative des Services Publics Locaux est saisie pour avis du projet de délégation du service public de la gestion et de l'exploitation du Théâtre Sébastopol pour une durée de 5 ans à compter du 1er août 2012.		27-sept-11

Numéro d'ordre	Date de l'arrêté	Service d'origine	Objet	Montant	Dépôt en Préfecture
N° 11/136	27-sept-11	Développement durable	L'adhésion de la Ville à l'association Amorce est renouvelée pour l'année 2011 afin, d'une part, de favoriser l'échange d'expériences entre professionnels sur les problèmes techniques, économiques, juridiques, fiscaux et ainsi élaborer et proposer à l'Etat et aux diverses autorités des solutions d'amélioration des conditions réglementaires et économiques de la gestion de l'énergie par les collectivités locales et, d'autre part, de promouvoir les réseaux de chaleur.	coût annuel de l'adhésion : 4 542,81 €	28-sept-11
N° 11/137	27-sept.-11	Développement durable	L'adhésion de la Ville à l'association Energie Cités est renouvelée pour l'année 2011 afin de renforcer le rôle, le pouvoir et les compétences des Villes dans le domaine de l'efficacité énergétique, d'organiser le débat sur la politique et les propositions des institutions de l'Union Européenne dans le domaine de l'énergie et de la politique urbaine et de développer les initiatives des Villes pour les échanges d'expériences, les transferts de savoir-faire et le montage de projets communs.	coût annuel de l'adhésion : 2 500 €	28-sept-11
N° 11/138	29-sept.-11	Action Foncière	Une convention est passée avec la SCI HEGEL PROJECTIM, pour une durée d'un an à compter du 23 septembre 2011, en vue de la mise à disposition d'une partie du terrain sis à Lille 2 quai de l'Ouest, d'une surface de 18,9 m², pour l'implantation d'une bulle de vente ainsi que 50 m² supplémentaires pour 4 places de stationnement.	loyer annuel : 847,47 €	30-sept.-11

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire, notamment de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

Arrêté
Décision du Maire
N° 11/24

Vu l'arrêté n° 227 du 3 avril 2008 conférant déléguant de fonctions et de signature à Madame Catherine CULLEN, Adjointe au Maire, notamment la signature des décisions prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT

DECIDE

Article 1 - Une convention d'occupation à titre précaire est passée entre la Ville de Lille et l'association LILLE 3000 afin de mettre à sa disposition la gare Saint-Sauveur.

Article 2 - Cette mise à disposition est consentie du 22 mars 2011 au 10 novembre 2011 à titre gracieux.

Article 3 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au Recueil des Actes Administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 - Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Hôtel de Ville, le **10 MARS 2011**

Réception en Préfecture le **12 SEP. 2011**

Affiché en Mairie le **8 SEP. 2011**

Pour le Maire de Lille
et par délégation,

Catherine CULLEN
Adjointe au Maire



Pour le Maire de Lille
et par délégation,

Catherine CULLEN
Adjointe au Maire





Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Arrêté
Décision du Maire
N° 11/125

Considérant qu'aux termes d'une convention en date du 16 août 2010, Lille Métropole a accordé à la Ville de Lille la mise à disposition de l'ensemble immobilier sis 208 rue de la Bassée à Lille, pour une durée de deux, en vue d'accueillir provisoirement les élèves du groupe scolaire Briand Buisson.

Considérant que la Ville de Lille souhaite que lui soit également mis à disposition le rez-de-chaussée et le 1^{er} étage du bâtiment anciennement affecté à l'administration et aux logements de fonction pour y aménager le logement de fonction du concierge du groupe scolaire.

DECIDE

Article 1 – La Ville de Lille accepte la mise à disposition par Lille Métropole du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage du bâtiment anciennement affecté à l'administration et aux logements de fonction pour y aménager le logement de fonction du concierge du groupe scolaire.

Article 2 – L'avenant prend effet à compter du 1^{er} août 2011.

Article 3 – Les autres clauses et conditions de la convention de mise à disposition restent inchangées.

Article 4 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Article 5 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 6 – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille-Municipale sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le - 7 SEP. 2011
Affiché en Mairie le - 6 SEP. 2011

Par délégation du Maire
Le Conseiller Municipal délégué
Maurice Thoré



Hôtel de Lille, le - 6 SEP 2011

Par délégation du Maire
Le Conseiller Municipal délégué,
Maurice Thoré

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L. 2122-23,

Arrêté
Décision du Maire
N° 11/126

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.211-1 à L.211-5, L.213-1 à L.213-18 et R.213-1 à R.213-26 relatifs à l'exercice du droit de préemption urbain,

Vu la loi d'orientation pour la ville n°91-662 du 13 juillet 1991,

Vu la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains N° 2000-1208 du 13 décembre 2000,

Vu la délibération n°04 C 337 du 8/10/2004 par laquelle le conseil de Communauté a approuvé le Plan Local d'urbanisme,

Vu la délibération n° 04 C 338 du 08 octobre 2004 par laquelle le Conseil de Communauté a maintenu le droit de préemption urbain (D.P.U) dans les zones urbaines et aux zones d'urbanisation future (AUC et AUD) du PLU,

Vu la délibération n°08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire d'exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Municipal,

Vu la déclaration d'intention d'aliéner concernant le bien précisé dans l'article premier du présent arrêté,

Vu l'arrêté de délégation n°10 DP 474 du 14/10/2010 conférant le droit de préemption par la Communauté Urbaine de Lille à la Commune de Lille et portant sur le présent bien,

Vu la saisie de France Domaine 59 par Lille Métropole Communauté Urbaine le 29/07/2011,

Vu l'arrêté n° 219 du 3 avril 2008 portant délégation de signature à Monsieur Alain CACHEUX, Adjoint au Maire,

Considérant qu'il y a lieu que la Ville de Lille exerce son droit de préemption, à son profit, sur le bien défini à l'article 1^{er} repris ci-dessous.

En effet, le travail mené dans le cadre de l'actualisation du schéma de quartier de Saint - Maurice Pellevoisin engagé en décembre 2009 propose un certain nombre d'orientations pour le quartier, en terme de politique de l'Habitat (recyclage du tissu actuel, réhabilitation, développement de l'offre de logements sociaux) et d'interventions sur les équipements, le patrimoine et les espaces publics. Ces orientations servent de cadre pour l'intervention municipale. Le schéma de quartier établit également des préconisations architecturales et urbaines en vue de la recomposition d'un ou plusieurs secteurs opérationnels qui se révéleront en cours d'étude. C'est dans ce cadre qu'un zoom a été mené par l'équipe A. Guez sur les abords de l'avenue Duray, proposant notamment une densification du secteur de l'offre de logement et une refonte de la desserte du secteur (création d'une sente piétonne entre l'avenue Duray et le square Wannoschot reliant le stade Da Ruy au grand boulevard et ses tramways).

DECIDE

ARTICLE 1^{er}: la Ville de Lille exerce son droit de préemption sur la vente du bien repris ci-dessous :

Immeuble sis à Lille 1 Cité Sainte Anne avenue Duray

Déclaration d'intention d'aliéner reçue en Mairie le 12 juillet 2011

Nom du vendeur	Monsieur Jean-Marc OUVRIER-BUFFET
Représentée par	Maître Catherine LARIVIERE – TISON, notaire à Lille
Références cadastrales	Section AS numéro 201 pour une surface de 260 m ² , immeuble bâti à usage d'habitation et libre d'occupation

ARTICLE 2: L'offre de préemption est réalisée par la Ville de Lille selon les conditions financières suivantes : 135 250 € (cent trente cinq mille deux cent cinquante euros) auxquels s'ajoutent 6 750 € de commission d'agence et les frais d'acquisition. Elle est conforme au prix indiqué dans la DIA.

Conformément à l'article 1583 du Code Civil, la vente sera parfaite dès réception du présent arrêté par le vendeur ou son mandataire chez qui il a fait élection de domicile.

La vente au profit de la Commune de Lille sera constatée par acte authentique dressé par le notaire du vendeur.

Conformément aux dispositions de l'article L 213-15 du Code de l'Urbanisme, le vendeur conservera la jouissance du bien ainsi préempté jusqu'au paiement intégral du prix par la Commune de Lille.

ARTICLE 3: Si la Commune de LILLE réalise l'acquisition, la dépense en résultant, soit environ 156 000 euros, y compris les frais inhérents à l'acquisition, sera imputée au chapitre 21, article 2138, fonction 020, opération n°1654 "Acquisitions foncières et immobilières" dans le cadre de l'autorisation de programme "QACQFONCIE".

ARTICLE 4: La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 5: La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet..

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente

Hôtel de Lille, le - 9 SEP. 2011

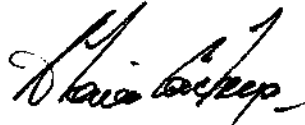
Affiché en Mairie le - 8 SEP. 2011

Réception en Préfecture le - 9 SEP. 2011

Par Délégation du Maire,
L'Adjoint délégué à l'Action Foncière
Alain CACHEUX



Par Délégation du Maire,
L'Adjoint délégué à l'Action Foncière
Alain CACHEUX



Décision du Maire

N° 88 / 127

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R1617-1 à R 1617-18

Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 01/835 du 12 novembre 2001 fixant le régime indemnitaire des régisseurs titulaires et mandataires suppléants à compter du 1^{er} janvier 2002,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ; en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° 05/73 DM du 16 septembre 2005 instituant une régie de recettes n° 1 pour l'encaissement des droits d'entrée et des abonnements au Palais des Beaux Arts,

Considérant qu'il convient d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année ;

Vu l'avis favorable du Trésorier Principal de Lille-Municipale ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 05/73 du 16 septembre 2005 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recette n° 1 au Palais des Beaux Arts de la Ville de Lille. Cette régie est installée aux caisses du palais des Beaux Arts 18 bis rue de Valmy à Lille.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- 1/ droits d'entrée
- 2/ abonnements
- 3/ prestations guidées pour groupes et individuels
- 4/ adhésion aux ateliers vacances et ateliers à l'année pour individuels
- 5/ vente et location de produits annexes

ARTICLE 4: Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues contre remise d'un ticket d'entrée et sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

1/ cartes bancaires

2/ numéraire

3/ chèques

4/ chèques vacances

5/ chèques et coupons remis par les bénéficiaires de dispositifs liés à des partenariats et faisant l'objet d'une convention

ARTICLE 5 : Un fond de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur .

Pendant les périodes d'exposition temporaire, un fond de caisse supplémentaire de 500 € sera remis pour le rendu de monnaie en complément du fond de caisse habituel .

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15000 €

ARTICLE 7 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001;

ARTICLE 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité, fixée après avis de M. le Trésorier Principal, selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001 ;

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département.

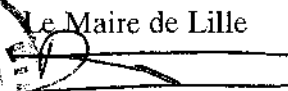
ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet

Avis de Monsieur le Trésorier Principal

Hôtel de Ville, le

13 SEP. 2011


B. MANNESSIER


Le Maire de Lille

Réception en préfecture le :

14 SEP. 2011

Martine Aubry

Affiché en Mairie le : 13 SEP. 2011

Décision du Maire

N° 22128

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R1617-1 à R 1617-18

Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 01/835 du 12 novembre 2001 fixant le régime indemnitaire des régisseurs titulaires et mandataires suppléants à compter du 1^{er} janvier 2002,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ; en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° 05/74DM du 16 septembre 2005 instituant une régie de recettes n° 2 pour l'encaissement des droits d'entrée et des abonnements au Palais des Beaux Arts,

Considérant qu'il convient d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année ;

Vu l'avis favorable du Trésorier Principal de Lille-Municipale ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 05/74 du 16 septembre 2005 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recette n° 2 au Palais des Beaux Arts de la Ville de Lille. Cette régie est installée aux caisses du palais des Beaux Arts 18 bis rue de Valmy à Lille.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- 1/ droits d'entrée
- 2/ abonnements
- 3/ prestations guidées pour groupes et individuels
- 4/ adhésion aux ateliers vacances et ateliers à l'année pour individuels
- 5/ vente et location de produits annexes

ARTICLE 4: Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues contre remise d'un ticket d'entrée et sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

1/ cartes bancaires

2/ numéraire

3/ chèques

4/ chèques vacances

5/ chèques et coupons remis par les bénéficiaires de dispositifs liés à des partenariats et faisant l'objet d'une convention

ARTICLE 5 : Un fond de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur .

Pendant les périodes d'exposition temporaire, un fond de caisse supplémentaire de 500 € sera remis pour le rendu de monnaie en complément du fond de caisse habituel .

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15000 €

ARTICLE 7 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001;

ARTICLE 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité, fixée après avis de M. le Trésorier Principal, selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001 ;

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet

Avis de Monsieur le Trésorier Principal

Hôtel de Ville, le

13 SEP. 2011

5. 14 SEP. 2011

Le Maire de Lille

Réception en préfecture le : 14 SEP. 2011

Martine Aubry

Affiché en Mairie le : 13 SEP. 2011

Décision du Maire

N° 2012/129

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R1617-1 à R 1617-18

Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 01/835 du 12 novembre 2001 fixant le régime indemnitaire des régisseurs titulaires et mandataires suppléants à compter du 1^{er} janvier 2002,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ; en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° 08/34 DM du 28 avril 2008 instituant une régie de recettes n° 3 pour l'encaissement des droits d'entrée et des abonnements au Palais des Beaux Arts,

Considérant qu'il convient d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année ;

Vu l'avis favorable du Trésorier Principal de Lille-Municipale ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 08/34 DM du 28 avril 2008 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recette n° 3 au Palais des Beaux Arts de la Ville de Lille. Cette régie est installée aux caisses du palais des Beaux Arts 18 bis rue de Valmy à Lille.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- 1/ droits d'entrée
- 2/ abonnements
- 3/ prestations guidées pour groupes et individuels
- 4/ adhésion aux ateliers vacances et ateliers à l'année pour individuels
- 5/ vente et location de produits annexes

ARTICLE 4: Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues contre remise d'un ticket d'entrée et sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

1/ cartes bancaires

2/ numéraire

3/ chèques

4/ chèques vacances

5/ chèques et coupons remis par les bénéficiaires de dispositifs liés à des partenariats et faisant l'objet d'une convention

ARTICLE 5 : Un fond de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur .

Pendant les périodes d'exposition temporaire, un fond de caisse supplémentaire de 500 € sera remis pour le rendu de monnaie en complément du fond de caisse habituel .

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15000 €

ARTICLE 7 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001;

ARTICLE 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité, fixée après avis de M. le Trésorier Principal, selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001 ;

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet


Avis de Monsieur le Trésorier Principal

Hôtel de Ville, le 13 SEP. 2011


D. MANNESSIER

Réception en préfecture le :

14 SEP. 2011

 Le Maire de Lille

Martine Aubry

Affiché en Mairie le : 19 SEP. 2011

Décision du Maire

N°

MM/130

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,

Vu le décret n°2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R1617-1 à R 1617-18

Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être alloué aux régisseurs d'avance et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant de cautionnement imposé à ces agents,

Vu la délibération n° 01/835 du 12 novembre 2001 fixant le régime indemnitaire des régisseurs titulaires et mandataires suppléants à compter du 1^{er} janvier 2002,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu la délibération 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de créer des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ; en application de l'article L 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° 07/27 DM du 27 avril 2007 instituant une régie de recettes temporaire n° 4 pour l'encaissement des droits d'entrée et des abonnements au Palais des Beaux Arts,

Considérant qu'il convient d'intégrer le recouvrement des sommes perçues pour les adhésions aux ateliers vacances et ateliers à l'année ;

Vu l'avis favorable du Trésorier Principal de Lille-Municipale ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° 07/27 DM du 27 avril 2007 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recette temporaire n° 4 au Palais des Beaux Arts de la Ville de Lille.

Cette régie est installée aux caisses du palais des Beaux Arts 18 bis rue de Valmy à Lille.

ARTICLE 3 : La régie encaisse les produits suivants :

1/ droits d'entrée

2/ abonnements

3/ prestations guidées pour groupes et individuels

- 4/ adhésion aux ateliers vacances et ateliers à l'année pour individuels
- 5/ vente et location de produits annexes

ARTICLE 4: Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues contre remise d'un ticket d'entrée et sont encaissées selon les modes de règlement suivants :

- 1/ cartes bancaires
- 2/ numéraire
- 3/ chèques
- 4/ chèques vacances
- 5/ chèques et coupons remis par les bénéficiaires de dispositifs liés à des partenariats et faisant l'objet d'une convention

ARTICLE 5 : Un fond de caisse d'un montant de 600 € est mis à disposition du régisseur .

ARTICLE 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15000 €

ARTICLE 7 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et toutes les semaines et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 8 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001;

ARTICLE 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité, fixée après avis de M. le Trésorier Principal, selon la réglementation en vigueur ;

ARTICLE 10 : Le suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur et selon la délibération 01/835 du 12 novembre 2001 ;

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au Représentant de l'Etat dans le département.

ARTICLE 13 : Le présent arrêté sera inscrit au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet

Avis de Monsieur le Trésorier Principal

Hôtel de Ville, le 13 SEP. 2011

B. MANNESSIER

Le Maire de Lille

Réception en préfecture le : 14 SEP. 2011

Martine Aubry

Affiché en Mairie le : 13 SEP. 2011

DECISION DU MAIRE

N° 111 / 131

Le Maire de la Ville de Lille

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation au Maire d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,

Vu le courrier du 19 avril 2011, par lequel Madame Fréteur déclare effectuer un don à la Ville de Lille d'un taxiphone Planox avec projecteur, d'un lot de photographies : plaques stéréoscopiques de voyages et sujets divers (fêtes de Lille, exposition du Progrès Social à Roubaix, exposition coloniale...) et de documents divers relatifs à Saint-André, datant de la première moitié du XXème siècle.

Le détail de ce don est annexé au présent arrêté.

Considérant que la donation dont il s'agit n'impose ni de conditions ni de charges à la Commune; que la situation de fortune du donateur lui permet de faire cette libéralité sans nuire à sa famille ;

DECIDE

Article 1 : Est accepté la donation manuelle faite à la Ville de Lille par Madame Fréteur d'un taxiphone, d'un lot de plaques stéréoscopiques et de deux tirages d'une usine de Saint-André complétés de documents divers industriels et photographiques, de la 1^{ère} moitié du XXème siècle pour une valeur globale estimée à 2 500 €.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans le délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission en préfecture.

Article 3 : La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le 16 SEP. 2011

Hôtel de Ville, le 15 SEP. 2011

Affiché en mairie le 15 SEP. 2011

Le Maire de Lille,

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY



Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Vu l'arrêté n° 1850 du 18 novembre 2008 conférant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Dominique Plancke, Conseiller Municipal Délégué ;

Considérant que la Ville de Lille a décidé de prendre à bail deux appartements situés 88, rue de Lannoy à Lille, propriétés de la Société Immobilière de l'Artois, 67, rue des Potiers à Douai et qu'elle sous-loue à l'Etat qui y a installé le poste de police de proximité de Fives.

Arrêté

Décision du Maire

N° 11/132

DECIDE

Article 1 – La Ville donne à bail à l'Etat deux appartements situés 88, rue de Lannoy à Lille pour une durée de six années qui a commencé à courir le 1^{er} juillet 2010 pour finir le 30 juin 2016.

Article 2 – La mise à disposition est consentie moyennant un loyer annuel de neuf mille trois cents six euros (9306 €) payable à terme échu en quatre versements égaux les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année. Il sera révisable annuellement au 1^{er} janvier en fonction de la variation de l'indice INSEE, l'indice de la base - départ étant le dernier publié au jour de la prise d'effet du bail, soit celui du 4^{ème} trimestre 2010 (1533).

Article 3 – Les charges seront récupérées par la Ville auprès de l'Etat.

Article 4 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Article 5 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 6 – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le 15 SEP. 2011

Réception en Préfecture le 15 SEP. 2011

Affiché en Mairie le 15 SEP. 2011

Le Conseiller Municipal Délégué


Dominique PLANCKE

Le Conseiller Municipal Délégué


Dominique PLANCKE

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Vu l'arrêté n° 1850 du 18 novembre 2008 conférant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Dominique Plancke, Conseiller Municipal Délégué ;

Considérant qu'en vue du maintien du poste de police de proximité d'Euralille, la Ville de Lille a accepté de renouveler le bail relatif aux locaux situés 1, rue Le Corbusier à Lille.

DECIDE

Article 1 – La Ville a accepté la demande de renouvellement du bail passé avec l'Etat, des locaux situés 1, rue Le Corbusier à Lille pour une durée de trois, six ou neuf années entières et consécutives du 1^{er} juin 2011 au 31 mai 2020.

Article 2 – La mise à disposition est consentie moyennant un loyer annuel de trente deux mille cinq cent cinquante euros (32550 €) payable à terme échu en quatre versements égaux les 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année. Il sera révisable tous les trois ans au début de chaque période triennale en fonction de la valeur locative des locaux similaires sans excéder la variation de l'indice INSEE, l'indice de la base-départ étant le dernier publié au jour de la prise d'effet du bail, soit celui du 4^{ème} trimestre 2010 (1533).

Article 3 – Toutes les impositions ou contributions de quelque nature qu'elles soient, ainsi que toutes les charges ou taxes locales et autres sont à la charge du bailleur à l'exception de celles énumérées par le décret 87-713 du 26 août 1987 qui lui seront remboursées par l'occupant. L'Etat, étant dispensé de la Taxe sur les Ordures Ménagères, le bailleur n'a pas à en acquitter le montant.

Article 4 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Article 5 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 6 – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Hôtel de Ville, le 15 SEP. 2011

Réception en Préfecture le 6 SEP. 2011

Affiché en Mairie le 5 SEP. 2011

Le Conseiller Municipal Délégué


Dominique PLANCKE

Le Conseiller Municipal Délégué


Dominique PLANCKE

DECISION DU MAIRE

N° 11/A 34

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L 2122-22 (3° et 20°) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 10/1108 du 17 décembre 2010 conférant délégation de compétences au Maire en matière de recours aux opérations de financement (emprunts, instruments de couverture) pour l'exercice 2011,

Vu l'arrêté n° 3895 en date du 6 octobre 2009 donnant délégation de fonction et de signature à M. Pierre de SAINTIGNON, Premier Adjoint au Maire,

Vu le budget de l'exercice 2011 de la Ville de Lille, ayant force exécutoire, qui prévoit notamment le recours à l'emprunt pour assurer le financement de ses programmes d'investissement,

Vu les délibérations n° 10/142 du 1^{er} février 2010 autorisant le principe de co-maîtrise d'ouvrage et de réalisation du Lycée Hôtelier et n° 10/482 du 28 juin 2010 approuvant la convention de co-maîtrise d'ouvrage,

Vu le budget annexe du Lycée Hôtelier,

Vu la proposition de la Caisse d'Epargne Nord France Europe,

DECIDE :

Article 1er – la réalisation d'un emprunt de 10 000 000 d'euros (dix millions d'euros) auprès de la Caisse d'Epargne Nord France Europe dont le siège social est à Lille, 135 Pont de Flandres et du Crédit Foncier de France, en partenariat avec la Banque Européenne d'Investissements (BEI). Ce prêt est destiné à financer la construction du Lycée Hôtelier et est consenti aux conditions suivantes :

Phase de mobilisation :

- droit de tirage par tranche de 1 000 000 euros (un million d'euros) plafonné à 10 millions d'euros ouvert jusqu'au 30 mai 2016.

Durant la phase de mobilisation, les sommes débloquées porteront intérêts mensuellement à EURIBOR 3 mois majoré de 0,76 % à charge exclusive de la Ville de Lille.

Phase de consolidation :

Ces sommes devront être consolidées au plus tard le 30 mai 2016 en un ou plusieurs prêts amortissables d'une durée de 30 ans maximum et à taux révisable à charge exclusive de la Région Nord Pas de Calais :

- Conditions financières
 - EURIBOR 6 ou 12 mois majoré de 0,76 %
 - Taux fixe selon une cotation de marché
- Périodicité : trimestrielle, semestrielle ou annuelle (selon l'index choisi)
- Sans différé d'amortissement
- Amortissement du capital : constant, progressif ou à la carte.

Une commission d'engagement de 0,05 % du montant total du prêt, soit 5 000 euros, sera à régler lors du premier versement.

Article 2 - L'emprunt est inscrit lors de son encaissement en recette à l'article 1641 du budget annexe ; les frais relatifs à la commission d'engagement seront imputés sur les crédits inscrits au Chapitre 66 Article 668 Fonction 01.

Article 3 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 - La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lille et Monsieur le Trésorier Principal Municipal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Réception en Préfecture le 12 11 2011 Hôtel de Ville, le 22 SEP 2011

Affiché en Mairie le 22 SEP 2011

Pour le Maire de Lille et par délégation,
Le Premier Adjoint au Maire



[Signature]

Pierre de SAINTIGNON



DECISION DU MAIRE

Le Maire de Lille,

N° 11/435

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1411-4 et L. 1413-1,

Vu la délibération n° 08/405 du 28 avril 2008 chargeant le Maire de Lille, par délégation, pour la durée du mandat municipal, de saisir pour avis la Commission Consultative des Services Publics Locaux de Lille de tout projet de délégation de service public, avant que le conseil municipal ne se prononce dans les conditions prévues par l'article L. 1411-4 du CGCT ;

Considérant que le conseil municipal de Lille a autorisé la signature du contrat d'affermage pour la gestion et l'exploitation du Théâtre Sébastopol avec la société Vérone Productions, par délibération n° 06/524 du 3 juillet 2006, à l'issue de la procédure de consultation organisée conformément aux articles L. 1411-1 et suivants du CGCT ;

Considérant que le contrat d'affermage a été conclu pour une durée de cinq ans jusqu'au 31 juillet 2011, et prolongé pour une durée d'un an jusqu'au 31 juillet 2012 par délibération n° 11/577 du 27 juin 2011 ;

Considérant que, dans le cadre du contrat susvisé, la Ville a confié au délégataire, à compter du 1^{er} août 2006, une mission de programmation de spectacles orientée vers tous les publics autour des opérettes et des spectacles musicaux, des variétés, du théâtre et de manifestations culturelles diverses ;

Considérant que la Ville souhaite maintenir une mission de service public du Théâtre Sébastopol ;

Considérant qu'il y a lieu, compte tenu de la sensibilité du public à ce type de spectacle et des modalités d'exécution du service public qu'il requiert, de conclure un nouveau contrat de délégation du service public de la gestion et de l'exploitation du Théâtre Sébastopol pour une durée de cinq ans à compter 1^{er} août 2012, pour que le délégataire assume l'exploitation du service et le risque financier ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, de recueillir l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de Lille sur ce projet de délégation de service public ;

DECIDE :

Article 1 - La Commission Consultative des Services Publics Locaux de Lille est saisie pour avis du projet de délégation du service public de la gestion et de l'exploitation du Théâtre Sébastopol pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} août 2012.

Article 2 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera affichée et publiée au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille. Copie en sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord et Monsieur le Trésorier de Lille Municipale.

Article 3 - La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Réception en Préfecture le

Affiché en Mairie le

26 SEP. 2011

Hôtel de ville de Lille, le

26 SEP. 2011

Le Maire de Lille,

Le Maire de Lille,

Martine AUBRY

Martine AUBRY

DECISION DU MAIRE

22/136

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L. 2111-11 et L. 2122-23 du Code
Général des Collectivités Territoriales :

Vu la délibération n° 11/468 du Conseil Municipal du
27 juin 2011 donnant pouvoir au Maire d'autoriser, au
nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion
de la Ville aux associations dont elle est membre

Vu l'arrêté n° 3898 du 6 octobre 2009 donnant
délégation de signature à Monsieur Philippe TOSTAIN

DECIDE

Article 1^{er} – De renouveler l'adhésion de la Ville de Lille à l'Association Amorce pour l'année 2011. Cette association a pour objectif de favoriser l'échange d'expériences entre professionnels sur les problèmes techniques, économiques, juridiques ou fiscaux. Son rôle est aussi d'élaborer et de présenter des propositions à l'Etat et aux diverses autorités et partenaires afin d'améliorer les conditions réglementaires et économiques de la gestion de l'énergie par les collectivités locales et de promouvoir les réseaux de chaleur.

Article 2 – Le coût annuel de l'adhésion pour la Ville s'élève à 4 542.81 € et sera à régler à Amorce, sise 7 rue du Lac 69422 Lyon.

Article 3 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affiché en mairie le

27 SEP 2011

Réception en Préfecture le

Hôtel de Ville, le 27 SEP. 2011

Par Délégation du Maire
Le Conseiller Municipal délégué
Aux Economies d'énergie



Philippe TOSTAIN

DECISION DU MAIRE

AA 137

Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L. 2111-11 et L. 2122-23 du Code
Général des Collectivités Territoriales :

Vu la délibération n° 11/468 du Conseil Municipal du
27 juin 2011 donnant pouvoir au Maire d'autoriser, au
nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion
de la Ville aux associations dont elle est membre

Vu l'arrêté n° 3898 du 6 octobre 2009 donnant
délégation de signature à Monsieur Philippe TOSTAIN

DECIDE

Article 1^{er} – De renouveler l'adhésion de la Ville de Lille à l'Association Energie Cités pour l'année
2011. Les objectifs majeurs de cette association sont les suivants :

- ⇒ renforcer le rôle, le pouvoir et les compétences des villes dans le domaine de l'efficacité
énergétique
- ⇒ organiser le débat sur la politique et les propositions des institutions de l'Union Européenne
dans le domaine de l'énergie, de l'environnement et de la politique urbaine
- ⇒ développer les initiatives des villes pour les échanges d'expériences, les transferts de savoir-faire
et le montage de projets communs

Article 2 – Le coût annuel de l'adhésion pour la Ville s'élève à 2 500 € et sera à régler à Energie
Cités, sise 2, chemin de Palente 25000 Besançon.

Article 3 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille
et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 5 – Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Lille et Monsieur le Trésorier
Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affiché en mairie le 27 SEP 2011

Hôtel de Ville, le 27 SEP 2011

Réception en Préfecture le

Par Délégation du Maire
Le Conseiller Municipal délégué
Aux Economies d'énergie



Philippe TOSTAIN



Le Maire de la Ville de Lille,

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Arrêté

Décision du Maire

N° 11/138

Vu la délibération n° 08/242 du 31 mars 2008 conférant délégation de compétences au Maire de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans et l'arrêté n° 1850 du 19 novembre 2008 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Dominique PLANCKE, Conseiller Municipal Délégué ;

Considérant la demande de la SCI Hégel Projectim, dont le siège social est situé 24 Boulevard Carnot à Lille, de pouvoir disposer du terrain situé à Lille 2 quai de l'Ouest afin d'y installer une bulle de vente dans le cadre d'une opération immobilière ;

Considérant qu'une partie du terrain précité, repris au cadastre en section ER n° 100, convient parfaitement à la SCI pour y réaliser son opération de commercialisation de 124 logements, nommée « les Rives de l'Isle » ;

DECIDE

Article 1 – La Ville de Lille accorde à la SCI HEGEL PROJECTIM la mise à disposition d'une partie du terrain situé 2 Quai de l'Ouest, cadastré sous le n° 100 de la section ER. La société occupera une surface de 18.9 m² correspondant à l'implantation de la bulle de vente, ainsi que 50 m² supplémentaires correspondant à 4 places de stationnement.

Article 2 – La Ville de Lille autorise également la société à installer deux panneaux de commercialisation, l'un situé sur la parcelle ER 100, Quai de l'Ouest, et l'autre situé avenue de Dunkerque sur la parcelle ER 104 ou 106.

Article 3 – La mise à disposition est consentie pour une durée d'une année à compter du 23 septembre 2011. En fonction de l'avancement de l'opération immobilière précitée, ce bail pourra faire l'objet d'un renouvellement, à l'expiration de son terme, par un avenant librement négocié entre les parties.

Article 4 – La présente mise à disposition est consentie moyennant un loyer annuel de 847.47 euros, à compter du 1^{er} octobre 2011, payable par trimestre et d'avance, soit la somme trimestrielle de 211.86 euros, à la Caisse de Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale 72 rue Saint Sauveur - BP 99 – 59016 Lille Cedex.

Article 5 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Article 6 – La présente décision sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Ville de Lille et copie en sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 7 – Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier Principal de Lille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Réception en Préfecture le

Affiché en Mairie le

29 SEP. 2011

Hôtel de Lille, le

29 SEP. 2011

Par délégation du Maire

Le Conseiller Municipal délégué,

Dominique PLANCKE

Par délégation du Maire

Le Conseiller Municipal délégué,

Dominique PLANCKE



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du **14 octobre 2011**N° **11/887**

OBJET

**Motion sur le Programme Européen
d'Aide aux plus Démunis.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Considérant la situation de millions de nos concitoyens qui vivent difficilement dans notre pays,

Considérant plus particulièrement les plus démunis d'entre eux, sans-emploi, travailleurs précaires ou particulièrement mal rémunérés, familles monoparentales, sans domicile fixe... dont un récent rapport de l'INSEE consacré à la pauvreté nous apprend qu'ils sont 8,2 millions à vivre sous le seuil de pauvreté, soit 13,5 % de la population française, notant d'ailleurs que ces chiffres sont basés sur des études datant de 2009,

Considérant la crise actuelle et son cortège de mesures d'austérité qui pèsent systématiquement sur le pouvoir d'achat des ménages ainsi que le démontre le dernier plan gouvernemental,

Considérant que la Commune risque de subir une augmentation des charges liées à la Solidarité communale et voulant marquer sa solidarité avec les grandes associations d'aide alimentaire (Restaurants du Cœur, Croix Rouge Française, Secours Populaire Français, Fédération Française des Banques Alimentaires) aux côtés desquelles les élus de la Ville étaient, lors de la mobilisation du 16 septembre dernier organisée à Lille, en faveur du maintien du PEAD,

Le Conseil Municipal de Lille, réuni ce vendredi 14 octobre 2011, :

- Salue l'engagement de milliers de bénévoles qui agissent quotidiennement au sein des associations de solidarité dans notre pays et tout particulièrement dans notre département, en soulignant que, sans eux, des centaines de milliers de familles et d'enfants ne pourraient pas accéder à un minimum de dignité ;
- Appelle l'ensemble des pouvoirs publics à renforcer leur programme d'appui auprès des plus démunis pour construire de véritables solidarités face à l'intransigeance d'un monde dominé par la finance et le profit personnel de quelques-uns ;
- Dénonce les décisions de l'Union Européenne d'engager l'extinction du Programme Européen d'Aide aux plus Démunis (PEAD) avec, dès 2012, des diminutions drastiques des denrées confiées aux organisations de solidarité avant un retrait total annoncé pour 2013.

C'est pourquoi les élus de Lille, Lomme et Hellemmes interpellent à la fois le Gouvernement de notre pays, la Commission Européenne ainsi que les parlementaires européens pour que la raison l'emporte et que l'Europe démontre qu'elle doit continuer à produire et à renforcer, en conformité avec ses valeurs fondamentales, des solidarités envers les victimes de la crise et de l'indifférence des marchés.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **EMETTRE** un avis favorable à cette motion.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Adoptée à l'unanimité

Réception en Préfecture le

Le Maire,
Martine AUBRY

- 2 NOV. 2011



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/808

OBJET

Commune associée d'Hellemmes - Subvention à l'OCCE du Nord.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a autorisé, par délibération n° 03/1117 du 15 décembre 2003, la passation d'une convention avec l'association "Office Central de Coopération de l'Ecole du Nord" (OCCE Nord) qui détermine les relations financières entre la Ville de Lille, la commune associée d'Hellemmes et l'OCCE du Nord.

L'aide de la Commune aux coopératives des écoles maternelles et primaires est établie par dotation au prorata des effectifs scolarisés. Cette aide permet aux écoles de mettre en œuvre des projets complémentaires aux activités fondamentales d'enseignement, de participer aux sorties pédagogiques prévues par les équipes enseignantes et de favoriser la participation des élèves à diverses manifestations culturelles.

En complément de cette aide annuelle, la Commune accompagne spécifiquement certains projets exceptionnels émergeant dans les écoles.

C'est dans cette perspective qu'il est proposé d'attribuer une subvention exceptionnelle de 1.390 € à l'OCCE du Nord dans le cadre de l'accompagnement de projets culturels de l'école Berthelot Sévigné dont le détail est joint en annexe.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 6 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.390 € à l'OCCE du Nord ;
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de l'avenant à la convention liant la Ville et l'OCCE du Nord, ci-annexé ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 255 – Opération SUBV1469.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 26 OCT 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée d' Hellemmes

Gilles PARGNEAUX

ANNEXE 1

Détail des projets culturels de l'école Berthelot Sévigné

Classe de Madame CORRION :

« Travail autour de la photographie »

Objectifs éducatifs :

- Travailler l'expression à travers la photo (art visuel)
- Sensibiliser les enfants à l'art de la photo.
- Mise en photo d'une histoire en lien avec le Plan Lecture.

Budget : 600 €

Classe de Madame LEONARD :

« Atelier peinture au couteau ; le Livre au couteau »

Objectifs éducatifs :

- Découvrir la technique de la peinture au couteau et les matières premières (acrylique).
- Réaliser un fond de toile grand format (4m sur 2 m) en y intégrant l'objet livre.
- Favoriser l'expression et le travail de rédaction autour de l'œuvre.

Budget : 500 €

Classe de Madame JOPS :

« Découverte de l'Afrique »

Objectifs éducatifs :

- Favoriser l'ouverture culturelle.
- Echanger et correspondre avec des enfants d'Afrique.
- Sensibiliser les enfants à la solidarité internationale.
- Créer un moment festif de représentation à la découverte des instruments africains.

Budget : 290 €

AVENANT N°11
à la convention prise en vertu de la délibération n°09/838 du 5 octobre 2009

Entre la Ville de Lille, représentée par son Maire, Madame Martine AUBRY, en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 11/ du 14 octobre 2011 ci-après désignée la Ville de Lille,
d'une part,

et

L'association dénommée Office central de la coopération à l'école du Nord, appelée OCCE du Nord, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, N° 0593006540, dont le siège social est situé au 543 rue d'Arras – BP 90167 – 59503 DOUAI Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre MOLLIERE, ci-après désignée l'association,

d'autre part

Vu le renouvellement de la convention intervenue entre la Ville de Lille et l'association en application de la délibération du Conseil Municipal n°09/838 du 5 octobre 2009 ;

Vu l'avenant entre la Ville de Lille et l'association présentés au Conseil Municipal respectivement le 29 mars 2010, le 10 mai 2010, le 28 juin 2010, le 20 septembre 2010, le 17 décembre 2010, le 17 février 2011, 28 mars, le 23 mai 2011, le 27 juin 2011 et le 16 septembre 2011 ;

Préambule

Depuis le renouvellement de la convention passée entre la Ville de Lille et l'OCCE du Nord, une nouvelle subvention a été accordée à l'association. Il importe donc de prendre un avenant.

Article 1^{er}

Après avis favorable du Conseil Communal d'Hellemmes, la Ville de Lille verse une subvention dont le montant total s'élève à 1.390 euros au titre de la commune associée d'Hellemmes.

Cette somme sera donc versée au siège de l'association départementale de l'OCCE du Nord qui se chargera de verser une somme identique et identifiée par projet aux coopératives OCCE affiliées.

Le projet de coopérative OCCE affiliée, ainsi que l'imputation budgétaire correspondante, est détaillé en annexe.

Cette subvention sera payée en une seule fois dès réception de la notification du présent avenant et créditée au compte de l'association ouvert auprès du Crédit Mutuel sous le numéro 15629027010006466134005.

Fait à Lille, le

La Ville de Lille

L'association

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/809

OBJET

**Commune associée d'Hellemmes - ZAC du Parc
de la Filature – Acquisition d'un bâtiment en
l'état pour la réalisation d'une médiathèque.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 7 avril 2006, le Conseil de Communauté de LMCU a approuvé le dossier de création de la ZAC du Parc de la Filature, située sur la commune d'Hellemmes.

Par délibérations n° 07/100 du Conseil Communal du 13 décembre 2007 et n° 07/1255 du Conseil Municipal de Lille du 17 décembre 2007, un avis favorable a été émis sur le dossier de réalisation de la Z.A.C. et un accord a été donné sur le programme des équipements publics.

Parmi les équipements retenus, figure la réalisation d'une médiathèque et de ses annexes dans le rez-de-chaussée du bâtiment repris sous le numéro 8. L'acquisition était prévue sous forme de Vente en l'état de Futur de Rénovation (V.E.F.R.).

Y était mentionné aussi la création d'un multi accueil dans le bâtiment n° 7 par une cession sous forme de Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA)

Depuis, les études qui ont été menées, tant par l'aménageur que par les services de la commune et de la Ville de Lille ont modifié le lieu d'implantation de ces équipements.

C'est ainsi que le multi accueil a été réalisé dans le bâtiment n° 7 et que le projet de la médiathèque a été transféré au rez-de-chaussée du bâtiment n° 9.

A la suite d'un appel à concepteur le jury qui s'est réuni le 17 mars 2010 a désigné le cabinet Emmanuel SAADI.

Le projet architectural d'Emmanuel SAADI vient tirer parti du bâtiment jouxtant la médiathèque qu'il utilise, repris au plan sous le n° 9 bis, pour y réaliser l'auditorium.

L'aménageur de la Z.A.C., la S.A.R.L. LAMARTINE compte tenu de ce projet, propose à la commune la vente du bâtiment 9, rez-de-chaussée, et du bâtiment 9 bis, en l'état construits sur la parcelle AD 208 913 d'une superficie de 2 ha 59 a 67 ca qui fera l'objet d'une division parcellaire.

Le prix proposé pour la vente de ces immeubles est de 3 375 000 TTC. Une demande d'estimation domaniale a été sollicitée auprès de la Direction Régionale des Finances Publiques le 11 juillet 2011.

L'acte qui sera rédigé par Maître François BOUDRY, notaire à Lille, fera l'objet pour la parcelle 298 AD 1046 P d'un état descriptif de division volumétrique qui se résume ainsi :

Volume	Volume partiel	Surface m ²	Cote inférieure	Cote supérieure
1	1a	3580	Sans limitation de profondeur	31.02
	1b	699	31.02	Sans limitation de hauteur
	1c	484	31.02	Sans limitation de hauteur

Parcelle	Section	N°	Superficie m2
298	AD	1047	190

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 6 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** la nouvelle implantation de la médiathèque et de son auditorium ;
- ♦ **AUTORISER** l'acquisition en l'état des bâtiments repris sous les n° 9 et 9 bis pour les volumes et surface repris dans le tableau ci-dessus ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à signer l'acte notarié et tous documents se rapportant à cette acquisition ;
- ♦ **IMPUTER** le montant des frais, droits et émoluments de l'acte authentique sur les crédits inscrits au chapitre 21, article 21318, fonction 321 – Opération HMEDI 1535.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **26 OCT. 2011**

Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée d'Hellemmes



Gilles PARCNEAUX

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/811

OBJET

Commune associée d'Hellemmes - Mise à disposition à Madame Thérèse RAUX d'un logement pour une durée de six mois avec un loyer basé sur la valeur locative.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Madame RAUX Thérèse, agent logé des services techniques, a fait valoir ses droits à la retraite à la date du 1^{er} septembre 2011.

Afin de lui permettre de rechercher un logement qui lui conviendrait, la commune souhaite l'autoriser à occuper le logement sis 101 rue Roger Salengro durant une période de 6 mois non renouvelable à compter du 1^{er} septembre 2011.

En application des articles R 100 et A 92 du Code du Domaine de l'Etat, la redevance d'occupation sera fixée par référence à la valeur locative du logement qui est de 406 €.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 6 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** l'occupation du logement sis 101 rue Roger Salengro par Madame Thérèse RAUX pour une durée de 6 mois non renouvelable à compter du 1^{er} septembre 2011. La redevance d'occupation est fixée à 406 € mensuels ;
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élu délégué de l'arrêté qui réglera cette occupation.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 18 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée d' Hellemmes



Gilles PARC NEAUX

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/812

OBJET

**Commune associée d'Hellemmes - Construction
d'une médiathèque – ZAC du Parc de la Filature
à Hellemmes – Autorisation de signature des
marchés par le mandataire.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille et la Commune d'Hellemmes (commune associée) ont confié à SAI Développement par marché de mandat notifié le 21 février 2011 l'exercice, en son nom et pour son compte, d'une partie des attributions de la maîtrise d'ouvrage pour la restructuration d'un ancien bâtiment industriel situé dans la ZAC du Parc de la Filature, afin d'y réaliser une médiathèque.

Les marchés à passer dans le cadre du mandat pour les études et la réalisation d'une médiathèque dans la ZAC du parc de la Filature à Hellemmes sont les suivants :

- Marché de contrôleur technique selon une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, pour un montant prévisionnel de 24.384 € HT valeur juin 2010.
- Marché de coordonnateur SPS selon une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, pour un montant prévisionnel de 10.582,00 € HT valeur juin 2010.
- Marché de travaux en lots séparés en appel d'offres ouvert, pour un montant prévisionnel de 5.427.795 € HT valeur juin 2010.
- Marché de mobilier en appel d'offres ouvert, pour un montant prévisionnel de 320.000 € HT valeur juin 2010.
- Marché d'OPC selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 57, 58 et 59 du Code des Marchés Publics, pour un montant prévisionnel de 101.106 € HT valeur juin 2010.
- Marchés d'études techniques selon une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, pour un montant prévisionnel de:
 - o Marché d'études de sol : montant prévisionnel 30.000,00 € HT valeur juin 2010
 - o Marché de sondages / études de structure : montant prévisionnel 30.000,00 € HT valeur juin 2010
 - o Marché de Diagnostic amiante : montant prévisionnel 20.000 € HT valeur juin 2010
 - o Marché de Diagnostic plomb : montant prévisionnel 10.000 € HT valeur juin 2010
 - o Marché d'assurance selon une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, pour un montant de 160.000,00 € HT valeur juin 2010.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 6 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le mandataire à procéder au lancement des différentes consultations ;
- ♦ **AUTORISER** le mandataire SAI développement à signer les marchés ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 21- article 2313 fonction 321- Opération HMEDI n° 1535 « Médiathèque d'Hellemmes » - AP 2009-HMEDIATHE.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **26 OCT. 2011**



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée d' Hellemmes

Gilles PARAGNEAUX

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/813

OBJET

Commune associée de Lomme - Avance
sur la subvention attribuée au C.C.A.S
de Lomme en 2012.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les travaux de réhabilitation du foyer-logement Les Roses se sont poursuivis et achevés fin août 2011. Durant cette période, de nombreux lits de l'EHPAD « Les roses » ont été occupés par les résidents du foyer-logement.

Pour l'EHPAD « Les Roses », cette situation implique encore pour 2011 une perte d'exploitation, qui contraint la trésorerie du C.C.A.S de Lomme. Cette situation a conduit l'établissement à mobiliser une ligne de trésorerie d'un montant de 300.000 €.

Face à la nécessité de rembourser cette ligne au 31 décembre prochain, il est proposé de procéder (avant le 31 décembre 2011) à un versement au C.C.A.S de Lomme, d'une avance de 300.000 € sur le montant de sa subvention 2012, à déduire de la subvention qui sera versée au C.C.A.S de Lomme en 2012.

La perte d'exploitation sera précisément déterminée à l'issue des travaux de réhabilitation. Elle sera résorbée sur plusieurs exercices en accord avec la tutelle (Etat - Département).

En accord avec le Conseil Communal de Lomme réuni le 12 octobre 2011,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le Maire à mettre en œuvre les démarches nécessaires au versement de cette avance ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 657362, fonction 520 - Opération n° 1052 - Code service : NGA.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

20 OCT 2011



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,

le Maire délégué de la Commune associée de Lomme

Yves DURAND

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/814

OBJET

**Commune associée de Lomme - Site Multilom -
Bilan de la concertation préalable et lancement
de la concession d'aménagement.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le site Multilom, 37 rue Jules Guesde à Lomme, situé à proximité de l'avenue de Dunkerque et jouxtant la plate-forme multimodale, est classé en zone UG (zone d'activités et de commerce) au Plan Local d'Urbanisme actuellement en vigueur.

Actuellement dédié pour partie à des activités principalement de logistique, ce site de 6 hectares situé à moins de 400 mètres de la station de métro 'Maison des Enfants' bénéficie également de la proximité de tous les équipements du centre ville et en particulier de la médiathèque et de la nouvelle Maison de la Petite Enfance. Du fait notamment de cette localisation, celui-ci constitue une opportunité intéressante de renouvellement urbain, en particulier pour la création de logements.

Par délibérations du Conseil Communal du 23 janvier et du Conseil Municipal du 28 janvier 2008, les Villes de Lomme et de Lille ont sollicité Lille Métropole Communauté Urbaine afin de mener conjointement une étude de programmation et d'aménagement sur le site de Multilom.

Par délibération du 8 février 2008, Lille Métropole Communauté Urbaine a décidé de répondre favorablement aux sollicitations des Villes en lançant, par le biais d'un groupement de commande, une étude conjointe sur l'avenir de ce site.

Cette étude de programmation et d'aménagement a permis de confirmer les multiples potentialités du site et de formaliser un projet intégrant les principales orientations d'aménagement et de programmation comprenant notamment de l'habitat (de l'ordre de 550 logements diversifiés et mixtes), une résidence pour personnes âgées et ou pour étudiants, un espace de rencontre intergénérationnel de type centre social et des espaces publics paysagés vastes et arborés en accompagnement de l'intensité urbaine ambitieuse souhaitée.

Par délibérations du Conseil Communal du 25 mars et du Conseil Municipal du 29 mars 2010, les Villes de Lomme et de Lille ont sollicité Lille Métropole Communauté Urbaine afin de prendre en considération ce projet d'aménagement et d'approuver le périmètre défini à l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme permettant de surseoir à statuer sur toute demande d'occupation des sols intéressant le secteur concerné.

Par délibération du 2 avril 2010, le Conseil Communautaire a pris en considération ce projet d'aménagement et approuvé le périmètre défini à l'article L.111-10 du Code de l'Urbanisme permettant de surseoir à statuer sur toute demande d'occupation des sols intéressant le secteur concerné.

Le projet ainsi que la révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme qui devra permettre sa réalisation doivent faire l'objet d'une concertation préalable. En effet, en application de l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme, avant toute révision du PLU et avant toute opération d'aménagement, une phase de concertation préalable doit être menée, associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

Par délibérations du Conseil Communal du 24 mars et du Conseil Municipal du 28 mars 2011, les Villes de Lomme et de Lille ont adopté les modalités de concertation préalable et validé le lancement, par Lille Métropole Communauté Urbaine, de cette procédure de révision simplifiée du P. L. U. en application de l'article L 123-13 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération du 1^{er} avril 2011, le Conseil Communautaire a décidé de lancer la concertation préalable et en a adopté les modalités. Celle-ci s'est donc tenue du 9 septembre au 10 octobre 2011 avec une réunion publique organisée à Lomme le 29 septembre 2011.

A ce stade de définition, le projet Multilom, qui s'inscrit pleinement dans les objectifs de densité, de programmation et de mixité de la délibération cadre sur la Ville Intense, du Programme Local de l'Habitat, et de la Charte Ecoquartier de Lille Métropole a reçu un accueil favorable de la population.

Les interventions faites lors de la réunion publique et les observations écrites dans les registres mis à disposition, portent essentiellement sur :

- le traitement des franges du projet au contact du tissu urbain existant,
- la gestion future du stationnement,
- l'aménagement des espaces verts.

Concernant ces sujets d'interrogation, il convient d'ores et déjà d'apporter quelques précisions.

L'organisation générale du projet intègre la question des vis-à-vis avec l'existant. Un principe graduel de densité et de hauteur des bâtiments est préconisé depuis les franges reprenant les caractéristiques du bâti environnant jusqu'au cœur du projet où cette densité au contact du parc central pourra être plus importante. Des études complémentaires de perspective et de cônes de vues en lien avec l'existant seront menées ultérieurement dès lors que l'implantation et la volumétrie précises des bâtiments seront affinées.

Concernant le stationnement, l'objectif même d'éco-quartier tel que poursuivi impliquera de minimiser, sans l'exclure pour autant, la voiture. Sa présence sur l'espace public est également souhaitée la plus limitée possible avec un maximum de parkings souterrains ou semi enterrés.

S'agissant enfin des espaces verts auxquels une large place a été réservée au sein du projet (environ un tiers de la surface d'emprise), ils ont une vocation à la fois paysagère et d'agrément pour l'ensemble des habitants du quartier mais aussi fonctionnelle dans la gestion des eaux pluviales notamment lors d'événements pluvieux exceptionnels. Le site dans son état actuel se caractérise par une très faible présence du végétal (si ce n'est un petit ensemble boisé rue Jules Guesde) se trouvant, qui plus est, dans un état sanitaire jugé très moyen. L'approfondissement du projet permettra là encore d'étudier plus précisément l'opportunité de conserver certains espaces et arbres existants.

L'ensemble des observations dont il sera donc, dans la mesure du possible, tenu compte dans le cadre de la poursuite des études n'est pas de nature à remettre en cause les objectifs globaux et les orientations d'aménagement. Il est ainsi proposé de poursuivre la procédure de mise en œuvre de l'opération tout en intégrant au mieux, dans la phase ultérieure d'approfondissement du projet, les réponses aux attentes évoquées.

En application des dispositions des articles L300 - 4 et L300 - 5 du Code de l'urbanisme, Lille Métropole souhaite également confier la réalisation du projet à un aménageur par le biais d'une concession d'aménagement d'une durée prévisionnelle de 8 à 10 ans (durée qui pourra être librement négociée avec les candidats).

A ce titre, le concessionnaire assurera la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipements concourant à l'opération prévus dans la concession ainsi que la réalisation des études et de toutes les missions nécessaires à leur exécution. Il assurera également la maîtrise foncière et la libération des biens nécessaires à la réalisation de l'opération partiellement occupés par quelques entreprises principalement de logistique. Il pourra se voir déléguer le droit de préemption urbain et la possibilité, le cas échéant, de mener des expropriations. Il procédera à la vente, à la location ou à la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

Le bilan prévisionnel de la concession est évalué à environ 16 millions d'euros (en euros constants valeur 2010) qui seront notamment compensés par des recettes de commercialisation.

En accord avec le Conseil Communal de Lomme réuni le 12 octobre 2011,

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **TIRER** un bilan favorable de la concertation préalable à l'exécution du projet d'aménagement du site Multilom, au titre de l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme.

Affiché en Mairie le 17/10/11

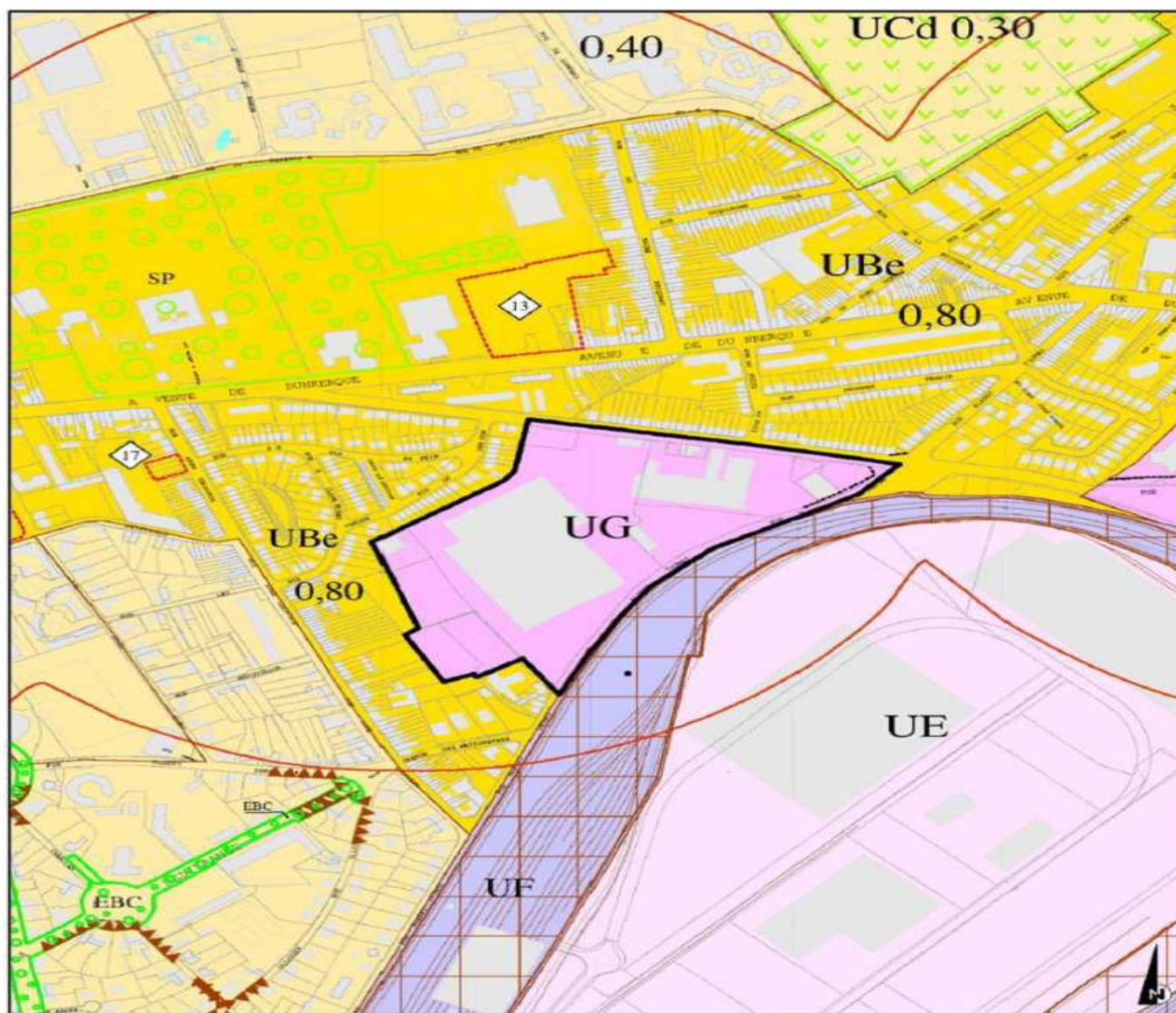
Réception en Préfecture le **20 OCT. 2011**



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée de Lomme

Yves DURAND



DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU RENOUVELLEMENT URBAIN
 ECHELLE : 1/5000e

Lille Métropole
 COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

CONSEIL MUNICIPAL DU
 14 OCTOBRE 2011

MULTILOM
 BILAN DE LA CONCERTATION
 PRÉALABLE ET LANCEMENT
 DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/815

OBJET

**Commune associée de Lomme - Contrat Local
d'Accompagnement à la Scolarité (C.L.A.S.) -
Actions P.E.G. 2011-2012 - "Coup de pouce" et
"British'Club".**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de son Projet Educatif Global (P.E.G.), la Commune s'est fixée comme l'un des axes prioritaires « la réussite scolaire de chaque enfant par la mobilisation de la communauté éducative et l'accompagnement individualisé ».

Pour ce faire, la Commune mobilise notamment deux dispositifs : le Dispositif de Réussite Educative sur le secteur du collège Jean Zay et le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité à l'échelle de la Commune (C.L.A.S.).

Le C.L.A.S. a été confié par la DDASS à l'ADECAF Nord en 2000 en vue d'une harmonisation et d'une unification des dispositifs d'accompagnement scolaire. Il a pour principaux objectifs la réussite scolaire pour tous ainsi que le renfort du rôle éducatif des parents par l'implication de ceux-ci dans la scolarité de leurs enfants. Enfin, ce dispositif « s'articule autour des projets d'école et d'établissement mais aussi avec les autres actions en faveur des enfants, des jeunes et de leur famille ».

A Lomme, les actions du C.L.A.S sont les Clubs « Coup de Pouce » pour les élèves des classes de CP des écoles primaires et les séances « British' Club » pour un public identifié de CM2 volontaires.

Ces actions se caractérisent par un fonctionnement en petits groupes de travail afin de favoriser le soutien individuel des élèves, une coordination entre les enseignants et les équipes C.L.A.S et une implication des parents.

Action 1 : clubs « Coup de pouce » pour les élèves de CP

Ce dispositif, réservé aux enfants repérés en risque d'échec par leur instituteur, accompagne l'activité scolaire des élèves autour du « lire-écrire », les parents dans le suivi scolaire de leur enfant au CP et l'action pédagogique des maîtres de CP. « Coup de pouce » est un véritable outil de prévention de l'illettrisme et de lutte contre l'échec scolaire.

Les Clubs « Coup de pouce » en lecture-écriture reposent sur trois idées-forces :

- Apporter aux élèves de 6-7 ans, défavorisés ou fragiles en lecture-écriture, le soutien dont ils ont besoin et qu'ils ne reçoivent pas nécessairement le soir à la maison
- Agir autant en direction des parents concernés qu'auprès des enfants en difficulté
- Intervenir en complémentarité de l'école et, en particulier, aux côtés des maîtres de CP

En partenariat avec la Commune, le travail d'ingénierie éducatif est réalisé, à titre gratuit, par l'Association pour Favoriser une Ecole Efficace (Apfée), notamment chargée de définir le dispositif de régulation à mettre en place, proposer des outils relatifs aux modalités de mise en œuvre et procéder aux vérifications et contrôle d'efficacité. Une convention de coopération est signée entre la commune et l'association.

Sept clubs seront mis en place, chacun pour 5 enfants de CP. Ils se déroulent dans les locaux scolaires les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 16 h 30 à 18 h 00 durant 25 semaines scolaires après les vacances de Toussaint 2011.

La Ville conduit et finance ce dispositif pour l'ensemble des clubs :

- fournitures de 433 € par club,
- rémunération des encadrants municipaux, des enseignants et du forfait de coordination des 7 clubs (fonction assurée par un conseiller pédagogique de l'Inspection de l'Education Nationale) évaluée à 29.812 € (salaires et charges) au maximum, puisque des enseignants devraient assurer leur temps de soutien personnalisé aux élèves dans le cadre du « Coup de pouce ».

Action 2 : « British' Club » pour les CM2 identifiés par les équipes éducatives des écoles primaires

Ces ateliers d'accompagnement scolaire en anglais se déroulent chaque semaine, à raison d'une heure, au cœur même du futur collège de secteur des élèves. Au total, trois heures hebdomadaires au collège Jean Jaurès, Jean Zay ou Guy Mollet, pour des groupes de 10 à 15 enfants accompagnés (ou non) de leurs parents.

Les objectifs de ces ateliers sont les suivants :

- Ecouter et accompagner individuellement des élèves identifiés par l'école et en lien avec les parents
- Adapter la pédagogie et les outils avec discernement et convivialité en accord avec l'équipe éducative
- Observer et évaluer la progression de chaque élève tant sur le plan scolaire que sur le plan personnel par la pratique orale de l'anglais.

Ce travail d'accompagnement est réalisé par l'Union Française de la Jeunesse (U.F.J) en lien étroit avec les parents, les équipes éducatives des écoles, les collèges et la Commune. La coordination, le suivi et le bilan sont centralisés par l'Union Française de la Jeunesse.

Les évaluations, tant des élèves que du dispositif, se font lors des réunions de concertation. Les séances se déroulent hors vacances les lundis à Jean Jaurès, les mardis à Jean Zay et jeudis à Guy Mollet de 17 h à 18 h (avec une arrivée échelonnée possible dès 16 h 45). Cette action a lieu du 7 novembre 2011 au 31 mai 2012.

Les collèges mettent gratuitement à disposition une salle équipée à cet effet.

La Ville conduit et finance ce dispositif par la mise à disposition de personnel technique ainsi que la rémunération de la prestation éducative par l'U.F.J pour un montant de 3.370 € (soit un total de l'opération estimé à 6.790 € TTC).

Demande de subvention C.L.A.S. auprès de la CAF de Lille :

Le C.L.A.S peut être subventionné par la Caisse d'Allocations Familiales de Lille dans la limite du plafond de 6.760 € par action, à hauteur de 30 % des dépenses engagées, soit une subvention maximum de 2.028 € par action.

Une subvention de 10.321 € est donc sollicitée à la CAF de Lille pour les actions C.L.A.S de l'année scolaire 2011/2012 :

- 8.358 € pour les 7 Clubs « Coup de pouce » correspondant à 1.194 € par Club, soit 30 % de la dépense évaluée à 3.980 € par Club.
- 2.028 € pour le « British' Club ».

En accord avec le Conseil Communal de Lomme, réuni le 12 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **VALIDER** la déclinaison du dispositif C.L.A.S en 2011/2012 ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à solliciter la subvention susvisée auprès de la C.A.F de Lille et à signer les conventions qui s'y rapportent ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondant sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 6067, fonction 213 - Opération n° 979 : « Coup de pouce » - Code service : NEA, pour les fournitures, et au chapitre 011, article 6228, fonction 422 - Opération n° 983 : « Actions Collèges » - Code service : NEP, pour la prestation U.F.J., et sous réserve des crédits votés au Budget Primitif 2012 ;
- ♦ **ADMETTRE** les recettes de la CAF de Lille au chapitre 74, article 7478, fonction 60 - Opération n° 1118 : « Parentalité » - Code service : NEH.

Affiché en Mairie le 17/10/11

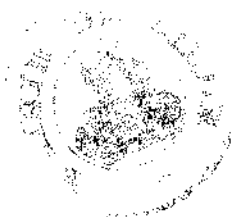
Réception en Préfecture le

20 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée de Lomme

Yves DURAND



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/816

OBJET

**Commune associée de Lomme - Subventions
pour ravalement de façades.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibérations du Conseil Communal de Lomme en date des 6 mai 2003 et 23 janvier 2006 et du Conseil Municipal de Lille des 12 mai 2003 et 6 février 2006, la Commune de Lomme a fixé les conditions d'attribution de subvention pour travaux de ravalement de façades afin d'améliorer le cadre de vie de tous les Lommois en terme de qualité du paysage urbain.

Ces travaux concernent l'aspect général des façades avant, arrière ou pignon c'est-à-dire :

- le nettoyage des façades en maçonnerie de briques peintes ou non, enduits ciment ou à la chaux, crépis, pierres, béton ; la remise en état des joints et des éléments de maçonnerie dégradés, la réfection des enduits.

Selon la nature du support, il peut être effectué :

- par « sablage » hydropneumatique avec emploi de sable silicieux ou de fines de verrerie ;
 - par projection d'eau froide ou chaude complétée par nettoyage mécanique (brossage-ponçage-raclage) ; dans ce cas une attention particulière sera portée aux moulurations en pierres et aux éléments décoratifs type briques vernissées ;
 - par procédé chimique : solutions alcalines, addition de tensioactifs et de solvants.
 - le brossage à sec des façades, plus communément appelé « dépoussiérage » ne saurait être admis au titre de la mise en état de propreté ; le nettoyage par jet de sable sec est interdit ;
 - est également proscrit l'écroûtage d'enduits qui met à jour de la brique de mauvaise qualité grossièrement appareillée, se dégradant facilement et provoquant des désordres dans la construction.
- la mise en peinture de façades en briques ou enduit
 - la pose de briquettes ou de plaquettes en terre cuite sur les façades en béton ou cimentée ; elles sont déconseillées sur les façades en briques pour lesquelles le sablage - rejointoiement sera préconisé.

Il a été décidé :

- le versement d'une subvention de 9,15 € par m² de surface traitée limitée à 20 % du montant H. T. des travaux.

- d'accorder une aide supplémentaire aux ravalements groupés d'au moins deux immeubles contigus et qui appartiennent à des propriétaires différents, portant ainsi l'aide à 11,43 € par m² de surface traitée, limitée à 25 % du montant H.T.
- de plafonner le montant de la subvention à 760 €.
- d'exonérer ces travaux des droits de voirie.

Pour obtenir le versement de cette subvention, le pétitionnaire devra déposer un dossier de demande de subvention au Service Urbanisme, accompagné de la demande de déclaration préalable pour ravalement. Le versement interviendra après la réalisation des travaux conformes à l'autorisation délivrée.

En accord avec le Conseil Communal de Lomme, réuni le 12 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement de la subvention pour les demandes ci-dessous :

Mademoiselle THAILLY Valérie

Pour des travaux : 12, rue de l'Egalité

Montant hors taxe des travaux réalisés : 7 931,09 €

Montant de la subvention 9,15 € x 107 m² = 979,05 €

Plafonné à 760,00 €

Monsieur DECUYPER Francis

Pour des travaux : 21, rue Frémaux

Montant hors taxe des travaux réalisés : 6 379,15 €

Montant de la subvention 9,15 € x 32,97 m² = 301,68 €

Madame DESRUELLE Thérèse

Pour des travaux : 10, rue André Ampère

Montant hors taxe des travaux réalisés : 780,00 €

Montant de la subvention 9,15 € x 23 m² = 210,45 €

Plafonné à 20 % du HT 156,00 €

Monsieur MAUGER Pierre

Pour des travaux : 56, rue de la Mitterie

Montant hors taxe des travaux réalisés : 6 201,00 €

Montant de la subvention 9,15 € x 58 m² = 530,70 €

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur la section Investissement - chapitre 204 - article 2042 - fonction 824 - Opération n° 1374 : ravalement de façades investissement - code service : NDC.

Adoptée à l'unanimité

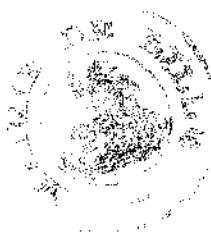
Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

20 OCT. 2011

Par délégation du Maire,

le Maire délégué de la Commune associée de Lomme



Yves DURAND

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/817

OBJET

**Commune associée de Lomme - Reconduction du
Coup de pouce BAFA 2012.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique Jeunesse, la commune de Lomme favorise l'engagement et la formation des jeunes en permettant à ces derniers d'intégrer le cycle de formation du BAFA, le Brevet d'Aptitudes aux Fonctions d'Animateurs, pour l'encadrement des mineurs dans les Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH). (Délibération n° 2010/138 du Conseil Communal du 18 novembre 2010 Coup de Pouce BAFA)

Les modalités de l'aide municipale intitulée « Coup de pouce BAFA », sont les suivantes :

- Le bénéficiaire doit être âgé de 17 à 25 ans et résider à Lomme
- Il doit se présenter à un rendez-vous en amont qui permettra de cerner ses aptitudes et sa motivation
- Une aide forfaitaire de 230 € pour le financement du stage de base BAFA, versée par la commune à l'organisme de formation choisi par le jeune
- Les jeunes bénéficiaires seront prioritaires pour effectuer leurs stages pratiques rémunérés au sein des ALSH municipaux
- Ses revenus ou ceux de sa famille doivent correspondre à une situation ou à un plafond décrit ci-dessous :

Situation	Plafond / situation
1 jeune sans revenu fixe ou en rupture familiale (en contact avec un travailleur social, UTPAS, Mission Locale, Club de prévention...)	Attestation de situation (lycéens, étudiants, demandeurs d'emploi, fiche de paie, contrat de travail...)
1 couple + 1 enfant	24.396 €
1 couple + 2 enfants	29.652 €
1 couple + 3 enfants	35.040 €
1 couple + 4 enfants	40.440 €
1 couple + 5 enfants	45.828 €
1 parent isolé + 1 enfant	26.832 €
1 parent isolé + 2 enfants	32.184 €
1 parent isolé + 3 enfants	38.544 €
1 parent isolé + 4 enfants	44.484 €
1 parent isolé + 5 enfants	49.440 €
Ensuite rajouter 100 € par enfant supplémentaire	

- En contrepartie, le jeune bénéficiaire doit effectuer une période de bénévolat au sein des ALSH lommois (ALSH de proximité ou Pack' Ados) d'une durée de 35 heures (en une ou plusieurs périodes) avant le versement de cette aide (délibération n° 2010/115 du 14 octobre 2010 : Bourses jeunes : action de bénévolat associatif par les bénéficiaires)
- Il ne doit pas avoir déjà bénéficié de cette aide car celle-ci est non renouvelable
- Par ailleurs, les agents du Service Jeunesse auront un rôle d'observateur vis-à-vis des jeunes dont ils décèleront des compétences et capacités liées à l'animation de par leur investissement et leurs prises d'initiatives dans le cadre des activités du Service Jeunesse afin de les accompagner vers ce dispositif sous réserve que ces derniers aient au minimum 17 ans.

Cette aide municipale est cumulable avec l'aide de 200 € que le jeune peut obtenir de la CAF (selon le type de stage de perfectionnement choisi) et ce à l'issue de sa formation complète avec l'obtention du BAFA.

Pour l'année 2012, le Coup de pouce BAFA vise 20 jeunes bénéficiaires, soit un budget de 4.600 €.

En accord avec le Conseil Communal de Lomme, réuni le 12 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **VALIDER** la reconduite et les modalités de ce dispositif ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les documents nécessaires à sa bonne réalisation et mise en œuvre
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 6228, fonction 422 - Opération n° 1056 : Soutien Initiative Jeunes coup de pouce BAFA - Code service : NEP, sous réserve des crédits votés au Budget Primitif 2012.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **20 OCT. 2011**



Par délégation du Maire,
le Maire délégué de la Commune associée de Lomme

Yves DURAND

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/818

OBJET

**Commune associée de Lomme - Plan Local de
Santé - Subvention au C.C.A.S de Lomme dans
le cadre de l'action "un fruit pour la récré"**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Communal a validé le Plan Local de Santé 2010/2014 par délibération n° 2010/62 du 21 juin 2010, afin de soutenir les actions visant à réaliser les 4 objectifs suivants :

- Axe 1 : La connaissance et l'information
- Axe 2 : L'alimentation et le mouvement
- Axe 3 : La lutte contre la précarité
- Axe 4 : Les conduites addictives

Un projet s'intitulant « *Un fruit pour la récré* » s'inscrit dans l'axe 2 « L'alimentation et le mouvement » du Plan Local de Santé Lommois.

Ce projet s'inscrit également dans un programme lancé en 2008 par le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche, qui vise à distribuer des fruits aux élèves de primaire et de secondaire, afin de lutter contre l'injustice alimentaire et pour redonner aux jeunes le goût de manger mieux.

Ce projet est porté par le C.C.A.S de Lomme dans deux écoles lommoises : l'école Roger Salengro, pour deux classes et l'école Jean Minet, pour 4 classes, tout au long de l'année scolaire 2011/2012. La distribution se fera hors temps restauration scolaire, une fois par semaine. Des animations seront organisées par l'équipe enseignante et un temps fort, avec la participation d'une diététicienne, sera réalisé avec les parents une fois par trimestre.

Le coût global du projet est évalué à 8.000 € pour année scolaire 2011/2012, avec une participation de 50 % de la Communauté Européenne, soit 4.000 €. Dans ce cadre, la Commune soutient l'action du C.C.A.S.

En accord avec le Conseil Communal de Lomme, réuni le 12 octobre 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 4.000 € au C.C.A.S de Lomme ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrit au chapitre 65 - article 657362 fonction 510 - Opération n° 1020 : « Santé Scolaire » - Code service NGB.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 20 OCT. 2011

Par délégation du Maire,

le Maire délégué de la Commune associée de Lomme



Yves DURAND

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/819

OBJET

**Exercice 2011- Programmes d'équipement de
la section d'Investissement - Autorisations de
programme et crédits de paiement - Décision
Modificative n° 4**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Ce rapport a pour objet d'ajuster, au regard des prévisions opérationnelles, l'ensemble des autorisations de programme et l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement correspondants, en dépenses et en recettes d'investissement.

Ces opérations concernent les projets à caractère pluriannuel et complètent donc la décision modificative n° 4 qui présente les évolutions de crédits de paiement de l'année 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** ces dispositions.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 18 NOV. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,

Le Premier Adjoint délégué aux Finances et Moyens



Pierre de SAINTIGNON

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

DEPENSES

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP		MONTANT DES AP			MONTANT DES CP						
		Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N et nouvelles AP	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
AAMENEQUIP	AMENAGEMENT EQUIPEMENTS ENFANCE	300 000,00		300 000,00	0,00	0,00	30 000,00	270 000,00			
AAMENOFFRE	AMENAGEMENT OFFICES DE RESTAURATION	9 358 870,66		9 358 870,66	1 424 505,24	2 752 053,58	844 365,42	1 437 946,42	2 000 000,00	900 000,00	
ACONSCUICE	CONSTRUCTION CUISINE CENTRALE	19 600 000,00		19 600 000,00	1 181 716,27	145 816,10	1 271 739,11	4 109 999,62	8 500 000,00	4 390 728,90	
AENSUPAMEN	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 170 405,78		1 170 405,78	980 396,98	23 085,64	56 626,52	110 296,64			
AENTAMENMQ	CENTRES SOCIAUX ET MAISONS DE QUARTIER	11 735 991,83		11 735 991,83	2 999 362,25	323 363,90	130 000,00	265 504,30	1 346 537,38	691 224,00	5 980 000,00
AEQPAENTAM	EQUIPEMENTS PERSONNES AGEES	2 538 000,00		2 538 000,00	0,00	379 483,40	1 085 000,00	423 516,60	600 000,00	50 000,00	
APCLUBUTIL	ACCUEIL CLUB UTILISATEURS	1 000 000,00		1 000 000,00			50 000,00	80 000,00	40 000,00	830 000,00	
APEQUIPENF	EQUIPEMENTS PETITE ENFANCE	12 831 172,69		12 831 172,69	2 003 022,96	534 230,50	2 373 814,42	1 650 104,81	4 500 000,00	1 020 000,00	750 000,00
APEQUISPOR	EQUIPEMENTS SPORTIFS	69 278 386,31		69 278 386,31	2 189 856,20	2 240 121,53	1 806 125,98	10 814 031,13	16 918 759,08	11 569 492,39	23 740 000,00
APROJEQSP	EQUIPEMENTS SPORTIFS	59 100 000,00		59 100 000,00	314 618,96	5 030 934,01	6 732 028,57	4 019 848,97	10 220 445,26	7 382 124,23	25 400 000,00
AVIESCOLAP	VIE SCOLAIRE	1 105 866,91		1 105 866,91	929 010,72	7 959,09	20 791,90	148 105,20			
AVSOLIDARI	VILLE DE LA SOLIDARITE	420 000,00		420 000,00	20 459,16	0,00	60 000,00	129 540,84	70 000,00	140 000,00	
AZOOFERMPG	PARC ZOOLOGIQUE ET FERME PEDAGOGIQUE	1 250 000,00	175 000,00	1 425 000,00	996,22	35 863,77	50 000,00	739 136,23	599 003,78		
AZOOFERMPT	PARC ZOOLOGIQUE ET FERME PEDAGOGIQUE	10 000 000,00		10 000 000,00	6 867,91	15 372,00	480 000,00	230 000,00	1 293 132,09	274 628,00	7 700 000,00
CARTSVISUP	ARTS VISUELS MUSEES EXPOSITIONS INVESTISSEMENT	20 639 965,93		20 639 965,93	367 664,44	382 731,68	976 338,99	3 649 535,72	3 762 794,36	2 250 900,74	9 250 000,00
CCOMTESSEL	COMTESSE LIEU DE STOCKAGE	10 000 000,00		10 000 000,00		0,00	0,00	50 000,00	200 000,00	250 000,00	9 500 000,00
CFORMARTIP	FORMATIONS ARTISITIQUE ET ACTIONS	4 871 133,00		4 871 133,00	259 424,34	267 172,08	220 309,11	358 873,57	1 150 000,00	815 353,90	1 800 000,00
CLITLLECTU	LITTERATURE ET LECTURE PUBLIQUE	4 895 000,00		4 895 000,00	385 998,32	62 769,28	660,53	1 218 292,77	359 279,10		2 868 000,00
CPATARCHEP	PATRIMOINE ET ARCHEOLOGIE	84 399 491,78	0,00	84 399 491,78	2 070 201,92	1 832 431,67	5 927 698,45	6 595 790,35	3 850 637,22	3 827 732,17	60 295 000,00
CSITESAUVE	SITE SAINT SAUVEUR	3 959 325,85		3 959 325,85	3 755 039,90	47 879,37	25 406,00	131 000,58			
CSPECVIVAP	SPECTACLE VIVANT ET MUSIQUE	28 830 689,41		28 830 689,41	1 839 066,42	1 576 406,63	1 418 199,14	7 174 506,21	3 173 437,69	1 734 073,32	11 915 000,00
FINFOPJTRV	INFORMATIQUE PROJETS TRANSVERSES	340 000,00		340 000,00				140 000,00	100 000,00	100 000,00	
FINFORMAPG	INFORMATISATION	8 902 306,69		8 902 306,69	617 161,37	1 465 726,40	1 789 701,00	2 270 000,00	1 711 427,65	1 048 290,27	
FPLACOMMER	PLA COMMERCE	567 491,30		567 491,30	3 910,30	3 828,00	177 860,00	269 544,00	112 349,00		
FSUBIEP	IEP SUBVENTION D'EQUIPEMENT	415 970,00	0,00	415 970,00		172 776,00	200 000,00	43 194,00			
HARTSRUE	ARTS DE LA RUE	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	0,00	17 361,98	33 519,34	1 600 000,00	449 118,68		
HCRECHE	CRECHE - INVESTISSEMENT	7 575 000,00	0,00	7 575 000,00	4 040 232,06	1 794 000,00	1 614 313,94	126 454,00			
HDOMBROWSK	STRUCTURE DOMBROWSKI	350 518,23	-2 291,62	348 226,61	88 675,75	259 550,86	0,00	0,00			
HFONCDPU	POLITIQUE FONCIERE	1 731 212,25	1 435 724,51	3 166 936,76	431 212,25	985 724,51	250 000,00	1 500 000,00	0,00	0,00	
HGROSCEPIN	GROUPE SCOLAIRE EPINE	4 000 000,00	1 000 000,00	5 000 000,00		17 940,00	78 981,32	352 000,00	500 000,00	2 996 018,68	1 055 060,00
HMEDIATHE	MEDIATHEQUE	9 608 000,00	4 852 000,00	14 460 000,00	19 626,15	19 898,62	312 421,41	4 318 704,00	4 068 866,00	5 192 714,22	527 769,60
HPABOCQUET	PARC BOCQUET	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
HPISCINE	PISCINE	369 594,68	-320 000,00	49 594,68	49 594,68		0,00	0,00	0,00	0,00	
HSQUAINTER	SQUARE DE L'INTERNATIONALE	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00				
NPGAMIANTE	TRAVAUX DESAMIANTE	547 000,00	0,00	547 000,00		244 269,85	152 945,09	149 785,06			
NPGCONQUAL	CONVENTION QUALITE SERVICE	89 400,00		89 400,00	14 893,88	14 893,88	14 900,00	14 906,12	14 900,00	14 906,12	0,00
NPGCLAIRP	ECLAIRAGE PUBLIC	3 619 866,00	0,00	3 619 866,00	654 865,98	652 251,77	690 000,00	822 748,25	400 000,00	400 000,00	0,00
NPGMARCHAU	MARCHE DE CHAUFFAGE	513 718,00		513 718,00	194 605,83	199 112,38	107 914,00	12 085,79			
NPGMOYMED	MOYENS MEDIATHEQUE OUVRAGES	355 945,45		355 945,45	55 945,45	59 533,89	60 000,00	60 466,11	60 000,00	60 000,00	0,00
NPGMOYPENF	MOYENS GENERAUX PETITE ENFANCE	31 000,00		31 000,00	14 622,74	13 071,08	0,00	3 304,21		1,97	0,00
NPGNORMATS	NORMALISATION MATERIEL SPORTIF	299 273,98		299 273,98	49 542,38	16 433,22	50 000,00	83 566,78	50 000,00	49 731,60	0,00
NPGPARCJAR	PARCS ET JARDINS PROGRAMME	17 000,00		17 000,00	0,00	0,00		17 000,00			
NPGPARCROS	PARC ROSSIGNOL	440 000,00	0,00	440 000,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00	80 000,00	0,00	
NPGPARCURB	PARC URBAIN	330 000,00	0,00	330 000,00	25 725,96	0,00	18 047,64	286 226,40			
NPGPARTRHD	PARTICIPATION RHD ACCOMPAGNEMENT	1 489 450,30		1 489 450,30		82 000,00	1 407 450,30	0,00			
NPGPOLFONC	POLITIQUE FONCIERE	388 000,00	0,00	388 000,00	212 046,70	0,00	138 000,00	25 953,30	12 000,00		
NPGRAVAFAC	SUBVENTIONS RAVALEMENT DE FACADES	90 000,00		90 000,00	11 131,77	8 021,15	15 000,00	25 847,08	15 000,00	15 000,00	
NPGSERRES	RELOCALISATION DES SERRRES	1 200 000,00		1 200 000,00		4 767,26	65 000,00	1 010 232,74	120 000,00		
NPGTRVSPOR	TRAVAUX LOURDS EQUIPEMENTS SPORTIFS	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00			276 379,00	300 000,00	323 621,00	300 000,00	
NPGTXFERME	TRAVAUX FERME EDUCATIVE	422 999,94		422 999,94	8 116,06	369 845,13	34 943,10	10 095,65			

NPJAMENPUB	AMENAGEMENT ESPACES PUBLICS	2 953 500,00	0,00	2 953 500,00	534 054,71	812 886,66	501 559,52	587 998,14	462 000,00	55 000,97	0,00
NPJBEAULIE	MAISON FOLIE BEAULIEU	3 622 699,48	0,00	3 622 699,48	3 061 803,58	469 168,76	28 908,00	61 727,14	1 092,00	0,00	
NPJEPICERI	CREATION D'UNE EPICERIE SOLIDAIRE INVESTISSEMENT	240 000,00		240 000,00		0,00		240 000,00			
NPJHOTELVI	MENUISERIE HOTEL DE VILLE	1 257 174,40		1 257 174,40	191 416,96	479 598,42	80 485,00	235 674,02	270 000,00	0,00	
NPJJARCOM	JARDIN COMMUNAUTAIRE	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
NPJMATBEAU	MOYENS MAISON FOLIE BEAULIEU	485 662,25		485 662,25	259 921,29	38 987,20	70 000,00	116 753,76	0,00	0,00	0,00
NPJMATMPE	MOYENS GENERAUX MAISON PETITE ENFANCE	252 000,00		252 000,00	0,00	0,00	252 000,00	0,00	0,00	0,00	
NPJMDE	HALLE ET SALLE MAISON DES ENFANTS	3 880 000,00		3 880 000,00			80 000,00	500 000,00	3 300 000,00		
NPJMITTERI	MITTERIE B	639 450,00	0,00	639 450,00	15 091,13	364 548,03	102 467,01	149 810,84	7 532,99	0,00	
NPJMPE	MAISON DE LA PETITE ENFANCE	3 877 300,00	0,00	3 877 300,00	125 758,78	2 036 462,70	1 632 679,38	82 399,14	0,00	0,00	
NPJMUSCU	SALLE DE MUSCULATION	731 250,00		731 250,00	597 880,78	124 358,05	0,00	9 011,17	0,00	0,00	
NPJOFFREST	OFFICE DE RESTAURATION SCOLAIRE	12 465 000,00	0,00	12 465 000,00	21 528,00	24 522,78	224 181,22	5 624 696,00	4 650 000,00	1 920 072,00	0,00
NPJPAYBEAU	REQUALIFICATION PAYSAGER PLACE BEAULIEU	287 500,00	0,00	287 500,00	6 476,70	30 820,58	80 401,12	169 801,60			0,00
NPJPISCINE	PISCINE DE L'OMME	103 596,00	0,00	103 596,00	4 026,18	495,14	19 136,00	79 938,68	0,00	0,00	0,00
NPJTOIP	TOIP	500 000,00		500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	
NPJWILVIA	WILVIA	115 000,00	0,00	115 000,00			40 000,00	40 000,00	5 000,00	30 000,00	
QACCESSIPG	ACCESSIBILITE	9 937 947,07	158 100,00	10 096 047,07	632 657,17	931 462,94	391 818,00	1 139 593,06	1 398 515,90		5 602 000,00
QACQFONCIE	ACQUISITIONS FONCIERES	49 302 428,96	0,00	49 302 428,96	9 609 096,58	18 684 040,95	2 981 674,00	14 027 617,43	2 000 000,00	2 000 000,00	
QANRUHABPG	ANRU HABITAT	10 243 653,00		10 243 653,00	866 639,00	1 552 885,50	1 300 000,00	1 858 910,50	1 125 000,00	1 250 825,00	2 289 393,00
QANRUPG	ANRU	158 491 337,99	362 000,00	158 853 337,99	3 843 327,61	18 325 679,96	24 776 703,06	38 996 066,36	32 728 662,91	24 560 303,42	15 622 594,67
QECLAIRAPG	ECLAIRAGE PUBLIC	20 184 695,59		20 184 695,59	2 108 532,79	2 565 619,11	4 183 000,00	5 898 654,02	3 141 975,00	2 286 914,67	
QESPACEPG	ESPACES PUBLICS	51 583 872,55	0,00	51 583 872,55	1 329 399,93	2 141 747,88	5 972 304,47	14 275 335,46	5 223 440,81	6 734 705,60	15 906 938,40
QEURATECPG	ZAC EURATECHNOLOGIE ESPACES VERTS TRAVAUX	3 600 000,00	0,00	3 600 000,00	1 559 128,00	371 956,00	810 681,00	364 817,00	493 218,00	200,00	
QGARAGEMPG	GARAGE MUNICIPAL	3 174 999,82		3 174 999,82	830 903,82	495 117,65	611 024,00	415 906,35	411 024,00	411 024,00	
QGESTPATPG	GESTION DU PATRIMOINE	29 155 119,29	-25 000,00	29 130 119,29	3 610 297,17	4 772 271,89	5 691 321,00	7 267 279,23	4 462 450,00	3 326 500,00	0,00
QHABITDUPG	HABITAT DURABLE	4 055 000,00		4 055 000,00	86 475,10	104 486,11	547 386,74	2 550 000,00	700 000,00	66 652,05	
QINSALUPG	INSALUBRITE	1 367 869,63	0,00	1 367 869,63	242 869,63	65 168,92	301 000,00	278 831,08	255 000,00	225 000,00	
QJARDPLAPG	JARDIN DES PLANTES	91 721,60		91 721,60	66 920,51	24 801,09	0,00	0,00	0,00	0,00	
QLYCEEHOTE	BUDGET VILLE CONSTRUCTION LYCEE HOTELIER	14 672 590,00		14 672 590,00			1 009 000,00	1 000 000,00	6 180 000,00	5 710 000,00	773 590,00
QMSINORMPG	MIS AUX NORMES	9 895 052,93	-308 100,00	9 586 952,93	2 365 571,93	3 251 776,64	1 309 592,64	2 317 285,36	342 726,36		0,00
QMRES	MAISON REGIONALE ENVIRONNEMENT SOLIDARITE	10 000 000,00		10 000 000,00		0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	9 950 000,00
QPARCJARPG	PARCS ET JARDINS	30 624 621,06	197 282,00	30 821 903,06	1 000 886,24	1 125 595,22	1 466 481,50	4 048 669,11	4 176 378,64	6 123 892,35	12 880 000,00
QPATARCHEP	PATRIMOINE ET ARCHEOLOGIE	45 040,72		45 040,72	45 040,72						
QPATHDV	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	52 634 420,00	0,00	52 634 420,00	133 461,67	1 155 457,80	4 700 000,00	6 274 542,20	3 195 000,00	5 586 538,33	31 589 420,00
QPATRIMOPG	PATRIMOINE	17 716 093,44	0,00	17 716 093,44	349 571,61	484 548,21	480 000,00	1 123 806,34	260 062,28	0,00	15 018 105,00
QPDUPG	PDU	890 000,00		890 000,00	70 403,02	84 873,55	145 480,00	209 720,53	210 000,00	169 522,90	
QPLAINECIT	PLAINE DES SPORTS ET DE LOISIRS CITADELLE	3 450 000,00		3 450 000,00		0,00	100 000,00	640 000,00	770 000,00	1 940 000,00	
QPLANACTPG	PLAN ACTION HABITAT	46 422 831,54	0,00	46 422 831,54	4 245 477,22	5 963 839,10	5 950 750,00	8 401 454,96	5 510 767,31	5 120 542,95	11 230 000,00
QPLANBLEU	VALORISATION DE L'EAU	18 292 718,62	0,00	18 292 718,62	314 221,40	244 146,03	430 000,00	1 361 246,82	791 794,14	5 347 110,77	9 804 199,46
QPOLRGMEPG	POLICE REGLEMENTATION MEDIATION	815 000,00		815 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00			815 000,00
QPROPRETPG	PROPRETE	3 173 909,30		3 173 909,30	138 664,30	639 065,14	350 000,00	1 633 210,37	170 000,00	242 969,49	
QSECUANUPG	SECURITE SANITAIRE ET URBAINE	1 290 418,00	0,00	1 290 418,00	59 530,18	131 731,02	216 000,00	328 408,16	353 808,64	200 940,00	
QSERRESPT	SERRES	23 408 278,40		23 408 278,40	41 282,81	22 724,00	200 000,00	800 000,00	3 000 000,00	2 644 271,59	16 700 000,00
QTOITCTMPG	TOIT CTM	3 565 579,92		3 565 579,92	410 441,92	2 309 927,47	719 138,00	126 072,53			
QTVXENRJPG	TRAVAUX ECO ENERGIE	20 933 099,06	0,00	20 933 099,06	561 700,87	959 238,20	889 106,51	5 578 398,77	3 642 897,71	2 787 923,00	6 513 834,00
QTVXMECPG	TRAVAUX MEC	6 331 403,28		6 331 403,28	914 810,18	1 283 660,80	1 500 000,00	993 932,30	532 000,00	546 000,00	561 000,00
QURBAETUDE	URBANISME ETUDES	5 271 411,50	0,00	5 271 411,50	21 411,50	220 013,00	628 000,00	484 987,00	1 967 000,00	1 400 000,00	550 000,00
QZAC	ZAC	26 000 000,00		26 000 000,00	51 308,40	56 092,40	0,00	986 365,60	2 500 000,00	2 406 233,60	20 000 000,00
VETATCIMP	ETAT CIVIL CIMETIERE	1 221 077,68		1 221 077,68	361 690,31	308 591,07	230 000,00	250 796,30	30 000,00	40 000,00	
VETATCIMPT	ETAT CIVIL CIMETIERES	1 324 218,25		1 324 218,25	1 115 222,44	208 985,72	0,00	10,09			
VHORODATEU	HORODATEURS	5 100 000,00		5 100 000,00		0,00	103 500,00	3 066 500,00	1 930 000,00		
VMNMARCHPG	RESTRUCTURATION HALLE WAZEMMES	136 961,03		136 961,03	36 961,03	6 557,51	50 000,00	43 442,49			
VPOLRGMEPG	POLICE REGLEMENTATION MEDIATION	850 000,00	0,00	850 000,00	24 748,94	16 797,82	780 000,00	28 453,24			
VRMQUARTPT	REAMENAGEMENT DES MAIRIES DE QUARTIER	13 000 000,00		13 000 000,00	2 012,08	20 912,21	254 651,63	1 100 000,00	3 150 000,00	487 424,08	7 985 000,00
VSPHORODAT	HORODATEURS MODERNISATION ACHATS	0,00		0,00			0,00				
		1 093 941 549,33	7 524 714,89	1 101 466 264,22	69 088 741,71	94 970 299,44	103 286 910,08	193 676 266,60	165 948 654,98	129 923 487,28	344 571 904,13

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

RECETTES

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

		MONTANT DES AP			MONTANT DES CP						
	N° ou intitulé de l'AP	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N et nouvelles AP	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
AENSUPAMEN	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 839 904,06		2 839 904,06	1 515 376,06	1 168 000,00	156 528,00	0,00			
AENTAMENMC	CENTRES SOCIAUX ET MAISONS DE QUARTIER	32 350,00		32 350,00		32 350,00					
APEQUIPENF	EQUIPEMENTS PETITE ENFANCE	2 277 497,00		2 277 497,00	402 060,00	278 051,00	0,00	300 586,00	563 000,00	733 800,00	
APEQUISPOR	EQUIPEMENTS SPORTIFS	580 000,00	253 726,49	833 726,49		137 661,00	453 726,49	242 339,00			
APROJEQSPQ	EQUIPEMENTS SPORTIFS	3 541 607,26	0,00	3 541 607,26	231 607,26	0,00	1 488 168,87	1 821 831,13			
AVIESCOLAP	VIE SCOLAIRE	162 013,40		162 013,40	162 013,40						
CARTSVISUP	ARTS VISUELS MUSEES EXPOSITIONS INVESTISSEMENT	2 712 000,00		2 712 000,00	0,00	210 034,00	285 000,00	416 966,00	225 000,00	225 000,00	1 350 000,00
CLITLLECTU	LITTERATURE ET LECTURE PUBLIQUE	600 109,30		600 109,30	151 949,30	0,00	50 000,00	200 000,00	198 160,00		
CPATARCHEP	PATRIMOINE ET ARCHEOLOGIE	2 314 671,14		2 314 671,14	134 529,00	464 465,93	843 876,21	561 800,00	310 000,00		
CSPECVIVAP	SPECTACLE VIVANT ET MUSIQUE	5 750 000,00		5 750 000,00		29 820,00	650 000,00	2 025 090,00	2 025 090,00	1 020 000,00	
FINFORMAPG	INFORMATISATION	1 241 019,04		1 241 019,04	136 667,39	251 229,65	234 122,00	281 000,00	248 000,00	90 000,00	
FPLACOMMER	PLA COMMERCE	408 155,15		408 155,15	0,00	3 271,38	128 660,00	195 109,77	81 114,00		
HCRECHE	CRECHE - INVESTISSEMENT	592 331,00		592 331,00	0,00	3 251,00	589 080,00	0,00			
NPGMOYPENF	MOYENS GENERAUX PETITE ENFANCE	7 180,00		7 180,00	0,00	922,32		6 257,68			
NPGPARCURB	PARC URBAIN	56 000,00		56 000,00		0,00	56 000,00	0,00			
NPGPOLFONC	POLITIQUE FONCIERE	8 019,48		8 019,48	3 911,94	4 107,54					
NPGTXFERME	TRAVAUX FERME EDUCATIVE	150 000,00		150 000,00		0,00	150 000,00	0,00			
NPJBEAULIE	MAISON FOLIE BEAULIEU	795 111,00		795 111,00	565 214,40	227 376,06		2 520,54			
NPJMPE	MAISON DE LA PETITE ENFANCE	754 426,00		754 426,00	0,00	0,00	754 426,00	0,00			
QACCESSIPG	ACCESSIBILITE	132 006,00		132 006,00		84 493,00	47 513,00				
QACQFONCIE	ACQUISITIONS FONCIERES	3 198,52		3 198,52		0,00	1 453,52	1 745,00			
QANRUHABPG	ANRU HABITAT	1 179 474,00		1 179 474,00	0,00	34 774,00	152 000,00	422 000,00	247 000,00	247 000,00	76 700,00
QANRUPG	ANRU	30 117 724,85		30 117 724,85	813 581,40	2 943 626,71	7 146 653,00	11 479 633,44	6 105 591,60	1 628 638,70	
QESPACEPG	ESPACES PUBLICS	3 573 746,00	118 276,29	3 692 022,29		63 745,49	1 626 276,29	2 002 000,51			
OGARAGEMPG	GARAGE MUNICIPAL	280 000,00		280 000,00		0,00	60 000,00	100 000,00	60 000,00	60 000,00	
QHABITDUPG	HABITAT DURABLE	1 009 800,05		1 009 800,05	9 800,05	0,00	240 000,00	600 000,00	160 000,00		
QINSALUPG	INSALUBRITE	740 843,10		740 843,10	190 843,10	48 154,49	216 000,00	65 845,51	110 000,00	110 000,00	
QPARCJARPG	PARCS ET JARDINS	452 220,98		452 220,98	78 194,72	18 133,87	54 599,98	301 292,41			
QPLANACTPG	PLAN ACTION HABITAT	6 975 843,86		6 975 843,86	0,00	57 225,96	1 126 487,00	3 192 130,90	1 600 000,00		1 000 000,00
QPLANBLEU	VALORISATION DE L'EAU	171 027,00		171 027,00		3 780,00	33 449,40	133 797,60			
QSECUANUPG	SECURITE SANITAIRE ET URBAINE	62 219,00		62 219,00			31 109,50	31 109,50			
QTOITCTMPG	TOIT CTM	233 637,00		233 637,00			233 637,00				
VMNMARCHPG	RESTRUCTURATION HALLE WAZEMMES	40 000,00		40 000,00	0,00	5 016,00		34 984,00			
	Somme :	69 794 134,19	372 002,78	70 166 136,97	4 395 748,02	6 069 489,40	16 808 766,26	24 418 038,99	11 932 955,60	4 114 438,70	2 426 700,00

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/820

OBJET

**Exercice 2011 - Ajustements - Virements de
crédit - Autorisations de programme et crédits
de paiement - Décision Modificative n° 4.**

Rapport de Madame le Maire,
Mesdames, Messieurs,

La Décision Modificative n° 4 qui vous est proposée détaille les ajustements qu'il convient de faire figurer à nos documents budgétaires et les virements de crédits indispensables au fonctionnement des services.

Ajustements

Ils se traduisent par une augmentation des dépenses et des recettes du budget de 517 851,85 €

- Section d'Investissement : 0,00 €
- Section de Fonctionnement : 517.851,85 €

I - Section d'Investissement

Ajustement des recettes d'investissement.

II - Section de Fonctionnement

Les inscriptions budgétaires équilibrées en fonctionnement sont reprises dans le tableau suivant :

Fonctionnement	Dépenses	Recettes
Opérations réelles nouvelles	64 255,45	64 255,45
Opérations réelles équilibrées	453 596,40	453 596,40
Totaux	517 851,85	517 851,85

Il s'agit essentiellement de l'ajustement :

- en dépenses réelles nouvelles:
 - de crédits supplémentaires sur la maintenance sécurité Hôtel de Ville : 43 888,45 €
- en opérations équilibrées (dépenses et recettes) :
 - d'opérations financières sur les cimetières : 43 201,40 € (transfert du budget principal vers le budget des pompes funèbres Lille)
 - d'opérations décalées en 2012 (biodiversité urbaine, lutte contre l'habitat insalubre : - 128 640,00 €)
 - de l'avance de la taxe foncière pour le Casino remboursée par ce dernier conformément à la convention : 166 935,00 €.

- des frais de change liés à la gestion de l'emprunt n°277 : 372 100,00 €. Cet emprunt faisant l'objet d'une couverture de risque

Des virements de crédits

Les différents mouvements sont retracés dans les tableaux joints en annexe.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** ces dispositions.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **18 NOV. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Premier Adjoint délégué aux Finances et Moyens

Pierre de SAINTIGNON



DECISION MODIFICATIVE N°4 - 2011

RECAPITULATIF			
DEPENSES		RECETTES	
INVESTISSEMENT		INVESTISSEMENT	
<i>Opérations réelles</i>		<i>Opérations réelles</i>	
001		001	
13		024	
16		10	
20		13	-268 104,64
204		16	
21		20	9 832,32
23		23	258 272,32
27		21	
45815		45825	
45			
Sous-total	0,00	Sous-total	0,00
<i>Opérations d'ordre</i>		<i>Opérations d'ordre</i>	
19		021	
041		16	
040		040	
481		041	
		28	
		481	
Sous-total	0,00	Sous-total	0,00
Total	0,00	Total	0,00
FONCTIONNEMENT		FONCTIONNEMENT	
<i>Opérations réelles</i>		<i>Opérations réelles</i>	
011	125 384,85	002	
012		013	
014		70	254 024,85
65	20 367,00	73	
66	372 100,00	74	-128 640,00
67		75	
68		76	392 467,00
		77	
Sous- total	517 851,85	Sous- total	517 851,85
<i>Opérations d'ordre</i>		<i>Opérations d'ordre</i>	
023		042	0,00
042			
Sous- total	0,00	Sous- total	0,00
Total	517 851,85	Total	517 851,85
TOTAL GENERAL	517 851,85	TOTAL GENERAL	517 851,85

DECISION MODIFICATIVE N°4 - 2011

INVESTISSEMENT

DEPENSES EN AP

N° AP	OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	AP	C.P.
TOTAL						0,00	0,00

DEPENSES HORS AP

OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	Montant
TOTAL					0,00

INVESTISSEMENT

RECETTES Hors AP

OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	Montant
17411	23	2313	824	SITE FCB LYCEE HOTELIER ETUDES	139 996,03
17411	20	2033	824	SITE FCB LYCEE HOTELIER ETUDES	9 832,32
TOTAL					149 828,35

RECETTES EN A.P.

N° AP	OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	AP	C.P.
APEQUISPOR	1222	13	1323	412	COMPLEXE LEO LAGRANGE. PARTICIPATION DEPARTEMENT	253 726,49	253 726,49
QESPACEPG	1741	23	2313	824	SITE FCB LYCEE HOTELIER	118 276,29	118 276,29
APROJEQSP0	1236	13	13251	413	PISCINE MARX DORMOY. PARTICIPATION LMCU		-300 000,00
APROJEQSP1	1497	13	1323	412	JARDIN DES SPORTS. PARTICIPATION DEPARTEMENT		-221 831,13
TOTAL						0,00	-149 828,35

INVESTISSEMENT

OPERATIONS EQUILIBREES

N° AP	OPERATION	CHAP	ART	FONCT		AP	CP Dépenses	CP Recettes
TOTAUX						0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	Dépenses
655	011	6283	020	MAINTENANCE HV SECURITE	43 888,45
34	65	6574	020	OPERATIONS FINANCIERES	20 367,00
				TOTAL	64 255,45

FONCTIONNEMENT

RECETTES

OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	Montant
403	70	70323	020	ANTENNE RELAIS	43 888,45
703	76	768	01	PRODUIT SUR WAP DE CHANGE	20 367,00
				TOTAL	64 255,45

FONCTIONNEMENT

OPERATIONS EQUILIBREES

OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	Dépenses	Recettes
9	70	70311	026	CIMETIERE DE L'EST		43 201,40
9	011	61521	026	CIMETIERE DE L'EST	2 500,00	
10	011	61521	026	CIMETIERE DU SUD	2 500,00	
8	011	6068	026	CIMETIERES	19 500,00	
10	011	60633	026	CIMETIERE DU SUD	800,00	
9	011	6241	026	CIMETIERE DE L'EST	1 000,00	
11	011	6232	60	ETAT CIVIL	16 901,40	
603	74	74718	72	LUTTE CONTRE L'HABITAT INSALUBRE		-10 000,00
603	011	6283	12	LUTTE CONTRE L'HABITAT INSALUBRE	-10 000,00	
1713	74	7472	823	BIODIVERSITE URBAINE		-118 640,00
1713	011	6288	823	BIODIVERSITE URBAINE	-118 640,00	
32	011	63512	01	TAXES FONCIERES	166 935,00	
32	70	70878	01	TAXES FONCIERES		166 935,00
703	76	768	01	PRODUIT SUR WAP DE CHANGE		372 100,00
702	66	666	01	DETTE CHANGE	372 100,00	
				TOTAL	453 596,40	453 596,40

FONCTIONNEMENT

OPERATIONS D'ORDRE

OPERATION	CHAP	ART	FONCT	Libellés	Dépenses	Recettes
				TOTAL	0,00	0,00

ETAT DES TRANSFERTS DE CREDITS

VILLE DE LILLE

ETAT RECAPITULATIF PAR CHAPITRE

DM 4 -2011- CONSEIL MUNICIPAL DU 14 OCTOBRE 2011

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
011	-105 662,68	
012	58 684,00	
014	-34 000,00	
65	616 753,00	
67	-10 774,32	
68	-525 000,00	
70		9 360,00
73		120 000,00
74		-129 360,00
	0,00	0,00

SECTION : INVESTISSEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
20	72 639,87	
204	1 384 015,74	
21	224 644,60	
23	-1 681 300,21	
	0,00	

ETAT DES TRANSFERTS DE CREDITS
VILLE DE LILLE
DEPENSES

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
011	020	60622	CARBURANTS	34 000,00
	020	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	-1 000,00
	020	60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	20 000,00
	020	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	27 435,04
	020	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	76 000,00
	020	6226	HONORAIRES	-2 000,00
	020	6228	DIVERS	-4 273,00
	020	6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	75 000,00
	020	6288	AUTRES	3 000,00
	024	60623	ALIMENTATION	-150,00
	024	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-510,00
	024	6232	FETES ET CEREMONIES	-352,00
	024	6257	RECEPTIONS	-403,00
	048	6257	RECEPTIONS	-7 600,00
	12	6288	AUTRES	-20 000,00
	33	60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	-76 000,00
	40	60623	ALIMENTATION	-1 200,00
	40	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	-1 000,00
	40	6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	-366,00
	40	6132	LOCATIONS IMMOBILIERES	-723,00
	40	61522	ENTRETIEN ET REPARATIONS BATIMENTS	-551,00
	40	6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	-860,00
	40	6238	DIVERS	-10 000,00
	40	6257	RECEPTIONS	-419,00
	412	60612	ENERGIE ET ELECTRICITE	-500,00
	412	637	AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES (AUTRES ORGANISMES)	-600,00
	415	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	-2 431,00
	415	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-500,00

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
	415	6135	LOCATIONS MOBILIERES	-1 300,00
	415	6288	AUTRES	-4 550,00
	523	611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES AVEC DES ENTREPRISES	-10,68
	61	6232	FETES ET CEREMONIES	10 000,00
	70	6238	DIVERS	-10 000,00
	72	6288	AUTRES	-20 000,00
	813	61551	ENTRETIEN ET REPARATIONS MATERIEL ROULANT	-27 435,04
	820	62841	REDEVANCE D'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE	-10 000,00
	820	6288	AUTRES	-1 428,00
	823	61521	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR TERRAINS	-6 926,00
	824	6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	-11 775,00
	824	617	ETUDES ET RECHERCHES	-13 797,00
	824	6288	AUTRES	-42 438,00
	90	6288	AUTRES	-70 000,00
012	72	64131	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE	10 329,00
	823	64131	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE	6 926,00
	824	64131	REMUNERATION PRINCIPALE PERSONNEL NON TITULAIRE	41 429,00
014	01	748729	DOTATION DE GESTION LOCALE VERSEE	-34 000,00
65	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	565 000,00
	020	658	CHARGES DIVERSES DE LA GESTION COURANTE	-10 000,00
	021	6531	INDEMNITES DES MAIRES ADJOINTS ET CONSEILLERS	-3 000,00
	024	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	11 890,00
	041	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	8 910,00
	40	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	10 000,00
	524	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	0,00
	823	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	5 000,00
	824	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	31 953,00
	95	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	-3 000,00
67	01	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	-25 000,00
	020	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	13 000,00
	024	6745	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	-10 475,00
	026	678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	10,68
	041	6745	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	-1 310,00
	415	6745	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	18 000,00

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
	824	6745	SUBVENTIONS AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	-5 000,00
68	322	6815	DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITAT	-525 000,00
				0,00

SECTION : INVESTISSEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
20	020	2031	FRAIS D'ETUDES	-10 746,00
	251	2031	FRAIS D'ETUDES	-35 818,78
	324	2031	FRAIS D'ETUDES	45 024,00
	70	2031	FRAIS D'ETUDES	-1 819,35
	822	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES MARQUES PR	-12 000,00
	824	2031	FRAIS D'ETUDES	153 000,00
	830	2031	FRAIS D'ETUDES	-65 000,00
204	23	20418	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES - ORGANISMES PUBLICS DIVERS	-43 194,00
	70	2042	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	700 000,00
	820	2042	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	-375 000,00
	824	2042	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT AUX PERSONNES DE DROIT PRIVE	1 102 209,74
21	020	2118	AUTRES TERRAINS	1 462 000,00
	020	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-34 228,00
	020	2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	336 000,00
	020	2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	-1 327,44
	020	2183	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE BUREAU ET INF	6 000,00
	020	2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	10 000,00
	020	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-15 000,00
	024	2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	-1 687,40
	12	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-30 000,00
	20	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	0,00
	211	21312	BATIMENTS SCOLAIRES	-115 460,49
	212	21312	BATIMENTS SCOLAIRES	-26 508,00
	251	21312	BATIMENTS SCOLAIRES	-55 000,00
	255	21312	BATIMENTS SCOLAIRES	20 040,00
	30	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-152 300,00

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
	324	2161	OEUVRES ET OBJETS D'ART	-45 024,00
	33	2135	INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGTS DES CONSTRUCT	-1 092,00
	411	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-19 701,36
	413	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-28 400,00
	422	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-10 000,00
	64	2184	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MOBILIER	-35 430,68
	64	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-45 455,38
	70	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-698 180,65
	823	2118	AUTRES TERRAINS	-336 000,00
	823	2121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	26 300,00
	823	2182	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES MATERIEL DE TRANSPORT	31 700,00
	824	21318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	-12 600,00
	830	2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	-4 000,00
23	020	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-309 179,91
	023	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-5 000,00
	112	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	30 000,00
	211	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-100 000,00
	212	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	488 931,00
	213	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-84 715,00
	251	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-171 018,68
	255	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-25 940,00
	30	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-79 077,00
	321	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	42 421,41
	324	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	-28 000,00
	324	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	222 000,00
	33	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-306 480,66
	411	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-31 153,99
	413	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-14 864,00
	414	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	-58 000,00
	414	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-375 000,00
	422	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-38 912,00
	64	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-127 967,08
	813	2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE	-10 000,00
	814	2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE	-42 018,40

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
	820	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	-160 000,00
	823	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	141 140,00
	824	2313	IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTION	-256 000,00
	824	2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE	-45 447,73
	824	2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	-257 775,95
	830	2312	IMMOBILISATIONS EN COURS TERRAINS	-82 257,06
	91	2315	IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE	3 014,84
				0,00

**ETAT DES TRANSFERTS DE CREDITS
VILLE DE LILLE
RECETTES**

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
70	020	70323	REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL	9 360,00
73	01	7311	CONTRIBUTIONS DIRECTES	120 000,00
74	823	7472	PARTICIPATIONS - REGIONS	-9 360,00
74	90	7477	PARTICIPATIONS - BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS	-120 000,00
			Somme :	0,00

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES

ETAT RECAPITULATIF PAR CHAPITRE

DM4 -2011- CONSEIL MUNICIPAL DU 14 OCTOBRE 2011

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
011	-10 000,00	
65	10 000,00	
Somme :	0,00	

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
COMMUNE ASSOCIEE D'HELLEMMES
DEPENSES

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
011	020	6288	AUTRES	-10 000,00
65	025	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS & AUTRES ORGA	10 000,00
			Somme :	0,00

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES

COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME

ETAT RECAPITULATIF PAR CHAPITRE

DM4 -2011- CONSEIL MUNICIPAL DU 14 OCTOBRE 2011

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	DEPENSES	RECETTES
011	-36 510,00	
65	-640,00	
67	3 150,00	
74		-34 000,00
Somme :	-34 000,00	-34 000,00

ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME
DEPENSES

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
011	020	60622	CARBURANTS	-34 000,00
011	020	6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	-1 000,00
011	026	60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	-1 500,00
011	94	6226	HONORAIRES	-10,00
65	020	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	1 500,00
65	94	6574	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORG	-2 140,00
67	830	6714	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX	1 000,00
67	94	6714	CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR BOURSES ET PRIX	2 150,00
			Somme :	-34 000,00

**ETAT DES DECISIONS MODIFICATIVES
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME
RECETTES**

SECTION : FONCTIONNEMENT

CHAPITRE	FONCTION	ARTICLE	LIBELLE	MONTANT VIREMENT
74	01	748721	DOTATION DE GESTION LOCALE RECUE	-34 000,00
			Somme :	-34 000,00

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/821

OBJET

**Parc de la Citadelle - Coopération
transfrontalière – Programme INTERREG
IV A 2 mers – Projet « Murailles et Jardins ».**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille a participé, de 2003 à 2007, au projet « SEPTENTRION – de la Ville forte à la Ville durable », projet de coopération transfrontalière dans le cadre du programme communautaire Interreg IIIB. Ce partenariat a alimenté les réflexions et les références qui ont notamment contribué à l'élaboration du schéma directeur du Parc de la Citadelle de Lille, tout en apportant un financement à hauteur de 600.000 € T.T.C. des dépenses consenties pour l'aménagement du Parc de la Citadelle.

Dans la continuité de ce premier projet, le Conseil Général du Nord a sollicité la Ville pour un nouveau projet : « Murailles et Jardins » dans le cadre du programme Interreg IVA - 2 Mers, en faveur de la coopération transfrontalière entre les régions côtières de la France (Nord/Pas-de-Calais), de l'Angleterre, de la Flandre belge et des Pays-Bas (côte sud).

Ce projet a été approuvé par le Comité de Pilotage Interreg le 11 mai 2011, avec un budget total de 10,5 millions d'euros pour la période du 1^{er} juillet 2011 jusqu'au 31 décembre 2013 (le FEDER participera à hauteur de 50 %, les dépenses éligibles couvrant la période allant du 1^{er} août 2009 au 30 juin 2014).

1- Le projet « Murailles et Jardins »

L'objectif du projet « Murailles et Jardins » consiste à faire partager sur le plan technique des expériences de valorisation (aménagement, équipement, promotion culturelle et touristique, médiation auprès des populations) et d'usage des sites, afin de faire émerger une méthodologie adaptable et transférable de gestion paysagère d'un site historique. La mise en réseau doit contribuer à inscrire les territoires de projet comme une vitrine européenne exemplaire.

Le Département du Nord a été désigné « Chef de file » du projet, en charge de la coordination administrative et financière. Il est de manière générale l'interlocuteur privilégié du secrétariat Interreg.

Les autres partenaires sont au nombre de 22 :

- 11 partenaires français : Département du Nord (Direction de l'Action Culturelle et Directions Sport Tourisme Espaces Naturels) ; les Villes de Bergues, Cassel, Gravelines, Le Quesnoy, Lille, Saint-Omer, Watten ; la Communauté de communes du Montreuillois ; le Département du Pas-de-Calais et le CAUE du Nord.
- 5 partenaires belges : la Province de Flandre Occidentale, les villes de Brugge, Ieper et Veurne et le Kempen Landschap.

- 4 partenaires néerlandais : le Musée maritime de Zeeland (Zeeuws maritiem muzeum), le Waterschap Scheldestromen et les villes de Vlissingen et d'Hellevoetsluis.
- 2 partenaires anglais : l'Essex County Council et le Medway Council.

Chaque partenaire apporte à travers ses moyens et ses compétences une valeur ajoutée au projet de coopération et à son développement. Il assure directement et individuellement la maîtrise d'ouvrage des actions locales prévues au programme et en supporte la prise en charge financière qui en découle. Il est le destinataire final de la participation européenne octroyée.

Il s'articulera autour de **3 grandes activités** :

- « Le paysage et la gestion écologique des sites » :

Le premier objectif du groupe de travail inhérent à cette activité consistera à déterminer une méthodologie commune relative à la gestion paysagère des sites. A cet effet, plusieurs actions seront menées : inventaire/diagnostic des méthodes existantes ; formalisation des nouvelles pratiques préconisées sous forme de fiches techniques ; mise en place de 5 modules de formation, réalisation d'un outil de gestion numérique à disposition des partenaires pour élaborer et suivre leur plan de gestion, pour programmer leurs travaux et leurs interventions.

Le second objectif consistera à créer une zone d'interaction avec les projets pilotes menés localement par certains partenaires durant la durée du projet. Ces projets bénéficieront des préconisations et expertises échangées lors des groupes de travail tout en étant des lieux d'expérimentation de la méthodologie commune établie. Ce groupe de travail sera également alimenté par l'expérience de certains partenaires ayant des opérations d'aménagement et de gestion de sites en cours ou achevées.

Les partenaires procéderont à une évaluation de l'impact des projets-pilotes, qui se traduira par la publication d'un guide de bonnes pratiques sur la gestion écologique des espaces fortifiés et par des colloques.

- « L'interprétation, la valorisation culturelle et touristique » :

Le premier objectif du groupe de travail inhérent à cette activité consistera à échanger sur les bonnes pratiques en matière de médiation à l'intention des publics et de définir une approche commune. A cet effet, plusieurs actions seront menées : inventaire des méthodes existantes, création d'outils communs plus performants, formalisation des nouvelles pratiques préconisées sous forme de fiches techniques ; mise en place de 5 modules de formation ; réalisation d'un outil touristique commun

Ici aussi, le second objectif du groupe de travail consistera à créer une zone d'interaction avec les projets pilotes menés localement par certains partenaires durant la durée du projet.

- « Communication et dissémination » :

Le groupe de travail inhérent à cette activité élaborera une stratégie de communication déclinée en plan de communication. Il déterminera les vecteurs de communication adaptés pour la valorisation du projet. Au delà des supports qui seront réalisés, certains outils seront mis en place : Organisation de conférences de presse, notamment de lancement et de clôture du projet ; réalisation d'un site Internet/Extranet comprenant également une plate forme technique de collaboration pour échanger et mettre en réseau documents, études, résultats ; édition de plaquettes ou de brochures, édition de fiches techniques et de guides ; promotion du projet

auprès des élus locaux et des institutions européennes ; communication autour d'un colloque final programmé en avril 2013 à Lille.

2. Le rôle de la Ville de Lille

La participation de la Ville de Lille s'appuie sur les réalisations et l'expérience acquises au cours des années antérieures notamment dans le domaine du génie écologique appliqué au Parc de la Citadelle. La Ville de Lille est impliquée dans chacune des trois activités de la façon suivante :

- Activité 1 « Le paysage et la gestion écologique des sites » : membre du groupe de travail ; met à disposition les réalisations antérieures ; expérimente et met en œuvre la méthodologie du groupe de travail et en applique les préconisations et expertises dans le cadre des projets d'aménagement du Parc de la Citadelle (Champ de Mars, Plaine de sports et de loisirs)
- Activité 2 « L'interprétation, la valorisation culturelle et touristique » : membre du groupe de travail ; met à disposition les réalisations antérieures ; expérimente la méthodologie du groupe de travail et en applique les préconisations et expertises
- Activité 3 « Communication et dissémination » : membre du groupe de travail

Le budget proposé pour la participation de la Ville de Lille s'établit à 313.541 € H.T. répartis comme suit :

- 72.250 € de frais de personnel
- 192.000 € de consultants externes (maîtrises d'œuvre pour les projets d'aménagement du Champ de Mars et Plaine de Sports et de Loisirs) ;
- 10.000 € de frais de voyages et d'hébergements (manifestation de lancement et de clôture ; participation aux groupes de travail, aux formations, aux colloques et aux événementiels ; participation aux réunions de partenaires et de coordinateurs) ;
- 28.591 € de coûts partagés ;
- 3.000 € d'équipement (matériel informatique et divers) ;
- 7.700 € de frais de validation des dépenses (contrôle du premier niveau interne).

Sur ces dépenses, la Ville de Lille bénéficiera d'un cofinancement FEDER de 156.770,50 €, soit 50 % du budget éligible total H.T.

En accord avec la :

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** la participation de la Ville de Lille au projet « Murailles et Jardins » au titre du programme Interreg IVA - 2 Mers à hauteur de 313.541 € H.T. (dont 50 % soit 156.770,50 € seront cofinancés par le FEDER) et à inscrire les sommes correspondantes au budget de la Ville ;

- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention de partenariat régissant les relations entre le Chef de file et les autres partenaires et demandant de se conformer à la réglementation européenne en matière d'information et de publicité du cofinancement européen, de promotion de l'égalité des chances et de réglementation en matière de marché public ;
- ◆ **APPROUVER** que les financements mobilisés ne sont et ne seront pas valorisés dans le cadre d'autres projets européens ni dans le cadre d'autres projets et que le Conseil Général du Nord est partiellement assujéti à la TVA (n° FR60-2259-000-18) ;
- ◆ **ADMETTRE** en recettes la subvention sollicitée au moment opportun.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

20 OCT. 2011



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Espaces Verts

E. Quiquet
Eric QUIQUET



INTERREG IV A "2 Mers Seas Zeeën" Programme de coopération transfrontalière 2007-2013

Accord de Partenariat entre le Partenaire Chef de File et les partenaires de projet

Murailles et Jardins 7-032-FR

Ce document se compose d'un préambule, d'une Partie A et d'une Partie B :

- -Le préambule doit être complété dans les parties grises ;
- -La **partie A est obligatoire** pour tout le partenariat. Cette partie ne peut pas être modifiée par le partenariat ni être limitée par les contenus.
- -la partie B est à définir et à détailler par le partenariat et contiendra les informations sur la façon de coordonner et de mettre en œuvre les activités et de diffuser les résultats. Elle doit faire l'objet d'une négociation entre les partenaires et être adaptée aux besoins du partenariat de façon individuelle.

Pour les parties marquées en gris dans le préambule et pour la Partie B, le Secrétariat Technique Conjoint n'est pas responsable du caractère complet, exact, actuel ni de la totale compatibilité avec la législation européenne et nationale.

Version : 29/09/2011



**Programme Coopération Territoriale
2007-2013
co-financé par le Fond Européen de Développement Régional**

Préambule

Eu égard à

- -L'article 20.1.a de la Réglementation (EC) No 1080/2006 qui stipule qu'il est de la responsabilité du Chef de File bénéficiaire nommé pour chaque projet de mettre en place l'organisation de ses relations avec les bénéficiaires participant au projet dans le cadre d'un accord comprenant, entre autres, des dispositions garantissant la saine gestion financière des fonds affectés au projet, y compris les arrangements visant au recouvrement des sommes payées indument ;
- -L'Art. 17.2 de la Réglementation (EC) No 1080/2006 dans lequel il est rappelé que des accords doivent être mis en place entre les bénéficiaires d'un projet ;
- -Le Manuel du Programme, tel qu'approuvé par le Comité de Suivi du Programme ;



Le contrat suivant sera conclu entre

Le Département du Nord, Hôtel du Département 51 rue Gustave Delory 59047 Lille Cedex, France, représenté par Patrick Kanner, (Partenaire Chef de File- partenaire 1 du projet).

et

La ville de Bergues, Hôtel de Ville Place de la République BP8 59380 BERGUES, France, représentée par Sylvie Brachet (partenaire 2 du projet)

La ville de Cassel, Hôtel de Ville 23 Grand Place 59670 CASSEL, France, représentée par René Decodts (partenaire 3 du projet)

La ville de Gravelines, Hôtel de Ville BP 209 59820 GRAVELINES, France, représentée par Bertrand Ringot (partenaire 4 du projet)

La ville de Le QUESNOY, Hôtel de Ville rue du Maréchal Joffre 59530 LE QUESNOY, France, représentée par Paul Raoult (partenaire 5 du projet)

La ville de Lille, Hôtel de Ville, BP 667 59033 Lille Cedex France, représentée par Martine Aubry (partenaire 6 du projet)

La Communauté de Communes du Montreuillois, Place Gambetta 62170 MONTREUIL-SUR-MER, France, représentée par Bruno Bethouart (partenaire 7 du projet)

La ville de Saint-Omer, Hôtel des Services 16 rue du Saint Sépulcre 62505 SAINT-OMER Cedex, France, représentée par Bruno Magnier (partenaire 8 du projet)

La ville de Watten, Hôtel de Ville place Roger Vandenbergue BP 11 WATTEN, France, représentée par Daniel Deschodt (partenaire 9 du projet)

Le Département du Pas de Calais, Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS cedex 9, France, représenté par Dominique Dupilet (partenaire 10 du projet)

Le CAUE du Nord, 98 rue des Stations 59000 LILLE, France, représenté par Jean-Marie Ruant (partenaire 11 du projet)

La Province de Flandre Occidentale, Koning Leopold III laan 41 8200 SINT-ANDRIES BRUGGE, Belgique, représentée par Marleen Titeca-Decraene (partenaire 12 du projet)

La ville de Brugge, Burg 11 8000 BRUGGE, Belgique représentée par Patrick Moenaert et Johan Coens (partenaire 13 du projet)

La ville de Ieper, Stadhuis Grote MARKT 34 8900 IEPER, Belgique, représentée par Luc Dehaene et Stefan Depraetere (partenaire 14 du projet)

La ville de Veurne, Sint Denisplaats 16 8630 VEURNE, Belgique, représentée par Jan Verfaillie et Edwin Goulier (partenaire 15 du projet)

Le Kempens Landschap, Peredreef 5 2580 PUTTE, Belgique, représenté par Ludo Helsen (partenaire 16 du projet)

Le Musée maritime de Zeeland Nieuwendijk 15 4381 BV VLISSINGEN, Pays-Bas, représenté par Drs W.I.M Weber (partenaire 17 du projet)

La ville de Vlissingen, Postbus 3000 4380 GV VLISSINGEN, Pays-Bas, représentée par Dr IR J.J. Van Houdt (partenaire 18 du projet)

Le Waterschap Scheldestromen, Postbus 1000 4330 ZW MIDDELBURG, Pays-Bas, représenté par Ing B.W.Veldhuis (partenaire 19 du projet)

La ville d'Hellevoetsluis, Postbus 13 3220 AA HELLEVOETSLUIS, Pays-Bas, représentée par A.R.Noyon (partenaire 20 du projet)

L'Essex County Council, County Hall CM1 1QH CHELMSFORD, Grande- Bretagne, représenté par Sarah Richards (partenaire 21 du projet)

Le Medway Council, Gun Wharf ME4 4TR CHATHAM, Grande- Bretagne, représenté par Robin Cooper (partenaire 22 du projet)



pour la mise en œuvre du projet 7-032-FR Murailles et Jardins ci après dénommé « projet », approuvé par le Comité de Pilotage du Programme Opérationnel INTERREG IVA 2 Mers Seas Zeeën Programme 2007-2013 de coopération transfrontalière le 11 mai 2011 dans le cadre de la Priorité 3 et dont le contrat est conclu le < date du contrat > date de la signature par CG 59

PARTIE A

Article 1 Objet du partenariat

1. L'objet de cet accord est l'organisation d'un partenariat afin de mettre en œuvre le projet tel que cela est indiqué dans les annexes. Les annexes comprennent :
 - a. Le dossier de candidature approuvé par le Comité de Pilotage du Programme y compris les annexes (Annexe I),
 - b. La Convention d'Octroi conclue entre le Secrétariat Technique Conjoint du Programme et le Partenaire Chef de File (Annexe II) ;
2. Les annexes – y compris toutes les dispositions sur lesquelles elles sont basées et auxquelles elles font référence - sont considérées comme faisant partie intégrante de cet accord.

Article 2 Objet de l'accord de partenariat

Par le présent Accord de Partenariat, le Partenaire Chef de File et les autres partenaires de projet définiront les règles de procédure relatives au travail à effectuer et aux relations qu'ils entretiennent au sein du partenariat transfrontalier mis en place en vue de mener à bien le projet ci-dessus mentionné tel qu'il a été approuvé par le Comité de Suivi du Programme.

Article 3 Durée de l'Accord

1. Cet Accord de Partenariat entrera en vigueur rétroactivement à compter du 1^{er} aout 2009
2. Il prendra fin à la date à laquelle les partenaires du projet auront perçu, du partenaire chef de file, leur part FEDER respective dans le cadre de la dernière demande de paiement due au titre du projet.



Article 4 Obligations

1. Le Partenaire Chef de File et les partenaires s'engagent à mettre tout en œuvre afin de promouvoir la mise en œuvre du projet tel qu'il est défini à l'Article 1 du présent accord et de garantir le démarrage en temps et heure du projet ainsi que sa mise en œuvre dans son ensemble en respectant l'échéancier fixé conformément à toutes les obligations envers l'Autorité de Gestion : Région Nord-Pas-de-Calais, Hôtel de Région, 59555 LILLE Cedex, FRANCE.
2. Le Partenaire Chef de File remplira toutes les obligations inhérentes à la Convention d'Octroi, au Manuel du Programme, au Programme Opérationnel et au dossier de candidature approuvé, y compris les annexes.

En particulier, le Partenaire Chef de File remplira les obligations suivantes :

- Se conformera aux exigences figurant dans la Convention d'Octroi Article 1 Cadre Légal ;
- Se chargera de la coordination, de la gestion et de la mise en œuvre du projet ;
- Représentera le partenariat et se chargera de toutes les tâches liées à la représentation du partenariat, tel que cela est mentionné dans la Convention d'Octroi Article 7 Représentation des Partenaires du projet, responsabilité ;
- Nommera un coordinateur de projet, un directeur financier et un directeur de la communication conformément aux exigences figurant dans le Manuel du Programme;
- Mettra en place un système de contrôle et de gestion, un système de coordination ainsi qu'une piste d'audit fiables et efficaces (conformément au Manuel du Programme) ;
- Démarrera et mettra en œuvre le projet conformément à la description du dossier de candidature (y compris les annexes) approuvé par le Comité de Suivi du Programme ; en respectant l'échéancier de mise en œuvre donné à la fois dans le Dossier de Candidature et dans le Manuel du Programme, tel que le requiert l'Art.20 (1)b) de la Réglementation (EC) n° 1080/2006;
- S'assurera que toutes les dépenses présentées par les partenaires ont été engagées dans le but de réaliser le projet et correspondent aux activités convenues par les partenaires et décrites dans le dossier de candidature et ses annexes, tel que cela est requis par l'Art.20 (1)c) de la Réglementation (EC) No 1080/2006;



- Rédigera et présentera des rapports d'avancement tel que cela est défini dans la Convention d'Octroi Article 5 : Demande de paiements et dans le Manuel du Programme ;
 - Demandera les paiements conformément à la procédure établie dans la Convention d'Octroi Article 5 : Demande de paiements et dans le Manuel du Programme après avoir vérifié que les dépenses des partenaires ont été validées par les contrôleurs de premier niveau (Art.20 (1)d) de la Réglementation (EC) No 1080/2006);
 - Recevra les paiements de la part de l'Autorité de Certification du Programme et transfèrera des portions de ceux-ci aux partenaires dès que possible, tel que le requiert l'Art.20 (1)e) de la Réglementation (EC) No 1080/2006;
 - Garantira la saine gestion financière des fonds affectés au projet, y compris l'organisation du recouvrement des montants payés indument, comme le stipule l'Art.20 (1)a) de la Réglementation (EC) No 1080/2006 ;
 - Communiquera avec les Autorités du Programme et les organismes impliqués dans la mise en œuvre de celui-ci et adressera un compte rendu au partenariat du projet en temps et heure ;
 - Réagira rapidement à toute requête émanant des Autorités du Programme et des organismes impliqués dans la mise en œuvre de celui-ci;
 - Signalera aux partenaires immédiatement tout événement qui pourrait conduire à une interruption temporaire ou définitive ou tout autre écart constaté par rapport au projet ;
 - Apportera son appui à tout audit ou contrôle, conformément aux exigences fixées dans le Contrat de Subvention Article 12 Contrôle et audits ;
 - Archivera correctement la documentation, tel que cela est requis par la Convention d'Octroi Article 11 : Archivage de la documentation.
3. Chaque partenaire remplira toutes les obligations inhérentes à la Convention d'Octroi, au Manuel du Programme, au Programme Opérationnel et au dossier de candidature approuvé, y compris les annexes.
- Se conformera aux exigences figurant dans la Convention d'Octroi Article 1 : Cadre Légal;
 - Nommera un directeur de projet et un directeur financier pour les parties du projet dont il est responsable et confiera au Chef du Projet la mission de représenter le partenaire dans le projet ;
 - Mettra en place un système de contrôle et de gestion, un système de coordination ainsi qu'une piste d'audit fiables et efficaces au niveau du Partenaire du Projet (conformément aux exigences figurant dans le Manuel du Programme) ;



- Démarrera et mettra en œuvre la partie du projet dont il est responsable conformément à la description qu'il en est faite dans le dossier de candidature (y compris les annexes) approuvé par le Comité de Suivi du Programme et conformément à l'échéancier de mise en œuvre donné dans le Manuel du Programme, tel que cela est requis par l'Art.20 (1)b) de la Réglementation (EC) n° 1080/2006;
- S'assurera que les dépenses ont été engagées dans le but de mettre en œuvre le projet et correspondent aux activités convenues par les partenaires et décrites dans le dossier de candidature et ses annexes, tel que le requiert l'Art.20 (1)c) de la Réglementation (EC) n° 1080/2006;
- Fera vérifier sa part de dépense par un contrôleur de premier niveau, conformément à la procédure figurant dans le Manuel du Programme;
- Apportera son assistance au Partenaire Chef de File dans la rédaction et la présentation des rapports d'avancement tel que cela est défini dans la Convention d'Octroi, voir Convention d'Octroi Article 5 : Demande de paiements et dans le Manuel du Programme;
- Apportera son assistance au Partenaire Chef de File dans la préparation des demandes de paiement conformément à la procédure fixée par la Convention d'Octroi Article 5 : Demande de paiement et dans le Manuel du Programme;
- Garantira la saine gestion financière des fonds affectés au projet, conformément à la Convention d'Octroi Article 1 : Cadre Légal et au Manuel du Programme;
- Assumera les responsabilités fixées par l'Art.20 (2)a) et b) de la Réglementation (EC) n° 1080/2006 ;
- Réagira rapidement à toute demande émanant du Partenaire Chef de File, des Autorités du Programme et des organismes impliqués dans la mise en œuvre du Programme, en particulier en ce qui concerne les demandes liées à la coordination et à la mise en œuvre du projet ;
- Signalera aux partenaires immédiatement tout événement qui pourrait conduire à une interruption temporaire ou définitive ou tout autre écart constaté par rapport au projet ;
- Soutiendra tout audit ou contrôle, conformément aux exigences fixées dans la Convention d'Octroi Article 12 : Contrôle et audits ;
- Archivera correctement la documentation, tel que cela est requis par la Convention d'Octroi Article 11 : Archivage de la documentation.



Article 5 Responsabilité

1. Chaque partenaire, y compris le Partenaire Chef de File, sera responsable envers les autres partenaires et indemnisera et protégera les autres partenaires pour et contre les dommages et les frais résultant de la non observation des droits et des obligations tels qu'ils sont exposés dans cet accord et ses annexes.
2. Aucune partie ne sera tenue responsable du non respect des obligations qui découlent de cet accord en cas de *force majeure*. Dans ce cas, le partenaire concerné doit signaler cet état de fait immédiatement par écrit aux partenaires du projet.

Article 6 Activités

Tous les partenaires se conformeront à l'échéancier, aux actions, aux résultats, aux indicateurs ainsi qu'aux contenus rapportés et détaillés figurant dans le dossier de candidature approuvé et dans ses annexes.

Article 7 Structure Organisationnelle du Partenariat

1. Pour que la gestion du partenariat et la réalisation du projet soient une réussite, un 'Comité de Gestion de Projet' sera mis en place. Le Comité de Gestion de Projet sera chargé de suivre la mise en œuvre du projet. Le Comité de Gestion de Projet sera présidé par le Partenaire Chef de File. Ses membres seront composés du Partenaire Chef de File, des partenaires du projet et de toutes autres organisations ou de toutes les individualités que le Partenaire Chef de File et les Partenaires jugeront utiles.
Le Comité de Gestion de Projet se réunira tous les semestres. Le Secrétariat Technique Conjoint pourrait également être présent aux réunions.
2. Le Comité de Gestion sera composé du Chef de file, d'au moins un représentant de chaque partenaire et d'un représentant du secrétariat technique conjoint. Son rôle consistera à s'assurer que les actions du projet se déroulent conformément aux prévisions (tant en termes de contenu que de calendrier).
Toutes les décisions à prendre (y compris dans le règlement des litiges) durant la durée du projet devront d'abord être adoptées à l'unanimité par les coordinateurs nationaux. Le Comité de gestion devra ensuite les adopter à la majorité des présents ou ayant donné procuration. Pour les décisions importantes, retrait, litiges, défaillances, la décision interviendra après les étapes de procédure, prévues dans la partie B de cet accord.



Article 8

Coopération avec les tiers, délégation et externalisation

1. En cas de coopération avec les tiers y compris les fournisseurs de biens/ les prestataires de services, le partenaire de projet concerné demeurera seul responsable envers le Partenaire Chef de File du projet en ce qui concerne la conformité avec ses obligations tel que cela est fixé dans l'Accord de Partenariat.
2. Le Partenaire Chef de File sera informé par le partenaire de projet de l'objet et de toute partie d'un contrat conclu avec un tiers.
3. Aucun partenaire de projet n'aura le droit de transférer ses droits et obligations en vertu de cet Accord de Partenariat sans le consentement préalable des autres participants au projet et des organismes responsables de la mise en œuvre du Programme.
4. L'externalisation à des consultants ou à des fournisseurs de biens/des prestataires de service se fera conformément à des procédures fixées par les règles de passation des marchés publics applicables au partenaire passant le contrat et conformément aux directives européennes relatives à la passation des marchés publics.

Article 9

Cession, succession légale

1. Ni le Partenaire Chef de File ni les partenaires ne sont autorisés à céder leurs droits et leurs obligations en vertu de cet accord sans le consentement préalable des autres parties à cet accord. Les parties à cet accord connaissent les dispositions de la Convention d'Octroi sur la base desquelles le Partenaire Chef de File et les partenaires du projet sont autorisés à céder les droits et les obligations, et comme en dispose la Convention d'Octroi, uniquement en obtenant le consentement préalable du Secrétariat Technique Conjoint.
2. En cas de succession légale, le Partenaire Chef de File ou le partenaire concerné a l'obligation de transférer tous les devoirs en vertu de cet accord au successeur légal.



Article 10

Budget du Projet et éligibilité des dépenses

1. Le Partenaire Chef de File et les partenaires du projet mettront en œuvre le projet conformément au budget rapporté dans le dossier de candidature approuvé et les annexes.
2. L'éligibilité des dépenses sera déterminée conformément aux documents mentionnés dans la Convention d'Octroi, Article 1 : Cadre Légal.

Article 11

Gestion budgétaire et financière, principes comptables

1. Le Partenaire Chef de file est seul responsable envers le Secrétariat Technique Conjoint et l'Autorité de Gestion de la gestion budgétaire et financière de l'opération. Le Partenaire Chef de File sera chargé d'effectuer les demandes de paiement pour le compte du partenariat et de transférer les paiements à celui-ci, il sera responsable de la demande de réaffectation du budget conformément à la procédure expliquée dans le Manuel du Programme.
2. Pour chaque créance financière, suite au versement des fonds au Partenaire Chef de File, celui-ci versera, dès que possible, les sommes affectées à chaque partenaire par virement bancaire. Il ne sera procédé à aucune déduction, rétention et aucune autre charge particulière ne sera appliquée.
3. Le Partenaire Chef de File doit s'assurer de l'exactitude des rapports comptables et financiers et des documents rédigés par les partenaires. Le Partenaire Chef de File peut demander de plus amples informations, documentations et preuves aux partenaires, à cet effet.
4. Chaque partenaire sera reconnu responsable de son budget à hauteur du montant au niveau duquel le partenaire participe à l'opération.
5. Conformément à l'art. 60(d) du Règlement du Conseil (CE) 1083/2006, chaque partenaire s'engage à tenir soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, sans préjudice des règles comptables nationales. Le système de comptabilité sera tenu en euro (EUR; €) pour les dépenses totales (dépenses) et pour la déclaration (recettes) liées à l'opération.
6. Les rapports comptables ou autres documents, y compris des copies de toutes les preuves (factures, documents liés aux appels d'offre, relevés de compte bancaire, etc.) seront présentés au Partenaire Chef de File ou à l'organisme nommé à cet effet, selon l'échéancier et les exigences fixés par le Partenaire Chef de File. Les partenaires ont l'obligation de faire valider leurs dépenses par un contrôleur de premier niveau, d'après la procédure fixée dans le Manuel du Programme.



7. Faute de preuve ou en cas de non respect des règles relatives à l'éligibilité des dépenses, le Partenaire Chef de File demandera aux partenaires de rédiger à nouveaux les documents financiers présentés. En cas de non observation réitérée, le Partenaire Chef de File sera en droit de rejeter les dépenses déclarées par un partenaire. Dans ce cas, le Partenaire Chef de File a l'obligation d'informer le partenaire concerné du rejet de la dépense déclarée et du motif de ce rejet. Le Secrétariat Technique Conjoint devra aussi être informé.

Article 12

Modification du programme de travail et réaffectation du budget

1. Avant de demander la réaffectation d'un budget conformément à la procédure figurant dans le Manuel du Programme, le Partenaire Chef de File obtiendra l'approbation de ses partenaires.
2. Toute demande de modification de la Convention d'Octroi présentée par le Partenaire Chef de File conformément au Manuel du Programme sera autorisée par les partenaires du projet à l'avance, tel que cela est détaillé dans la Partie B de cet accord de partenariat.

Article 13

Suivi, Evaluation et Reporting

1. Le Partenaire Chef de File est globalement responsable du suivi des actions menées par les partenaires du projet et ce de façon continue. Les exigences de suivi, d'évaluation et de reporting pour tous les partenaires sont fixées dans le Manuel du Programme et dans la convention d'Octroi Article 5 : Demande de paiements.
2. Le Partenaire Chef de File est chargé de présenter les rapports d'avancement, les éventuels rapports intermédiaires demandés, le rapport final au Secrétariat Technique Conjoint tout au long de la durée de vie du projet. Le but de ces rapports est décrit dans le Manuel du Programme. Les périodes auxquelles se font les rapports figurent dans la Convention d'Octroi ainsi que dans les instructions spécifiques données dans les formulaires des rapports qui devront être respectées.
3. Chaque partenaire de projet a l'obligation de fournir au Partenaire Chef de File toutes les informations que ce dernier juge nécessaire pour la préparation des rapports ci-dessus mentionnés et pour toute documentation particulière qui pourrait être demandée par le Comité de Gestion du Projet ou les Autorités du Programme.
4. Le Partenaire Chef de File informera systématiquement les partenaires de façon régulière de toute communication pertinente avec les organismes mettant en œuvre le projet



Article 14 **Contrôles et audits**

1. Aux fins de mener un audit, le Partenaire Chef de File et les partenaires du projet :

a) Accepteront de faire contrôler et valider leurs dépenses par un contrôleur de premier niveau tel que cela est précisé dans la Convention d'Octroi l'Article 5 : Demande de paiements, Article 7.3.b, Article 12 : Contrôle et audits et dans le Manuel du Programme.

b) Conserveront tous les fichiers, les documents et les données concernant le projet tel que le requiert la Convention d'Octroi Article 11 : Archivage de la documentation.

c) Procéderont à tous les arrangements nécessaires pour s'assurer que tout audit effectué par les organismes d'audit des Organismes Européens, des Services de la Commission Européenne, de la Cour des Comptes Européenne, d'autres organismes d'audit des Etats Membres et partenaires ou autres autorités nationales d'audit ainsi que de l'Autorité de Gestion, l'Autorité de Certification et du Secrétariat Technique Conjoint peut être mené à bien, en produisant tous les documents requis pour les contrôles et audits ci-dessus, en donnant accès à toutes les informations et documents nécessaires afin de faciliter la piste d'audit, en donnant accès aux locaux, tel qu'en dispose l'Article 12 de la Convention d'Octroi.

2. Les informations concernant la réalité et la validité des actions et des dépenses éligibles au financement fournies par chaque partenaire de projet n'engagent que sa propre responsabilité.

Article 15 **Communication et Publicité**

1. Les partenaires du projet mettront en œuvre les mesures en matière de communication et de publicité conformément au dossier de candidature du projet, aux réglementations de la Commission pour les Fonds Structurels sur les mesures en matière d'information et de publicité à mettre en œuvre par les Etats Membres concernant l'assistance apportée par les Fonds Structurels. Ils joueront un rôle actif dans toutes actions organisées en vue de diffuser les résultats du projet. Toute mesure en matière de relations publiques sera coordonnée par le Partenaire Chef de File.

2. Tous les partenaires se conformeront aux exigences fixées à l'Article 8 : Publicité de la Convention d'Octroi.

Article 16 **Diffusion des résultats du projet**

1. Le Partenaire Chef de File et les autres partenaires de projet prendront note du fait que les résultats du projet peuvent être mis à disposition du public et ils acceptent que les résultats du projet soient mis à la disposition de toutes les parties intéressées.

2. Ils s'engagent également à jouer un rôle actif dans toutes actions organisées afin de tirer profit, diffuser et valoriser les résultats du projet.



3. Tous les partenaires se conformeront à toutes les exigences figurant à l'Article 8 : Publicité de la Convention d'Octroi.

Article 17 **Droits de la propriété Intellectuelle**

Le Partenaire Chef de File et les partenaires du projet s'assureront que toutes les conditions fixées par l'Article 9 : Droits de la propriété intellectuelle et industrielle se rapportant au projet dans la Convention d'Octroi, sont respectées.

Article 18 **Non respect des obligations ou retard, remboursement**

1. Chaque partenaire a l'obligation d'informer rapidement le Partenaire Chef de File et de fournir à ce dernier tous les détails nécessaires si des événements pouvant mettre en danger la mise en œuvre du projet devaient survenir.
2. Si l'un des partenaires s'avère défaillant, le Partenaire Chef de File notifiera au partenaire respectif de remédier à cet état de fait dans un délai maximum d'un mois. Le Partenaire Chef de File mettra tout en œuvre pour contacter les partenaires afin de résoudre les difficultés. Une procédure détaillée est décrite dans la Partie B de cet accord de partenariat.
3. Si le non respect des obligations devait persister, le Partenaire Chef de File peut décider d'exclure du projet le partenaire concerné, avec l'approbation du Comité de gestion du Projet. Le Secrétariat Technique Conjoint du Programme sera informé immédiatement si le Partenaire Chef de File a l'intention d'exclure un partenaire du projet.
4. Le partenaire exclu a l'obligation de rembourser au Partenaire Chef de File tous les fonds du programme reçus dont il ne peut prouver au jour de l'exclusion qu'ils ont été utilisés pour la mise en œuvre du projet conformément aux règles de l'éligibilité des dépenses.
5. Au cas où le non-respect de l'obligation d'un partenaire aurait des conséquences financières pour le financement du projet dans son ensemble, le Partenaire Chef de File peut demander une compensation afin de couvrir la somme concernée.
6. En cas de non respect total ou partiel des obligations de quelque partenaire du projet que ce soit ou en cas d'erreurs matérielles dans l'exécution effective des activités du projet, le(s) Partenaire(s) du Projet responsable(s) de l'inexécution totale/partielle s'engage(nt) à rembourser au Partenaire Chef de File tous fonds indument perçus, dans les deux semaines suivant la notification.



Article 19

Demande de remboursement de la part de l'Autorité de Gestion

Si l'Autorité de Gestion/de Certification du Programme, conformément aux dispositions de la Convention d'Octroi « Article 10 : Droit de résiliation », demandait le remboursement de la subvention, chaque partenaire a l'obligation de transférer sa part du montant du remboursement au Partenaire Chef de File. Le Partenaire Chef de File transmettra, sans retard, le courrier par lequel l'Autorité de Gestion a réclamé le remboursement et notifié à chaque partenaire le montant à rembourser. Le montant remboursable est dû dans le mois suivant la notification de la part du Partenaire Chef de File.

Dans le cas où le montant remboursable est soumis à intérêt, le taux d'intérêt sera déterminé en accord avec les provisions établies à l'article 10 de la convention d'octroi et devra être appliqué à chaque partenaire responsable du retard et proportionnellement au montant remboursable (les dispositions de la Convention d'Octroi « Article 10 : Droit de résiliation » s'appliqueront par analogie).

Article 20

Litiges entre partenaires

1. En cas de litiges entre eux, les partenaires du projet sont tenus d'essayer de le résoudre par un arrangement à l'amiable. Le partenaire chef de file devra informer les partenaires du projet de l'état de la situation concernant ce litige.
2. Dans la Partie B du présent accord de partenariat, les partenaires devront décrire les procédures qui doivent être suivies dans le cadre de l'arrangement à l'amiable.
3. Dans le cas où l'arrangement à l'amiable n'est pas possible, le différend sera réglé en dernier lieu conformément à la juridiction du pays où le partenaire chef de file est localisé.

Article 21

Langue de travail

1. La langue de travail de ce Partenariat sera l'anglais
2. La version anglaise de l'accord de partenariat prendra un caractère contraignant.

Article 22

Loi applicable, langues de traduction

Cet accord est régi par la loi française.



Article 23 **Nullité**

Si toute disposition de cet accord s'avérait totalement ou partiellement sans effet, les parties à cet accord s'engagent à remplacer la disposition sans effet par une disposition valide se rapprochant le plus possible de la disposition qui était sans effet.

Article 24 **Modification de l'accord de partenariat, retraits**

1. Cet accord ne sera modifié que par écrit par le biais d'un amendement à cet effet signé par toutes les parties impliquées. Toute modification apportée au présent Accord de Partenariat prendra la forme d'un avenant à ce contrat, qui sera soumis à l'approbation de tous les Partenaires du Projet signataires.
2. Les modifications apportées au projet qui ont été approuvées par les autorités du programme, conformément à la procédure établie dans le Manuel du Programme.
3. Le Partenaire Chef de File et les partenaires du projet conviennent de ne pas se retirer du projet sauf si des motifs incontournables les poussent à le faire. Si cela devait se produire, le Partenaire Chef de File et les partenaires du projet mettront tout en œuvre pour couvrir la contribution du Partenaire du projet qui se retire, soit en se chargeant de ses tâches soit en demandant à un ou plusieurs nouveaux partenaires de projet de se joindre au partenariat.

Article 25 **Temps d'attente**

Les poursuites relatives à tout problème découlant de cet accord ne peuvent pas être entamées plus de trois ans après que la plainte ait été déposée. En cas de poursuite concernant une demande de remboursement de fonds, une période de trois ans suite au dernier transfert sera appliquée.

Article 26 **Domicile**

1. Pour la bonne application du présent contrat, les partenaires éliront domicile de façon irrévocable à l'adresse mentionnée dans le dossier de candidature (Annexe 1) à laquelle toutes les notifications officielles peuvent être légalement signifiées.
2. Tout changement de domicile sera communiqué au Partenaire Chef de File dans les 15 jours suivant le changement d'adresse par courrier recommandé.



Article 27

Cas de force Majeure

Aucune partie ne sera tenue responsable du non respect des obligations découlant de cet accord de Partenariat si un cas de force majeure devait être la cause du non respect de ces obligations.

Pour les cas de force majeure, référence doit être faite à la loi en vigueur (Art.22)

PARTIE B

Article 1

Comité de gestion du projet

Le Comité de gestion du projet, composé au moins d'un représentant du Chef de file et d'un représentant de chaque partenaire, se réunira au minimum une fois par semestre. Ces réunions auront pour objet l'information des partenaires, le suivi du déroulement du projet et la prise de décisions collectives dans le cadre du projet, conformément à la partie A article 7 du présent Accord.

Article 2

Coordinateurs nationaux

Chacun des 4 Etats partenaires a désigné, avec le Chef de file, un coordinateur national ayant pour mission d'assurer le relais administratif et organisationnel des partenaires de son pays. Le rôle des coordinateurs nationaux est de faciliter la gestion du projet et de veiller au suivi et au bon avancement du projet, en particulier sur leur territoire. Ils se réuniront au minimum une fois par semestre.

Article 3

Groupes de travail

Un groupe de travail sera créé pour chaque activité. L'animation de chaque groupe sera confiée au partenaire maître d'ouvrage désigné dans le projet. Le groupe de travail sera composé d'un représentant du Chef de file et d'au moins un représentant de chaque partenaire. Le groupe de travail aura la responsabilité de mener à bien la réalisation des actions prévues dans le programme, en cohérence avec l'articulation générale du projet.

Les maîtres d'ouvrage des groupes de travail, en accord avec le Chef de file auront la possibilité de créer des sous-groupes de travail. Le sous-groupe de travail devra être composé dans sa représentation d'au moins cinq partenaires du projet.



Dans les deux cas, le maître d'ouvrage assurera le secrétariat des réunions (invitations, compte-rendu, fiche de présence, traductions en trois langues,..) et informera l'ensemble des partenaires du suivi des travaux.

Article 4 Coûts partagés

Chaque partenaire s'engage à participer aux frais partagés, prévus dans le projet, à hauteur de 1/22^{ème} même en cas de non consommation de ses prévisions budgétaires individuelles ou de retrait en cours de projet.

Selon la procédure fixée par les directives européennes, cette participation prendra la forme d'un remboursement au chef de file ou au responsable de l'action concerné qui aura payé la totalité de la facture et qui l'aura fait validée auprès de son contrôleur de 1^{er} niveau.

Le responsable adressera la facture validée aux autres partenaires, accompagné d'un appel de fonds faisant office de facture, correspondant à 1 /22^{ème} de la dépense. Ces remboursements seront inclus dans les déclarations de paiement semestrielles et feront l'objet de versement de Feder à hauteur de 50%. Régulièrement, un point sera adressé aux partenaires sur leurs remboursements de coûts partagés.

Article 5 Modification de la Convention d'Octroi

Toute demande de modification de la Convention d'Octroi par le Chef de file devra avoir été autorisée par les partenaires du projet. Le Chef de file informera au préalable les coordinateurs nationaux, puis sollicitera l'approbation formelle de tous les partenaires.

Article 6 Modification de l'Accord de partenariat

Conformément à l'Article 24 (Partie A) du présent Accord, toute modification de l'Accord de Partenariat, devra faire l'objet d'un avenant à ce contrat, soumis au préalable à l'approbation de tous les partenaires et remis à leur signature.

Article 7 Non respect des obligations et défaillance des partenaires

1. En cas de défaillance constatée d'un des partenaires du projet, le Chef de file disposera d'un délai d'un mois pour demander au partenaire concerné de remédier à cet état de fait.

En cas de défaillance prolongée d'un des partenaires du projet, le Chef de file organisera une rencontre avec ledit partenaire et son coordinateur national attitré, afin d'analyser et de résoudre la situation.

2. Dans le cas où les difficultés ne seraient pas résolues dans le délai déterminé lors de cette rencontre, le Chef de file enverra un avertissement au partenaire défaillant, l'invitant à régulariser sa situation au plus vite.



Dans un délai de trois mois à compter de la date d'envoi de l'avertissement, et en cas de non résolution des difficultés, le Chef de file, en accord avec l'ensemble des partenaires, devra informer le Secrétariat Technique Conjoint de sa volonté d'exclure le partenaire du projet et de son motif. L'approbation du Secrétariat Technique Conjoint est obligatoire pour toute exclusion d'un membre du partenariat.

3. En cas de défaillance ou de force majeure, un partenaire du projet pourra faire une demande de retrait du projet auprès du Chef de file. Après avoir informé l'ensemble des partenaires de cette requête et averti le Secrétariat Technique Conjoint, le partenaire défaillant sera convoqué afin de présenter ses difficultés et les raisons de sa demande de retrait. Le Chef de file, avec l'accord des partenaires et du Secrétariat Technique Conjoint, pourra valider la requête et l'acter formellement, conformément à l'Article 18 (Partie A) du présent Accord.

Article 8

Litiges entre partenaires

1. En cas de litiges entre partenaires, le Chef de file sera responsable de la médiation du conflit. Par son rôle d'arbitre, le Chef de file sera chargé d'informer les coordinateurs nationaux, puis tous les partenaires, de l'existence du litige et des solutions mises en œuvre pour le régler.

2. En cas de litiges entre partenaires, non résolus dans un délai déterminé lors de la première rencontre de médiation, le Chef de file convoquera les parties concernées pour analyser et résoudre le problème à l'amiable. Dans le cas où la situation ne serait pas débloquée dans un délai de trois mois, le Chef de file convoquera à nouveau les parties impliquées, en présence des coordinateurs nationaux, afin de trouver un arrangement ou de constater la non-résolution du litige.

3. En cas de non-résolution du litige à l'amiable, le différent sera réglé conformément à la juridiction du pays où le partenaire Chef de file est localisé,- la France-, conformément à l'Article 20 de la partie A de la présente Convention de partenariat. Le Tribunal Administratif de LILLE sera l'instance compétente.

Article 9

Diffusion des informations entre les partenaires

1-Le Comité de gestion du projet sera l'instance de coordination, de suivi du projet et de diffusion des résultats acquis et attendus pour le bon déroulement du projet. Un point sera fait systématiquement sur les avancées des groupes de travail, la gestion administrative et financière du projet, et ses résultats. Le Comité de gestion aura à se prononcer sur toutes les décisions prévues dans l'Accord de partenariat, et en particulier dans le cadre des articles précédents.

Le Chef de file ou les coordinateurs nationaux veilleront à la bonne diffusion des informations techniques pour permettre le bon déroulement des actions et des projets-pilotes.



2-Le Chef de file rappellera par mail tous les 6 mois (en juin et en décembre) la nécessité pour tous les partenaires d'élaborer leur rapport d'avancement et leur demande de paiements pour le semestre échu, de les remettre au Chef de file et à leur contrôleur de premier niveau pour respecter le calendrier du projet, précisé dans la Convention d'octroi, (remise du rapport d'avancement du projet et des éléments budgétaires du semestre écoulé le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année).

Pour les Comités de gestion du projet, le Chef de file adressera la convocation officielle et l'ordre du jour aux partenaires quinze jours ouvrables avant la date prévue.

3-Les responsables des groupes de travail seront responsables de la diffusion des informations relatives aux activités des groupes (invitations, relevés de décisions, fiches de présence, informations techniques, et compte-rendu des réunions en trois langues).

Article 10 **Réaffectation des budgets**

Toute demande de changement budgétaire, à l'intérieur du budget d'un partenaire ou entre partenaires, devra être validée à l'avance par le Comité de gestion du projet, sous forme de changement mineur ou majeur, suivant les règles et en fonction des seuils fixés dans le Manuel du Programme.

Les demandes devront être sollicitées par les partenaires, en annexe des rapports d'avancement semestriels. Les demandes pourront concerner le budget d'un partenaire pour assurer l'adéquation entre ses lignes budgétaires et ses projets d'activités ou d'investissements.

Les demandes de réaffectation pourront concerner les budgets de plusieurs partenaires. Elles seront proposées par le Chef de file, après consultation des coordinateurs territoriaux, au vu des demandes faites par les partenaires en annexe des rapports d'avancement et au vu des consommations réalisées par les partenaires. Ces réaffectations devront être utiles pour le projet et optimiser ses conditions de réalisation, dans le souci du bon usage des fonds publics.

Partie à développer par le partenariat accompagnée de détails supplémentaires sur la façon de coordonner, mettre en œuvre les activités et diffuser les résultats.

Veuillez également ajouter des détails sur la possibilité pour le projet et le Comité de Gestion du Projet de mettre en place des sous-groupes/groupes de travail chargés de tâches particulières liées au projet.



Veuillez ajouter des détails sur :

-La façon dont la modification du plan de travail et de la réaffectation du budget va être traitée au sein du partenariat.(Art. 12 du présent accord) ;

-la procédure qui sera suivie par le Partenaire Chef de File conformément à l'Art.18 (2) du présent accord ;

-la procédure et les clauses nécessaires à mentionner dans cet accord afin de pouvoir recourir à la médiation et à l'arbitrage des litiges (Art. 20 du présent accord).

Fait à [lieu]

Le Partenaire Chef de File

Signature _____ Date _____

Partenaire du Projet 1

Signature _____ Date _____

Partenaire du Projet 2

Signature _____ Date _____

Partenaire du Projet 3

Signature _____ Date _____

Partenaire du Projet 4



Signature _____ Date _____

Partenaire du Projet ...

Signature _____ Date... _____

Annexes

Annexe I Dossier de candidature approuvé y compris ses annexes

Annexe II Convention d'octroi entre l'Autorité de gestion du Programme et le Partenaire Chef de File



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/822

OBJET

Parc de la Citadelle - Plaine de Sports et de Loisirs - Autorisation de signature du marché de maîtrise d'oeuvre.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La procédure de concours d'architecture et de Paysage, en vue du recrutement d'une équipe de maîtrise d'oeuvre pour la réalisation d'une plaine de sports et de loisirs au Parc de la Citadelle dans le Quartier de Vauban – Esquermes, a été engagée conformément à la délibération n° 09/926 du 16 novembre 2009, sur la base d'un programme de réalisation qui comporte notamment l'installation d'un parcours d'activités pour les seniors, la création d'une zone dévolue à des jeux pour les enfants, la construction d'une structure d'accueil pour les usagers du parc, sportifs confirmés ou amateurs et la valorisation des anciens éléments fortifiés.

Les équipes pouvant participer à ce concours devaient disposer des compétences suivantes : paysage, architecture, architecture du patrimoine, et notamment en matière de fortifications bastionnées, expertise juridique dans le domaine des codes du patrimoine et de l'environnement, procédures et élaboration des dossiers d'enquêtes publiques, études techniques spécialisé VRD, y compris en éclairage, études techniques spécialisé HQE, structures et fluides, hydraulique, conseil et conception en matière d'installations sportives et de loisirs de plein air.

Une indemnité de 14 000 € HT était susceptible d'être allouée à chaque candidat retenu. Pour le lauréat, cette indemnité constitue une avance sur le marché de maîtrise d'oeuvre.

A l'issue de l'examen des candidatures et sur proposition du jury, quatre équipes sur les neuf dossiers de candidature réceptionnés, avaient été retenues, après examen de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Equipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **BASE**, l'agence APGO Architecture et Patrimoine, l'agence EXPLORATION ARCHITECTURE, INGEROP Conseil et Ingénierie, bureau d'études techniques.

Equipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **PAYSAGES**, Etienne Poncelet ACMH, Damien Guiot architecte, Morel et Associés et OSMOSE, bureaux d'études techniques et 8'18, concepteur et plasticien lumière.

Equipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **GAIA Concept**, l'agence JNC International, Lionel Dubois ACMH, l'agence DELELIGNE & ROGER Architectes, et MANING, bureau d'études techniques.

Equipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **DESHAYES**, Agence PRUNET ACMH, E. CERENGHINI Architecte, Biodiversita Ecologue, BESL Consultant, LIGHTEC, BIGNON LEBRAY & Associés, Société d'avocats, NEMO-K, ANTEA, ESPACE TEMPS et ALL'ARCHI, bureaux d'études techniques.

Les candidats ont été invités à remettre une offre sur la base d'un dossier comportant un volet administratif, un volet programmatique et un volet technique.

A l'issue de la remise des offres dont la date limite était fixée au 20 mai 2011, le secrétariat du concours a rendu les pièces anonymes avant la deuxième réunion du jury fixée le 6 juillet 2011. L'équipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **DESHAYES** ne souhaitant pas répondre, n'a pas remis d'offre.

Après avoir examiné et évalué les prestations, le jury a établi le classement suivant :

Candidat n° 1 : Equipe Sainte BARBE

Candidat n° 2 : Equipe Saint GEORGES

Candidat n° 3 : Equipe Saint SEBASTIEN

Après la levée de l'anonymat, le projet Sainte BARBE se révèle être celui remis par l'équipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **PAYSAGES**.

Le projet Saint GEORGES représente l'équipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **BASE**.

Le projet Saint SEBASTIEN représente l'équipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **GAIA Concept**.

En application de l'article 35- II 7e du code des marchés publics, une négociation avec l'équipe dont le paysagiste mandataire est l'agence **PAYSAGES** a été engagée pour la mise au point définitive du marché de maîtrise d'œuvre.

A l'issue de la négociation, le marché de maîtrise d'œuvre est établi comme suit :

- Le coût prévisionnel des travaux est de 2 400 000 € HT soit 2 870 400 € TTC dont :

1 200 000 € HT soit 1 435 200 € TTC pour les travaux en infrastructure

1 200 000 € HT soit 1 435 200 € TTC pour les travaux en construction neuve.

- La mission de base de maîtrise d'œuvre est évalué à :

162 000 € HT représentant un taux de rémunération de 13,50 %, pour l'infrastructure

132 360 € HT représentant un taux de rémunération de 13,15 %, pour la construction neuve.

Cette mission de base intègre la mise en œuvre de la Haute Qualité Environnementale sur la construction.

Par ailleurs, la mission d'Ordonnancement Pilotage et Coordination pour les travaux d'infrastructure est estimé à 24 000 € HT et pour la construction neuve à 19 320 € HT et la mission de synthèse pour la construction neuve est estimé à 6072 € HT.

Les éléments de missions pour l'assistance et le conseil juridiques, les études préliminaires et réglementaires sont estimés à 111 548 € HT.

Le total des honoraires de maîtrise d'œuvre HT est donc fixé à 455 300 €, soit 544 538,80 € TTC.

A ce jour, le coût des honoraires est en partie financé par le programme Interreg IVA - 2 Mers, à hauteur de 36 000 € dans le cadre du projet « Murailles et Jardins » approuvé par le Comité de Pilotage Interreg le 11 mai 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **ATTRIBUER** le marché de maîtrise d'oeuvre à l'équipe dont le paysagiste mandataire est l'agence PAYSAGES associée à Etienne Poncelet ACMH, Damien Guiot architecte, Morel et Associés et OSMOSE, bureaux d'études techniques et 8'18, concepteur et plasticien lumière ;
- ♦ **INDEMNISER** les deux équipes dont les dossiers ont été acceptés (BASE et GAIA Concept) pour un montant de 14 000 € HT par équipe, comme indiqué au règlement de concours ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le maire ou son représentant à signer le marché de maîtrise d'œuvre avec l'équipe lauréate pour un montant de 455 300 €, soit 544 538,80 € TTC sur la base d'un montant prévisionnel de travaux de 2 400 000 € HT, soit 2 870 400 € TTC ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur le chapitre 23 – article 2312 – fonction 823 - Opération QPLAI n°1714 – Autorisation de programme QPLAINECIT

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

20 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Espaces Verts

E. Quiquet
Eric QUIQUET



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/823

OBJET

**Crédits décentralisés – Aides financières en
faveur d'actions dans les quartiers.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les Conseils de quartier disposent de crédits leur permettant de favoriser la vie associative de leur quartier.

Les Conseils de quartier des Bois-Blancs, du Faubourg de Béthune, de Fives, de Moulins, du Vieux-Lille et de Wazemmes se sont réunis récemment aux fins d'attribuer des subventions aux associations. L'ensemble des actions présentées dans le récapitulatif ci-joint a fait l'objet de débats en Conseils de quartier qui ont donné un avis favorable au versement de ces subventions.

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, une convention régit les relations entre la Ville et les organismes dont le montant total des subventions versées par la Ville, pour l'exercice 2011, dépassent 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions telles que proposées par les Conseils de quartier, reprises dans le tableau ci-annexé ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574 et au chapitre 67, article 6745 de nos documents budgétaires.

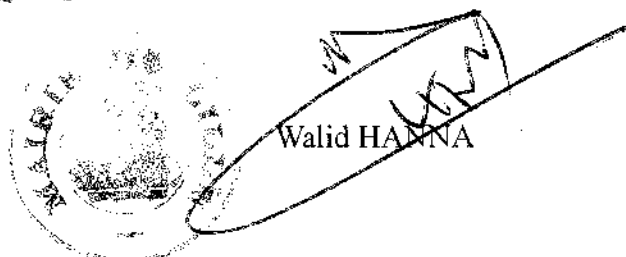
Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 21 OCT. 2011

Par délégation du Maire,

l'Adjoint délégué à la Coordination des Quartiers


Walid HANNA

Conseil Municipal du 14 octobre 2011
CREDITS DECENTRALISES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS

Quartier	Organisme bénéficiaire N° SIRET	Intitulé du projet	Descriptif du projet	Coût total du projet	Autres financements sollicités	Date de l'avis du CQ	Montant sollicité	Montant proposé par le Conseil de quartier	Imputation
BOIS BLANCS	AMICALE DES ECOLES DES BOIS BLANCS 502 181 266 000 11	ORGANISATION DE DEUX SPECTACLES DE NOËL	Organisation de deux spectacles de Noël à destination des enfants des 3 écoles des Bois-Blancs (un pour les primaires et un pour les maternelles) et de leurs parents, avant les vacances de Noël.	1 800,00	. Autofinancement : 900	12/09/2011	900,00	700,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 60
BOIS BLANCS	ASSOCIATION DU CHALET DES BOIS BLANCS 493 049 704 000 15	ORGANISATION D'UN MINI CAMP A POITIERS	Organisation d'un mini camp à Poitiers pour 8 jeunes des Bois-Blancs : 4 filles et 4 garçons. Visite du futuroscope et de la Ville. Travail de l'association sur la mixité.	1 250,00	. Autofinancement : 450	12/09/2011	1 000,00	800,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 60
BOIS BLANCS	SHOTOKAN KARATE ASSOCIATION LILLE METROPOLE 520 263 294 000 16	ORGANISATION DE PORTES-OUVERTES	Organisation de portes-ouvertes à l'école Desbordes-Valmore dans le but de faire découvrir le club de karaté aux habitants du Quartier des Bois-Blancs. Démonstrations et cours gratuits.	1 000,00	. Autofinancement : 250	12/09/2011	750,00	750,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 60
FAUBOURG DE BÉTHUNE	PROJET CENTRE SOCIAL DU FAUBOURG DE BETHUNE 445 140 809 000 10	ANIMATIONS EN FAVEUR DES FEMMES	Pour la journée Internationale de la femme l'Association Projet Centre Social a mis en place tout au long de l'année des ateliers interculturels et intergénérationnels (théâtre, cuisine, avec élaboration d'un cd : histoires de femmes). Restitution de ces ateliers lors de la Journée de la Femme.	23 500,00	. Droit des femmes : 5 000 . Politique de la ville : 10 000 . Autofinancement : 3 500	08/09/2011	5 000,00	5 000,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 95
FIVES	CENTRE SOCIAL MOSAIQUE 328 712 476 000 22	FESTI'SANTE	Le 14/12/2011, le Centre social Mosaïque et les structures du quartier se mobilisent autour d'un forum santé. Une journée grand public est organisée et rassemble plus de 300 habitants. Un repas solidaire est organisé et inaugure le forum. Préparation du repas par des bénévoles des structures.	1 100,00	. Ville de Lille Service Santé : 100	21/09/2011	1 000,00	1 000,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 025 Opération 77
FIVES	CENTRE SOCIAL MOSAIQUE 328 712 476 000 22	TOUS EN SCENE CONTRE L'EXCLUSION	Le 22 octobre un collectif d'associations fivoises organise une manifestation autour de la journée mondiale du refus de la misère. Un repas solidaire sera proposé aux habitants du quartier ainsi que des saynètes de théâtre afin de faciliter la parole autour du refus au sens large.	850,00	. Centre Social Mosaïque : 50 . ATD QUART MONDE : 200	21/09/2011	600,00	600,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 025 Opération 77

FIVES	CENTRE SOCIAL ROGER SALENGRO 318 505 443 000 16	ARBRE DE NOEL	Le 26/12/2011, le Centre Social Roger Salengro organise un arbre de Noël (animations, goûters et cadeaux) à destination des enfants de 4 à 16 ans accompagnés de leurs parents. L'objectif est de permettre aux familles de partager un moment d'évasion en les sensibilisant aux jeux éducatifs.	1 250,00	. Vente au marché de Noël : 250	21/09/2011	1 000,00	1 000,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 025 Opération 77
MOULINS	GROUPE MEMOIRE DE LILLE MOULINS 519 162 184 000 13	MDQ MLS - VOYAGE A GAND DANS LE CADRE DES JOURNEES DU PATRIMOINE	En complément de l'exposition journées du patrimoine "l'Union de Lille", est prévue une visite du centre historique de Gand et particulièrement du bâtiment "Vooruit", à l'origine de la coopérative ouvrière de l'Union de Lille, le 25/9/11, pour une cinquantaine d'habitants du quartier.	1 012,00	. FPH Moulines : 450 . Participation des habitants : 250	09/09/2011	312,00	312,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 92
MOULINS	LILLE ENSEMBLE 514 008 275 000 26	MDQ MLS - ANIMATION/RENCONTRE INTER GENERATIONS	Organisation d'une pièce de théâtre "One Man Show" durant la semaine bleue à destination des personnes âgées, mais également habitants du quartier ou d'autres quartiers. Cette action a pour but de créer des liens, changer d'environnement, échapper à l'isolement, le 22/10 à 14h salle Courmont.	2 692,00	. Direction Personnes Agées Ville de Lille : 500 . Don société privée : 335 . Autofinancement : 200 . Prêt gracieux salle : 37 . Droits d'entrées spectacle : 420	09/09/2011	1 200,00	400,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 422 Opération 92
VIEUX LILLE	COMITE D'ANIMATION DU VIEUX LILLE 452 982 861 000 18	REPAS DES AINES	Le comité d'animation organise un repas festif des aînés à l'occasion des fêtes de fin d'année. 120 personnes âgées vont bénéficier d'un repas, d'une animation musicale à l'occasion des fêtes de Noël à la salle polyvalente de la Halle aux Sucres le 15/12/2011.	5 050,00	. Autofinancement : 400	03/10/2011	4 650,00	4 650,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 024 Opération 72
VIEUX LILLE	LILLE ENSEMBLE 514 008 275 000 26	SPECTACLE DE DANSE AFRICAIN	Spectacle de danses africaines tout public, animé par une troupe de danseurs africains le 29/10/2011 après midi, salle polyvalente de la Halle aux Sucres. Des concerts de percussions, des danses, un goûter africain et une lecture de conte, sont prévus.	2 888,00	. Fonds de participation habitants : 760 . Ville de délégation Séniors : 300 . Ville de Lille délégation Personnes Handicapées : 300 . Autofinancement : 478	03/10/2011	800,00	800,00	Chap. 65 Art. 6574 Fonct. 33 Opération 72
WAZEMMES	CLUB DU 3ME AGE EDMOND JAMOIS 511 147 621 000 11	PORTES OUVERTES - ATELIER D'ARTISTES	Les 14 et 15 octobre 2011, dans la salle St Pierre-St Paul, journées portes ouvertes à destination principalement des personnes âgées, pour une découverte et initiation à la pratique du dessin et de la peinture.	180,00	. Autofinancement : 30	08/09/2011	150,00	150,00	Chap. 67 Art. 6745 Fonct. 422 Opération 61

WAZEMMES	LES RESTAURANTS DU CŒUR 524 416 906 000 13	SOUTIEN A LA DISTRIBUTION DES PRODUITS POUR LES BEBES	Les responsables du centre de distribution des Restaurants du Cœur de Wazemmes souhaitent compléter les dons en nature par l'acquisition de denrées et produits pour bébés qui font souvent défaut lors des collectes.	4 180,00	. Dons: 2 990	08/09/2011	1 190,00	1 190,00	Chap. 67 Art. 6745 Fonct. 422 Opération 61
WAZEMMES	VOL DE NUIT LE BIPLAN 422 829 705 000 17	ACCUEIL DE SPECTACLES DANS LE CADRE DES « JOURNEES THEMATIQUES SANTE »	Les 14 et 15 novembre, le biplan s'associe aux journées thématiques santé par la présentation d'un spectacle assuré par la compagnie de théâtre Hibboutchou pour les enfants des écoles de Wazemmes et Moulins.	1 298,00	. Autofinancement : 1 000	08/09/2011	298,00	298,00	Chap. 67 Art. 6745 Fonct. 422 Opération 61

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/824

OBJET

Implantation par la CAF de Lille de bornes interactives dans les Mairies de quartier - Convention de partenariat entre la CAF et la Ville de Lille.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Afin de faciliter l'accès à ses services et de réduire les déplacements des usagers, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Lille a proposé à la Ville l'implantation de bornes interactives dans les Mairies de quartier.

Les bornes en libre service, déjà implantées dans d'autres services publics sur Lille, permettent aux allocataires d'accéder gratuitement à l'intégralité de l'espace sécurisé « mon compte » pour connaître la date du dernier paiement des prestations, d'imprimer les attestations de paiement ou tout autre formulaire de demande.

Cette proposition permettrait de compléter utilement l'offre de services dans les Mairies de quartier, services publics municipaux de proximité disposant d'un service social travaillant en lien avec d'autres partenaires, la CAF notamment. Elle correspond aussi à la volonté municipale de développer l'utilisation des nouvelles technologies et de lutter contre la fracture numérique.

La convention ci-annexée prévoit l'implantation de bornes CAF dans les Mairies de quartier de Fives et de Moulins dans un premier temps, un développement du dispositif étant envisageable dans le temps par accord entre les deux partenaires, en fonction de l'utilisation de ce service par les usagers. Aux termes de cette convention, la Ville prend en charge l'accès au réseau et la consommation énergétique de la borne ; la CAF : la pose des bornes, leur fonctionnement et leur entretien ainsi que l'alimentation en papier.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer avec la CAF de Lille la convention de partenariat ci-annexée, et à prendre toutes dispositions pour sa bonne mise en œuvre.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

21 OCT. 2011

Par délégation du Maire,

l'Adjoint délégué à la Coordination des Quartiers



Walid HANNA



Convention de partenariat

OBJET : Mise à disposition par la Caisse d'Allocations Familiales de LILLE de bornes Caf en libre-service, dans les locaux municipaux d'accueil du public de la ville de Lille.

Entre **La Caisse d'Allocations Familiales de LILLE**

Représentée par Monsieur Daniel FORAFO, son Directeur

et **La Mairie de LILLE**

Représentée par Madame Martine AUBRY, Maire de la ville de Lille.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objectifs - nature du service

Dans le but de faciliter l'accès à ses services et de réduire les déplacements des usagers, la Caisse d'Allocations Familiales (Caf) de Lille met à disposition de la Mairie de Lille des bornes Caf en libre-service offrant l'accès à un certain nombre de services évolutifs, parmi lesquels :

- la consultation du dossier allocataire¹
- l'édition d'attestations de paiement
- l'impression des formulaires de demande de prestations

Ce service permet à tous les allocataires d'accéder à leurs droits et leur offre une plus grande autonomie. Il entre dans les objectifs d'amélioration de l'accueil du public de la ville, plus particulièrement au sein des Mairies de Quartier, et de développement du numérique, en offrant un service de proximité complémentaire.

1

Article 2 : installation - fonctionnement – maintenance

Installation :

Deux bornes seront implantées dans un premier temps dans les Mairies de quartier de Fives et de Moulins. L'installation est effectuée par la Caf (prise réseau excepté les percements éventuels, réalisés par la ville, ainsi que la pose de prises électriques supplémentaires si besoin), aux emplacements convenus entre les partenaires, les contraintes techniques ayant été définies en amont entre les signataires .

En fonction du taux de consultation des bornes résultant des statistiques (cf Article 6- Évaluation), un déploiement d'autres bornes pourra être réalisé au sein des services municipaux et notamment d'autres Mairies de quartier, par avenant à la présente Convention.

Les Mairies de quartier concernées veillent à ce que les usagers bénéficient d'une certaine confidentialité lors de la consultation des bornes, qui seront accessibles au public pendant les heures d'ouverture des services.

Fonctionnement

La veille sur le fonctionnement des bornes et le remplacement du papier, en cas de bourrage ou de fin de rouleau, sont assurés par le personnel municipal. A cet effet, une clé des bornes est remise par la CAF sur chaque site concerné.

Le papier d'impression est fourni par la Caisse d'Allocations Familiales, aucun autre papier ne pourra être utilisé pour alimenter la borne.

Les services municipaux veillent au bon approvisionnement de leur stock de papier.

Ils sont chargés le cas échéant de l'assistance aux utilisateurs de la borne. La Caisse d'Allocations Familiales s'engage pour cela à dispenser une formation au personnel concerné et à mettre à disposition des services municipaux la documentation utile.

Un agent de la Caisse d'Allocations Familiales de Lille accompagne les usagers pendant une durée de 2 jours à compter de l'installation effective d'une borne dans un service municipal et assure la formation des agents municipaux concernés, tels que désignés par leur Chef de Service.

Maintenance

La mise en service de la borne est assurée par la Caf de Lille.

Les services municipaux s'engagent à signaler tout dysfonctionnement aux services de la Caf :

- en cas de panne informatique,
Service Informatique :
par mail en priorité à informatique.cafville@caf.cnafmail.fr
tél. : 03.20.15.82.34
François BOCKSTAL et Marc PHILIPPE
- commande de papier,

Services Généraux :
par téléphone au 03.20.15.57.21

La Caf de Lille informera en cas de panne les services municipaux concernés.

Déplacement/enlèvement des bornes:

Les bornes pourront être déplacées au sein des Mairies de Quartier en cas de nécessité, par accord écrit entre les partenaires.

Article 3 : Aspects financiers

La Caf prend en charge :

- le coût de la connexion ADSL
- le coût du papier d'impression

La ville réalise la pose de prises électriques supplémentaires ainsi que le percement des murs si nécessaire, et prend en charge le coût des consommations électriques des bornes.

Article 4 : Garantie et assurance

Au titre de l'assurance dommage aux biens, la CAF de Lille garantit les bornes mises à disposition, notamment contre les risques incendie, dégâts des eaux, vols et vandalisme.

Nonobstant l'assurance de la CAF des biens assurés, il appartient à la Ville de Lille d'être assurée au titre de la responsabilité civile et des immeubles appelés à recevoir les bornes.

La CAF renonce à tout recours contre la ville et ses assureurs pour tout préjudice subi par la CAF du fait de l'endommagement des bornes.

Article 5 : Communication

La Mairie de Lille et la Caf de Lille, s'engagent à faire connaître aux allocataires l'implantation de ladite borne et de communiquer, dès qu'ils en ont l'opportunité, dans l'ensemble des supports dont ils ont la maîtrise.

La signalétique de la borne sera assurée par la Caf de Lille en concertation avec la Ville de Lille (couleurs et normes signalétiques de la Caf).

Article 6 : Evaluation

Pour juger de la performance de l'outil et le cas échéant prévoir des actions correctives, un dispositif d'évaluation sera mis en œuvre par la Caf de Lille. Il comprendra des outils statistiques de fréquentation et de mesure de satisfaction des usagers. La Caf de Lille s'engage à communiquer trimestriellement à la Ville de Lille les résultats de fréquentation des bornes implantées au sein de ses services.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour un an et prend effet à la date de signature. Elle se renouvelle par tacite reconduction, d'année en année.

Résiliation : la présente Convention pourra être non renouvelée ou résiliée à tout moment et pour tout motif, par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé réception moyennant un préavis de deux mois à compter de sa réception. En cas de suppression du service, la ou les bornes concernées devront être enlevées par la CAF dans un délai de un mois maximum. Aucune résiliation par l'une ou l'autre des parties ne pourra donner lieu au versement de dommages-intérêts au profit de l'autre partie.

Modification : la présente Convention pourra être modifiée à tout moment, par voie d'avenant, sous réserve de l'accord réciproques des parties.

La Caf du Nord se substitue de plein droit à la caf de Lille en tant que partenaire de la ville au titre de l'application de la présente Convention, à compter du 23 novembre 2011.

Tout différent relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention fera l'objet d'un règlement amiable entre les parties avant toute saisie du tribunal Administratif de Lille.

Fait (en deux exemplaires)

à Lille, le

Le Directeur de la Caf de Lille

Le Maire de la ville de Lille

Daniel FORAFO

Martine AUBRY

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/825

OBJET

**Contrat négocié de prestations de services
avec le Lille Métropole Basket S.A.S.P. -
Années 2011 à 2013.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'équipe première du Lille Métropole Basket S.A.S.P. dispute le championnat de France Professionnel B et est devenu un facteur de promotion et de valorisation de l'image de la Ville de Lille sur le plan national.

Ainsi, dans le cadre de sa politique économique et touristique, la Ville souhaite s'appuyer sur le Lille Métropole Basket S.A.S.P. pour renforcer ce rayonnement indirect qui sert ses besoins en relations publiques et en communication.

Pour cela, il est proposé de passer avec le Lille Métropole Basket S.A.S.P. un contrat de prestations de services négociés dans le cadre de l'article 35 II 8° du Code des Marchés Publics pour les années 2011, 2012 et 2013.

Ce contrat décline les droits et avantages de la Ville, qui consistent notamment en la mise à disposition de places lors de chaque rencontre officielle disputée à domicile par l'équipe professionnelle et de prestations de communication et de sponsoring dans le Palais des Sports Saint-Sauveur à travers des affiches et sur d'autres supports.

Le montant de la participation financière s'élèvera annuellement à 50.000 € T.T.C. Les dispositions de versement de cette somme forfaitaire sont finalisées dans le contrat précité.

Le contrat a été soumis pour avis à la Commission d'Appel d'Offres du 12 octobre 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire à signer le contrat négocié ci-annexé ;
- ♦ **HONORER** les factures présentées par le Lille Métropole Basket S.A.S.P. à hauteur de 50.000 € T.T.C. par année civile prévus au contrat ;

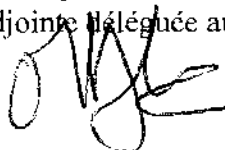
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 611, fonction 415 – Opération n° 334 de nos documents budgétaires.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 20 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe Déléguée au Sport



Michelle DEMESSINE



CONTRAT NÉGOCIÉ **DE PRESTATIONS DE SERVICES**

ENTRE :

La **SASP Lille Métropole Basket** au capital de 50 000 € immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés à Lille sous le N° 3005686, dont le siège est le Palais des Sports Saint-Sauveur, Avenue Kennedy 59000 Lille, représentée par son Président, Monsieur Servais Cyr TOMAVO

ci-après dénommée le « L.M.B »,

d'une part,

ET

La **VILLE DE LILLE**, représentée par son Maire, en exercice, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° du 14 octobre 2011,

ci-après dénommée la « Ville de Lille »,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Lille Métropole Basket inscrit dans le Championnat de France Pro B est un des éléments de promotion et de valorisation de l'image de la Ville et au-delà de la Métropole Lilloise.

C'est pourquoi la Ville de Lille, dans le cadre de sa politique de promotion économique et touristique souhaite s'appuyer sur le Lille Métropole Basket pour renforcer ce rayonnement indirect pour ses besoins en relations publiques et en communication.

La Ville s'est donc rapproché du Lille Métropole Basket pour définir les termes et les conditions selon lesquels le Lille Métropole Basket fera bénéficier la Ville de droits et avantages pour les années 2011 à 2013.

Ces droits et avantages se déclinent sous forme de prestations de services négociés à l'article 2 du présent contrat.

Cette négociation se déroule dans le cadre de l'article 35 II 8° du Code des Marchés Publics qui dispose que : « peuvent être négociés sans publication préalable et sans mise en concurrence les marchés qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection des droits d'exclusivité ».

Article 2 : Droits et avantages consentis par le Lille Métropole Basket

2-1 : Places et relations publiques

Lors de chaque rencontre disputée à domicile par l'équipe professionnelle du Lille Métropole Basket durant les années 2011, 2012 et 2013, le Lille Métropole Basket s'engage à

faire bénéficier la Ville de 30 places en tribune officielle avec prestations VIP en vue des opérations de communication et de promotion de celle-ci.

2-2 : Visibilité

a) Terrain

Lors de chaque rencontre officielle ou de gala organisé à domicile (Palais des Sports Saint-Sauveur), le Lille Métropole Basket s'engage à mettre en place 8 panneaux publicitaires tournants, pour une longueur de 24 mètres linéaires, avec un temps de passage régulier par match au nom et au logo de la Ville.

b) Communication

Le logo de la Ville de Lille en tant que partenaire institutionnel sera également présent :

- Sur tous les panneaux de communication notamment ceux situés dans le salon VIP et dans l'espace Presse ;
- sur le site internet du Lille Métropole Basket ;
- sur les supports imprimés du Lille Métropole Basket (billets de match, affiches, programmes, courriers officiels, posters...).

De même pendant toute la durée des saisons sportives tant pour les matchs officiels et amicaux, tant pour ceux se déroulant à domicile que pour ceux à l'extérieur, le nom et le logo de la Ville seront apposés sur la face avant des maillots d'échauffement de chaque joueur du Lille Métropole Basket.

Article 3 : Prix des prestations

Le montant des prestations définies ci dessus est évalué annuellement à 50 000 € TTC.

Ce montant forfaitaire est ferme et non actualisable et correspond à l'aide apportée par la Ville pour l'équipe qui évolue actuellement en Championnat de France PRO B.

Article 4 : Modalités de versements

Pour les années 2012 et 2013, la Ville s'acquittera des factures adressées par le Lille Métropole Basket accompagnées de justificatifs et jusqu'au montant maximal de 41 806 € H.T soit 50 000 € T.T.C par an selon l'échéancier ci-après :

- 50 % fin avril
- 50 % fin septembre.

Pour l'année 2011, au regard de la prise d'effet de présent contrat, les 50 000 € seront versés au plus tard fin décembre.

Ces acomptes seront réglés par la Ville sur présentation de factures aux échéances définies ci-dessus.

Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier Principal de Lille Municipale.

Les versements seront effectués sur le compte ouvert au nom du Lille Métropole Basket auprès d'un organisme bancaire désigné par celui-ci à cet effet.

Article 5 : Suivi

Le prestataire fournira à la Ville de Lille à la fin de chaque saison sportive un dossier de presse et le rapport général d'activités.

Le prestataire devra également avant le 30 septembre de l'année en cours fournir à la Ville :

↳ le compte de résultats et le bilan de l'année sportive écoulée,

↳ le budget prévisionnel de la saison à venir.

Article 6 : Durée

Le présent marché est conclu pour une durée de 3 ans.

Au cas où l'une des parties n'exécute pas l'une des obligations prévues au contrat, la partie lésée aura la faculté sous réserve des dispositions figurant à l'article 7 ci-après, de résilier de façon anticipée le présent contrat de plein droit, un mois après première présentation d'une mise en demeure d'exécution restée sans effet, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception de la partie défaillante.

Article 7 : Economie du Contrat

Dans le cas où l'économie du contrat devrait être fortement modifiée notamment du fait d'une réglementation des instances compétentes interdisant au Lille Métropole Basket d'exécuter tout ou partie des droits consentis, il est convenu que les parties se rapprocheraient aux fins de négocier et de convenir le cas échéant d'un dispositif propre à rééquilibrer le contrat.

De même, si au regard des résultats sportifs, le club ne pouvait se maintenir dans le championnat où il évolue actuellement, une renégociation du présent contrat sera alors effectuée.

Article 8 : Cession – Transfert - Partage

Le contrat est conclu intuitu personae.

La Ville de Lille ne peut en aucune façon céder, transférer ou partager auprès de quiconque les droits et avantages précités dans le présent contrat.

Article 9 : Litiges

Tout litige concernant l'interprétation, l'application ou la résiliation du présent contrat sera soumis, d'un commun accord entre les parties, au Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Lille, le

**Pour la Ville de Lille,
Le Maire**

**Pour le Lille Métropole Basket
Le Président**

Martine AUBRY

Servais Cyr TOMAVO

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/826

OBJET

Associations de majorettes - Attribution de subventions de fonctionnement au titre de l'année 2011 - Solde.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'association les Gracieuses de Lille-Sud et l'association Les Fleurs de Lys regroupent de nombreux garçons et filles âgés de 5 à 18 ans.

Leur action a un impact positif au sein des quartiers lillois et se développe d'année en année. Cette activité est aussi très bénéfique pour ses pratiquants car elle fait appel à la fois au sens de la danse, de la musique, du rythme mais aussi au sens de la marche et de la gymnastique.

Tous les ans, ces trois associations participent à de nombreuses manifestations et concours dans la Région Nord/Pas-de-Calais, véhiculant ainsi les valeurs de cette activité et une image très positive de la Ville de Lille.

Elles s'impliquent également dans la vie lilloise et sont présentes auprès de la population des quartiers puisqu'elles contribuent à des animations telles que la Fête du Sport, les braderies de quartier et celle de la Ville de Lille, la Fête de la Soupe, les carnavaux...

C'est pourquoi, afin de leur permettre de continuer et de développer leur action au sein de la Ville, le Conseil Municipal a, par délibération n° 11/361 du 23 mai 2011, autorisé le versement du premier acompte de la subvention de fonctionnement au titre de l'année 2011.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution du solde de cette subvention.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement, au titre de l'année 2011, du solde de la subvention de fonctionnement, d'un montant de 1.168 €, à chacune des associations suivantes :

- Les Gracieuses de Lille Sud (n° SIRET : 512 379 637 00014)
- Les Fleurs de Lys (n° SIRET : 508 629 334 00014)

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 422 – Opération n° 344.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **20 OCT 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée au Sport



Michelle DEMESSINE



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/827

OBJET

**Site "Turgot-Fourier" - Cession à Escaut
Habitat ou toute personne morale s'y substituant
de deux parcelles sises à Lille rue du Marais de
Lomme et 10 rue Fourier.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux engagements inscrits dans le programme municipal, la Ville a mis en avant sa volonté que toutes les familles trouvent leur place à Lille, y compris les plus nombreuses et les plus modestes.

Le renchérissement des coûts immobiliers et fonciers de ces dernières années exclut de plus en plus de la Ville ces accédants à la propriété, contraints de chercher un produit d'accession de plus en plus loin du centre de l'agglomération. Promouvoir l'accession à des prix abordables permet de garantir la mixité sociale dans tous les quartiers de la Ville et de lutter contre les phénomènes de périurbanisation.

De ce fait et par délibération n° 08/532 du 23 juin 2008, la Ville de Lille a mis en place des aides au logement pour aider l'accession à la propriété sociale et à coût maîtrisé.

Par délibérations n° 09/85 du 2 février 2009 et n° 09 C 0022 du 13 février 2009, le Conseil Municipal de la Ville de Lille et le Conseil communautaire de Lille Métropole Communauté Urbaine ont décidé l'inscription d'un Emplacement Réservé pour Logements sur le site dit « Turgot-Fourier » dans le quartier des Bois-Blancs à Lille.

Avec l'inscription au Plan Local d'Urbanisme des Emplacements Réservés au Logement, la Ville de Lille et Lille Métropole Communauté Urbaine affirment leur volonté de réaliser des logements pour les ménages les plus modestes que ce soit en accession ou en locatif social.

Le site dit « Turgot-Fourier » représente une emprise de 4 712 m² maîtrisée par la Ville de Lille et Lille Métropole Communauté Urbaine.

Le groupement composé de VINCI, SIA et Escaut Habitat doit y réaliser 92 logements. 27 logements seront réalisés en accession sociale (prêt social à la location accession, PSLA) par Escaut Habitat, 36 logements en locatif social (vente en l'état futur d'achèvement, VEFA) par SIA et 29 logements en accession libre par Vinci Immobilier.

Pour la réalisation d'une partie des logements en accession sociale (PSLA), Escaut Habitat doit acquérir les parcelles appartenant à la Ville de Lille. Ces parcelles, représentées au cadastre sous la section EO n° 347 et 352 et d'une surface de 1 903 m², sont situées respectivement rue du Marais de Lomme et au 10 rue Fourier.

Les parcelles appartenant à la Ville de Lille comportent une capacité de construction de 1 223 m² de SHON qui sera dédiée à la construction des logements en accession sociale (PSLA). La Ville de Lille doit céder des terrains viabilisés qui seront prêts à bâtir (nus et vierges de toute pollution).

A titre de comparaison, dans le cadre de la ZAC des Rives de la Haute Deûle (ZAC RHD) qui se trouve à proximité immédiate du site concerné, les prix de vente des terrains viabilisés et prêts à bâtir destinés à la réalisation du PSLA se situent entre 80 et 100 €/ m² de SHON. Sur la base d'un montant de 100 €/m² de SHON, le prix de cession en l'espèce s'élève à 122.300 €.

La déconstruction estimée à 110.115 € doit être déduite de ce prix. Par conséquent le coût global de cession pour réaliser 1 223 m² de SHON en PSLA s'élève à 12.185 €.

Par estimation en date du 20 septembre 2011, France Domaine a confirmé le prix de 100 €/m² de SHON ».

Sur le fondement de la délibération n° 08/532 en date du 23 juin 2008 et dans le cadre d'un partenariat étroit entre la Ville de Lille et Escaut Habitat sur ce projet, ce dernier s'est engagé à encadrer le prix de cession par les acquéreurs des logements réalisés en PSLA, pour garantir la vocation sociale de ces logements, par la mise en place de dispositifs permettant d'éviter les phénomènes de spéculation.

Le Conseil de quartier de Bois-Blancs a rendu un avis favorable à ce projet le 12 septembre 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **DECIDER** la cession à Escaut Habitat des parcelles sises à Lille rue du Marais de Lomme et 10 rue Fourier, d'une contenance de 1 903 m² et cadastrées section EO n° 347 et 352 au prix de 12.185 € ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer l'acte à intervenir ;
- ◆ **ADMETTRE** en recettes le montant de la cession sur les crédits inscrits au chapitre 024, article 024, fonction 01 - Opération n° 1460 « Cessions Foncières et Immobilières » - AP « QACQFONCIE ».

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 25 OCT. 2011

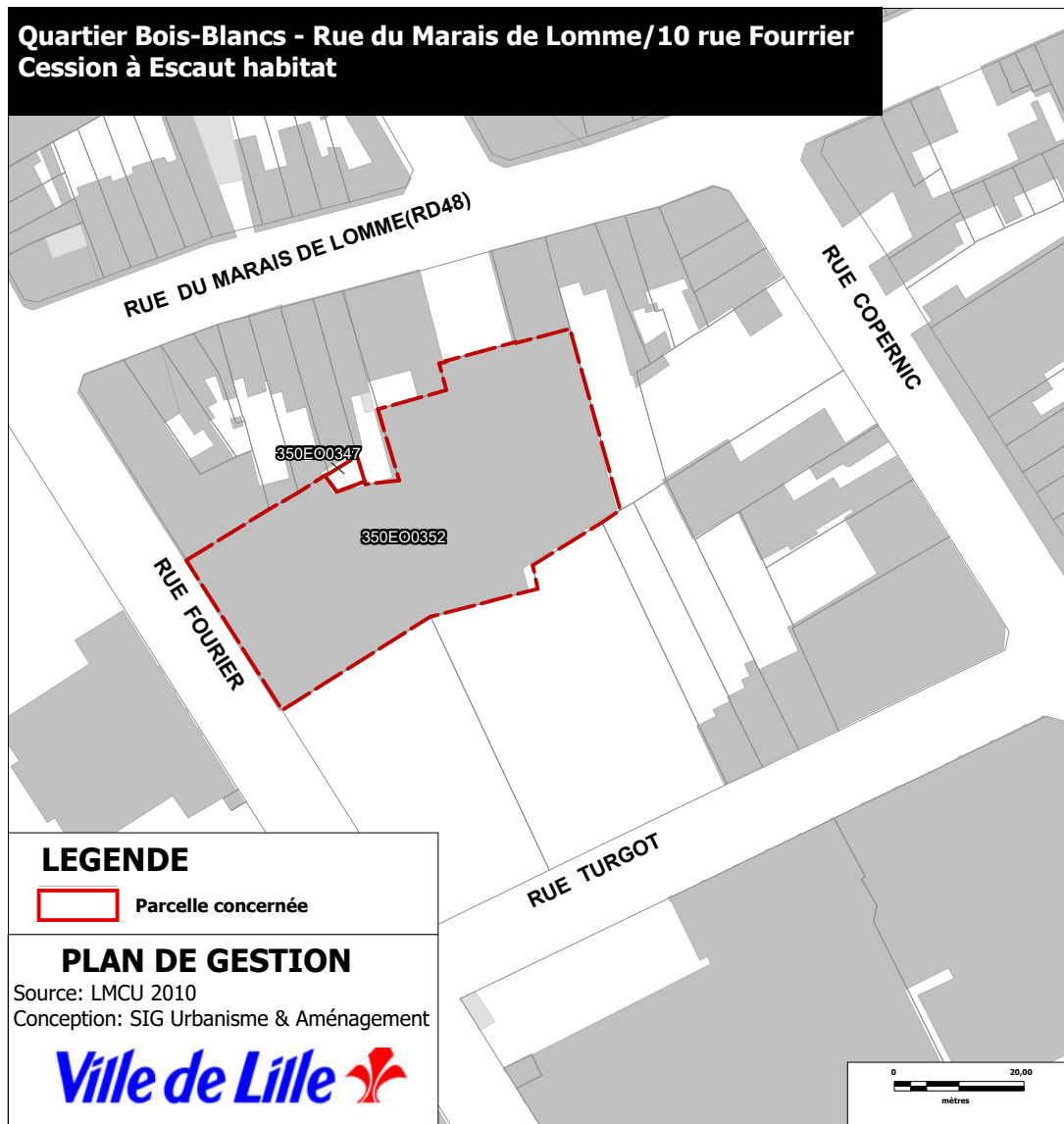
Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à l' Action foncière

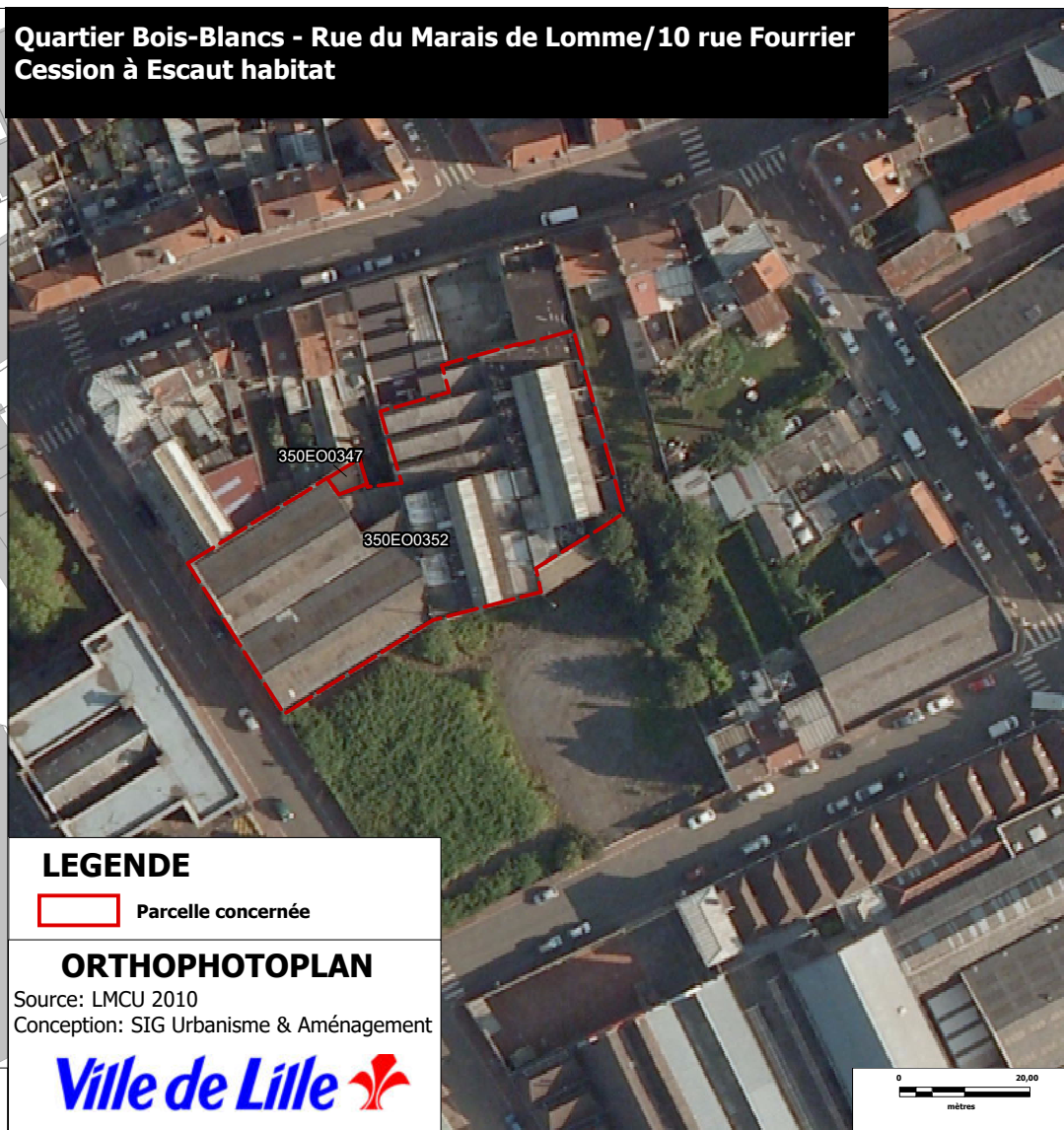

Alain CACHEUX



**Quartier Bois-Blancs - Rue du Marais de Lomme/10 rue Fourier
Cession à Escaut habitat**



**Quartier Bois-Blancs - Rue du Marais de Lomme/10 rue Fourier
Cession à Escaut habitat**



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/828

OBJET

**Grand Projet Urbain - Site Arbrisseau 1 - Vente
par la Ville de Lille à VINCI IMMOBILIER
et NACARAT d'une parcelle sise à Lille rue
François Coppée.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du Grand Projet Urbain et suite à un appel à candidatures lancé par la Ville de Lille, les groupes VINCI IMMOBILIER et NACARAT ont été désignés promoteurs en vue de la réalisation d'une opération de construction de 75 logements, dont 30 logements sociaux, sur le site dit Arbrisseau 1 à Lille-Sud.

Ce site est notamment composé d'une partie de la parcelle appartenant à la Ville, sise à Lille rue François Coppée, cadastrée section DL n° 998p pour une surface de 1 574 m².

Aussi, afin de permettre la réalisation de cette opération, convient-il de céder à VINCI IMMOBILIER et NACARAT, ou toute personne morale s'y substituant, la parcelle visée ci-dessus.

Cette emprise, qui appartenait au domaine public communal, a été déclassée par délibération du 16 septembre 2011, conformément à l'article L 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

La vente de ce terrain se réalisera au prix de 30 € HT/m² de terrain en l'état, accepté par les parties et conforme à l'évaluation des services fiscaux en date du 8 septembre 2011, soit 47.220 € HT.

Le Conseil de quartier de Lille-Sud, réuni le 27 septembre 2011, a émis un avis favorable à ce projet.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la vente au profit de VINCI IMMOBILIER et NACARAT, ou toute personne morale s'y substituant, de la parcelle sise à Lille rue François Coppée cadastrée section DL 998p pour une surface de 1 574 m² au prix de 30 € HT/m² de terrain en l'état, soit 47.220 € HT, TVA en sus ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les actes à intervenir ;

- ♦ **ADMETTRE** en recettes le montant de la vente au chapitre 024, article 024, fonction 01 – Opération n° 1457 – AP : QANRUPG.

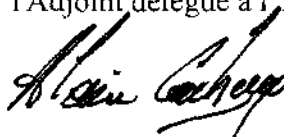
Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à l'Action foncière



Alain CACHEUX



Département du Nord


Commune de LILLE

Site ARBRISSEAU1

Rue de l'ARBRISSEAU

DL n°943p, 944p, 996p et 998p

Récapilatif des parcelles
inclus dans le périmètre projet



IG-COMPÉTENCES

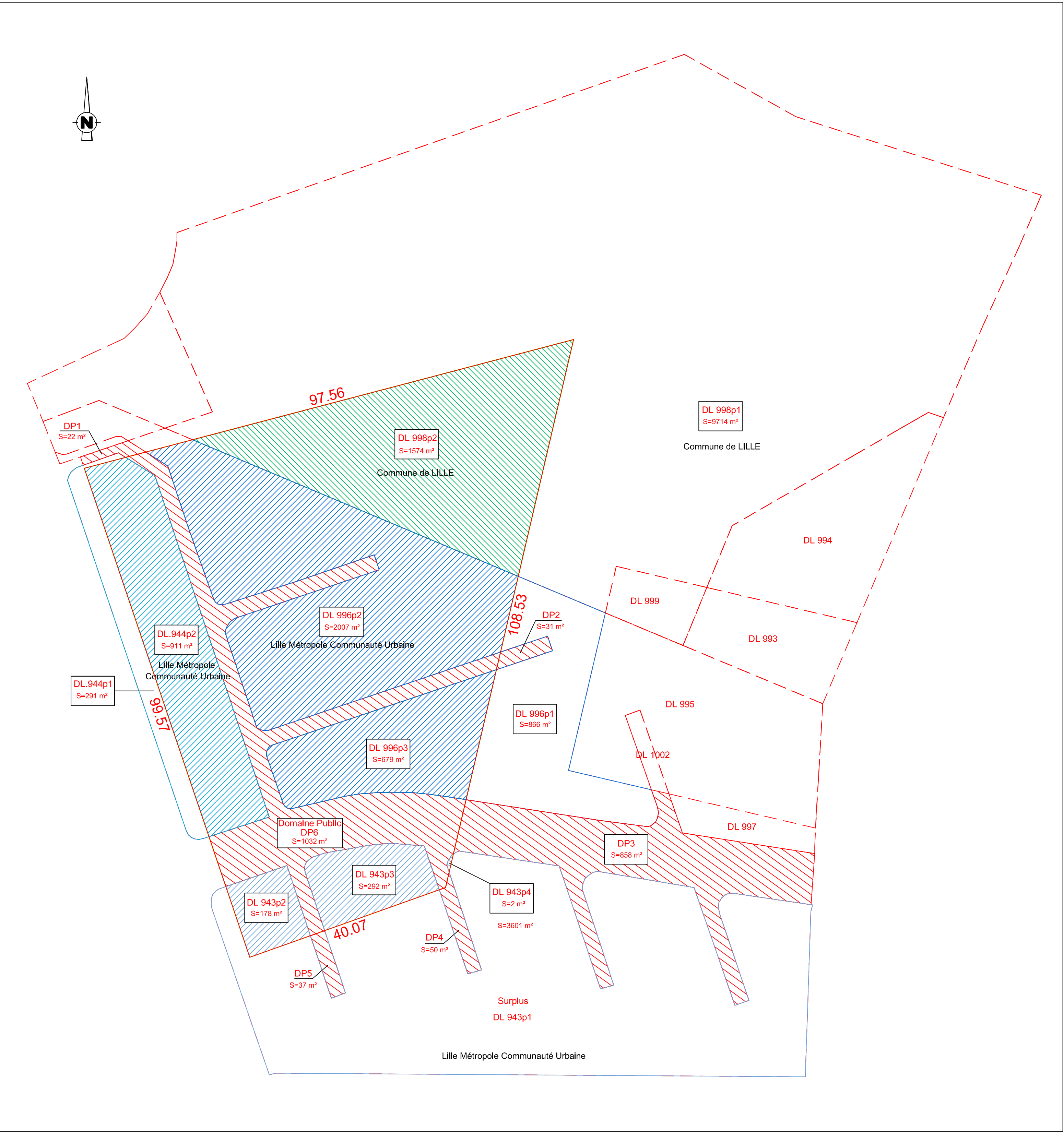
SOCIÉTÉ DE GÉOMÈTRE-EXPERT

RESIDENCE DE L'EUROPE - 58 Avenue Robert SCHUMAN - 59370 MONS EN BAROEUL

Tél : 03.20.43.21.20 - Fax : 03.20.04.68.10 - Email : contact@igcompetences.com

DOSSIER	I	Ind.	Date	Nature de la modification
CHANTIER	I T	1	15/10/2010	Division des la parcelles DL n°52,498,877 et 945 DA n°4462G du 01 octobre 2010 Nouveaux numéros:DL n°993 à 1002
ECHELLE	1/500ème	2	17/02/2011	Noms propriétaires
REDACTEUR	IG Compétences	3	07/07/2011	Calage sur périmètre définitif

Propriétaire	Parcelle	Surface hors périmètre	Surface dans le périmètre
Surplus, Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 943p1	36a01ca	
Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 943p2		01a78ca
Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 943p3		02a92ca
Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 943p4		0a02ca
Surplus, Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 944p1	02a91ca	
Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 944p2		9a11ca
Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 996p1	08a66ca	
Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 996p2		20a07ca
Surplus, Lille Métropole Communauté Urbaine	DL 996p3		6a78ca
Commune de LILLE	DL 998p1	97a14ca	
Commune de LILLE	DL 998p2		15a73ca
Domaine Public	DP1	32ca	
Domaine Public	DP2	31ca	
Domaine Public	DP3	08a58ca	
Domaine Public	DP4	50ca	
Domaine Public	DP5	37ca	
Domaine Public	DP6		10a32ca
TOTAL			66a73ca



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/829

OBJET

**Subventions destinées aux associations en
matière de lutte contre les exclusions.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville souhaite, comme chaque année, apporter son soutien aux associations caritatives qui offrent des solutions aux lillois les plus fragiles pour s'abriter, se nourrir, se soigner, être écouté et accéder à ses droits.

Parallèlement, la Ville accompagne les Lillois les plus fragiles dans leurs démarches d'insertion sociale et a besoin, à ce titre, de partenaires pour faire en sorte que chacun trouve une réponse adaptée auprès d'un réseau efficace et coordonné.

C'est pourquoi l'aide financière de la Ville a été sollicitée, au titre de 2011, sous forme de subventions par des associations dont le montant proposé et l'action mise en place sont repris dans les tableaux ci-annexés. Il s'agit de la quatrième programmation pour l'année 2011.

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, une convention régit les relations entre la Ville et les organismes dont le montant total des subventions versées par la Ville, pour l'exercice 2011, dépasse 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées dans les tableaux ci-joints ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention entre la Ville et l'association ABEJ, ci-annexée ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes, pour un montant total de 35.000 €, sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 524 :
 - code ADAAC - Opération n° 965 soutien associations autres actions
 - code ADAJO - Opération n° 963 soutien association accueil de jour

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 26 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Lutte contre les exclusions -
RSA



Marie-Christine STANIEC-WAVRANT

CM d'octobre - Lutte contre les exclusions 2011
ACCUEIL DE JOUR

Nom et Adresse de l'Association	Objet, activité de l'association	Actions à financer	Budget total de l'action en 2011	demande 2010	subvention 2010	demande 2011	% demande/ budget de l'action	Subvention proposée en 2011	Subvention proposée au CM d'octobre	autres financeurs Ville
ABEJ Solidarité 9 avenue Denis Cordonnier 59 000 Lille N°SIRET : 34156361700040	Accueil, soins, hébergement, insertion sociale de personnes sans abri et insertion socio professionnelle.	Accueil de jour : accueil, écoute, orientation, accompagnement par des professionnels des personnes sans domicile fixe âgées de plus de 25 ans à l'ABEJ -solidarité. Cet accueil permet au SDF un moment de repos, de convivialité, un lieu pour se laver et concerne 2500 personnes dans l'année dont 25 % de lillois .	834 000 €	17 000 €	17 000 €	20 000 €	2,4%	17 000 €	17 000 €	

CM d'octobre - Lutte contre les exclusions 2011
INSERTION SOCIALE

Nom et Adresse de l'Association	Objet, activité de l'association	Actions à financer	Budget total de l'action en 2011	demande 2010	subvention 2010	demande 2011	% demande/ budget de l'action	Subvention proposée en 2011	Subvention proposée au CM d'octobre	autres financeurs Ville
ASTREE 3 rue DuChefdelaville 75 013 Paris N°SIRET : 34449268100194	Accompagnement de personnes en situation de fragilité sociale ou personnelle (rupture professionnelle ou familiale, maladie, deuil, isolement...) par des bénévoles formés à l'écoute, à l'accompagnement et supervisés par un professionnel de l'association. Restaurer le lien social et lutter contre l'isolement.	"Attention à la souffrance" Il s'agit de permettre à un large public de repérer les signes de souffrance et d'apporter les premiers gestes de soutien relationnel. Cette action est une journée de formation gratuite composée de trois grandes parties qui permet de repérer la souffrance (les signes, les facteurs de fragilisations et l'entrée en contact), d'adopter une attitude adaptée et en fonction de la situation d'aider la personne à se mettre en mouvement, en l'accompagnant vers l'action. En 2010, il y a eu 11 sessions de formation pour 114 participants.	47 800 €	5 000 €	3 000 €	5 000 €	10,5%	3 000 €	3 000 €	
ABEJ 9 avenue Denis Cordonnier 59 000 Lille N°SIRET : 34156361700040	Accueil, soins, hébergement, insertion sociale de personnes sans abri et insertion socio professionnelle.	Médiation Culturelle, Tourisme et Loisirs : Permettre aux personnes en difficulté de retrouver le goût des loisirs et de la culture, de retrouver une nouvelle estime de soi, une réintégration sociale et redonner du sens, de la motivation à un projet d'insertion. Des activités, sorties, spectacles, ateliers artistiques, sont régulièrement organisées par la Médiatrice Culturelle, notamment avec le soutien du dispositif Crédits Loisirs. Des actions d'information et de sensibilisation sont mises en place dans les lieux d'accueil pour la participation à ces événements. Les sorties sont collectives et généralement accompagnées par la Médiatrice Culturelle. Cette action concerne 100 personnes dont 90% hébergées ou logées à Lille.	38 900 €	12 500 €	10 000 €	10 000 €	25,7%	10 000 €	10 000 €	
FNATH 4 Bd Louis 14 BP2029 59013 Lille cedex N°SIREN : 78371039500014	Conseil, soutien et intervention pour nos adhérents dans le domaine social et médico-social, démarches administratives et juridiques. Contribuer à l'amélioration de la législation Sociale. Agir et aider les personnes handicapées dans leurs démarches.	Lutte contre l'exclusion sortie du dispositif RSA socle: Accompagner les allocataires du RSA dans leurs démarches administratives, les aider à accéder à leurs droits par l'assistance juridique et médicale et envisager un parcours professionnel. Cette action a concerné 37 personnes pour l'année 2010.	47 099,00 €	27 487 €	5 000 €	15 000 €	31,8%	5 000 €	5 000 €	

CONVENTION

Entre la Ville de Lille, représentée par Madame Martine AUBRY, Maire de Lille et Madame Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, Adjointe au maire, déléguée à la Lutte contre les Exclusions, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal n° 11/ du 14 octobre 2011 désignée ci-après Ville de Lille,

et

L'association dénommée **ABEJ**, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé 9 avenue Denis cordonnier 59 000 LILLE, représentée par son Président Hugues DELEPLANQUE.
désignée ci-après l'association.

Préambule

L'association ABEJ propose un accueil et un hébergement d'urgence ainsi qu'un accompagnement pour le relogement de personnes sans domicile. Pour ce faire, l'ABEJ a mis en place un accueil de jour, un dispositif d'hébergement d'urgence et propose régulièrement à ses usagers des outils diversifiés pour promouvoir l'accès aux droits fondamentaux intégrant également la culture et les loisirs.

La nature de ses activités entrant dans le champ de compétence de la délégation de la lutte contre les exclusions de la Ville de Lille, cette dernière a décidé d'apporter son soutien à l'association par le biais du versement d'une subvention destinée à financer les activités entrant dans l'objet de l'association.

La présente convention est établie pour l'année 2011 compte tenu du montant de la subvention que la Ville propose d'accorder à l'association et détaillée à l'article 4, et ce conformément à la législation en vigueur.

Article 1

objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage :

- à réaliser les objectifs généraux affirmés et repris dans le préambule.
- et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.
- **A mener les actions « Accueil de jour » et « Médiation Culturelle, Tourisme et loisirs » au titre de la délégation Lutte contre les Exclusions**

Pour sa part, la Ville de Lille s'engage :

- à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif dans les limites prévues par la présente convention.

Article 2

durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année 2011.

Article 3
modalités d'exécution de la convention

Le montant des subventions de la délégation lutte contre les exclusions s'élève à 27 000 € pour l'exercice 2011, toute autre subvention octroyée par la Ville à l'association pour ledit exercice 2011 sera arrêtée par délibération du conseil municipal conformément au vote du budget primitif 2011 et conformément à la présente convention.

Des annexes précisent également, le cas échéant :
- les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er}.

Article 4
montant de la subvention et conditions de paiement

La subvention au titre de la délégation Lutte contre les Exclusions est imputée sur les crédits

**Programme : action sociale et insertion , Action : lutte contre les exclusions, chapitre 65 ,
fonction : 524, article : 6574, code ADAJO 963 soutien association accueil de jour: 17 000 €
(pour l'action « accueil de jour »)**

**Programme : action sociale et insertion , Action : lutte contre les exclusions, chapitre 65 ,
fonction : 524, article : 6574, code ADAAC 965 soutien associations autres actions: 10 000 €
(pour l'action « médiation culturelle, tourisme et loisirs »)**

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

Les versements seront effectués au compte (*Joindre RIB*), sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

Article 5
obligations comptables

L'association s'engage à fournir le compte rendu financier propre à l'objectif mené, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} juillet au plus tard de l'année suivante.

L'association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir à la Ville de Lille lesdits comptes annuels ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de leur activité dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

En cas de soumission à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes ou en cas d'appel volontaire à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à la Ville de Lille tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans les six mois suivants la clôture de l'exercice.

Article 6 autres engagements

L'association communiquera sans délai à la Ville de Lille copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Ces déclarations mentionnent

- les changements de personnes chargées de l'administration ou de la direction
- les nouveaux établissements fondés
- le changement d'adresse du siège social
- les acquisitions ou aliénations d'un local ou d'immeubles : un état descriptif, en cas d'acquisition, et l'indication des prix d'acquisition ou d'aliénation doivent être joints à la déclaration

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association en informe également la Ville de Lille.

Article 7 Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville de Lille des conditions d'exécution de la convention par l'association, et, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10, la Ville de Lille peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le versement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 8 contrôle de l'administration

L'association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Lille de la réalisation de l'objectif, notamment quant à l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document qui serait jugé utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention, indépendamment des obligations comptables décrites à l'article 5.

Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par la Ville de Lille en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 9 évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Ville de Lille a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions qui

seront définies d'un commun accord entre la Ville de Lille et l'association, et précisées par avenant à la présente convention.

Article 10
conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 8 et au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévu à l'article 9.

Article 11
résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Pour la Ville de Lille,
L'adjointe au maire déléguée à la Lutte contre les
Exclusions et au RMI,

Pour l'association,
Le Président

Marie-Christine STANIEC-WAVRANT

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/830

OBJET

Recensement de la population - Année 2012 -
Rémunération des agents recenseurs - Admission
en recettes.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le recensement annuel de la population repose sur un partenariat étroit entre les communes et l'INSEE. Ainsi, les informations produites sont plus fiables, plus récentes et permettent d'adapter les infrastructures et les équipements aux besoins des communes.

Pour mener à bien une telle opération, il convient de recruter des agents recenseurs ainsi que du personnel d'encadrement.

La délibération n° 10/1031 du 26 novembre 2010 concernant l'organisation du recensement 2011 fixait pour les agents recenseurs une rémunération forfaitaire de 1.000 € comprenant les séances de formation, la tournée de reconnaissance, les frais de déplacement, la collecte et la qualité du travail et pour le personnel d'encadrement chargé des opérations du suivi des agents recenseurs une prime de 100 € par agent suivi.

Il est proposé, pour l'organisation du recensement 2012, de reconduire la même rémunération aux agents recenseurs et au personnel d'encadrement.

Pour couvrir les frais inhérents à l'organisation du recensement 2012, l'Etat verse une dotation forfaitaire d'environ 52.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **FIXER** la rémunération des agents recenseurs comme indiquée ci-dessus ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes la dotation de l'Etat.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 26 OCT 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée au Recensement
Marie-Christine STANIEC-WAVRANT

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/831

OBJET

Subventions destinées aux organismes à caractère social - Personnes Agées.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille développe une politique volontariste en direction des seniors. L'hébergement, l'information, l'accompagnement social et le maintien de l'autonomie des personnes vivant à domicile ainsi que l'animation sont les axes privilégiés de cette politique.

Dans le tableau ci-après sont listés 9 partenaires (association et/ou fondation) ayant présenté une demande de subvention. Pour chacun d'entre eux, l'action proposée y est détaillée.

Eu égard aux activités d'animation pour les personnes âgées mises en place par les associations et/ou fondations, il est proposé d'émettre un avis concernant les demandes de subventions correspondantes.

Ces subventions leur seront attribuées en fonction d'un projet particulier identifié au sein des activités annuelles de chaque partenaire et contractualisé avec la Ville si nécessaire par un contrat d'objectifs ou un avenant que vous trouverez en annexe à la délibération.

Il s'agit de la quatrième programmation pour l'année 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées et détaillées dans le tableau ci-joint ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes, pour un montant total de 13.155 €, sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 61 - Opération n° 397 de nos documents budgétaires.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

26 OCT. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée aux Seniors



Marie-Christine STANIEC-WAVRANT

Délégation Seniors - 4ème programmation budgétaire - CM 14 octobre 2011

Association	Numéro SIRET	Objet du tiers	Nom de l'action proposée	Descriptif de l'action proposée	Coût total de l'action Autre(s) financement(s) sollicité(s) Subvention attribuée n-1	Nombre de Lillois touchés	Montant demandé	Avis de l' élu(e)
A LA BELLE EPOQUE	52136907400013	Contribuer à l'aménagement culturel des territoires isolés ; inventer un nouveau type de projet culturel	Spectacle "Les Mistinguets"	Représentations du spectacle "Les Mistinguets" au sein des résidences de l'EHPAD : travail ludique sur la mémoire sur le thème de la musique (6 prestations dans l'année)	- Coût total de l'action : 2510€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	190	910	910
BILLARD CLUB VERHAEREN		Pratique du billard français	Billard	Pratique du billard français en Espace Seniors	- Coût total de l'action : 100€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	8	150	150
LILLE UNIVERSITE CLUB LUC	77562437200022	Promouvoir et développer le sport dans la ville	Bien-être des seniors par le sport	Sport de combat, prévention des chutes et self-défense : cours hebdomadaires	- Coût total de l'action : 5000€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	100	4100	4100
HANDICAP ET CADRE DE VIE	35273123600019	Répondre aux besoins des personnes présentant un handicap fonctionnel en créant et gérant un centre de documentation, d'information, d'exposition, de conseils et de recherche appliquée.	Maintien à domicile de la personne âgée	Maintien à domicile de la personne âgée en perte d'autonomie par la visite d'une équipe pluridisciplinaire préconisant des aides techniques.	- Coût total de l'action : 181000 - Autre(s) financement(s) : Ville de Lille - Délégation Handicap (20000€) - Subvention attribuée n-1 : 20000€	300	2000	2000
ASPTT LILLE METROPOLE TENNIS DE TABLE	78370809200029	Pratique des activités physiques et sportives	Développement de la pratique du tennis de table chez les seniors	Une séance hebdomadaire	- Coût total de l'action : 3540 - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 10000€	25	2000	1000
ASPTT LILLE METROPOLE ATHLETISME	78370809200029	Pratique des activités physiques et sportives	Athlé santé senior	Une séance hebdomadaire de chaque type de marche sportive : nordique, soutenue ou adaptée	- Coût total de l'action : 3600€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 20000€	80	2600	2600
LATINOS EN LILLE	51009437800013	Créer un réseau solidaire autour de la pratique des langues et des échanges interculturels	Club d'espagnol et de conversation seniors	Séance hebdomadaire au sein du club Gantois + sorties de découverte culturelle	- Coût total de l'action : 1525€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	15	745	745
COCOONING SERVICES	50931479500014	Faciliter la vie des personnes socialement défavorisées, développer et promouvoir les services d'aide à domicile	Sortir de l'isolement par l'art thérapie	Séances individuelles d'art thérapie au sein d'une des résidences de l'EHPAD du CCAS de Lille	- Coût total de l'action : 17400€ - Autre(s) financement(s) : 20000€ (Conseil Régional) - Subvention attribuée n-1 : néant	18	9460	500
VIE CLOWN	48509396700019	Favoriser l'introduction et le développement d'interventions d'artistes clowns dans des structures sociales, médicales, paramédicales, et/ou à domicile.	Accompagnement des personnes âgées à domicile en clown	Allez à la rencontre de personnes âgées isolées, en lien avec le Réseau de Solidarité Senior, pour leur proposer des animations de type "clown relationnel"	- Coût total de l'action : 1150€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	10	1150	1150

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/832

OBJET

Subventions destinées aux organismes à caractère social dans le cadre de la Semaine Bleue - Personnes Agées.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille développe une politique volontariste en direction des seniors. L'hébergement, l'information, l'accompagnement social et le maintien de l'autonomie des personnes vivant à domicile ainsi que l'animation sont les axes privilégiés de cette politique.

Dans le tableau ci-après sont listés 12 partenaires (association et/ou fondation) ayant présenté une demande de subvention. Pour chacun d'entre eux, l'action proposée y est détaillée.

Eu égard aux activités d'animation pour les personnes âgées mises en place par les associations et/ou fondations, il est proposé d'émettre un avis concernant les demandes de subventions correspondantes.

Ces subventions leur seront attribuées en fonction d'un projet particulier identifié au sein des activités annuelles de chaque partenaire et contractualisé avec la Ville si nécessaire par un contrat d'objectifs ou un avenant que vous trouverez en annexe à la délibération.

Il s'agit de la seule programmation pour l'année 2011 dans le cadre spécifique de la Semaine Bleue.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions proposées et détaillées dans le tableau ci-joint ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes, pour un montant total de 7.440 €, sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 61 - Opération n° 397 de nos documents budgétaires.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 26 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée aux Seniors
Marie-Christine STANIEC-WAVRANT

Délégation Seniors - Subventions Semaine Bleue - CM 14 octobre 2011

Association	Numéro SIRET	Objet du tiers	Nom de l'action proposée	Descriptif de l'action proposée	Coût total de l'action Autre(s) financement(s) sollicité(s) Subvention attribuée n-1	Nombre de Lillois touchés	Montant demandé	Avis de l'élue(e)
A La Belle Epoque	52136907400013	Contribuer à l'aménagement culturel des territoires isolés ; inventer un nouveau type de projet culturel	Spectacle "Les Mistinguett"	Représentations du spectacle "Les Mistinguett" au sein des résidences de l'EHPAD : une représentation en interstructures dans le cadre de la Semaine Bleue	- Coût total de l'action : 500€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	80	200	200
Association Interculturelle et d'Entraide	44931942500012	Echange culturel entre les individus et entre les pays, mise en place de projets de développement durable et local, promotion de la culture autour des contes, de la musique et de la danse	Un après-midi festif sous le soleil africain - 2ème édition	Danses, spécialités culinaires et musiques, suivies d'une tombola (salle polyvalente Lille-Sud)	- Coût total de l'action : 600 - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 400	80	550	400
Association Perspectives	40457627000033	Association utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication comme service de proximité et comme générateur de lien intergénérationnel et interculturel.	Internet intergénérationnel	Découverte de la photo numérique et des réseaux sociaux en lien avec les collégiens du quartier.	- Coût total de l'action : 1000€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 500€	20	500	500
Association Perspectives	40457627000033	Association utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication comme service de proximité et comme générateur de lien intergénérationnel et interculturel.	Echange interculturel	Repas méditerranéen préparé par les mamans de l'association en lien avec les seniors (atelier plage de feuilles de brick) puis, après le déjeuner, visite virtuelle de la fabrique de Marolles.	- Coût total de l'action : 1000€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 500€	30	500	500
Association Projet - Centre Social Faubourg Béthune	44514080900010	Développer le lien social, initier des activités nouvelles, de favoriser la participation des usagers et la prise d'initiatives des habitants	Repas Karaoké intergénérationnel		- Coût total de l'action : 2500€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 400€	70	700	400
Association Syndicale Interprofessionnelle CFDT	51176827700010	Défendre les intérêts matériels et moraux des retraités, pré-retraités et ayants-droits. Représenter les retraités dans les institutions, organismes et collectivités locales les concernant, directement ou indirectement. Organiser des services de renseignements	Visite d'usine	Usine Danone de Bailleul	- Coût total de l'action : 400€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 220€	50	300	300
Club Extension Lucien Rauwel	34746057800011	Promouvoir la solidarité et le lien social au sein du quartier Vauban-Esquermes	Journée surprise	Visite surprise + repas	- Coût total de l'action : 2010€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 1000€	45	1000	1000
Echoway Lille	49320090100012	Promouvoir dans la région Nord-Pas-de-Calais le tourisme communautaire, équitable, solidaire et écologique ainsi que sensibiliser et éduquer les voyageurs à un comportement responsable lors de leurs voyages	Visite accueil paysan	Découverte du tourisme responsable : visite d'un accueil paysan à Oost-Cappel, repas pris sur place (produits biologiques locaux)	- Coût total de l'action : 1350€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	20	1350	600
ESPACE Santé	43456182500010	Faire de cet espace santé un espace de proximité pour développer sur le plan sanitaire le bien-être des habitants du Faubourg de Béthune. Il s'agit d'une démarche de santé publique d'information et de dépistage.	Prévention des accidents domestiques	Premiers secours assurés par les sapeurs pompiers	- Coût total de l'action : 750€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 250€	20	750	500
L'Esprit Créatif - Coralie Lallemant	521828400	Faire pratiquer les activités manuelles comme support à l'art-thérapie	Atelier poterie	2 interventions par résidence dans 4 résidences (thème : Noël)	- Coût total de l'action : 1280€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	40	640	640
Lille Ensemble	51400827500026	Organiser des événements culturels, des manifestations inter-générationnelles ou inter-quartiers ouverts et accessibles à tous permettant ainsi à tout citoyen du monde de découvrir des cultures différentes	Bal Disco'oriental	Bal + spectacle de danses + exposition photos + goûter (salle des fêtes de Lille-sud)	- Coût total de l'action : 1013€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	75	400	400
Lille Ensemble	51400827500026	Organiser des événements culturels, des manifestations inter-générationnelles ou inter-quartiers ouverts et accessibles à tous permettant ainsi à tout citoyen du monde de découvrir des cultures différentes	Spectacle de danse africaine	Démonstration de danse africaine + conte africain + goûter + concert de percussions (Halle au Sucre)	- Coût total de l'action : 2888€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	60	300	300
Lille Ensemble	51400827500026	Organiser des événements culturels, des manifestations inter-générationnelles ou inter-quartiers ouverts et accessibles à tous permettant ainsi à tout citoyen du monde de découvrir des cultures différentes	Bal intergénérationnel	Pièce de théâtre + one-man-show + concours d'improvisation + exposition photos (Salle Courmont)	- Coût total de l'action : 2692€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : néant	150	500	500
Lyrzouki	44777713700020	Faire découvrir la culture grecque. Apporter un autre regard sur la Grèce et, au-delà, favoriser l'accès à la culture, l'ouverture d'esprit, le respect des peuples auprès d'un large public	L'Echappée culturelle	Lecture spectacle musicale évoquant l'exil du peuple grec + initiation aux arts du spectacle + atelier cuisine (divers lieux dont club Lannoy)	- Coût total de l'action : 8400€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 1000€	50	2800	1000

Délégation Seniors - Subventions Semaine Bleue - CM 14 octobre 2011

Association	Numéro SIRET	Objet du tiers	Nom de l'action proposée	Descriptif de l'action proposée	Coût total de l'action Autre(s) financement(s) sollicité(s) Subvention attribuée n-1	Nombre de Lillois touchés	Montant demandé	Avis de l'élue(e)
Solidar... Faubourg de Béthune	44777713700020	Aider les personnes en difficultés financières ou isolées, renforcer les liens sociaux et contribuer au dynamisme local	Goûter dansant		- Coût total de l'action : 280€ - Autre(s) financement(s) : néant - Subvention attribuée n-1 : 200€	45	200	200

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/833

OBJET

Subvention à l'association Culture et Flonflons Flandres pour l'organisation en 2011 de son opération "Waz' Pétanque Cup".

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'association Culture et Flonflons, dont le siège social est situé à Wazemmes, rue de l'Hôpital Saint Roch à Lille, organise depuis 1992 le festival « Wazemmes l'Accordéon ». Ce festival se veut festif, populaire et familial et a pour but de contribuer à l'animation de la vie du quartier de Wazemmes. Les événements emblématiques de ce festival sont notamment la « Caravane vanne » ou encore « la Waz' Pétanque Cup ».

Cette année, la Waz' Pétanque Cup s'est déroulée le jeudi férié 2 juin et a rencontré à nouveau un franc succès. Cette compétition se déroule sur deux sites : place Casquette et au Barnum des Postes. Ces lieux permettent d'installer suffisamment de terrains pour que s'y déroulent l'ensemble des matchs, des éliminatoires jusqu'à la finale.

La qualité de l'organisation de l'opération résulte entre autres d'une fructueuse collaboration avec le service municipal des Sports qui gère notamment l'organisation des matchs, l'arbitrage, le comptage des points...

Au total, 660 personnes se sont inscrites, par équipes de trois (triplettes), sans compter l'importance des inscriptions dans le cadre du tournoi « junior ». Compte tenu du nombre de participants, la finale n'a pas pu avoir lieu avant 21 h le jour même, sur la place Casquette.

Différentes animations musicales ont ponctué les matchs : la Bande à Paulo, Didier Demarcq, professeur d'accordéon, et ses élèves, le Trio Romanesc, venu de Belgique, et Yvette Lhermyte, accordéoniste locale bien connue.

De coutume, la recette des inscriptions était partagée entre les trois équipes, toutes gagnantes. Cette année, l'association a fait le choix de reverser l'intégralité de la recette (soit 1.320 €) au Secours Populaire qui a d'ailleurs fourni de nombreux lots aux participants.

Au titre de la délégation Fêtes et Animation, la Ville de Lille a été sollicitée par l'association Culture et Flonflons Flandres à hauteur de 2.500 € (cf bilan financier de l'opération ci-dessous).

DEPENSES		RECETTES	
Achats divers	2.331 €	Subvention Ville de Lille – délégation Fêtes et Animation	2.500 €
Services extérieurs (loc.mat. – loc.veh. – sécurité)	5.716 €	Subvention délégation Sports	10.000 €
Charges de personnel	1.530 €	Partenariat	2.392 €
Charges de gestion et de Fonctionnement	5.600 €		
Sacem – droits d'auteurs	600 €	Produit des animations	2.205 €
Don au Secours Populaire	1.320 €		
TOTAL	17.097 €	TOTAL	17.097 €

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, une convention régit les relations entre la Ville et les organismes dont le montant total des subventions versées par la Ville, pour l'exercice 2011, dépasse 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 2.500 € à l'association Culture et Flonflons Flandres ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 024 – Opération n° 179 DFETA – Code service PCB.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Fêtes et Animation



Jacques RICHIR

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/834

OBJET

Marché de location et maintenance de sanitaires publics automatisés accessibles aux personnes à mobilité réduite - Attribution du marché.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le nombre de sanitaires publics actuels n'apparaît pas suffisant compte tenu de la dimension et de l'attractivité de la Ville. Il en résulte des nuisances qui affectent la qualité de vie des habitants comme des visiteurs.

En outre, ces modèles présentent le défaut d'être à la fois payants et inaccessibles aux personnes à mobilité réduite ce qui a pour effet d'exclure de l'accès à ce service les personnes en situation de grande précarité ou de handicap.

C'est la raison pour laquelle, par délibération n° 10/49 du 1er février 2010, le Conseil Municipal a autorisé le lancement, par voie d'appel d'offres ouvert, d'un marché de location et maintenance de sanitaires publics automatisés et gratuits accessibles aux personnes à mobilité réduite conclu pour 10 ans.

La Ville souhaite mettre en place un équipement fiable et performant présentant des garanties en terme d'entretien et maintenance. Le modèle proposé doit, par ailleurs, s'intégrer de manière discrète et harmonieuse à l'ensemble des espaces urbains lillois.

C'est pourquoi, sur la base des critères d'analyses des offres traduisant ces préoccupations, la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 5 octobre 2011, a retenu l'offre de la S.E.M.U.P. DECAUX.

Ce marché à bon de commande, sans montant minimum ni maximum, est attribué pour une durée de 10 ans avec un montant moyen de location maintenance d'environ 25.000 € TTC par sanitaire.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à signer les pièces du marché et les avenants éventuels ;

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits pour la location maintenance des sanitaires, au chapitre 11, article 6135, fonction 821 – Opération n° 304 – QSAPU – Sanitaires Publics et pour la création de massifs bétons et la mise en place des réseaux au chapitre 21, article 2151, fonction 821 – opération 1252 – QSAPU – Sanitaires publics Investissement, sous réserve du vote du budget 2012.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à la Qualité du cadre de vie



Jacques RICHIR

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/835

OBJET

**Subvention à l'association Krysalide Diffusion
pour l'organisation de la deuxième édition
d'Afrique en docs.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'association Krysalide Diffusion a participé en juin 2010 aux Rencontres Internationales du Documentaire Africain de Saint-Louis du Sénégal, organisées par AFRICADOC.

Dans ce cadre, une série de projections de six documentaires de création tournés en Afrique (Sénégal, Burkina Faso, Ethiopie, Niger et Togo) par de jeunes auteurs avait été organisée à Saint-Louis puis à Lille, en décembre 2010, dans le cadre du Festival « Afrique en Docs » et de la célébration des 350 ans de Saint-Louis du Sénégal. Les 8 films des étudiants du Master II "Réalisation Documentaire de création" de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis faisaient également partie de la programmation, en première partie des projections.

Cette année encore, l'équipe de Krysalide Diffusion et d'Africadoc Sénégal souhaite organiser à Saint-Louis et à Lille une série de projections/rencontres autour de cinq nouveaux documentaires de création tournés en Afrique par des auteurs africains, européens et canadiens.

De plus, ces nouvelles rencontres permettront de découvrir 5 films courts métrages réalisés à Saint-Louis, par des étudiants du Master II "Réalisation Documentaire de création" de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis – Promotion 2010/2011 venant du Sénégal, du Mali, de Mauritanie, de Guinée et de Madagascar.

L'ensemble de la sélection sera présentée à la maison Folie de Wazemmes en décembre 2011.

La Ville de Lille souhaite soutenir l'association Krysalide Diffusion pour la mise en place de ces célébrations à hauteur de 5.000 € sur un budget global de 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 5.000 € à l'association Krysalide Diffusion (n° SIRET 489 668 822) ;

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 041 - Opération n° 606 de nos documents budgétaires.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **- 7 NOV. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Coopération décentralisée -
Solidarite Internationale



Marie-Pierre BRESSON

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, flowing script that appears to be the name Marie-Pierre Bresson.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/836

OBJET

Coopération musicale Lille-Naplouse-Safed -
Subvention à l'association « Music and Peace ».

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de ses programmes d'échanges et de coopération avec des Villes de Palestine et d'Israël, la Ville de Lille a développé une politique de coopération en matière culturelle et artistique.

L'Orchestre Arcangelo, représenté par l'association Arabesque, dirigé par un professeur du Conservatoire de Lille et composé de musiciens semi-professionnels, s'est rendu dans ce cadre à Naplouse du 23 au 31 octobre 2010.

Ce déplacement a permis notamment à l'Orchestre de mettre en place un programme d'interventions spécifiques (ateliers de composition, projets pédagogiques, pratique musicale d'ensemble, éveil musical pour les enfants, master classes, chorales, et concerts commentés).

L'équipe initiatrice de ce projet a su, grâce à cette première expérience d'échange, dans un esprit de partage et de solidarité, transmettre ses valeurs culturelles, en s'adaptant aux besoins locaux. L'Orchestre souhaite à présent approfondir et pérenniser sa réflexion sur la musique comme vecteur universel de développement humain, loin de toute controverse et confrontation, en lien avec les acteurs culturels, scolaires et universitaires de Naplouse.

Pour ce faire, l'association «Music and Peace » a été créée, laquelle se propose de nourrir ces échanges en mobilisant toutes les énergies pour célébrer la culture de paix et non violence que nous appelons de nos vœux et ainsi renforcer le terrain de la complémentarité, de la solidarité et de la réciprocité, valeurs-clé de nos coopérations.

En cohérence avec sa politique d'éveil à la solidarité internationale, de soutien aux projets éducatifs et afin de permettre la réalisation de ce projet dans des conditions optimales, la Ville de Lille propose d'apporter une contribution financière à hauteur de 5.000 € sur un budget total évalué à 20.650 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement le versement d'une subvention de 5.000 € à l'association « Music and Peace » (n° de SIRET : 534 468 715 00014) ;

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 041 - Opération n° 606 de nos documents budgétaires.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **7 NOV. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Coopération décentralisée -
Solidarite Internationale



Marie-Pierre BRESSON

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/837

OBJET

**Autorisation de signer les marchés engagés selon
une procédure formalisée ainsi que les avenants.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les marchés formalisés (appels d'offres, marchés négociés, marchés complémentaires) et avenants, repris au titre du tableau annexé au présent document, ont fait l'objet d'une décision ou d'un avis en Commission d'Appel d'Offres.

Il est nécessaire que le Conseil Municipal autorise la signature de ces différents marchés et avenants.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le Maire ou l'Adjointe déléguée aux Achats, voire le cas échéant le mandataire de la Ville, à signer les marchés identifiés sur le tableau ci-joint.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 18 OCT. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée aux Achats transversaux


Martine FILLEUL

OBJET DETAILLE DU MARCHE	MODE DE PASSATION	ATTRIBUTION COMMISSION D'APPELS D'OFFRES	DUREE / DELAI D'EXECUTION	LOTS / DEFINITION DU BESOIN	ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE	MONTANTS
Acquisition de mobilier spécifique pour l'aménagement et la maintenance de ses jardins et espaces publics ainsi que pour garantir le fleurissement de la ville et de ses bâtiments communaux.	Marché négocié Art. 35-I-1° du CMP	28 septembre 2011	4 ans	LOT 1 : Fourniture et pose de bancs en bois pour les parcs et jardins	LUDEO PAYSAGE 756 rue du Mal Leclerc 59310 LANDAS	Marchés à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 600 000 €HT
				LOT 2 : Fourniture et pose de bancs en métal pour les parcs et jardins	LUDEO PAYSAGE 756 rue du Mal Leclerc 59310 LANDAS	Marchés à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 300 000 €HT
				LOT 3 : Fourniture et pose de bancs et banquettes en plastique recyclé pour les parcs et jardins	LUDEO PAYSAGE 756 rue du Mal Leclerc 59310 LANDAS	Marchés à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 450 000 €HT
Acquisition de mobilier spécifique pour l'aménagement et la maintenance de ses jardins et espaces publics ainsi que pour garantir le fleurissement de la ville et de ses bâtiments communaux.	Marché négocié Art. 35-II-3° du CMP	05 Octobre 2011	4 ans	LOT 10 : Fourniture de bacs d'intérieur	Jardinerie « à la ferme » 178, Rue Faidherbe 59260 HELLEMES	Marchés à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 200 000 €HT

OBJET DETAILLE DU MARCHE	MODE DE PASSATION	ATTRIBUTION COMMISSION D'APPELS D'OFFRES	DUREE / DELAI D'EXECUTION	LOTS / DEFINITION DU BESOIN	ENTREPRISE ATTRIBUTAIRE	MONTANTS
Marché complémentaire relatif à Missions d'études de faisabilité, de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la remise en eau de l'avenue du Peuple Belge et de la valorisation du Bras de la Basse Deûle.	Marché négocié Art. 35-II-5° du CMP	12 octobre 2010		Voir annexe N°1	FAUBOURG 234 234 rue du Faubourg Saint-Antoine 75012 PARIS	2 730,00 € HT(1,87 % du marché principal)
Impression de documents de communication	Appel d'offres	12 octobre 2011	12 mois	Lot n° 1 : Impression Offset (lot en multi attribution)	DB PRINT 53 rue de la Lys 59250 HALLUIN	Marchés à bons de commande sans minimum et sans maximum
					NORD IMPRIM 47 Impasse route de Gode 59114 STEENVOORDE	
					IMPRESSION DIRECTE 61-63 Avenue de la fosse aux chènes BP 10362 59057 Roubaix cedex	
				Lot n° 2 : Impression numérique	REPROCOLOR 113 rue Barthélémy DELESPAUL 59021 Lille cedex	Marchés à bons de commande sans minimum et sans maximum
				Lot n° 3 : Impression d'oriflammes	REPROCOLOR 113 rue Barthélémy DELESPAUL 59021 Lille cedex	Marchés à bons de commande sans minimum et sans maximum
				Lot n° 4 : Impression d'affiches Sérigraphie	DELAROCHE ZI rue de l'artisanat BP 40117 14503 VIRE CEDEX	Marchés à bons de commande sans minimum et sans maximum



MARCHE COMPLEMENTAIRE NEGOCIE PORTANT SUR LES ETUDES ET L'ASSISTANCE A
MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REMISE EN EAU DE L'AVENUE DU PEUPLE BELGE ET
DE LA VALORISATION DU BRAS DE LA BASSE DEULE

Annexe n°1

Par délibération n° 09/38 du 2 février 2009, le Conseil Municipal a approuvé l'engagement des études préalables à la remise en eau de l'avenue du Peuple Belge et du Bras de la Basse Deûle.

La Commission d'Appel d'Offres, réunie le 18 février 2009, a décidé d'attribuer le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage à une équipe pluridisciplinaire dont le cabinet mandataire est FAUBOURG 234 pour une durée de 36 mois. Cette équipe est chargée de réaliser une étude de faisabilité, un préchiffrage et le cahier des charges pour le marché de conception-réalisation mais également une assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'analyse des offres et la vérification de l'adéquation entre la mise au point du projet lauréat avec le cahier des charges initial.

Par délibération n° 09/728 du 6 octobre 2009, le Conseil Municipal a approuvé la signature de l'avenant n° 1 autorisant la prolongation du délai d'exécution de la tranche ferme pour l'élaboration du programme technique détaillé.

L'avenue du Peuple Belge et le Bras de la Basse Deûle, dans le cadre « Plan Bleu Métropolitain » de Lille Métropole Communauté Urbaine, ont été identifiés comme un lieu privilégié de développement de la présence de l'eau, aux enjeux qui dépassent les limites de la ville, dans une ambition métropolitaine.

Cette vision métropolitaine nécessitait une approche globale, tout en assurant une cohérence d'intervention entre les maîtres d'ouvrage concernés que sont les Villes de Lille, de Saint André Lez Lille, de La Madeleine et Lille Métropole Communauté Urbaine.

Par délibération n° 09/1080 du 18 décembre 2009, le Conseil Municipal a approuvé la signature de l'avenant n° 2 autorisant la prolongation du délai d'exécution assortie d'une réévaluation des honoraires de la Tranche Ferme pour l'élaboration du programme technique détaillé.

Le montant du marché initial, toutes tranches confondues était de 127 255,00 € HT, soit 152 196,98 € TTC. La réévaluation des honoraires, prenant en compte les mises à jour du programme technique détaillé, les réunions de validations intermédiaires avec les autres partenaires et la présentation au Comité de Pilotage Politique du « Plan Bleu Métropolitain » était de 18 450,00 € H.T. soit 20 066,20 € T.T.C., représentant une augmentation de 14,5% du montant total de la mission, toutes tranches confondues. Le nouveau montant du marché était donc fixé à 145 705,50 € H.T. soit 174 263,78 € T.T.C.

La Tranche Conditionnelle n°1 du marché n° 2008S0192EPF01 notifié le 09 avril 2009, a été affermie par courrier recommandé adressé au mandataire, en date du 23 février 2010, le délai d'exécution de cette tranche stipulé dans le CCAP, était fixé initialement à 8 mois. Compte tenu des délais supplémentaires donnés aux groupements répondant au marché de conception-réalisation de l'opération « Quais de la Basse Deûle » pour remettre leur offre, des ordres de service de prolongation de délais ont fixé la nouvelle date de fin de la Phase 4 de la Tranche Conditionnelle n° 1, au 12 octobre 2011.

Lors de la Commission d'Appel d'Offres spécifique à l'opération « Quais de la Basse Deûle », qui s'est tenue le 27 juin 2011, il a été décidé de rendre le marché infructueux et de lancer une procédure de négociation avec les quatre groupements ayant remis une offre.

Le calendrier de cette négociation est le suivant :

Remise des « nouvelles propositions » :	6 septembre 2011
1ère séance orale de négociation :	12 et 14 septembre 2011
2ème séance orale de négociation :	19 septembre 2011
Remise des offres complètes et définitives :	30 septembre 2011

Pour permettre l'analyse de ces nouvelles offres issues de la négociation, nous avons étudié la possibilité de faire appel à l'équipe pluridisciplinaire dont le cabinet mandataire est FAUBOURG 234, qui avait procédé à l'analyse des offres initiales.

Conformément aux termes de l'article 35 – II - 5° - a) qui précisent que peuvent être négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalable, les marchés complémentaires de travaux ou service qui ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marchés principal sans inconvénient majeur pour le pouvoir adjudicateur, il est proposé de conclure un marché complémentaire avec l'équipe pluridisciplinaire dont le cabinet mandataire est FAUBOURG 234, titulaire du marché n° 2008S0192EPF01 notifié le 09 avril 2009 pour un montant de 2 730.00 €HT, soit 3265,08 € TTC, pour exécuter les prestations devenues nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue au marché initial.

Le montant du marché complémentaire représente 1,87 % du montant du marché principal suite à l'avenant n°2 approuvé par délibération n° 09/1080 du 18 décembre 2009.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/838

OBJET

Marché de distribution de documents de communication - Autorisation de signature.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché conclu pour la distribution des outils de communication arrive à échéance en 2011. Il convient de renouveler le marché pour la distribution toutes boîtes et sectorisée aux Lillois.

Cette opération concerne la distribution des documents produits. Les besoins de prestations conduisent la Ville, dans le cadre de l'application du Code des Marchés Publics, à prévoir une consultation publique par voie d'appel d'offres ouvert selon les modalités définies aux articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics

Estimation globale des prestations : 100.000 € H.T/an

Le présent marché est un marché à bon de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois un an (durée maximum 4 ans).

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

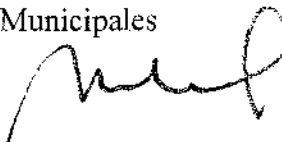
- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les marchés correspondants suite à la décision de la Commission d'Appel d'offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 011, articles 6238, 6288 prévus au budget dans les différentes opérations des collectivités et services concernés.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 25 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Communication et Informations
Municipales


Martine FILLEUL



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/839

OBJET

**Subvention au Goethe Institut Lille pour
l'organisation de la 3ème édition du cycle
"Comprendre la Ville - Pour une culture de la
Ville Durable Européenne : le Ruban Bleu ".**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le CAUE du Nord et le Goethe Institut-Lille mènent régulièrement des rencontres internationales en matière d'urbanisme et d'architecture en associant la Ville de Lille, auxquelles sont notamment invités des acteurs de nos villes partenaires européennes. Les thématiques de l'architecture scolaire durable ou encore de la nature dans la ville ont ainsi été traitées lors de telles manifestations, lesquelles rencontrèrent un fort intérêt des services thématiques de la Ville de Lille.

Dans la continuité de cette démarche de débat européen autour de la ville, la Ville de Lille, le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Nord et le Goethe Institut-Lille s'associent afin de créer un événement européen autour de la thématique de l'eau dans la Ville : « Comprendre la Ville : le Ruban bleu ».

Pour ce faire, différents volets sont prévus, avec un temps fort les 19-21 octobre :

- **Une journée de rencontre d'experts européens** en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysagisme qui portera plus particulièrement sur la question des aménagements liés à l'eau et en particulier les plans de remises en eau (exemple de Gand et de Leipzig) ; et sur l'eau comme support d'animations culturelles, touristiques, etc. (exemple de Wrocław, fête des rives de la Haute-Deule)
- **Un workshop international d'étudiants** en architecture et urbanisme de Lille (IAUL et ENSAPL), Tournai (Saint-Luc), Cologne, et Wrocław (partenaire polonais de la Ville de Lille). La thématique proposée est « *Vers une appropriation écologique et ludique de l'eau en milieu urbain dense* ». Les étudiants seraient ainsi amenés à réfléchir à ces questions en groupe internationaux et grâce à des visites in situ. Les sites proposés seraient le quartier des Bois Blancs et/ou Fives-Cail Babcock.
- **Un échange numérique entre lycéens français et allemands** autour de l'outil « Carnets de territoires » mis en place par le CAUE. Grâce à l'observation de leur territoire et aux supports fournis numériquement, les jeunes sont invités à contribuer à l'élaboration de « Carnets Bleus ».
- Ainsi que **deux expositions** : une exposition photographique sur l'eau dans les villes européennes « L'Eau, de cour à jardin », élaborée par le Goethe Institut-Lille et le CAUE du Nord ; et « L'eau est avenir », exposition pédagogique et interactive proposée par la Fédération des associations allemandes de protection de l'eau (des ateliers seront notamment organisés par des associations lilloises autour de cette exposition pour le public scolaire).

La Ville de Lille souhaite soutenir le Goethe Institut, pour l'organisation de cette opération, par le versement d'une subvention de 3.000 € sur un budget global de 13.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

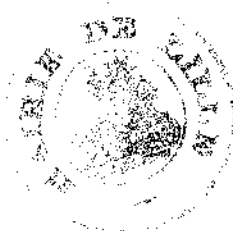
Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 3.000 € au Goethe Institut-Lille (n° SIRET 783 707 524 00014) ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 – Opération n° 602 de nos documents budgétaires.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée aux Relations Internationales

Martine FILLEUL

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/840

OBJET

Participation d'élèves du lycée Pasteur au festival de théâtre pour la jeunesse de Turin.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'atelier théâtre bilingue du lycée Pasteur existe depuis septembre 2006. Les objectifs pédagogiques de cet atelier sont à la fois artistiques (préparation de 2 spectacles dans l'année), linguistiques (développement de l'expression orale à travers des jeux, exercices et improvisations en langue non maternelle et de la compréhension écrite de textes de théâtre) et culturels (approche directe et immédiate de deux cultures théâtrales sans passer par l'intermédiaire de la traduction ou l'explication littéraire).

Dans ce cadre, des élèves de seconde ont participé à l'"Atelier International de théâtre des villes jumelées", organisé à Erfurt en 2007, et au Festival "Langues en scène", organisé à Turin en mai 2008.

L'atelier bilingue du lycée Pasteur a également participé à l'édition 2010 du Festival "Langues en scène" qui a eu lieu à Turin du 1^{er} au 8 mai.

Le lycée est invité cette année encore à envoyer des élèves à l'édition 2012 de ce festival lequel se déroulera du 5 au 12 mai.

Ce festival place le théâtre à la croisée des langues et des cultures. S'adressant à des jeunes européens, il a pour vocation d'approfondir leur ouverture à d'autres cultures, à travers la pratique du théâtre, aussi bien en tant qu'acteurs qu'en tant que spectateurs. Sous cette forme, la pratique du théâtre permet, d'une part, de mettre en valeur la grande richesse linguistique et culturelle des pays d'une Europe de plus en plus présente dans la vie de ces jeunes gens et, d'autre part, de renforcer la citoyenneté européenne.

Pendant la semaine du festival,

- les lycéens pourront vivre avec leurs jeunes camarades européens une expérience artistique et culturelle de qualité ;
- ils présenteront l'un de leurs spectacles en anglais, *Risk* de John Rettalak et l'autre, *Mère Courage* de B. Brecht dans leur langue maternelle ;
- ils assisteront à des spectacles des autres groupes en diverses langues et pourront confronter les différentes façons d'appréhender un même texte de théâtre ;
- ils participeront à des ateliers plurilingues dirigés par des professionnels et aborderont la dramaturgie à travers la mise en scène d'un spectacle multilingue.

Les spectacles seront présentés au lycée Pasteur avant le départ pour Turin.

En cohérence avec ses politiques de soutien aux projets de sensibilisation à la pratique des langues, à l'éveil artistique et de l'appui aux initiatives locales, la Ville de Lille souhaite apporter un soutien financier de 1.000 € à ce projet, dont le budget total a été évalué à 6.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.000 € au lycée Pasteur (n° SIRET 19590117800010) ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745, fonction 041 - Opération n° 602 de nos documents budgétaires.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée aux Relations Internationales


Martine FILLEUL



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/841

OBJET

**Association "Sous les marronniers" - Subvention
2011 de fonctionnement.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis 1998, l'association « Sous les marronniers » sise 10, rue Négrier à Lille, anime la Vieille Bourse, chaque dimanche soir de juillet, août et septembre, par des rendez-vous de pratique du tango argentin. A cette période, l'offre culturelle et événementielle est limitée, mais les touristes sont très nombreux, et les Lillois demandeurs de redécouverte de leur ville. Aussi, ces rendez-vous rencontrent d'année en année toujours plus de succès. L'accessibilité du site (centre ville, 4 portes et entrée libre) participe de la mixité des publics : touristes curieux et généralement séduits, habitants fidèles de ces rencontres et tangueros de toute l'Europe pour qui le rendez-vous de la Vieille Bourse est devenu incontournable.

Par ailleurs, l'association anime le jardin Vauban lors de la Fête de la Musique, la Vieille Bourse de nouveau lors des Journées du Patrimoine. La Ville de Lille lui apporte son soutien, via la délégation Patrimoine, pour le travail important réalisé dans le cadre de la valorisation du patrimoine culturel, architectural et artistique lillois (délibération n° 11/607 du 27 juin 2011).

L'effet d'attractivité exercé par l'association « Sous les marronniers », les relations entretenues par cette dernière avec les commerçants et restaurateurs et sa volonté de se développer a conduit la délégation Tourisme à proposer de lui accorder 5.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

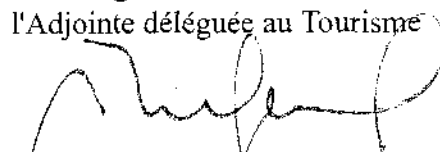
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 5.000 € à l'association « Sous les marronniers » (Siret n° 50302904300026) ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 95 – Opération n° 1736 « Taxe de séjour – recettes grevées – subvention ».

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

5 OCT. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée au Tourisme
Martine FILLEUL

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du **14 octobre 2011**N° **11/842**

OBJET

**Office de Tourisme et des Congrès de Lille -
Remplacement des minibus - Subvention 2011.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'Office de Tourisme et des Congrès de Lille est depuis toujours la pierre angulaire du développement du tourisme de la Ville. Il en accompagne la stratégie politique, précède les tendances, fait preuve d'un dynamisme connu et reconnu par ses pairs.

En 1998, dans un contexte touristique porteur, il crée un nouveau produit répondant aux attentes des visiteurs : le tour de Lille en minibus (12 places), en 1 heure et équipé d'une vidéo en 5 langues (français, anglais, néerlandais, allemand, espagnol).

Très rapidement, un bus ne suffit plus. En 1999, un deuxième est acheté, accessible aux personnes à mobilité réduite, toujours en 5 langues.

La mise en œuvre de ce produit a permis la création et la pérennisation de 3 postes en emplois jeunes.

Ce produit trouve rapidement son succès, en particulier auprès des clientèles étrangères. La vidéo embarquée suggère, délivre quelques clés de lecture de la ville et surtout donne envie d'approfondir la visite des sites.

A l'approche de 2004, il convient de remplacer la flotte, par deux bus de nouvelle génération, disposant chacun de 24 places et de 3 langues supplémentaires (italien, japonais, chinois). Depuis, le succès ne se dément pas, 1 langue a été ajoutée (russe) et près de 300 000 personnes les ont empruntés depuis 2004.

Ces bus ont maintenant 8 ans. Même s'ils ont toujours belle allure, il semble opportun de les renouveler, à la fois pour moderniser le produit, bénéficier de leur revente et prévenir les éventuelles pannes qui nuiraient à l'offre et grèveraient le budget maintenance.

La place dédiée à la personne à mobilité réduite serait « confondue » au milieu des autres places (et non au fond du bus comme c'est le cas depuis le début, faute de technologie adaptée) et un confort supérieur serait offert au passager, avec un toit panoramique transparent et des vitres latérales ouvrantes. Les modèles pressentis ont en outre une capacité de 34 places.

Le coût de ces deux véhicules est de 400.500 € HT soit 479.000 TTC hors habillage communication et équipement audiovisuel (estimés respectivement à 16.000 et 50.000 €). Les minibus actuels pourraient être revendus chacun 25.000 € environ.

Conformément à la convention de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du Casino de Lille signée entre la Ville et la Société Lilloise d'Animation Touristique et à ses articles 27 et 40.3, « le concessionnaire contribuera aux dépenses directes et indirectes assumées par le Concédant ou par tout organisme qui lui est lié dans le domaine de la promotion du tourisme, des activités culturelles ou artistiques, de congrès, d'événement d'intérêt général à hauteur d'une participation financière annuelle de 1.000.000 € ».

Ainsi, 300.000 €, répartis sur deux exercices, seront versés à l'Office pour lui permettre de procéder au remplacement des minibus, conformément à la convention signée le 21 décembre 2009 entre la Ville et l'Office de Tourisme et stipulant que « des crédits complémentaires pourront être prévus pour toute autre tâche précise et/ou ponctuelle, confiée à l'Office de Tourisme de Lille et faisant l'objet de délibération du Conseil Municipal de Lille ou de facturation de la part de l'Office. » (article 3-5).

Il restera à charge de l'Office environ 245.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement à l'Office de Tourisme et des Congrès de Lille situé Palais Rihour, place Rihour à Lille (Siret n° 78368168700027) d'une subvention de 150.000 € ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante au chapitre 204, article 2042, fonction 95 - Opération n° 1776 «Subvention d'équipement Office - Casino ».

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée au Tourisme



Martine FILLEUL



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du **14 octobre 2011**N° **11/843**

OBJET

Dénomination de rues, de places et squares.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Commission de Dénomination des Sites, réunie le 27 septembre 2011, en accord avec les Conseils de quartier des Bois-Blancs, de Lille-Sud et de Saint-Maurice-Pellevoisin, a émis un avis favorable et propose les dénominations suivantes :

Quartier des Bois-Blancs

- **Pont à Fourchon**
Tenant Quai de l'Ouest aboutissant Quai Hegel
- **Rue du Pont à Fourchon**
Tenant rue Mermoz aboutissant Quai de l'Ouest
- **Avenue Marie-Louise Delwaulle**
Tenant Quai Hegel aboutissant place de Bretagne

Quartier de Lille-Sud

- **Square de Filbertville**
Tenant rue de Filbertville aboutissant rue Paul et Elisée Paindavoine

Quartier de Saint-Maurice- Pellevoisin

- **Rue de Prague**
Tenant rue Eugène Jacquet aboutissant rue du Faubourg de Roubaix

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** ces dénominations.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 29 OCT 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à l' Aménagement de la Voirie



Marc SANTRÉ

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/844

OBJET

PLU - Demande de modification - Normes de stationnement pour les logements.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le développement de la ville et de l'agglomération de Lille a connu différentes étapes, dont, dans les années 60 et 70, une croissance urbaine en périphérie fortement liée à l'avènement de l'automobile. Ces dernières années, les politiques de la ville renouvelée puis de la ville intense ont engagé une nouvelle trajectoire de développement basée sur une diversification des modes de déplacement et la reconquête des anciens quartiers.

Ainsi, dans le cadre de ce mandat, la Ville de Lille et les communes associées d'Hellemmes et de Lomme se sont engagées à réaliser 12 000 logements dont 30 % de logements sociaux afin de renforcer et diversifier l'offre et répondre à la forte pression de la demande.

Pour éviter de créer une sur-offre de stationnement à long terme (déjà perceptible dans le logement social existant, où un volume important de places de stationnement ne trouvent pas preneur), il est aujourd'hui nécessaire de réajuster les normes de stationnement pour le logement dont les logements sociaux.

En effet, le développement de l'offre de transports collectifs et des modes doux, l'évolution des modes de vie et la situation sociale des ménages induisent un décalage entre la réglementation actuelle et les besoins des ménages. Ainsi, les normes de construction se situent autour d'une place par logement social tandis que le taux de motorisation des ménages y est plutôt de l'ordre d'un véhicule pour deux foyers.

La Ville de Lille et sa Commune associée d'Hellemmes sollicitent donc Madame la Présidente de Lille Métropole Communauté Urbaine pour assouplir les normes du Plan Local d'Urbanisme relatives aux aires de stationnement dans les zones UA (Lille intra muros) et UB (Lille extra muros et Hellemmes). Cet assouplissement est sollicité pour le logement dont le logement social, ainsi que les programmes spécifiques que sont les résidences sociales, les logements pour personnes âgées et les foyers-logements d'étudiants. En effet, ceux-ci sont nécessaires pour la diversification de l'offre d'habitat mais leur bon fonctionnement s'appuie sur une offre de stationnement difficile à évaluer a priori et donc à étudier au cas par cas. Une évaluation de cette modification du Plan Local d'Urbanisme sera faite lors de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme.

Les normes actuelles du Plan Local d'Urbanisme dans son article 12 sont les suivantes :

- 1,2 place de stationnement par logement pour le logement privé ;
- 1 place par logement pour le locatif social ;
- 1 place pour 2 chambres pour les foyers-logements d'étudiants, d'handicapés, de jeunes travailleurs, pour les hôtels sociaux et résidences sociales d'hébergement provisoire des personnes en rupture temporaire de logement ;

- 1 place pour 140 m² de surface hors œuvre nette, à l'exclusion des surfaces affectées aux services communs ;
- pour les changements de destination (y compris l'augmentation du nombre de logements dans un bâtiment existant), il doit être créé selon la destination nouvelle, des places de stationnement dans les conditions énoncées aux 4 alinéas précédents, dans la mesure où ces places ne sont pas déjà existantes et conservées en nombre suffisant.

Les normes qui s'appliqueront après l'approbation de la modification du Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de Communauté seront les suivantes :

- 1 place par logement pour le logement libre,
- 0,6 place par logement pour le logement locatif social (PLUS et PLAI).
- un nombre de places à adapter selon les projets pour les résidences sociales et les hôtels sociaux,
- 1 place pour 4 lits pour les établissements hébergeant des étudiants, des personnes âgées, les foyers de jeunes travailleurs ,
- Exonération de places de stationnement en cas de création de petites et moyennes opérations de logements sociaux dans le cadre d'une transformation d'usage.

En accord avec le Conseil Consultatif d'Hellemmes, réuni le 6 octobre 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **SOLLICITER** Madame la Présidente de Lille Métropole Communauté Urbaine en vue d'engager une modification Plan Local d'Urbanisme afin d'ajuster la norme relative au stationnement dans les zones UA et UB pour le logement dont les logements sociaux et les programmes ciblés que sont les résidences sociales, les logements pour personnes âgées, et les foyers-logements d'étudiants ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **21 OCT 2011**

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à la Politique du Stationnement



Marc SANTRÉ

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/845

OBJET

Attribution de subventions aux associations culturelles.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille accompagne chaque année des associations intervenant dans le domaine des arts visuels et leur attribue une subvention pour la réalisation de projets spécifiques ou d'une programmation annuelle. Il convient aujourd'hui de soutenir l'association Nowhere - now-here qui propose un projet original d'exposition à l'Espace le Carré, d'artistes nationaux et internationaux.

Par ailleurs, afin de permettre le versement des subventions d'un montant respectif de 5.000 € et 10.000 € aux associations La Malterie et Avenir Enfance, votées par délibération n° 11/223 du Conseil Municipal du 28 mars 2011, des avenants aux conventions financières sont annexés à la présente délibération.

Association	Budget prévisionnel 2011	Descriptif du projet	Subvention Culture proposée
Nowhere - now here C61 Rés. Nationale Rue R. Bouvry 59113 Seclin N° SIRET : 534 652 383 00017	Action : 19.500 €	Dans le cadre du programme « Un quartier, une galerie » et en préfiguration du projet d'implantation d'un lieu municipal d'art contemporain à Lille-Sud, l'association « Nowhere – now here » propose une exposition qui sera présentée à l'Espace le Carré. Elle s'intitule « De Narcisse à Echo », en référence aux deux personnages de la mythologie grecque. L'exposition rassemblera un grand nombre d'artistes contemporains de renommée nationale et/ou internationale, parmi lesquels : Eugène Leroy, Pierre-Yves Bohm, Robert Combas, Mohamed El Baz, Douglas Gordon, Michelangelo Pistoletto, Edith Dekynt, Pierre Huyghe, Mircea Cantor, Markus Raetz, Michel François, etc. <i>L'association n'a pas bénéficié d'une subvention en 2010.</i>	15.745 €

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement de la subvention précisée dans le tableau ci-dessus ;

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les avenants aux conventions financières de La Malterie et Avenir Enfance ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 312 - Opération n° 116 Associations Arts Visuels - Code opération CASAV - Code service CFA.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le - 2 NOV. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture




Catherine CULLEN

AVENANT N° 5 A LA CONVENTION
Prise en application de la délibération n° 09/775 du 5 octobre 2009

Entre **la Ville de Lille**,
représentée par Madame le Maire ou son représentant l'Adjoint délégué,
en vertu de **la délibération n° 11/** **du 14 octobre 2011**,
désignée ci-après la Ville de Lille,

et

L'association **La Malterie**, association régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé **42 rue Kuhlmann - 59000 Lille**, représentée par son Président **Stéphane POUPINOT**, désignée ci-après l'Association.

Il a été convenu de modifier comme suit la convention intervenue entre les deux parties pour une durée de trois ans suivant la délibération n° 09/775 du 5 octobre 2009, fixant le montant de la subvention que la Ville de Lille accorde à l'association ainsi que ses modalités de versement.

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 5.000 € à l'association pour l'exercice 2011, au titre de la délégation de la Culture - Arts Visuels. Toute subvention complémentaire pour l'exercice 2011 sera arrêtée par délibération du Conseil Municipal, conformément à la convention et au présent avenant.

Article 2 – Montant et Conditions de paiement

La subvention prévue à l'article 1 sera imputée pour un montant de 5.000 € sur les crédits de la délégation de la Culture inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 312, libellé d'opération « Galeries dans les quartiers », n° d'opération : 152, code opération : CGALQ, code service : CFA.

La subvention sera créditée au compte de l'association la Malterie.

Domiciliation : Caisse d'Epargne de Flandre

N° : 15965 00600 08104072134 69

Fait à Lille, le

En 4 exemplaires originaux

Pour l'Association
Stéphane POUPINOT
Président

Pour la Ville de Lille
Catherine CULLEN
Adjointe au Maire déléguée à la Culture

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION
Prise en application de la délibération n° 10/1179 du 17 décembre 2010

Entre **la Ville de Lille**,
représentée par Madame le Maire ou son représentant l'Adjoint délégué,
en vertu de **la délibération n° 11/** **du 14 octobre 2011,**
désignée ci-après la Ville de Lille,

et

L'association **Avenir Enfance**, association régie par la loi de 1901, dont le siège social est situé **84 rue du Faubourg des Postes à Lille**, représentée par sa Présidente Christine BOUBET, désignée ci-après l'Association.

Il a été convenu de modifier comme suit la convention intervenue entre les deux parties suivant la délibération n° 10/1179 du 17 décembre 2010, fixant le montant de la subvention que la Ville de Lille accorde à l'association ainsi que ses modalités de versement.

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 € à l'association pour l'exercice 2011, au titre de la délégation de la Culture - Arts Visuels. Toute subvention complémentaire pour l'exercice 2011 sera arrêtée par délibération du Conseil Municipal, conformément à la convention et au présent avenant.

Article 2 – Montant et Conditions de paiement

La subvention prévue à l'article 1 sera imputée pour un montant de 10.000 € sur les crédits de la délégation de la Culture inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 312, libellé d'opération « Galeries dans les quartiers », n° d'opération : 152, code opération : CGALQ, code service : CFA.

La subvention sera créditée au compte de l'association Avenir Enfance.

Domiciliation : Banque Créatis à Lille

N° : 00001000863/72

Fait à Lille, le

En 4 exemplaires originaux

Pour l'Association
Christine BOUBET
Présidente

Pour la Ville de Lille
Véronique BACLE
Conseillère Municipale déléguée au
Périscolaire, au Conseil Municipal d'Enfants et
à l'apprentissage des langues.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/846

OBJET

SARL Le Grand Bleu - Signature de la convention d'objectifs 2011/2013 et attribution d'une subvention.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'ensemble des activités et missions de la SARL Le Grand Bleu est décrit dans la convention pluriannuelle d'objectifs votée par délibération n° 11/225 du Conseil Municipal du 28 mars 2011. Des modifications ont été apportées à ladite convention afin d'intégrer les consignes de la circulaire du Premier Ministre du 18 janvier 2010 qui clarifie les règles de droit français et européen existantes en matière de contractualisation financière entre personnes publiques et associations.

Pour ce faire, une version modifiée de la convention pluriannuelle d'objectifs est proposée à la signature de l'État, la Région Nord/Pas-de-Calais et la Ville. Les modifications concernent plus particulièrement l'intégration des textes de la circulaire mentionnée ci-dessus ainsi que les engagements de l'Etat. Elles ne changent nullement l'objet initial de la convention.

La Ville soutient également les activités de la SARL Théâtre Le Grand Bleu pour son travail de producteur et de diffuseur de spectacles. Une de ses missions consiste à soutenir et à accompagner les compagnies de la métropole et de la région Nord/Pas-de-Calais pendant les différentes étapes de leur travail et notamment la création des spectacles.

Pour ce faire, la Ville met à disposition du Grand Bleu un local situé au 1^{er} étage du 45 rue Cabanis à Lille Fives. Une convention de mise à disposition règle les conditions d'utilisation et de fonctionnement.

L'espace de travail est dévolu au Grand Bleu pour, d'une part, les répétitions de ses productions propres et, d'autre part, la mise à disposition de la salle à des compagnies de spectacle vivant de la métropole et de la région.

Pour la bonne gestion de la salle et un accompagnement optimal des jeunes compagnies, il est proposé de verser au Grand Bleu une subvention de 12.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention d'objectifs partenariale 2011/2013 de la SARL Le Grand Bleu, ci-annexée ;

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 12.000 € à la SARL Le Grand Bleu ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 313 - Opération n° 262 CTHGB théâtre du Grand Bleu - Code service CR.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **2 NOV. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture



Catherine CULLEN



LE GRAND BLEU
Etablissement National de Production et de Diffusion Artistique
CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
2011 – 2013

Vu les circulaires du 30 avril 1997 relatives aux Scènes Nationales et aux contrats d'objectifs,

Vu la charte des missions de service public pour le spectacle vivant (octobre 1998),

Vu la décision 2005/842/CE de la Commission européenne du 28 novembre 2005,

Vu la circulaire du Premier ministre du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu la délibération n° du ... fixant la participation régionale au programme d'activités 2011 de la SARL Le Grand Bleu,

Vu la délibération n° 11/ du Conseil municipal du 14 octobre 2011,

Vu la convention de mise à disposition des locaux du « Grand Bleu » sis au 36 avenue Marx Dormoy à Lille, par la Ville de Lille, dans le cadre d'une disposition exclusive,

Vu la convention de mise à disposition des locaux de répétition, sis 45 rue Cabanis à Lille (convention en cours d'établissement),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les décisions budgétaires relatives à l'exercice 2011,

Vu les orientations respectives des collectivités signataires en matière de politique culturelle,

Vu les statuts de l'organisme culturel,

Considérant la politique de la Ville de Lille en matière de développement de l'accès à la culture pour tous, en particulier par un soutien à la création et à la diffusion du spectacle vivant, avec l'implantation de plusieurs structures dédiées au théâtre sur son territoire,

Considérant la qualité du projet artistique et culturel réalisé depuis la prise de poste par Agnès Sajaloli en qualité de Directrice, travail développé au regard du projet artistique présenté lors de la procédure de recrutement de septembre 2008,

Préambule

Considérant la volonté du Ministère de la Culture et de la Communication, exprimée à travers la "charte de mission de service public du spectacle" du 23 octobre 1998, de définir un cadre contractuel à l'action commune de l'Etat et des collectivités territoriales en faveur du développement du spectacle vivant ;

Considérant l'attention particulière portée dans ce contexte à la création et à la diffusion artistiques ;

Considérant que la Région Nord-Pas de Calais a fait du développement culturel un des axes prioritaires de son action, en valorisant la richesse et la diversité des projets culturels qui y sont initiés, et qu'à ce titre elle reconnaît le rayonnement régional et la qualité artistique du Grand Bleu ;

Considérant la volonté de la Ville de Lille de soutenir le projet artistique du Grand Bleu pour son travail de programmation de formes pluridisciplinaires et transdisciplinaires, son engagement en termes d'action culturelle et son rôle de pôle d'excellence pour la création et la diffusion de spectacles pluri et transdisciplinaires à destination des enfants, des adolescents, des jeunes et des familles du quartier, de la ville et de la métropole, dans le cadre scolaire et extrascolaire ;

Considérant que le Grand Bleu a confirmé la pertinence de ses choix artistiques dans les domaines de la création et de la programmation, ainsi que l'importance de son travail d'action artistique et culturelle et sa volonté de développer ses actions avec les territoires métropolitain, départemental et régional, eurorégional et national ;

Considérant le projet initié et conçu par la structure conforme à son objet statutaire ;

Considérant le programme n°131 de la Mission Culture relatifs aux crédits « Création » ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le Grand Bleu, de par son projet artistique, le savoir-faire de son équipe et la qualité de son équipement, constitue un pôle de référence dans les domaines de la création, de la programmation et de l'action artistique et culturelle en direction des enfants, des adolescents, des jeunes et au-delà, de leur famille sur le territoire du Nord-Pas de Calais. Cette situation lui confère la reconnaissance de l'Etat – Ministère de la Culture et de la Communication qui lui accorde pour la durée de la convention le titre d'Etablissement National de Production et de Diffusion Artistique (ENPDA).

Il est conclu une convention selon les termes suivants entre :

L'ETAT, Ministère de la Culture et de la Communication, représenté par Monsieur Dominique BUR, Préfet de Région Nord - Pas de Calais,

LA REGION NORD PAS DE CALAIS, représentée par Monsieur Daniel PERCHERON, Président du Conseil Régional Nord - Pas de Calais, autorisé par la commission permanente du ----- n°----- à signer la convention,

LA VILLE DE LILLE, représentée par Madame Catherine CULLEN, Adjointe au Maire déléguée à la Culture, autorisée par arrêté n° 227 du 3 avril 2008 à signer la convention,

Et :

LA SARL GRAND BLEU, placée sous la direction de Madame Agnès SAJALOLI metteur en scène.

Le siège de la SARL est situé au 36 avenue Marx Dormoy – 59000 LILLE

N° SIRET : 38306517400013 Code APE : 9002Z

Licences d'entrepreneur de spectacles : 1-1024598 ; 2-1024599 ; 3-1024600

HISTORIQUE ET PERSPECTIVES

Le Grand Bleu s'inscrit dans la tradition historique de l'éducation populaire, du mouvement de décentralisation dramatique pour la démocratisation culturelle, de l'action artistique et culturelle de la charte des missions de service public pour le spectacle vivant.

Fondé en 1968 par René Pillot, le théâtre La Fontaine devient en 1981, sous sa direction, CDNEJ. Le Théâtre la Fontaine devient Le Grand Bleu sous la direction de Bernard Allombert en 1992 et obtient le label de CDNJP, avant de devenir ENPDA en 2002 lors de la réforme des labels jeunes publics, en raison de la présence d'un autre CDN sur la ville de Lille. Le 1^{er} janvier 2009, Agnès Sajaloli, nommée sur la base de son projet artistique pour le Grand Bleu, lui succède.

Sa mission est de tout mettre en œuvre pour rapprocher le travail des artistes de l'ensemble de la population, considérant les artistes non pas seulement au travers de la production de leurs œuvres, mais aussi au travers de l'ensemble de leurs activités et de leur parcours.

Dans le cadre de la présente convention, la directrice s'engage à remplir une mission de création et de développement artistique et culturel orientée vers les enfants, les adolescents et les jeunes adultes. Cette mission s'organise autour d'activités de production de spectacles pluri et transdisciplinaires, et de leur diffusion métropolitaine, régionale, nationale et internationale.

Le Grand Bleu doit être un lieu de référence et d'appui pour l'ensemble du territoire régional. Que ce soit par la diffusion des spectacles, la construction d'actions culturelles ou la mise en œuvre de réflexions sur la question des jeunes publics, le Grand Bleu doit être un centre ressource pour les partenaires professionnels de la culture comme pour les responsables territoriaux.

Le Grand Bleu doit également être un établissement culturel reconnu au plan national, inscrit notamment dans le réseau des scènes conventionnées du territoire. Aller à la rencontre des autres structures culturelles ouvre en outre la possibilité de diffuser des productions sur le réseau national et eurorégional.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le Grand Bleu s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées en préambule, son action d'**Etablissement National de Production et de Diffusion Artistique**.

Dans ce cadre, les partenaires publics contribuent financièrement à la réalisation de ce service d'intérêt économique général, conformément à la décision 2005/842/CE de la commission européenne du 28 novembre 2005. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette contribution.

La présente convention a pour objet de définir et de contractualiser entre les signataires les objectifs du développement du projet théâtral de création, de diffusion et d'accueil jeune public du Grand Bleu, autour de 4 pôles principaux :

- La création (la production, les tournées, les résidences et compagnonnages),
- La diffusion / programmation et l'inscription dans les réseaux nationaux de production et de diffusion,
- L'action artistique et culturelle,
- L'irrigation du territoire régional.

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'ENPDA LE GRAND BLEU

I – LA CREATION

1 – La production

Le Grand Bleu s'engage dans la production de spectacles et l'accompagnement des équipes artistiques pluridisciplinaires et transdisciplinaires qui les créent. Issus de tous les champs artistiques (théâtre, arts plastiques, danse, musique, marionnettes, arts numériques, etc.), ils favorisent le croisement des disciplines et le questionnement des formes.

Qu'il s'agisse de compagnies associées, de résidences de création ou de simples compagnonnages, la production se fait sur la base de la qualité artistique et d'un réel engagement des artistes dans le projet du Grand Bleu. Son objectif est d'augmenter le plus possible la présence permanente d'artistes de manière à placer artistes et publics dans un parcours partagé.

Une coproduction, qui ne sera jamais en deçà de 5 % du budget de la production, se définira en fonction du projet artistique et quelle que soit la nature des dépenses.

L'objectif est de réaliser au moins 3 productions par saison.

(indicateurs : cf annexe 1)

Le Grand Bleu est attentif à la création régionale. L'objectif est d'établir un lien étroit avec l'ensemble des compagnies régionales et d'accompagner celles qui répondent à des critères de qualité artistique, d'innovation et de transdisciplinarité, et d'engagement inventif en direction des publics. Soit sur des productions, soit sur une programmation, soit encore sur un laboratoire ouvert ou un prêt de salle, étant entendu que la question du jeune public ne saurait constituer à elle seule un gage de qualité artistique.

L'objectif est d'accompagner 6 compagnies sur la durée de la convention, dans un souci de contribuer à l'emploi artistique régional.

2 - Les tournées

Le Grand Bleu dégage les moyens nécessaires à la diffusion la plus large possible des spectacles qu'il produit. Cette aide se constitue d'un apport en logistique et communication pour les spectacles créés dans le cadre d'une coproduction, jusqu'à la prise en charge directe des tournées pour les spectacles dont il assure la production déléguée.

Objectifs : atteindre progressivement jusqu'en 2013, 20 représentations en moyenne par création en tournée.

Moyens : Un équivalent temps plein est consacré à ce travail.

(indicateurs : cf annexe 2)

3 – Les compagnonnages

La présence au long cours d'artistes est le meilleur moyen de créer du lien avec les publics et de travailler sur le territoire. Par ailleurs, les artistes ont besoin de temps pour créer, associer les publics à leurs démarches et s'engager dans le travail d'action artistique et culturelle avec l'équipe du Grand Bleu.

L'objectif est de ne pas dissocier le travail de création de ces artistes du travail d'action artistique et culturelle, qu'ils vont mener en concertation constante avec l'équipe du Grand Bleu pour élargir et fidéliser les publics.

Le projet du Grand Bleu consacre donc une large place à cette présence artistique, aide au développement de leur parcours professionnel en leur donnant temps, espace, écoute, moyens financiers, soutien technique et logistique, conseils administratifs, appui en communication, confrontation avec les publics et les professionnels. Pour ce faire, le Grand Bleu met en œuvre différents types de collaborations :

- des compagnonnages : engagement de coproduction sur la durée, de programmation de plusieurs spectacles, implication dans la conception de l'action artistique et culturelle du Grand Bleu, animation des ateliers, collaborations artistiques sur des créations communes,
- des résidences de durée variable pour des créations et des projets d'action artistique et culturelle associés au travail de recherche, liés à ces créations. Elles peuvent être reconduites la saison suivante mais n'impliquent pas nécessairement les artistes et le Grand Bleu sur la durée. Ces résidences peuvent également s'appliquer à la programmation sur plusieurs saisons de spectacles réalisés par la même équipe artistique.

- des accompagnements de compagnies : accueil et discussions, prêt de salle, échange sur le travail artistique et sur la question de l'action artistique et culturelle, conseils artistiques et administratifs, sans engagement fort de la part du Grand Bleu tant que la relation n'est pas construite.

Objectif : 8 compagnonnages – 6 créations – action artistique et culturelle permanente sur la durée de la convention
Indicateurs (cf annexe 3)

II – LA DIFFUSION

1 - La programmation

Le Grand Bleu revendique dans sa programmation la présentation privilégiée des formes pluri et transdisciplinaires.

Les missions et objectifs du Grand Bleu sont centrés sur le « jeune public », par voie de conséquence, de la petite enfance (à partir de 18 mois) jusqu'à la fin de l'adolescence (grands lycéens, étudiants et jeunes adultes). Il conviendra d'offrir des spectacles pour les différents âges, sur la base d'un nombre suffisant de représentations et de places offertes.

Le Grand Bleu considère l'enfant en tant que tel, mais aussi à travers les relations qu'il entretient avec les adultes qui ont en charge son éducation et son épanouissement.

La programmation est donc élargie à la fois au très jeune public à partir de 18 mois et aux adultes.

Le Grand Bleu est particulièrement attentif à la jeune création régionale (de la région Nord Pas-de-Calais comme d'autres régions, notamment limitrophes) s'engageant clairement dans une démarche artistique exigeante et de qualité, et l'est encore plus vis à vis d'équipes ayant la préoccupation de l'innovation, de la pluri et la transdisciplinarité, de l'engagement inventif en direction des publics.

Cette programmation, liant intimement diffusion et action artistique et culturelle, constitue la pierre angulaire de tous les projets de rencontre et d'interactions entre artistes, partenaires et équipe du Grand Bleu.

Le Grand Bleu bâtira sa programmation sur les principes suivants :

- permettre au public la découverte très large de la création contemporaine dans ses diverses recherches ainsi qu'une approche des cultures du monde,
- proposer à voir la jeune création avec des spectacles de référence nationale et internationale.
- être résolument pluridisciplinaire et transdisciplinaire et particulièrement attentif aux formes ou aux croisements de formes artistiques,
- favoriser la circulation internationale par l'accueil de compagnies, de

- séjours d'artistes, d'échanges avec des partenaires de projets européens,
- s'ouvrir délibérément à de nouveaux publics notamment les plus éloignés de la culture.

La programmation tient compte des parcours de spectateurs pouvant s'étager sur plusieurs années.

(indicateurs : cf annexe 4)

2- La décentralisation (hors les murs)

Pour aller à la rencontre des publics ou pour des raisons organisationnelles, économiques ou sociologiques, le Grand Bleu sera amené à pouvoir donner des représentations de sa programmation hors des murs du Théâtre, notamment en établissant des collaborations avec les structures de quartier, de la ville et des villes associées, les centres sociaux, les lieux non équipés.

(indicateurs : cf annexe 4)

Objectif : Le Grand Bleu accueillera au siège, y incluant des lieux de la métropole lilloise programmés hors tournées :

1. un minimum de 160 représentations par an dont 15 % en séances hors temps scolaire ;
2. elles se partageront entre productions propres et accueils ;
3. elles représenteront un minimum de 20 000 places proposées ;
4. le Grand Bleu privilégiera les séries au-delà de la semaine et au-delà de 6 représentations pour favoriser la rencontre des équipes artistiques avec les publics et permettre un travail d'action artistique et culturelle.

III – L'ACTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

Le Grand Bleu ne dissocie pas le travail de création du travail d'action culturelle et artistique qui l'accompagne. Les ateliers du Grand Bleu sont portés par les équipes en résidence, par des équipes programmées.

1 - L'accueil des publics

Le Grand Bleu fait de la démocratisation culturelle, de la culture pour chacun, de l'accueil et de l'accompagnement des publics une mission prioritaire.

L'ouverture d'une deuxième salle de spectacles, les travaux d'extension du bâtiment déjà réalisés par la Ville de Lille, la rénovation du hall d'accueil, la création d'un bar et l'ouverture d'une restauration légère les soirs de représentations, contribuent à donner de la structure une image d'ouverture, de partage et de convivialité, essentielle pour l'élargissement et la fidélisation des publics.

2- La politique tarifaire

La politique tarifaire par une offre élargie et modulable – abonnements, carnets, pass-jeune, crédit loisirs, chèques vacances, aura pour préoccupation d'ouvrir à tous la possibilité d'accéder aux spectacles à l'action culturelle.

(Indicateurs : cf annexe 5)

3 - L'accompagnement des publics

Cette évolution de la structure s'accompagne d'un solide dispositif d'accompagnement des spectateurs, pour permettre à chacun de réaliser son propre parcours (présentations de saisons décentralisées, organisation de rencontres régulières entre artistes et publics, ouverture de répétitions, création d'un petit spectacle de visite technique, création d'un centre de ressources...). Cet accompagnement, conçu et suivi en collaboration avec les équipes accompagnatrices du lieu, se poursuit et se développe dans l'objectif d'impliquer toujours davantage, quantitativement et qualitativement, les publics à la réalisation de leur propre parcours.

4 - L'élargissement des publics

Le Grand Bleu a également comme objectif d'élargir les publics, grâce au développement de son équipe de Relations avec le public. Le développement de l'action artistique et culturelle se fait en lien étroit avec la présence artistique.

Objectif : 6 semaines sur la saison réservées à l'action culturelle

La structure prend en compte la question de l'accessibilité aux lieux et aux œuvres des publics en situation de handicap.

Elle poursuit et développe son action en direction des publics qui ne viennent pas spontanément au théâtre pour des raisons diverses de situation sociale, économique ou physique, par des stages, ateliers, rencontres en hôpitaux, prisons, instituts spécialisés pour jeunes ou adultes en difficulté d'insertion sociale. Dans ce cadre, un travail particulier est réalisé en direction des habitants du quartier des Bois Blancs, en collaboration avec le tissu associatif local.

Objectifs : 20 représentations par saison pour 1 000 spectateurs

(Indicateurs cf annexe 6)

5 - La formation et la sensibilisation

- Les ateliers hebdomadaires du Grand Bleu

L'objectif est de mener 6 ateliers pour différents âges (dès 6 ans jusqu'aux adultes), mêlant différents arts de la scène pour 120 participants.

A titre indicatif, en 2010, 8 ateliers ont été proposés offrant 155 places.

- Des Ateliers de Pratique Artistique et Culturelle en école primaire et en collège, et des interventions en lycée dans le cadre « des invités de l'option ».

Objectif : Les maintenir malgré une difficulté croissante des établissements à financer ces opérations.

- La formation des publics par :
 - des interventions dans les classes avant les spectacles,
 - des bords de plateau d'après spectacles,
 - la création d'un Centre de Ressources en complicité avec la Médiathèque des Bois Blancs,
 - des dossiers pédagogiques réalisés par les enseignants missionnés par le Rectorat, à la disposition des enseignants,
 - les interventions régulières d'une danseuse qui propose une

- manière sensible d'être spectateur,
- des répétitions publiques,
- des visites théâtralisées du Grand Bleu,
- la formation des personnels de l'enseignement, de l'éducatif, de l'action sociale et de la santé,
- des Ateliers de Pratique Artistique et Culturelle.

Le Grand Bleu, de par son public de référence, doit être un lieu ressource pour les enseignants. Dès 2010, il s'engage dans une politique de formation pour l'ensemble des enseignants ayant en charge l'Histoire des Arts dans les écoles primaires, les collèges et les lycées.

(Indicateurs : cf annexe 7)

- L'accueil de stagiaires

Qu'ils soient en secondaire pour une découverte de l'entreprise ou en cours de professionnalisation, une attention particulière est portée aux stagiaires que nous accueillons par de vrais temps de discussion et d'implication dans l'activité et la vie du Grand Bleu.

6 – La mixité générationnelle

Le Grand Bleu se fixe comme ambition d'être un lieu de transmission pour des enfants et des adolescents en quête de repères. Le travail de mixité générationnelle est déjà engagé depuis janvier 2009.

Objectif : créer une association portée par des adultes souhaitant s'impliquer dans ce travail de transmission, par la programmation dans les saisons à venir de personnalités (philosophes, sociologues, architectes, chercheurs, journalistes, etc.) désireuses de rencontrer les enfants et les adolescents pour leur rendre compte de leur expérience et de leur parcours.

A titre indicatif depuis 2009, des partenariats se sont établis avec l'Ecole des Grands Parents Européens, l'hôpital de Loos, la Maison de Retraite les Magnolias. Nous sommes attentifs à favoriser la venue au spectacle de personnes de tous âges, à proposer des spectacles tout public permettant une mixité des publics, du très jeune enfant aux adultes, que ce soit en temps scolaire ou hors temps scolaire, par la venue au spectacle d'organismes, d'associations composées d'adultes.

7 - Temps fort adolescents

Le Grand Bleu organise, en lien avec sa programmation ou avec l'une de ses équipes de création, un temps fort de rencontres artistiques en direction des collégiens et des lycéens.

Chacune de ses éditions propose un thème fédérateur et développe en amont un grand nombre de projets d'action culturelle transversaux (travail sur le texte, rencontres préalables avec les membres de l'équipe artistique, tables rondes sur les thématiques liées au spectacle, travail en réseau avec des enseignants de disciplines différentes, ateliers de pratique...), qui s'inscrivent dans la cohérence du propos artistique et sont relayés par l'équipe permanente de la structure.

En impliquant plusieurs groupes d'adolescents provenant de milieux et de territoires différents, pour des périodes de travail longues mais avec un temps de croisement et de regroupement court et festif.

L'objectif est d'ancrer ces rencontres dans le cadre d'une Euro-région élargie

(Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Pays Bas, Pologne, selon les artistes et les années). Cet ancrage géographique doit faciliter le rassemblement d'adolescents et de jeunes adultes qui peuvent ainsi, via des jumelages d'établissements scolaires, des projets de correspondance, des outils interactifs liés à internet, des stages conjoints, partager une aventure artistique et culturelle commune.

Durant ce temps fort, ces publics peuvent vivre des temps alternés de pratiques artistiques pluridisciplinaires et transdisciplinaires encadrées par les membres de l'équipe programmée, de conférences, de tables rondes, de débats avec des professionnels du spectacle, des chercheurs, des élus, etc...

Ils peuvent se regrouper pour créer eux-mêmes de petites formes artistiques, se les montrer, en débattre. Ils peuvent enfin, en partenariat avec diverses structures culturelles du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Eurorégion, vivre ensemble l'expérience d'une itinérance culturelle et voir des spectacles, des expositions, des lieux patrimoniaux, des sites naturels, en lien avec le projet artistique de l'équipe porteuse du projet.

La directrice aura soin de prendre en compte l'ensemble des objectifs fixés dans les protocoles "Culture" en addition des accords généraux qui sont signés par la Région.

Une attention particulière sera apportée à la politique de coopération NORD / SUD que le Conseil Régional Nord-Pas de Calais a impulsée.

La gouvernance de ces partenariats européens et internationaux devra par ailleurs être explicite dans les dépôts de dossiers européens que la directrice serait amenée à déposer.

Objectif : le développer sur le territoire métropolitain, départemental, régional et en Belgique transfrontalière par des partenariats avec les structures culturelles présentes sur ces territoires.

A titre indicatif : Avril/Mai 2011, opérations « Les Instantanés » et « Les Sisyphe », 2 x 3 jours de rencontres adolescentes – plus de 1 500 jeunes touchés.

IV – L'IRRIGATION DU TERRITOIRE REGIONAL

Le Grand Bleu poursuivra le développement de son implantation régionale, dans un esprit de partenariat et de complémentarité avec les lieux et les activités existantes. Il mettra en œuvre le temps, l'énergie, les contacts nécessaires avec les responsables culturels des villes petites ou grandes de la Région, pour écouter leurs envies, leurs besoins, étudier la faisabilité et élaborer ensemble des projets.

Le Grand Bleu continuera de développer un réseau de collaborations de plus en plus dense par :

- la sensibilisation artistique avec le tutorat d'ateliers de formation,
- la collaboration de programmation avec des théâtres et autres structures culturelles,
- la mise en œuvre commune de projets.

Les partenariats engagés durablement sur le territoire depuis janvier 2009 : Centre Malraux (Hazebrouck), Le Vivat (Armentières), La Villa Départementale Marguerite Yourcenar (St Jans Cappel)... en plus des collaborations sur la métropole avec Le Garage à Roubaix et la maison Folie Wazemmes à Lille.

Dans le cadre de Béthune 2011, le Grand Bleu élabore une collaboration avec le Temple de Bruay-la-Buissière sur le territoire d'Artois-Comm. Cette opération réunit plusieurs lycées du territoire et une collaboration avec les services de la Région, pour créer des « interférences » avec des établissements scolaires du Pays de Galles, d'Espagne et de Pologne.

Objectif : Dans la suite du projet de 2011, le Grand Bleu étudie la faisabilité d'un projet durable réunissant plusieurs établissements scolaires européens avec des lycées de la région.

Dans un troisième temps, à partir de 2013, l'ouverture du projet est envisagée avec les pays des rives de la Méditerranée.

1- Organisateur de tournée

Le Grand Bleu doit également, pour aller à la rencontre de nouveaux publics, investir le territoire en développant des petites formes (salons de lecture, spectacles « légers »). Cette diffusion déjà entamée depuis janvier 2009 (représentations de salons de lecture et de spectacles dans les établissements scolaires, les médiathèques, les associations, les centres sociaux, les maisons de quartier...) est développée par l'établissement de partenariats (municipalités, conseils généraux, intercommunalité..).

2- Initiateur de projets

En s'appuyant sur le réseau existant des structures culturelles régionales, en travaillant avec des partenaires artistiques insérés en résidence longue sur les territoires, le Grand Bleu sera l'initiateur de projets artistiques et culturels impliquant les habitants au plus proche des questionnements des jeunes.

3- Centre de ressources

Le Grand Bleu, en mobilisant autour de lui les compétences de professionnels artistes, pédagogues, enseignants spécialisés, psychologues... et dans le cadre de ses partenariats avec les structures éducatives nationales (inspections académiques, Rectorat,...), offre un ensemble de possibilités d'actions de formation de formateurs, d'enseignants, met à disposition son fond documentaire et participe aux réflexions sur les projets de ses partenaires.

4- Accompagnateur d'action culturelle

Le Grand Bleu peut construire à partir de sa programmation ou de ses résidences un projet de jumelages d'établissements scolaires, sur des agglomérations, entre le Nord et le Pas-de-Calais, pour que des élèves puissent travailler conjointement sur une thématique artistique commune, venir au Grand Bleu voir ensemble les spectacles liés à cette thématique, et inventer eux-mêmes tous les modes d'appropriation de ce parcours partagé.

Article 3 : LES MOYENS DE REALISATION DU PROJET ARTISTIQUE

Le Grand Bleu s'efforcera de réunir et mettre en œuvre tous les moyens

- financiers,
- humains,
- matériels,

qui permettront de satisfaire aux besoins du projet artistique.

3- I – LES MOYENS FINANCIERS

Tous les partenaires chercheront les moyens d'atteindre les niveaux de financement correspondant aux objectifs visés. Les partenaires signataires considèrent que la somme globale du budget 2010 constitue le socle minimal nécessaire à la réalisation des objectifs ci-dessus énoncés (cf annexe 8 soutiens financiers 2010).

Le Grand Bleu recherchera en outre des partenariats financiers spécifiques en fonction de la nature et de l'importance de ses projets de production de spectacle ou d'action culturelle.

3-I -1 Modalités de versement des subventions

Pour la Région Nord-Pas de Calais :

Afin d'atteindre les objectifs fixés dans la présente convention, et de permettre à l'organisme culturel de réaliser ses engagements, la Région s'engage à verser chaque année une aide financière (sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget primitif régional), dont le montant sera fixé par une convention financière annexe en fonction des budgets annuels votés par les assemblées délibérantes et en considération des programmes proposés.

Sous réserve du vote de l'Assemblée délibérante, un acompte d'un montant ne pouvant excéder 50 % de la subvention allouée l'année précédente, sera versé en début d'exercice budgétaire. Les modalités de versement de la subvention annuelle seront fixées par la Région Nord-Pas de Calais dans le cadre d'une convention financière annuelle annexe.

Dans le cas où le retard de versement de la subvention régionale engendrerait des difficultés de trésorerie avérées pour l'organisme culturel, celui-ci en alertera de façon circonstanciée la Direction de la Culture. Dès lors, après constat de cette situation, la Région s'engage à procéder à l'instruction de la demande de versement de manière prioritaire.

Pour l'Etat :

Pour le Ministère de la Culture et de la Communication/ Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord-Pas-de-Calais

La Drac s'engage à verser chaque année une contribution financière dont le montant est fixé dans le budget en annexe. Cette subvention pourra être

actualisée tous les ans, sous réserve de la disponibilité des crédits.

Un premier acompte d'un montant ne pouvant excéder 25% de la subvention allouée l'année précédente, sera versé en début d'année budgétaire. Le solde de la subvention annuelle prévue sera versé dès notification de la convention financière annexe en fonction des budgets annuels votés par les assemblées délibérantes et en considération des programmes proposés.

Le montant de la subvention de l'Etat est indiqué sous réserve de l'inscription des crédits correspondants dans chacune des lois de finances concernées et de la disponibilité effective des crédits au moment où la demande de subvention est présentée et selon le principe de l'annualité.

Pour la Ville :

Dans le cas de la Ville de Lille, la subvention est versée en deux fois (31 mars et 1^{er} juillet) sur base de la subvention allouée au titre de l'année précédente, une régularisation des sommes restantes, allouées pour l'exercice en cours, une fois celle-ci votée fera l'objet d'un éventuel troisième versement avant la fin de l'exercice.

Dans le cadre général de la présente convention , l'organisme culturel présente aux partenaires, chaque année, en respectant les dates de dépôt propres à chaque partenaire, un programme prévisionnel d'actions pour l'année civile suivante ainsi qu'un budget correspondant.

Le montant des subventions des collectivités territoriales est indiqué sous réserve des décisions et votes des assemblées délibérantes, selon le principe de l'annualité budgétaire.

Les subventions seront versées selon le règlement financier de chacune des collectivités et virées au compte bancaire désigné par le Grand Bleu.

L'ENPDA Le Grand Bleu s'engage à :

- s'efforcer, en fonction des éléments financiers connus, à équilibrer son compte de résultat en fin de chaque année et tenir informés ses partenaires financiers de toute modification financière susceptible de déséquilibrer son budget ;
- fournir aux partenaires de la présente convention tous les documents susceptibles de la lier à des collectivités territoriales, à des organismes divers, à d'autres directions du Ministère.

Il pourra solliciter l'aide de partenaires extérieurs, privés ou institutionnels, pour assurer le financement de la programmation et des projets spécifiques au projet de l'ENPDA.

3-I - 2 : Montant minimum des subventions

Les subventions attribuées pour l'année 2010, au titre du programme d'activités, sont pour :

- la DRAC de 480 000 €,
- la Ville de Lille de 164 000 € (hors mise à disposition des locaux équipés, sis 36 avenue Marx Dormoy à Lille, de la fourniture des fluides, et hors modalités de la convention de mise à disposition des locaux sis 45 rue Cabanis à Lille),
- la Région Nord - Pas de Calais de 420 000 €.

Les partenaires s'accordent pour considérer qu'il conviendrait de maintenir au minimum le niveau global des financements, sous réserve des budgets annuels votés par les assemblées délibérantes après examen des dossiers d'engagement qui lui seront transmis et en fonction des programmes proposés. Les partenaires chercheront les moyens de permettre à la structure de développer son activité et d'atteindre les niveaux de financement correspondant aux objectifs visés dans la limite du vote de leur budget respectif annuel.

Par ailleurs, pour permettre au Grand Bleu de remplir dans la durée du contrat les objectifs définis, les partenaires s'efforceront de dégager des moyens nouveaux consacrés intégralement à un volume d'emploi supplémentaire pour les équipes artistiques.

3- II- LES MOYENS HUMAINS

Pour mener à bien ses missions, l'équipe du Grand Bleu dispose de 11 permanents, 2 CIE en développement du territoire/communication, un intermittent technique et un CDD administratif qui se décompose en 5 direction et administration, 5 relations avec les publics, communication et développement du territoire, 5 technique et entretien.

Une artiste chorégraphique est associée au Grand Bleu et participe à l'élaboration de projets sur les territoires et à la formation et la sensibilisation des publics.

De plus, les productions, les accueils et les tournées offrent un volume d'emplois intermittents artistiques et techniques.

Les ateliers du Grand Bleu sont assurés par des formateurs en CDD.

Objectif : si les moyens financiers le permettent, pérenniser les CIE lorsqu'ils seront venus à échéance et transformer le CDD administratif en CDI.

Cf annexe 9

3 - III - MOYENS MATERIELS

Pendant la durée du présent contrat, Le Grand Bleu disposera du bâtiment équipé de l'avenue Marx Dormoy, mis à disposition par la Ville de Lille, dans le cadre d'une disposition exclusive. Une convention entre la Ville et la SARL en fixe les conditions d'utilisation.

Une salle de répétition, sise rue Cabanis à Lille, appartenant à la Ville de Lille est dévolue au Grand Bleu pour, d'une part, les répétitions de ses productions propres et, d'autre part, pour la mise à disposition de cette salle à des compagnies régionales de spectacle vivant. Une convention particulière vient d'en régler les conditions d'utilisation et de fonctionnement, et sera annexée ultérieurement à la présente convention.

Fiches techniques

Salles de spectacles au 36 avenue Marx Dormoy – 59000 LILLE

- Grande salle - jauge : 320 places

Dimensions du plateau

Profondeur : 8 m

Hauteur : 6,80 m

Largeur : 15,80 m

- Petite Salle - jauge : 80 places

Dimensions espace scénique

Profondeur : 8 m

Hauteur : 2,90 m

Largeur : 7 m

Espace de répétitions au 45 rue Cabanis à Lille Fives

Dimensions du plateau de répétitions

Profondeur : 7,8 m

Hauteur : 3,60 m

Largeur : 6,60 m

3- IV - SUIVI ET CONTROLE

3- IV - 1. Suivi des actions :

Selon les modalités précisées dans la convention financière, l'organisme culturel établira et transmettra chaque année aux partenaires un rapport qualitatif et quantitatif portant sur les objectifs poursuivis et sur l'exécution du programme prévisionnel d'actions.

La structure renseignera les indicateurs d'évaluation et présentera dans son rapport d'activité annuel un argumentaire expliquant les écarts éventuels avec les cibles fixées.

3 – IV - 2. Contrôle financier :

a) budgets et comptes annuels :

Les comptes de l'organisme culturel sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre.

L'organisme culturel s'engage à tenir sa comptabilité par référence au règlement 99.01 du 16 février 1999 du Comité de réglementation Comptable et à faire approuver ses comptes par les organes compétents au plus tard dans les six mois qui suivent la clôture des comptes.

Les aides apportées par les partenaires sont retracées.

Au plus tard le 30 juin de chaque année, l'organisme culturel transmettra aux partenaires les comptes annuels de l'exercice écoulé (bilan, compte de résultat et annexes), arrêtés par le conseil d'administration, approuvés par l'assemblée

générale et certifiés par un Commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes du Grand Bleu est Monsieur Régis GOSSAERT Cabinet FIGAREX – 1 rue du Min – Bât A15 – B .P. 50409 – 59464 LOMME CEDEX. Son mandat expire le 31/12/2014 (approbation des comptes clos au 31/12/2014).

b) Le compte rendu financier

L'organisme culturel transmettra aux partenaires, au plus tard le 30 juin de chaque année, un compte rendu financier retraçant les charges et les produits relatifs au programme d'activités subventionné et attestant de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

Le compte-rendu financier est accompagné de deux annexes (arrêté du 11 octobre 2006) :

- Un tableau des charges acquittées et des produits affectés à la réalisation du projet qui fera apparaître et expliquera les écarts éventuels entre le budget prévisionnel et le budget réalisé.
- Une seconde annexe comprendra une information qualitative décrivant notamment la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Pour la Région Nord-Pas de Calais, dans le cas où le compte-rendu financier ne serait pas transmis dans le délai précisé ci-dessus, l'organisme culturel pourra se voir appliquer une retenue sur subvention à compter de la date de mise en demeure restée sans réponse ou justification sérieuse.

Cette retenue sera égale à 5% de la subvention par mois de retard, à compter de la date de mise en demeure, étant précisé que le montant global de la retenue ne pourra excéder 15% du montant de la subvention.

c) Le contrôle exercé par les partenaires :

L'organisme culturel s'engage à faciliter le contrôle exercé par les partenaires, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation des aides attribuées et d'une manière générale, de la bonne exécution de la présente convention.

Les partenaires pourront procéder, ou faire procéder par la personne de leur choix, aux contrôles sur pièce et sur place lorsqu'ils le jugeront utile.

L'organisme culturel devra informer les partenaires des modifications intervenues dans ses statuts et/ou dans la composition de ses instances.

Sur simple demande des partenaires, l'organisme culturel devra leur communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, comptable et de gestion utiles.

Dans ce cadre, l'organisme culturel s'engage en particulier à leur communiquer la composition de la SARL Le Grand Bleu et l'ensemble des procès verbaux des instances décisionnelles.

d) Paraphe et signature du Gérant de la SARL :

Tout document (comptes annuels,...) transmis aux partenaires devra être revêtu du paraphe et/ou de la signature du Gérant, représentant légal de l'organisme culturel, ou de tout représentant légal et accompagné d'une copie de la délégation de signature.

Article 4 - EVALUATION ET PILOTAGE

4 - I - EVALUATION :

Le projet ou les actions auxquels les partenaires ont apporté leurs concours pourront inclure une démarche d'évaluation dans des conditions définies d'un commun accord entre les partenaires et l'organisme culturel, 6 mois avant le terme de la convention.

La directrice produira un bilan d'auto-évaluation de la mise en œuvre du contrat qui sera transmis à chacun des signataires. Sur cette base et à partir d'un recueil plus général de données, d'observation et d'analyse, chacun d'eux pourra mobiliser ses propres moyens d'expertise.

Cette évaluation sur un plan qualitatif comme quantitatif peut porter sur la conformité des résultats à l'objet, sur l'atteinte des objectifs, sur l'impact des actions ou des interventions, et, s'il y a lieu, au regard de leur cohésion avec les politiques culturelles des partenaires, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

4 – II - PILOTAGE :

Un comité de pilotage regroupant, des représentants des partenaires, et de l'organisme culturel dûment mandatés, pourra être mis en place dès la signature de la convention.

Ses missions pourront notamment consister à examiner les orientations et les modalités de mise en œuvre du projet, à émettre un avis sur le bilan et les rapports d'activité, et à piloter l'évaluation.

Article 5 : RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

Au terme des trois années de la convention, un bilan des activités artistiques et culturelles, ainsi qu'un bilan financier seront établis par la directrice de l'ENPDA Le Grand Bleu et transmis à chacun des partenaires de la présente convention. Une évaluation sera conduite dans le courant de la troisième année par les services compétents du Ministère de la Culture et de la Communication et l'ensemble des signataires, chacun pouvant mobiliser ses propres moyens d'expertise.

Cette évaluation fera l'objet d'un rapport de synthèse qui servira de référence pour l'examen du renouvellement de la convention.

La présente convention est conclue à compter du 1^{er} janvier 2011 pour une

durée de trois ans. Elle sera interrompue de plein droit en cas de décès ou d'incapacité du directeur. Elle pourra également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement grave susceptible d'empêcher son exécution normale.

Au terme de la présente convention, les comptes de la SARL Le Grand Bleu devront être impérativement en équilibre.

La directrice s'engage à transférer à son successeur les biens (dont elle fournira un inventaire) nécessaires à l'exploitation de l'établissement culturel et ceux acquis pendant son mandat ou celui de son prédécesseur, sans en retirer, directement ou indirectement, un profit personnel.

Au plus tard neuf mois avant l'expiration de la présente convention, c'est-à-dire au 31 mars 2013, les parties devront se faire connaître mutuellement leurs intentions en ce qui concerne le renouvellement ou l'arrêt dudit contrat.

En cas d'accord sur les intentions, chaque partie aura la faculté de proposer aux autres un renouvellement assorti de modifications aux stipulations de la présente convention. Si aucun accord sur le renouvellement ou sur ces modifications n'est intervenu trois mois avant l'expiration de la présente convention, c'est-à-dire au 30 septembre 2013, celle-ci sera prolongée de six mois après le terme prévu.

Article 6 : ASSURANCES

L'organisme culturel exerce les activités mentionnées aux articles précédents sous sa responsabilité exclusive.

L'organisme culturel s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et celle de ses membres dans l'exercice de leurs activités et ce, pour que la responsabilité de ses partenaires : La Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord-Pas de Calais, La Ville de Lille, La Région Nord-Pas de Calais ne puisse être recherchée, en dehors des risques liés au bâtiment, au matériel scénique restant sous la responsabilité de La Ville de Lille, propriétaire des dits biens.

L'organisme culturel devra être en mesure de justifier à tout moment, à ses partenaires : La Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord-Pas de Calais, La Ville de Lille, La Région Nord-Pas de Calais, de la souscription de ces polices d'assurances et du paiement des primes correspondantes.

L'organisme culturel pourra produire les attestations fiscales et sociales confirmant la régularité de sa situation.

Il s'engage à respecter les règles de sécurité et d'hygiène en vigueur vis à vis de ses activités, et à avertir La Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord-Pas de Calais, La Ville de Lille, La Région Nord-Pas de Calais dans les plus brefs délais, en cas de difficultés rencontrées.

Quant aux locaux, ils sont sous la responsabilité de La Ville de Lille.

Article 7 : COMMUNICATION

La directrice s'engage à mentionner dans toutes les publications et manifestations relatives à la convention le soutien et la participation des partenaires financiers en conformité avec leur charte graphique et les conditions spécifiques définies avec chacun d'entre eux. Les signataires s'engagent à ce que leurs exigences soient compatibles avec la sobriété d'une communication dont la vocation est avant tout à finalité culturelle.

La directrice s'oblige à respecter le logo des partenaires, ainsi que la charte graphique.

Toute action de communication effectuée dans le cadre du projet doit mentionner que celui-ci a fait l'objet d'un soutien financier de la part des partenaires.

Le bénéficiaire prend les mesures nécessaires pour assurer la visibilité de la participation financière des partenaires. A cette fin, il fera apparaître les partenaires, comme bailleur de fonds sur tout support d'information et de communication réalisé concernant le projet.

Les supports de communication sont des documents écrits (plaquette, dossier de presse, affiche, tracts, panneau d'affichage, rapport interne et annuel...) des documents audio (interview, émissions, radio...) ou audiovisuels (reportages vidéo, films, clips...), des documents Internet. Pour la Région : le logo de la Région n'est pas téléchargeable sur le site Internet de la Région. Pour obtenir ce logo, l'organisme culturel se rapprochera de la Direction de la Culture par courriel à l'adresse dir.culture@nordpasdecals.fr, ou par courrier à l'adresse : Région Nord-Pas de Calais – Direction de la Culture – 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille cedex.

Article 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION – LITIGES

En cas de non respect, par l'une ou par l'autre des parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention et de ses annexes, en cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions de la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation pourra avoir pour conséquence le réajustement de la contribution annuelle des partenaires au programme d'actions et impliquer la restitution de tout ou partie des sommes versées par les partenaires.

En cas de contestation dans l'exécution, ou de litige sur l'interprétation de la présente convention, et à défaut d'un accord amiable entre les parties, le différent sera porté devant la juridiction compétente.

Article 9 DATE D'EFFET ET DUREE

Le programme couvert par la présente convention s'étend du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013.

La dite convention prendra effet à compter de la date de signature de l'ensemble des parties signataires et s'appliquera jusqu'au 31/12/2013.

Fait à Lille, le :

Pour la Région Nord Pas de Calais	Pour le Ministère de la Culture et de la Communication
Le Président, M. Daniel PERCHERON	Le Préfet de Région Nord-Pas de Calais, M. Dominique BUR

Pour la Ville de Lille	Pour la SARL GRAND BLEU
L'Adjointe au Maire déléguée à la Culture, Mme Catherine CULLEN	La Gérante, Mme Agnès SAJALOLI

ANNEXE N°1
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'E.N.P.D.A. LE GRAND BLEU

I - LA CREATION

1 - La Production

	Spectacles (co)produits	Compagnies / Artistes	période d'exploitation au siège	% apport en coprod./budget total de la production
saison 2009/2010	J'ai été un enfant	Agnès Sajaloli	nov-09	100%
	Le premier matin du monde	Cie Agathe dans le vent	déc-09	93% (prod. Déléguee en France)
	J'ai gravé le nom de ma grenouille dans ton foie	Cie Clinic Orgasm Society	janv-10	prod. déléguée sur la tournée
	Enfances d'ici et d'ailleurs	Patricia Pekmezian	janv-10	100%
	Les pieds dans les étoiles	Ensemble Lidonnes - Didier Galas	mars-10	8,40%
	DTC (On est bien)	Cie Clinic Orgasm Society	mars-10	23,54% (prod. Déléguee en France)
	La Zoétie (reprise)	Cie Métalu à Chahuter	mars-10	50,00%
	Il était une fois Marguerite Yourcenar	Villa Marguerite Yourcenar	mai-10	54%
saison 2010/2011	Reprise Le premier matin du monde (* Roubaix, Péronne en Mélançois, Emmerin, Rouen)	Cie Agathe dans le vent	nov/déc-10*	79,80%
	Les enfants de Laïos	Agnès Sajaloli / David Flahaut	nov-10	100%
	Au Mbongui	Jean Aimé Saboukoulou-Kifoula	déc-10	100%
	L'histoire de Samba	Jean Aimé Saboukoulou-Kifoula	janv-11	100%
	Taboularaza	Cie Voix-Off - Damien Bouvet	janv-11	48,3% (prod. déléguée)
	Romane en bateau entre une chaise et un mot	Cie Dégadézo	févr-11	14,60%
	Vestiges, un spectacle primitif	Cie Métalu à Chahuter	mars-11	15%
saison 2011/2012	Sur les mères	Rachid Bouali		
	2e coproduction (à définir)	Cie Agathe dans le vent		
	Histoires de familles	Agnès Sajaloli	à définir	à définir
	Pop up	Bellinda Annaloro		
	La petite sirène	Association Paquita Valdés		
saison 2012/2013	autres spectacles à définir	à définir		
	Risques	L'interlude		
	2e coproduction (à définir)	Cie Voix-Off - Damien Bouvet	à définir	à définir
	autres spectacles à définir	à définir		

ANNEXE N°2
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'E.N.P.D.A. LE GRAND BLEU

I - LA CREATION

2 - Les tournées

	Spectacles	moyens déployés (voir légende)							nombre de représentations en tournée
		1	2	3	4	5	6	7	
saison 2009/2010	J'ai été un enfant							X	26
	Le premier matin du monde	X	X	X	X	X	X		
	J'ai gravé le nom de ma grenouille dans ton foie	X	X	X	X		X		3
	Enfances d'ici et d'ailleurs							X	
	Les pieds dans les étoiles	X	X						39
	DTC (On est bien)	X	X	X	X		X		15
	Il était une fois Marguerite Yourcenar							X	2
saison 2010/2011	Reprise Le premier matin du monde	X	X	X	X	X	X		20
	J'ai été un enfant							X	6
	J'ai gravé le nom de ma grenouille dans ton foie	X	X	X	X		X		4
	Il était une fois Marguerite Yourcenar							X	3
	Les pieds dans les étoiles	X	X						3
	DTC (On est bien)	X	X	X	X		X		1
	Taboularaza	X	X	X	X	X			47
saison 2011/2012	J'ai été un enfant							X	
	Il était une fois Marguerite Yourcenar							X	
	à définir	à définir							à définir
saison 2012/2013									
	à définir	à définir							à définir

réalisé à fin 2010+
engagements
2011 connus

Légende :

- 1 Edition de dossiers de vente
- 2 Envois, relances téléphoniques, relances mail
- 3 Prêt de salles pour répétitions
- 4 Participation des techniciens permanents et/ou intermittents
- 5 Engagement de personnels administratifs visant à structurer la compagnie
- 6 Stockage des décors
- 7 Prise en charge totale directe

ANNEXE N°3
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'E.N.P.D.A. LE GRAND BLEU

I - LA CREATION

3 - Les accompagnements

a - Compagnonnages de longue durée

Artistes ou Compagnies	1	2	3	4	5	saison 09/10	saison 10/11	saison 11/12	saison 12/13
Clinic Orgasm Society	x	x	x			x	x		x
Agathe dans le Vent	x	x	x	x		x	x	x	
Damien Bouvet	x	x	x	x	x		x	x	x
à définir								x	x

- 1 = Engagement en coproduction sur la durée
2 = Programmation d'un ou plusieurs spectacles
3 = Action Artistique et Culturelle
4 = Animations d'ateliers
5 = collaboration artistiques sur des créations communes

b - Les résidences

Artistes ou Compagnies	1	2	3	4	5	saison 09/10	saison 10/12	saison 11/12	saison 12/13
Patricia Pekmezian	x			x		x	x		
Turak		x				x	x		
Les Anges au Plafond	x	x	x	x		x	x		
HVDZ	x	x	x	x		x	x		
Cendres la Rouge/Metalu	x	x	x			x	x		
Cie l'Interlude	x			x			x		x
Paquita Valdés							x		x
Rachid Bouali	x		x					x	x

- 1 = Créations et projets d'action artistique et culturelle
2 = Programmation d'un ou plusieurs spectacles
3 = Action Artistique et Culturelle
4 = Animations d'ateliers
5 = collaboration artistiques sur des créations communes

c - Accompagnement de compagnies

Prêt de salles et d'espaces de répétition :

nombre de compagnies
nombre de semaines

Echange sur le travail artistique et sur la question de l'action culturelle :

2009	2010	2011	2012
12 cies	19 cies	objectif : 15 cies	
26 semaines	35 semaines	objectif : 20 semaines	
25 cies	22 cies	objectif : 20 cies par an	

ANNEXE N°4
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'E.N.P.D.A. LE GRAND BLEU

I - LA CREATION

La Programmation au siège y compris hors les murs

		18mois/2ans	3/5 ans	6/9 ans	10/13 ans	partir de 14ans	Totaux	
saison 2009/2010	nb spectacles	2	4	7	6	8	27	
	nb représentations	15	56	108	55	31	265	
	dont hors temps scolaire*	5	19	48	14	14	100	
		33%	34%	44%	25%	45%	38%	
	nb spectateurs (réalisé)	1502	5375	6446	5179	2986	21488	
saison 2010/2011	nb spectacles	2	4	7	5	11	29	
	nb repr	25	46	55	33	36	195	
	dont hors temps scolaire*	10	15	17	12	24	78	
		40%	33%	31%	36%	67%	40%	
	jauge offerte	1940	7020	10030	5010	5153	29153	
saison 2011/2012	nb spectacles						min. 20 sp.	Objectifs
	nb repr						160	
	dont hors temps scolaire*						min 15%	
	jauge offerte						20000	
saison 2012/2013	nb spectacles						min. 20 sp.	Objectifs
	nb repr						160	
	dont hors temps scolaire*						min 15%	
	jauge offerte						20000	

Détail des représentations hors les murs

saison 2009/2010	J'ai été un enfant	22 représentations dans les établissements scolaires 2 représentations à l'Odysée-médiathèque de Lomme 1 représentation au Centre Hospitalier de Loos 4 représentations à la mairie de quartier des Bois-Blancs 1 représentation au Grand Bleu pour le Musoir (Asso. Des Amis du Musée) de Dunkerque 1 représentation pour l'Association Perspectives de Lille 1 représentation pour l'Atelier de Préformation de Marquette-lez-Lille
	La géographie du danger Salons de lecture	2 représentations à la maison folle de Wazemmes 5 salons dans les établissements scolaires 9 salons dans les structures non scolaires (Odysée-Médiathèque de Lomme, Médiathèque de Bailleul, Centre Hospitalier de Loos, Association Perspectives de Lille, Villa Marguerite Yourcenar de St Jans Cappel, Association Village du Livre d'Esquelbecq)
saison 2010/2011*	Pièce A4 mains	6 représentations dans les établissements scolaires
* chiffres à fin 2010	Premier matin du monde	14 représentations (6 au Garage à Roubaix, 4 à Péronne en Mélanitois et 4 à Emmerin)
	J'ai été un enfant	6 représentations dans les établissements scolaires
	Salons de lecture	3 salons (1 au Centre Hospitalier de Loos, 1 à la Médiathèque l'Albatros d'Armentières, 1 à la Villa Marguerite Yourcenar de Saint Jans Cappel)

ANNEXE N°5 - PAGE 1/4
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

III. L'action artistique et culturelle

SAISON 2009-2010 TARIFS TOUS PUBLICS

tarif plein

- 6 ans 8€ / 6-14 ans 10€ / + 14 ans 12€

tarif réduit*

familles nombreuses, CE conventionnés, carte sénior

- 6 ans 6€ / 6-14 ans 8€ / + 14 ans 10€

tarif très réduit*

étudiants, demandeurs d'emploi, RSA, CMU, professionnels du spectacle

- 6 ans 6€ / 6-14 ans 6€ / + 14 ans 6€

tarif spécial « *salon de lecture* » 6€

CARNET DE TICKETS

non nominatif, valable sur l'ensemble de la saison

5 entrées 40€

10 entrées 70€

PASS JEUNE

carte nominative payante, réservée aux 15-25 ans, donnant accès à un tarif privilégié sur l'ensemble des spectacles de la saison (+ une place offerte pour une personne sur un spectacle de votre choix).

la carte 10€

le spectacle 4€

ABONNEMENTS

abonnement 6 ++

Choisissez six spectacles dans la programmation (à l'exception des salons de lecture), et vous bénéficiez de la gratuité pour les autres spectacles (places à réserver dans les deux semaines précédant le spectacle supplémentaire, sous réserve de disponibilité).

- 14 ans 37€

+ 14 ans 55€

abonnement 3 ++

Choisissez de trois à cinq spectacles dans la programmation (à l'exception des salons de lecture).

- 14 ans 20€ (et 6,70€ par spectacle supplémentaire)

+ 14 ans 30€ (et 10€ par spectacle supplémentaire)

* Tarifs réduits consentis sur présentation d'un justificatif. Crédit-Loisirs et Chèques Vacances acceptés.

ANNEXE N°5 - PAGE 2/4
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

III. L'action artistique et culturelle

TARIFS SCOLAIRES

Scolaires, centres de loisirs, organismes spécialisés...

tarif maternelle et primaire	5€ la place
tarif secondaire	6€ la place
accompagnateur supplémentaire*	6€ la place
tarif spécial salon de lecture	4€ la place

ABONNEMENTS

Uniquement sur rendez-vous ou par courrier.

abonnement 3 = 4

Choisissez trois spectacles (à l'exception des salons de lecture) et profitez d'une quatrième place offerte en séance tout public.

Cet abonnement concerne un seul et même groupe d'un établissement du primaire, du secondaire ou spécialisé. Nous offrons une place à chaque enfant pour un quatrième spectacle en séance tout public et nous faisons bénéficier la (les) personne(s) l'accompagnant d'un tarif réduit.

primaire	10,50€
secondaire	13,50€
accompagnateur supplémentaire*	5€ le spectacle

formule 3 ++

Choisissez trois spectacles minimum (à l'exception des salons de lecture).

Plusieurs enseignants d'un même établissement peuvent se regrouper pour composer un abonnement et le partager (dans la limite de deux classes par spectacle)

maternelle et primaire	12,60€ (et 4,20€ par spectacle suppl.)
collège et lycée	15€ (et 5€ par spectacle suppl.)
accompagnateur supplémentaire*	5€ le spectacle

formule 1 ++

Choisissez un spectacle, agrémenté d'une intervention artistique et d'une visite animée du théâtre. Cette formule est proposée aux enseignants et animateurs qui souhaitent impliquer leur groupe (25 enfants minimum) dans un parcours qui allie découverte d'un spectacle, intervention artistique en classe et visite du théâtre.

parcours	12€
accompagnateur supplémentaire*	5€ le spectacle

*L'accompagnateur, un spectateur à part entière...

Les places des accompagnateurs sont gratuites dans la limite de 1 pour 5 élèves pour les classes de maternelle, de 1 pour 7 pour les classes de primaire et de 1 pour 10 pour le secondaire et les groupes d'adultes.

ANNEXE N°5 - PAGE 3/4
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

III. L'action artistique et culturelle

SAISON 2010-2011 TARIFS TOUT PUBLIC

HORS ABONNEMENT

TARIF PLEIN

- 6 ans **8€** / 6 - 14 ans **10€** / + 14 ans **12€**

TARIF RÉDUIT*

familles nombreuses, abonnés autres structures, CE conventionnés, carte vermeille

- 6 ans **6€** / 6 - 14 ans **8€** / + 14 ans **10€**

TARIF TRÈS RÉDUIT*

étudiants, demandeurs d'emploi, RSA, CMU, professionnels du spectacle

- 6 ans **6€** / 6 - 14 ans **6€** / + 14 ans **6€**

CARNET DE TICKETS

non nominatif, valable sur l'ensemble de la saison

5 tickets **45€** / 10 tickets **75€**

PASS JEUNE

carte nominative payante, réservée aux 15-25 ans

la carte **10€**

le spectacle **4€**

CARTE FAMILLE

1 adulte + 1 enfant minimum pour bénéficier de cette carte

la carte **10€** par personne

le spectacle **6€** par personne

* Tarifs réduits consentis sur présentation d'un justificatif.
Crédit-Loisirs et Chèques Vacances acceptés.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT « 3 ++ »

Choisissez au minimum trois spectacles

- 14 ans **20€** (et 6,70€ par spectacle suppl.)

+ 14 ans **30€** (et 10€ par spectacle suppl.)

Pour toute souscription à un abonnement 3++ plus de 14 ans, une place vous est offerte pour un salon de lecture au choix.

ABONNEMENT « 6 ++ »

Choisissez six spectacles et vous bénéficiez de la gratuité pour les autres spectacles (dans la limite des places disponibles).

- 14 ans **37€**

+ 14 ans **55€**

ANNEXE N°5 - PAGE 4/4
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

III. L'action artistique et culturelle

TARIFS SCOLAIRES

scolaires, centres de loisirs, organismes spécialisés...

HORS ABONNEMENT

maternelle et primaire **5€**
secondaire **6€**
accompagnateur supplémentaire* **6€**
tarif spécial « salon de lecture » **4€**

ABONNEMENTS

ABONNEMENT « 3 = 4 »

Cet abonnement concerne un seul et même groupe d'un établissement du primaire, du secondaire ou spécialisé. Choisissez trois spectacles et profitez d'une quatrième place offerte en séance tout public.

primaire **10,50€**
secondaire **13,50€**
accompagnateur supplémentaire* **5€** le spectacle

FORMULE « 3 ++ »

Choisissez au minimum trois spectacles. Plusieurs enseignants d'un même établissement peuvent se regrouper pour composer un abonnement et le partager (dans la limite de deux classes par spectacle).

maternelle et primaire **12,60€**
(et 4,20€ par spectacle suppl.)
secondaire **15€** (et 5€ par spectacle suppl.)
accompagnateur supplémentaire* **5€** le spectacle

FORMULE « 1 ++ »

Choisissez un spectacle, accompagné d'une intervention artistique et d'une visite animée du théâtre.

primaire et secondaire **12€**
accompagnateur supplémentaire* **5€** le spectacle

* L'accompagnateur, un spectateur à part entière...

Les places des accompagnateurs sont gratuites dans la limite de 1 pour 5 élèves pour les classes de maternelle, de 1 pour 7 pour les classes de primaire et de 1 pour 10 pour le secondaire et les groupes d'adultes.

RENSEIGNEMENTS RÉSERVATIONS

WWW.LEGRANDBLEU.COM

03 20 09 88 44
administration 03 20 09 45 50
fax 03 20 09 21 52
billetterie@legrandbleu.com

HORAIRES D'OUVERTURE

mardi 14h à 18h30
mercredi 10h à 12h30 et 13h30 à 18h30
jeudi et vendredi 14h à 17h
Vous pouvez également rencontrer
l'équipe de relations avec le public
sur rendez-vous.

ANNEXE N°6
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'E.N.P.D.A. LE GRAND BLEU

III - L'ACTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

4 - L'élargissement des publics

Ci-dessous les établissements scolaires et autres petits lieux non dédiés où le Grand Bleu a diffusé ses petites formes :

	VILLE	ETS SCOLAIRES	AUTRES STRUCTURES
SAISON 2009/2010	Bailleul		Médiathèque
	Beaucamp Ligny	Collège Sainte Marie	
	Coudekerque Branche	Collège	
	Dunkerque		Le Musoir (Asso. Des Amis du Musée)
	Esquelbecq		Village du Livre
	Estaires	Collège Henri Duez	
	Grande Synthe	Collège	
	La Bassée	Collège Albert Schweitzer	
	Lambersart	Collège Anne Fanck	
	Le Quesnoy	Collège	
	Lille		Asso. Perspectives
	Lille		Mairie de quartier des Bois-Blancs
	Lomme		L'Odyssée - Médiathèque
	Loos		Centre Hospitalier - Maison de retraite Les Magnolias
	Marcq en Baroeul	Lycée Professionnel Mongy	
	Marquette-les-Lille		Atelier de Préformation
	Merville	Collège Dunant	
	Mons en Baroeul	Collège	
	Roubaix	Collège JB Lebas	
	St Jans Cappel		Villa Marguerite Yourcenar
	Wattignies	Collège Jean Moulin	

	VILLE	ETS SCOLAIRES	AUTRES STRUCTURES
SAISON 2010/2011* (* à fin 2010)	Armentières		Médiathèque l'Albatros
	Beaucamp Ligny	Collège Sainte Marie	
	Emmerin		Ville d'Emmerin - Le Familia
	La Chapelle d'Armentières	Ecole Elémentaire du Bourg	
	Lille	Ecole Desbordes Valmore	
	Lille	Ecole Elémentaire Boufflers	
	Lille	Ecole Elémentaire Thérèse d'Avila	
	Loos		Centre Hospitalier - Maison de retraite Les Magnolias
	Péronne en Mélançois		Ville de Péronne en Mélançois - salle des fêtes
	Roubaix		Le Garage - Cie de l'Oiseau Mouche
	St Jans Cappel		Villa Marguerite Yourcenar

ANNEXE N°7
CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS
Années 2011-2012-2013

Article 2 : LE PROJET ARTISTIQUE DE L'E.N.P.D.A. LE GRAND BLEU

III - L'ACTION ARTISTIQUE ET CULTURELLE

5 - La formation et la sensibilisation

Objectifs				
	SAISON 2009/2010	SAISON 2010/2011	SAISON 2011/2012	SAISON 2012/2013
Ateliers hors éducation nationale, dont ateliers hebdomadaires du Grand Bleu	361,5 heures d'intervention / 134 personnes concernées	300 heures / 120 personnes concernées	300 heures / 120 personnes concernées	300 heures / 120 personnes concernées
Les Ateliers de Pratique Artistique et Culturelle en écoles primaires et en collèges et interventions en lycées dans le cadre "des invités de l'option"	122 heures d'intervention / 294 personnes concernées	en fonction des demandes et des budgets des partenaires		
La sensibilisation	111 heures d'interventions / 2189 personnes concernées	100 heures d'interventions / 2000 personnes concernées	100 heures d'interventions / 2000 personnes concernées	100 heures d'interventions / 2000 personnes concernées
La visite du théâtre	7 visites / 9 classes ou groupes / 176 personnes concernées	7 visites / 9 classes ou groupes / 199 personnes concernées	en fonction des demandes dans le cadre de l'abonnement 1++	
La formation professionnelle	17,5 heures d'intervention / 125 personnes concernées	en fonction des demandes et des budgets des partenaires		
L'accueil des stagiaires	4 stagiaires / 154 jours	3 stagiaires / 45 jours* + stagiaires 2011 (non connu à ce jour)	en fonction des demandes	

* à fin 2010

Annexe 8

Soutiens financiers 2010 accordés au Grand Bleu pour le développement de ses activités

Pour exemple

	2010 TTC
DRAC	480 000,00 €
Région du Nord - Pas de Calais	420 000,00 €
Ville de Lille	164 000,00 €
Pour information Département du Nord	133 000,00 €

Annexe 9

Personnel 2010 du Grand Bleu

► Personnel permanent

Direction

Directrice

Directeur Adjoint

Production / Administration / comptabilité

Chef comptable

Assistante de Direction

Relations publiques / Communication /

Responsable des relations avec le public et de l'action culturelle

Chargée d'accueil et des relations avec le public

Secrétaire technique, relations publiques et comptabilité

Technique / Entretien

Régisseur Général

Régisseur Principal

Régisseur Polyvalent

Attachée à l'entretien

► Personnel engagé en CDD

Chargée de développement des territoires (CIE)

Attaché à la de communication (CIE)

Chargée des relations avec le public (CDD)

Directeur Technique (mi temps)

Employée de bar (aux séances tout publics en week end et soirées)

Comédiens

Techniciens intermittents

Formateurs

Aides administratifs ponctuels

Annexe 9

Moyens humains 2010

Moyens Humains	Artistiques		Administratifs		Techniques	
CDI (en ETP)			7	7	4	4
CDD (en ETP)	4	0,2 formateurs	1	0,7	1	0,5
CIE (en ETP)	/	/	2	2	/	/
Intermittents (nbre ETP)	40	1,8	/	/	20	1,5
Bénévoles (nombre et volume horaire)	/	/	/	/	/	/

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/847

OBJET

Théâtre du Prato - Travaux de réparation des désordres affectant le plancher de scène et l'étanchéité de la grande salle - Autorisation de signature de l'avenant n°1 au marché n°11S0108 lot 2.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°11/226 du 28 mars 2011, le Conseil Municipal a approuvé l'ouverture d'une ligne budgétaire pour la réalisation des travaux de reprise des désordres affectant le plancher de scène et l'étanchéité de la grande salle du théâtre du Prato.

Le marché de travaux est constitué de deux lots. L'entreprise PARQUETERIE DE LA LYS a été désignée titulaire du lot n° 1 « Plancher de scène » pour un montant de 43 662,02 € HT incluant l'option « Parquet en lames de chêne ». L'entreprise SERVICES TECHNIQUES DES BETONS a été désignée titulaire du lot n°2 « Gros œuvre étendu » pour un montant de 74 267,00 euros HT.

Lors de l'exécution du chantier, des travaux supplémentaires sont devenus nécessaires. Ils sont dus à des sujétions techniques imprévues résultant de la découverte d'ouvrages enterrés non recensés ou mal exécutés, augmentant considérablement la consistance des démolitions :

1. Radier béton sous la partie avant de la scène : constat de la mauvaise qualité de cet ouvrage (nature hétérogène, défaut de ferrailage ne permettant pas la réalisation du support initialement prévu) nécessitant sa démolition pour obtenir un plancher bas parfaitement homogène pour la totalité de la surface de la scène.
2. Présence de gros béton au pourtour de la galerie de chauffage enterrée sur 0.50 m de profondeur et 0,50 m de largeur à l'emplacement des caniveaux à créer, nécessitant la démolition et l'évacuation de 6 m³ de béton enlevés par mini pelle et mini brise roche.
3. Présence de trois massifs béton enterrés sous la partie arrière de la scène représentant environ 1 m³ à enlever au marteau piqueur.

En effet, le dossier de consultation des travaux a été lancé sur la base des plans existants remis dans le cadre du Dossier des Ouvrages Exécutés par les entreprises suite à la réhabilitation du théâtre en 2005. Ces plans ne faisaient pas apparaître les ouvrages précités.

Le surcoût lié à ces aléas imprévus consiste en 4 journées de travail supplémentaires avec renfort de main d'œuvre et location d'un mini brise-roche.

Les travaux supplémentaires en démolition nécessaires à l'avancement du chantier et la réalisation des ouvrages de gros œuvre demandés s'élèvent à 16.311,16 € HT.

Deux prestations comprises dans le marché de base n'ont finalement pas été réalisées afin d'optimiser le coût final des travaux :

- un caniveau béton technique 2 ml permettant de recevoir un extracteur et un clapet coupe-feu,
- un clapet coupe-feu.

La moins-value résultante s'élève à - 930 € HT.

Il est proposé la passation d'un avenant n°1 pour un montant de 15.381,16 € HT, soit 18.395,87 € TTC. Le montant du marché modifié se trouvera ainsi porté à 89.648,16 € HT, soit 107.219,20 € TTC, soit une augmentation de 20,71 % du montant total du marché initial, suite aux sujétions techniques imprévues rencontrées.

Le coût d'opération est fixé à 210 000 € Toutes Dépenses Confondues.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l' élu délégué à signer l'avenant n° 1 au lot n°2 : Gros œuvre étendu du marché n°11S0108, après avis de la Commission d'appels d'offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à nos documents budgétaires au Chapitre 23 – Fonction 313 – Article 2313 – Opération CTHPR n° 1867 « Théâtre du Prato – Plancher de scène - Contentieux » - AP : CSPECVIVAP ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes en temps opportun le remboursement de ces dépenses à intervenir sur présentation des factures d'honoraires et de travaux.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

- 2 NOV. 2011



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture

Catherine CULLEN

Reprise des désordres affectant le plancher de scène et l'étanchéité
de la grande salle du théâtre du Prato,
8 Allée de la Filature à Lille

AVENANT N° 1 AU MARCHÉ N° 11S0108

Entre les parties :

La société *SERVICES TECHNIQUES DES BETONS*, représentée par Monsieur Jean-Luc HEDIN, Directeur d'Agence, située 1111, rue Pablo Picasso, Parc d'activité la Chénaie, à 62320 ROUVROY, titulaire du marché du lot n°02 : Gros œuvre étendu pour un montant de 88 823,33 € TTC, et notifié à l'entreprise le 27/06/2011,

D'une part,

Et

La Ville de LILLE, représentée par son Maire et désignée dans les documents ci-après par l'expression « le Maître d'Ouvrage »,

D'autre part,

Il a été arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Le présent avenant porte sur des modifications aux travaux prévus au marché initial N°11S0108.

ARTICLE 2 : Les travaux modificatifs objets du présent avenant, considérés comme sujétions techniques imprévues, consistent en :

- Démolition, évacuation, terrassement et réfection de la dalle d'avant scène découverte sinistrée après démolition du plancher de scène 4 449,16 € HT
- Travaux supplémentaires de démolition et d'évacuation d'ouvrages béton non décrits dans les DOE et découverts lors des terrassements de la partie arrière de la scène : gros béton filant le long de la galerie de chauffage enterrée sur une épaisseur moyenne de 50cm et une largeur de 50cm, et trois massifs enterrés sous l'enrobé. 4 journées pleines de travail avec renfort des effectifs, location d'un mini brise-roche et enlèvement d'une benne à gravats. 11 862,00 € HT

ARTICLE 3 : Les travaux modificatifs objets du présent avenant, non considérés comme sujétions techniques imprévues, consistent en :

- Suppression caniveau béton dans local technique pour recevoir le caisson d'extraction et le clapet coupe-feu - 400,00 € HT
- Suppression du clapet coupe-feu - 530,00 € HT

ARTICLE 4 : L'incidence financière des travaux modificatifs objets du présent avenant est la suivante :

	Sujétions techniques imprévues		Hors sujétions techniques imprévues	
	Montant HT	% du marché initial	Montant HT	% du marché initial
Travaux en + :	16 311,16 €	21,96 %	-	-
Travaux en - :	-	-	- 930,00 €	- 1,25%
% évolution :	21,96 %		-1,25%	
% variation :	21,96 %		- 1,25%	
Total H.T.	16 311,16 €		- 930,00 €	
Total travaux modificatifs H.T.	15 381,16 € HT			
T.V.A. (19,6 %)	3 014,71 €			
Total T.T.C.	18 395,87 € TTC			

Conformément à l'article 20 du Code des Marchés Publics, hors sujétions techniques imprévues, le présent avenant ne bouleverse pas l'économie du marché.

ARTICLE 5 : L'ensemble des prestations complémentaires objets du présent avenant s'élève à 15 381,16 € HT soit 18 395,87 € TTC et amènera le montant global de votre marché à 89 648,16 € HT soit 107 219,20 € TTC. Soit une augmentation de 20,71 % du montant du marché.

ARTICLE 6 : Toutes les autres dispositions non concernées par le présent avenant n°1 demeurent conformes aux stipulations du marché initial.

Lu et approuvé par les deux parties qui datent et signent le présent document établi en trois exemplaires.

A Lille, le :.....

A , le :.....

Pour le Maire, et par délégation,

Pour la société *SERVICES TECHNIQUES DES BETONS*,

Martine FILLEUL

(cachet et signature)

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/848

OBJET

**Théâtre Sébastopol - Renouvellement de la
délégation de service public.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Théâtre Sébastopol, équipement municipal, est une salle de spectacles reconnue et identifiée du public lillois.

Par délibération n° 06/524 du 3 juillet 2006, à l'issue d'une procédure de Délégation de Service Public, la Ville a retenu la société Vérone Productions pour la gestion et l'exploitation du Théâtre Sébastopol du 1^{er} août 2006 au 31 juillet 2011. La délégation a été prolongée pour une durée d'un an par délibération n° 11/577 du 27 juin 2011, et s'achèvera le 31 juillet 2012.

Le Théâtre Sébastopol propose depuis toujours une programmation autour du théâtre, de la variété, de l'humour et du spectacle vivant, pour un public très diversifié. Il propose également des opérettes et spectacles musicaux dans un répertoire et une facture de qualité. C'est une salle ancienne, accessible et prisée du public.

Le projet culturel du théâtre Sébastopol s'inscrit dans la continuité de l'histoire de l'ancien théâtre municipal. La Ville prête une attention particulière à la diversité des spectacles et à l'attractivité pour un public le plus large possible, avec une offre élargie aux différents publics, parmi lesquels les seniors, le public scolaire, etc. La programmation artistique est organisée en saisons et comprend un nombre minimum de jours de représentations. La politique tarifaire du théâtre doit contribuer à l'accessibilité au plus grand nombre.

Le bilan de la délégation de service public actuelle en cours présente les principaux éléments suivants :

- une programmation depuis 2006/2007 de spectacles de variétés et d'humour, de théâtre de type boulevard, d'opérettes et de spectacles musicaux, de manifestations culturelles liées au spectacle vivant (théâtre scolaire, danse,...), et une programmation pluridisciplinaire à destination des seniors,
- une fréquentation totale et un nombre de représentations stables depuis 2006/2007, qui s'élèvent à 128 000 spectateurs pour 167 représentations en 2010/2011,
- la mise à disposition du théâtre auprès de la Ville à raison de 30 jours par an, pour les besoins des équipements municipaux, des écoles et des associations,
- des spectacles proposés à différents tarifs, pour une accessibilité au plus grand nombre, et une offre tarifaire préférentielle offerte aux Lillois, Lommois et Hellemmois pour les opérettes et la programmation à destination des seniors,
- un chiffre d'affaires moyen par saison de 909.388 €, et le versement d'une redevance annuelle à la Ville d'un montant moyen de 51.483 €.

L'évolution du service public envisagé sera mise à jour dans le nouveau contrat d'affermage, qui reposera dans ses grandes lignes sur les principes du projet développé actuellement.

Traditionnellement, les collectivités publiques exercent leurs activités de service public selon deux grands modes de gestion : la gestion directe (régie) ou la gestion déléguée. L'analyse comparée réalisée pour la gestion du théâtre Sébastopol a conduit, étant donné le contexte du projet, à préconiser le choix d'une délégation de service public portant sur l'exploitation de l'équipement culturel.

En effet, la gestion directe induit une maîtrise totale de l'équipement d'une part, et de la gestion du service d'autre part. Le corollaire de cette maîtrise totale est une responsabilité juridique, financière et technique elle-même totale.

Plusieurs arguments conduisent à ne pas privilégier ce mode de gestion.

Tout d'abord, la Ville de Lille ne dispose pas à l'heure actuelle des compétences adéquates, notamment en termes de moyens humains, pour l'exploitation du théâtre. De plus, les charges de fonctionnement et maintenance de l'équipement, ainsi que les charges de personnel dont le recrutement serait nécessaire qui découlent, nécessitent des moyens financiers importants, qui sont difficilement mobilisables en cette période très contrainte.

L'optimisation de la gestion du théâtre, dans un souci de bonne gestion des deniers publics, nécessite un savoir-faire et des compétences propres au secteur d'activités. Enfin, l'efficacité commerciale d'un prestataire spécialisé semble indispensable dans ce domaine particulier.

Pour ce qui concerne la gestion déléguée, l'affermage est un contrat de délégation de service public caractérisée par le fait que les ouvrages et installations techniques nécessaires au service sont existants et/ou ont été réalisés par la personne publique qui les remet au fermier, à charge pour lui d'assurer leur entretien courant et la gestion du service.

L'affermage présente sur la régie l'avantage d'une exploitation réalisée par un professionnel, ce qui est un gage de savoir-faire et d'efficacité. Ce mode de gestion a donné toute satisfaction dans les cinq années passées. Il permet de garder une maîtrise certaine du service tout en transférant la responsabilité administrative et financière au délégataire.

Dès lors, il convient de débiter une nouvelle procédure, dans la perspective d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du théâtre à compter du 1^{er} août 2012, pour une durée de cinq ans.

Le renouvellement de la délégation se déroulera conformément aux dispositifs des articles L. 1411-1 à L. 1411-8 et R.1411-1 à R. 1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les caractéristiques principales de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du théâtre Sébastopol sont précisées dans l'annexe jointe au présent rapport.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui s'est tenue le 29 septembre 2011, a rendu un avis favorable sur le renouvellement de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du théâtre Sébastopol.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le principe de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du théâtre Sébastopol à compter du 1^{er} août 2012 ;
- ♦ **APPROUVER** les orientations principales et les caractéristiques de la délégation telles que décrites dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération et qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation qui sera remis aux candidats admis à déposer une offre ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à engager la procédure de publicité et de mise en concurrence des candidats, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation de la délégation de service public.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **2 NOV. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture




Catherine CULLEN

Exploitation du Théâtre Sébastopol

Délégation de service public

Document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, établi en application de l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales

Le projet de délégation de service public qui a été soumis à l'avis de la commission consultative des services publics locaux comprend les éléments suivants :

L'objet de la délégation

Le délégataire aura pour mission de gérer le théâtre Sébastopol et de l'exploiter afin d'assurer une programmation de qualité dans le cadre de saisons de septembre à juillet. Il aura en charge la direction artistique, administrative, technique, de communication et d'accueil de l'établissement. Il sera responsable de la tenue de la billetterie. Il gèrera l'établissement de manière équilibrée et aura, à cet effet, en charge de rechercher toutes les ressources nécessaires. Il développera tous les partenariats nécessaires auprès des financeurs publics et privés.

Les missions du délégataire

Orientation et qualité culturelles de la programmation :

Le délégataire organisera la programmation artistique en saisons, qui comprendront un nombre minimum de jours de représentations.

Les spectacles proposés resteront dans l'esprit de la programmation proposée ces dernières années : des spectacles variés et de qualité, s'adressant à tout public et s'organisant en plusieurs thématiques : opérettes et spectacles musicaux, variétés – humour – chansons, théâtre et manifestations culturelles diverses liées au spectacle vivant.

Les conditions financières

- le délégataire versera chaque année à la Ville une redevance composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle au chiffre d'affaires ; il soumettra une proposition à la Ville, qui se réserve le droit d'imposer un seuil minimum ;

- le délégataire mettra le théâtre à la disposition de la Ville en état de fonctionnement, pour un nombre déterminé de jours par an et selon des modalités à préciser.

La durée de la délégation

La Convention de concession entrera en vigueur à compter de sa notification au Délégataire retenu

Durée envisagée :

Le contrat sera conclu pour une durée de cinq ans.

Le délégataire

Pour faciliter le contrôle des engagements souscrits et permettre à la Ville de Lille d'avoir comme interlocuteur unique une seule entité juridique, le Délégataire devra s'engager à créer une société dédiée, dont l'unique activité sera de réaliser les missions de service public inhérentes à l'objet de cette convention d'affermage.

La description de l'équipement

les équipements affectés à l'exploitation du théâtre Sébastopol, y compris les bureaux et dépendances, représentent une surface de 3 900 m², pour une capacité de 1346 places ; sont également inclus les installations, décors , matériels et équipements techniques et mobilier à usage du théâtre.

Les responsabilités

Le Délégataire gardera en toutes circonstances l'entière responsabilité vis-à-vis de la Ville de Lille de la bonne exécution de l'intégralité des missions qui lui seront confiées aux termes de la Convention. Il assure la continuité du service public dont il a la charge.

Le Délégataire sera seul responsable vis-à-vis des Usagers et de tous tiers, et fera son affaire personnelle des conséquences de tous les litiges et dommages pouvant résulter de son fait, à l'occasion de l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Le contrôle de l'exécution du contrat et de la qualité du service public

L'article L.1411-3 du CGCT prévoit que le délégataire rende compte annuellement dans un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. A ce rapport doit être annexé un document permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Le contrat de délégation fixera le contenu de ce compte-rendu technique et financier. Il pourra en outre prévoir tout dispositif adapté de nature à contrôler et à améliorer le service rendu.

Les sanctions

La convention prévoira les possibilités de substitution afin d'assurer la continuité du service, par tous moyens, en cas de défaillance du concessionnaire. La Ville de Lille pourra prononcer la déchéance du délégataire en cas de manquements graves de ce dernier dans l'exécution de contrat.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/849

OBJET

**Maisons Folie de Moulins et de Wazemmes -
Fabriques Culturelles - Fonds de concours de
Lille Métropole Communauté Urbaine
(LMCU) - Conventions de partenariat entre la
Ville et LMCU.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2005, Lille Métropole Communauté Urbaine attribue, chaque année, un fonds de concours à 11 équipements structurants de la métropole dont les deux maisons Folie lilloises. Il leur est demandé de mettre en place des actions de mise en réseau, réalisées avec au moins deux partenaires du réseau et correspondant à des opérations de création, de partage des publics ou de complémentarité en terme de diffusion.

Par délibération n° 11 C 0360 du 1^{er} juillet 2011, Lille Métropole Communauté Urbaine a décidé de fixer le montant de ce fonds de concours à 75.000 € par équipement, pour l'année 2011.

Les modalités de ce partenariat sont précisées dans les deux conventions jointes à la présente délibération.

Au cours de la saison 2010/2011, les maisons Folie de Wazemmes et de Moulins mèneront un certain nombre d'actions avec les autres structures du réseau des Fabriques Culturelles.

Ces actions consistent notamment en :

- l'accompagnement conjoint de compagnies ou d'artistes de la Métropole afin de les aider dans le développement de leurs projets artistiques,
- la mutualisation de moyens permettant de drainer des compagnies d'origines différentes ou de notoriété plus importante afin de les faire découvrir au grand public,
- un travail commun autour de thématiques composées de spectacles, d'ateliers, d'expositions,... dans le but de faire circuler les publics entre les différents lieux.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer les conventions entre la Ville et Lille Métropole Communauté Urbaine, ci-annexées ;

- ♦ **ADMETTRE** en recettes les fonds de concours proposés par Lille Métropole Communauté Urbaine, d'un montant total de 150.000 €, soit 75.000 € pour chacune des deux maisons Folie sur l'opération CMFMO n° 270 – Chapitre 74, article 74751, fonction 33 – Code service CHA pour la maison Folie de Moulins et sur l'opération CMFWL n° 269 – Chapitre 74, article 74751, fonction 33 – Code service CIA pour la maison Folie de Wazemmes.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

2 NOV. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture




Catherine CULLEN



CONVENTION D'OBJECTIFS

PASSEE ENTRE

LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE

ET

LA VILLE DE LILLE

MAISON FOLIE WAZEMMES

relative à l'opération du

« Réseau des Fabriques Culturelles »

Saison 2011-2012

Entre :

La Communauté Urbaine de Lille, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, sise 1 rue du Ballon, BP 749, 59034 Lille Cedex, représentée par le Premier Vice Président délégué au Vivre Ensemble, Olivier HENNO, agissant en application de la délibération du Conseil de Communauté n° 11 C 0360 du 1^{er} juillet 2011
Désignée sous les termes « Lille Métropole », d'une part

Et :

La ville de Lille représentée par son Maire, Madame Martine AUBRY, Hôtel de Ville place Roger Salengro 59000 Lille, agissant en application de la délibération de son Conseil Municipal N° de SIRET 21590350100017
Désignée sous les termes "la Ville de Lille" d'autre part

PREAMBULE

Par délibération 03 C 0365 du 10 octobre 2003, Lille Métropole a fixé les grandes orientations culturelles pour la métropole. Parmi ces orientations, il était proposé d'apporter une aide financière à la mise en réseau d'équipements culturels qui, tout en restant de compétence communale, bénéficieraient d'un effort communautaire sur une programmation commune ou spécifique. Cette intervention se rattache à la compétence en matière d'évènements culturels d'intérêt métropolitain.

Les délibérations 10 C 0381 et 10 C 0382 du 25 juin 2010 ont marqué le soutien et la promotion d'évènements culturels partagés par le réseau dénommé des Fabriques Culturelles et constitué des équipements suivants :

- La Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq,
- La maison Folie de Lille Moulins,
- La maison Folie de Lille Wazemmes,
- Le Colysée de Lambersart,
- Le Fort de Mons de Mons-en-Barœul,
- Le Nautilys de Comines,
- Le Vivat d'Armentières,
- Les Arcades de Faches-Thumesnil,
- L'Hospice d'Havré de Tourcoing,
- La Maison Folie Beaulieu à Lomme,
- La Condition Publique de Roubaix (non éligible au titre du réseau puisque financée dans le cadre de l'EPCC condition publique. Cf. délibération n°10 C 0209 du 2 avril 2010)

Les modalités permettant de retenir les actions de mise en réseau doivent être réalisées par au moins deux partenaires et correspondre à des opérations de création, de partage de publics ou de complémentarité dans la diffusion.

A l'initiative de Lille Métropole, onze Fabriques Culturelles se sont associées pour présenter de nouveaux projets de travail en réseau pour la prochaine saison 2011-2012.

Les projets proposés par les équipements permettent, dans le cadre d'un accompagnement à la création, de continuer à soutenir un artiste ou une compagnie émergente dans plusieurs lieux du réseau, en renforçant les moments d'échanges entre amateurs et professionnels ou encore en développant des ateliers de pratique ouverts au public. Ainsi, la mise en réseau permet de favoriser la circulation du public sur le territoire métropolitain.

La présente convention définit les conditions de versement du fond de concours de Lille Métropole au bénéficiaire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Ville de Lille s'engage à mettre en œuvre le projet subventionné dont le détail figure en annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à son bon déroulement.

Pour sa part, Lille Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie au titre de l'année 2011.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA CONVENTION

Pour le respect des critères suivants définis par Lille Métropole, la Ville de Lille s'engage à favoriser l'intercommunalité culturelle, mener un travail en commun avec les autres structures culturelles citées à l'article 1 de la convention, favoriser l'accessibilité des publics, rechercher l'excellence, et favoriser les rapprochements interculturels.

Dans le cadre de la mise en réseau autour de la thématique commune, le bénéficiaire veillera à faire de ce projet un événement qui favorise l'échange et la réflexion artistiques, dans l'objectif de toucher le public le plus large.

Il s'engage également à respecter le cahier des charges de communication ci-après, visant à organiser la promotion de Lille Métropole :

- en faisant apparaître avec la plus grande lisibilité le logo des Fabriques Culturelles de Lille Métropole et la mention Lille Métropole sur l'ensemble des supports : affiches, posters, journaux internes, invitations, programmes, supports informatiques, ... ;
- en faisant apparaître, dans ses installations, une signalétique de l'Etablissement Public : panneaux, calicots, ... ;
- à mentionner le partenariat de l'Etablissement Public ;
- et, d'une manière générale, à proposer d'autres actions de promotion de la métropole susceptibles de répondre à l'attente de Lille Métropole ;
- à respecter la charte graphique de Lille Métropole, lors de chaque action de promotion.

A cette fin, le bénéficiaire prendra l'attache de la direction de la communication, afin de déterminer les modalités pratiques d'application du code visuel et du présent partenariat

Des annexes à la présente convention précisent :

Annexe 1 : le détail du projet subventionné.

Annexe 2 : le budget prévisionnel global du projet, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, et les contributions non financières dont la Ville dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1er (mise à disposition de locaux, de personnel ...).

Cette annexe détaille le cas échéant les autres financements attendus, en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

Annexe 3 : Le modèle de tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou des actions.

ARTICLE 4 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant total du fond de concours s'élève à la somme de SOIXANTE QUINZE MILLE euros (75 000 euros)

Il sera crédité au compte de la Ville de Lille selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes : le versement sera effectué en une fois dès la notification de la convention au compte suivant :

Code banque : 30001 ; code guichet : 00468 ; n° compte : 0000M050097 ; clé : 20.

Ce compte est ouvert à la Banque de France agence de Lille.

Le comptable assignataire est le Comptable du Trésor de Lille Métropole.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

5.1 : Communication du rapport d'activité

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le 30 avril de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable le **compte rendu financier** des actions ou du projet signé par le Président ou toute personne habilitée. Le compte rendu financier, conformément à l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006, est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet subventionné. Ce tableau est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels (tant en euros qu'en pourcentage) constatés entre le budget prévisionnel du projet ou des actions et les réalisations. Il comprendra au minimum les rubriques telles que décrites dans le tableau joint en annexe 3. Un commentaire sur les écarts éventuellement constatés ainsi qu'une précision sur les clés de répartition utilisées pour calculer les charges indirectes sont apportés à l'appui de ce tableau.*

5.2 Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à fournir à Lille Métropole le compte rendu financier du projet, l'évaluation du projet et les justificatifs des actions de communication signés par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

Conformément à l'article L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, le montant du fonds de concours accordé par Lille Métropole ne peut excéder la part de financement assurée par le bénéficiaire, hors subventions, pour le fonctionnement annuel de l'équipement culturel. Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à fournir à Lille Métropole toute délibération prise dans le respect des conditions dudit article. Le bénéficiaire tiendra informée Lille Métropole de toute révision éventuelle du montant de sa participation.

Si le montant du fonds de concours versé par Lille Métropole devait être réduit, cette dernière émettra à l'encontre du bénéficiaire un titre de recettes pour le montant correspondant.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le bénéficiaire en informe également Lille Métropole.

ARTICLE 7 - SANCTIONS

En cas de non-présentation des comptes-rendus et des justificatifs demandés dans les délais, de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de Lille Métropole, des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire, Lille Métropole pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Le bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par Lille Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 9 – EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels Lille Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par le bénéficiaire.

Ainsi, un bilan d'évaluation sera envoyé par le bénéficiaire dans les six mois de la réalisation du projet et pourra porter notamment:

- sur l'analyse des résultats de l'opération d'un point de vue financier et opérationnel ;
- sur la conformité de ces résultats avec l'objet du projet mentionné à l'article 1^{er} ;
- sur l'impact des actions ou des interventions dans la métropole et s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

Ce bilan d'évaluation pourra tenir compte des critères d'intervention sur lesquels Lille Métropole a souhaité insister et qui correspondent aux objectifs visés à l'article 3 et atteints par Lille Métropole.

ARTICLE 10 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12

En cas de litige, quant à l'application de la présente convention, les parties conviennent de recourir à la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Lille en 3 exemplaires, le

Le Maire	Pour Mme la Présidente, Le 1er Vice-président « Vivre ensemble »,
Martine AUBRY	Olivier HENNO

ANNEXE 1 : DÉTAIL DU PROJET SUBVENTIONNÉ

11 PARTENAIRES

La maison Folie hospice d'Havré/Tourcoing - Le Colysée/Lambersart - Le Vivat/Armentières - La Maison folie de Moulins/Lille - La Ferme D'en Haut/Villeneuve d'Ascq - La maison Folie de Wazemmes/Lille – La Condition Publique/Roubaix – Le Fort de Mons/Mons en Baroeul – Les Arcades/Faches-Thumesnil.- Le Nautilys/Comines – La maison Folie Beaulieu/Lomme

2011/2012

Chaque partenaire a souhaité maintenir les 4 critères d'évaluation des projets du réseau définis depuis 2008 pour développer l'accompagnement aux projets artistiques : accompagnement à la création / projets partagés / thématique commune / soutien à un artiste. Aujourd'hui, le réseau propose d'ajouter un nouveau critère destiné à développer un projet commun « Jeunes Publics » en 2013.

CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS EN RESEAU

Accompagnement à la création : Au terme du parcours, le projet est créé et susceptible de s'adapter aux différents lieux. Le réseau soutient l'action d'un artiste ou d'une compagnie, pendant un temps donné, sur un événement ou une saison. L'accompagnement permet à un artiste de développer un projet de création, il est invité dans plusieurs lieux du réseau. Ce « plein feu » lui permet d'être découvert par un public différent sur des sites différents, et par d'autres partenaires culturels (institutionnels ou diffuseurs), plusieurs dates de diffusion lui ouvrent une éligibilité à certains financements. Les rencontres entre les artistes et les publics sont renforcées.

Des projets partagés : Un même projet, un même artiste, partagé ou décliné de façon complémentaire dans différents lieux, impliquant une circulation des publics.

Thématique commune : Événement thématique commun, développé différemment en fonction des lieux, et qui permet la circulation des publics.

Le soutien à un artiste de la métropole, toutes disciplines confondues : Qu'un lieu accompagne, même seul, un artiste ou une compagnie de la métropole dans un projet de création suffirait à obtenir le label « Lille métropole en tous sens ». Les habitudes de collaboration du réseau ont prouvé que le projet d'un lieu peut se partager sur la saison suivante.

Jeunes Publics : chaque partenaire développe des projets à destination des jeunes publics et des publics familiaux, en 2011/2012 nous signalerons ces projets dans le réseau, spectacles, marionnettes ou expositions. Cette première étape devra nous permettre de lancer un appel à projet à une Compagnie « jeunes publics », en 2013 un temps fort y sera consacré

Communication : renforcer la lisibilité des actions financées dans le cadre du réseau : informations dans les plaquettes mentionnant LMCU et les actions menées avec le ou les autres partenaires. Installation d'un lieu de diffusion des programmes de l'ensemble des partenaires du réseau dans chacun de nos lieux,

Fréquentation : identifier la provenance et le profil des différents publics.

Thématiques partagées	Lieux	Projets	Période	Projets spécifiques jeune public	Période
Marionnettes, théâtre d'objet, théâtre d'ombre	Maison Folie de Moulins	Parcours insolites de petites formes "marionnettes, théâtre d'ombre, théâtre d'objets" à la Maison Folie et dans le quartier de Moulins. Résidences de création, ateliers et spectacles de la Compagnie de la Valise (voir artistes en réseau) et des compagnie Songes, En verre et contre tout, Scopitone, Volpinex, Aksele, La Soupe... En cours de programmation.	Octobre à décembre 2011	Compagnie de la Valise "Kusha Kusha" (spectacle en crèche à partir de 6 mois), Compagnie La Roulotte Ruche "Toy Toy", Compagnie En Verre et contre tout "Miche et Drate"... En cours de programmation.	Octobre 2011
	Les Arcades			spectacle de marionnettes et accordéon (2/4 ans) avec Les illustres enfants Juste "Gouttière" et atelier de confection + spectacle de théâtre d'ombres (4/8 ans) par le théâtre Pom "Pense bêtes"	oct à nov 2011
	La Condition Publique	Parcours marionnetiques / parcours urbains			
	Maison Folie de Wazemmes	Cie La cuillère résidence/Nouvelle création et cabaret	sept à nov 2011	Compagnie de la Valise "Kusha Kusha"	Octobre 2011
	Le Colysée			Marionnettes " Gouttière" / Les enfants Juste"	mai-12
	La Ferme d'en Haut			théâtre d'ombres Pense bêtes / Théâtre Pom	nov 2011
	Maison Folie de Beaulieu	Prog en cours			

Cirque "Des toiles dans la ville"	Maison Folie de Moulins	Ateliers scolaires et grands publics, exposition, rencontres avec les artistes (les Rasposo), spectacles avec la compagnie Aéro, les Colporteurs, la Compagnie de la Valise (Micro circus), le Cirque du Bout du Monde ("formidable", du balai, Opus 13), les Gandini "Duet", A portée de mains "Talise et valon"	Octobre 2011	Ateliers scolaires, Spectacle du cirque du bout du monde "Du Balai", Compagnie de la Valise "Micro Circus".	Octobre 2011
	Le Vivat	Antoine Raimondi + les Gandini			24 sept 2011
	CP	Plateforme cirque multimodale / Circo Aéro et Compagnie de la Valise Micro Circus ?			
	Colysée, Fort de Mons	La serre /Lefevre et André	oct-11		
	MFV	Les colporteurs ou la serre (durant semaine jeune public)+ Circo aereo	oct-11	Les Colporteurs et Micro circus	Octobre 2011
	MFbeaulieu	compagnie XY / avec école de cirque de Lomme	7 et 8 octobre 2011		
Fantastique	Maison Folie de Moulins	Projet "Songe d'une nuit d'été" de Carl Cordonnier (ateliers et restitution), Projet de scénario "chantier fantastique" programmation en cours.	septembre 2011 à juin 2012	Ateliers et restitution avec le collège Anatole France sur le projet "Songe d'une nuit d'été"	juin 2012
	MFHHavré	Performances : Rhizikon Chloé Moglia - Martha Ka - Papier-Peint La barque	juin/juillet 2012		
	Colysée	Dimanche au bord de l'eau et fête au colysée	mai/ juin/juillet 2012		
	MF beaulieu	les demoiselles magnétiques	mars 2012		
	Vivat	"Le vrai spectacle" Joris Lacoste (sur l'hypnose)	1er février 2012		

Papier	Arcades			spectacle de magie " le magicien de papier" (4/8 ans) par la cie du souffle magique	14/12/11
	MFHHavré	Expo et ateliers d'action culturelle	fin nov 2011/février 2012		
	Colysée	Expo collective/ateliers (expo initialement prévue en automne 2011, et reportée)	mars-mai 2012		
Papier	Beaulieu	Expo collective/ateliers	février 2012		
L'entorse / Art et sport <i>Le jeu, les jeux ou l'olympisme</i>	Colysée	expo ou dimanches au bord de l'eau	avril à août 2012		
	MFW	Expos et spectacles	avril à juin 2012		
	Vivat / Buda			Les sisyphes-enfants (Julie Nioche)	Février 2012
	Arcades			Festival "Mon premier spectacle" pour enfants de 6 mois à 5 ans /Spectacle de danse "Mademoiselle Bulles" par la cie Kokeshi et conte " création d'un jeu imaginaire" par la cie Filages + ateliers artistiques et parcours psychomotricité	10 Juin 2012
	Maison Folie de Moulins	Projet sur Le sport en intérieur (Consoles de jeux "sportifs", entraînements sur consoles et pratique du sport en tant que spectateur), Projet de course "de Moulins à Wazemmes" avec la MFW.			

Tour de Chauffe	Maison Folie de Moulins	Accompagnement technique et organisation d'une date du festival 2011 (Deefly, Black Mantis + tête d'affiche en cours de programmation) + 3 dates avec groupes des anciennes "promotion" de Tour de Chauffe			
	Nautilys	Accompagnement et dates du festival			
	Arcades	Accompagnement et dates du festival			
	Ferme	Accompagnement et dates du festival			
	CP	Accompagnement et 1 date du festival			
	MFHHavré	Programmation groupes			
	Beaulieu	Accompagnement et 1 date du festival / forum			
Transformation	Maison Folie de Moulins	Thématique autour des transformation urbaine et de l'habitat avec le Groupe Anonyme (Le Silence de Tiresias), l'association Koan, la Compagnie de l'Interlock, l'association Monac1 (ateliers vidéo), la Compagnie de la Cuillère (ateliers autour de leur spectacle "Le Mur"), les Saprophytes (atelier de menuiserie mobile)... en cours de programmation.	Janvier à Juin 2012		
	MFV	Groupe anonyme : Silence de Tiresias + Création du spectacle de la Compagnie de la Cuillère (Le Mur)	2011/2012		
	CP	Le Groupe Anonyme Le Silence de Tiresias			

Transformation	MFHHavré	lights contacts et spheraleas scenocosme + exposition transformation autres quartiers, autres villes Guimaraes et Berlin Mitte	sept 2011 et juin/juillet 2012		
Ecritures contemporaines / SLAM	MFHHavré	Festival du premier roman de Chambéry et Cie Générale d'imaginaire	janvier		
	MFW	Cie Générale d'imaginaire			
	CP	Cie Générale d'imaginaire			
	Vivat	Cie Générale d'imaginaire (Thomas Suel)			
	Ferme	Cie du prisme - lecture d'auteurs anglais contemporains	mars-avril 2012		
	MF beaulieu	Cie du prisme - lecture d'auteurs anglais contemporains	6-7-8 avril 2012		
	Maison Folie de Moulins	Lettres ouvertes par la Compagnie de l'Interlock	avril-juin 2012		
Le goût	Colysée	Expos interactive (expo initialement prévue début 2011)	nov 11 à fév 2012		
	MF beaulieu	ateliers cuisine du monde	oct à juin		
Hard Rock / Metal	MF beaulieu	expo - iconographie métal concerts de métal / partenariat metallurgicale de denain / nuit du film sur le hard rock	mars 2012		
	MFW	Residence et accueil projet AC/DC	oct 2011 à mars 2012		

ARTISTES EN RESEAU					
Rachid Bouali	MFHHavré	spectacle 3ème partie "le jour où ma mère a rencontré John Wayne et rencontre/chantier	avril		
	MF beaulieu	"un jour j'irai à vancouver"	novembre 2012		
	Ferme	spectacle 3 ème partie	à définir en 2012		
	Vivat	"Un jour j'irai à Vancouver" + "Cité Balbel"	mai 2012		
	MFW				
Laure Chailloux/ Louise Bronx	Colysée	Trombinophone	printemps 2012		
Frédéric Tentelier (Cie de la Barque)	Maison Folie de Moulins	Spectacle le Grand Défilé	Mars 2012		
	Vivat		création "Grands défilés" le 20 octobre 2011		
	MFHHAvré	Spectacle le Grand Défilé	2012		
Belinda Annaloro	Vivat	Pop Up / Résidence de création à la Maison des artistes puis au plateau	du 6 au 10 nov 2011		
	Beaulieu	Résidence de création fin 2011	dec. 2011		
	Colysée	Accueil Pop up	hiver 2011/12		
	MFW	Accueil et résidence	2011/2012		
	MFHHavré	Accueil	15 et 16 déc 2011		

Cie Osmonde	Colysée	Oulala + le reste on en reparlera	hiver 2012 + juin 2011		
	MFW		mars/avril 2012		
	Ferme	Oulala, création jeune public + ateliers	2012		
	Mfbeaulieu	Oulala / résidence de création	nov 2011		
Tati Roulant	CP	voir thématique cirque			
	Colysée	dimanches au bord de l'eau	printemps-été 2012		
Kaixuan FENG	CP	Pile au Rv	juillet		
	MFHHavré	expo les faussaires et ateliers rencontres	juin juillet 2011		
	Colysée	atelier ou performance	12 juin 2011		
	Maison Folie de Moulins	Thématique transformation / habitat	Avril à juin 2012		
	Ferme	expo,, performance et ateliers rencontres	nov à décembre 2011		
Les Guildoux	Arcades			Spectacle de chansons "Plumes et nuages" pour enfants 2/5 ans	18/19 avril 2012
	Ferme			L'ours caméléon	avril 2012

Cie de la Valise	Maison Folie de Moulins	Voir thématique cirque et marionnettes, programmation des différents spectacles de la Compagnie et résidences de création "In Utero" et "à perte de sens" (spectacle pour personnes alitées), la Mélopée du phare et autres petites formes "marionnetiques".	Octobre 2011 à juin 2012	Kusha Kusha (spectacle à partir de 6 mois)	octobre 2011
	Colysée	dimanche au bord de l'eau	printemps/été 2012		
	MFW	temps fort jeune public		Kusha Kusha (spectacle à partir de 6 mois)	
	CP	Entresort de la Compagnie de la Valise	Octobre 2011		
Marta K	Maison Folie de Moulins	thématique transformation : projet sur palissade de chantier	janvier à juin 2012		
	MFHHavré	shooting angels fantastic	juin 2012		
	MFW	conception du livre	avril et juillet 2011		
	Colysée	atelier photo	printemps 2012		

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

DEPENSES	Prévisionnel	RECETTES	Prévisionnel
Frais de personnel	34 356 €	Lille Métropole (LMCU)	75 000 €
charges personnel contractuel	18 244 €	Ville de Lille - Maison folie	
charges personnel titulaire (permanents)	16 112 €	Wazemmes	104 994 €
		TOTAL GENERAL	179 994 €
Frais de fonctionnement généraux	8 700 €		
Achat de fournitures administratives	1 000 €		
Achat de fournitures techniques et maintenance	1 000 €		
Achat de consommables	2 000 €		
Documentation	500 €		
Entretien de matériel	1 000 €		
Achat produits entretiens	500 €		
Photocopies	500 €		
Affranchissements	500 €		
Reprographie	500 €		
Achat de denrées alimentaires	1 200 €		
Frais généraux liés aux projets	3 625 €		
Imprévus assurances	500 €		
Communication	1 125 €		
Fluides	2 000 €		
Thématique Marionnettes : Cie La Cuillère	17 805 €		
Apport artistique (coproduction + 2 représentations + cabaret)	13 205 €		
Achat ateliers	650 €		
Droits d'auteurs	1 030 €		
Complements personnel tech intermittent	1 200 €		
Achat fournitures diverses	500 €		
Communication supplémentaire	1 000 €		
Frais fabrication billetterie	220 €		
Projet "Toiles dans la Ville"	6 035 €		
Frais de cession et de production	2 900 €		
Droits d'auteurs	755 €		
Complements personnel tech intermittent	1 380 €		
Achat fournitures diverses	500 €		
Communication supplémentaire	500 €		
La Quinzaine de l'Entorse	69 108 €		
Apport artistique (coproduction expos et achat spectacles)	40 000 €		
Achat ateliers	2 000 €		
Droits d'auteurs	1 950 €		

Achat fournitures diverses	800 €
Complements personnel technique intermittent	2 760 €
Agents d'accueil expo	15 383 €
Communication supplémentaire	4 200 €
Frais fabrication billetterie	350 €
Frais animations vernissage	1 000 €
Renforts sécurité	665 €
Thématique Transformations Urbaines	7 130 €
<i>Groupe Anonyme : Silence de Tiresias</i>	
Achat artistique (coproduction)	5 250 €
Complement materiel technique	1 000 €
Complements personnel technique intermittent	880 €
Ecritures Contemporaines / SLAM : Cie Générale d'Imaginaire	12 760 €
Apport artistique (coproduction et cessions)	10 000 €
Droits d'auteurs	910 €
Complément matériel technique	500 €
Compléments personnel technique intermittent	720 €
Prestataires sécu	380 €
Frais fabrication billetterie	250 €
Thématique Hard Rock / Métal	11 160 €
Apport artistique (coproduction et cessions)	9 000 €
Droits d'auteurs	520 €
Complements personnel technique intermittent	720 €
Frais communication supplémentaire	700 €
Frais fabrication billetterie	220 €
Belinda Annaloro : Pop Up	9 315 €
Apport artistique (coproduction et cessions)	7 500 €
Droits d'auteurs	585 €
Complements personnel technique intermittent	480 €
Frais communication supplémentaire	500 €
Frais fabrication billetterie	250 €
TOTAL GENERAL	179 994 €

ANNEXE 3 : MODELE DE TABLEAU DES CHARGES ET DES PRODUITS AFFECTÉS À LA RÉALISATION DE LA MANIFESTATION

CHARGES	PRODUITS
<p>I. Charges directes affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionné(e).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ventilation entre achats de biens et de services. - Charges de personnel. - Charges financières (s'il y a lieu) - Engagements à réaliser sur ressources affectées. <p>II. Charges indirectes. Part des frais de fonctionnement généraux de l'organisme (y compris les frais financiers) affectés à la réalisation de l'objet de la subvention (ventilation par nature des charges indirectes)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ventilation par type de ressources affectées directement au projet ou à l'action subventionné(e) - Ventilation par subventions d'exploitation - Produits financiers affectés - Autres produits - Reports des ressources non utilisées d'opérations antérieures.
Evaluation des contributions volontaires en nature affectées au projet ou à l'action subventionné(e).	
Secours en nature, mise à disposition de biens et services, personnel bénévole.	Bénévolat, prestations en nature, dons en nature.



CONVENTION D'OBJECTIFS

PASSEE ENTRE

LILLE METROPOLE COMMUNAUTE URBAINE

ET

LA VILLE DE LILLE

MAISON FOLIE MOULINS

relative à l'opération du

« Réseau des Fabriques Culturelles »

Saison 2011-2012

Entre :

La Communauté Urbaine de Lille, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, sise 1 rue du Ballon, BP 749, 59034 Lille Cedex, représentée par le Premier Vice Président délégué au Vivre Ensemble, Olivier HENNO, agissant en application de la délibération du Conseil de Communauté n° 11 C 0360 du 1^{er} juillet 2011.

Désignée sous les termes « Lille Métropole », d'une part

Et :

La ville de Lille représentée par son Maire, Madame Martine AUBRY, Hôtel de Ville place Roger Salengro 59000 Lille, agissant en application de la délibération de son Conseil Municipal N° de SIRET 21590350100017

Désignée sous les termes "la Ville de Lille" d'autre part

PREAMBULE

Par délibération 03 C 0365 du 10 octobre 2003, Lille Métropole a fixé les grandes orientations culturelles pour la métropole. Parmi ces orientations, il était proposé d'apporter une aide financière à la mise en réseau d'équipements culturels qui, tout en restant de compétence communale, bénéficieraient d'un effort communautaire sur une programmation commune ou spécifique. Cette intervention se rattache à la compétence en matière d'évènements culturels d'intérêt métropolitain.

Les délibérations 10 C 0381 et 10 C 0382 du 25 juin 2010 ont marqué le soutien et la promotion d'évènements culturels partagés par le réseau dénommé des Fabriques Culturelles et constitué des équipements suivants :

- La Ferme d'en Haut de Villeneuve d'Ascq,
- La maison Folie de Lille Moulins,
- La maison Folie de Lille Wazemmes,
- Le Colysée de Lambersart,
- Le Fort de Mons de Mons-en-Barœul,
- Le Nautilys de Comines,
- Le Vivat d'Armentières,
- Les Arcades de Faches-Thumesnil,
- L'Hospice d'Havré de Tourcoing,
- La Maison Folie Beaulieu à Lomme,
- La Condition Publique de Roubaix (non éligible au titre du réseau puisque financée dans le cadre de l'EPCC condition publique. Cf. délibération n°10 C 0209 du 2 avril 2010)

Les modalités permettant de retenir les actions de mise en réseau doivent être réalisées par au moins deux partenaires et correspondre à des opérations de création, de partage de publics ou de complémentarité dans la diffusion.

A l'initiative de Lille Métropole, onze Fabriques Culturelles se sont associées pour présenter de nouveaux projets de travail en réseau pour la prochaine saison 2011-2012.

Les projets proposés par les équipements permettent, dans le cadre d'un accompagnement à la création, de continuer à soutenir un artiste ou une compagnie émergente dans plusieurs lieux du réseau, en renforçant les moments d'échanges entre amateurs et professionnels ou encore en développant des ateliers de pratique ouverts au public. Ainsi, la mise en réseau permet de favoriser la circulation du public sur le territoire métropolitain.

La présente convention définit les conditions de versement du fond de concours de Lille Métropole au bénéficiaire.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Ville de Lille s'engage à mettre en œuvre le projet subventionné dont le détail figure en annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à son bon déroulement.

Pour sa part, Lille Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est établie au titre de l'année 2011.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA CONVENTION

Pour le respect des critères suivants définis par Lille Métropole, la Ville de Lille s'engage à favoriser l'intercommunalité culturelle, mener un travail en commun avec les autres structures culturelles citées à l'article 1 de la convention, favoriser l'accessibilité des publics, rechercher l'excellence, et favoriser les rapprochements interculturels.

Dans le cadre de la mise en réseau autour de la thématique commune, le bénéficiaire veillera à faire de ce projet un événement qui favorise l'échange et la réflexion artistiques, dans l'objectif de toucher le public le plus large.

Il s'engage également à respecter le cahier des charges de communication ci-après, visant à organiser la promotion de Lille Métropole :

- en faisant apparaître avec la plus grande lisibilité le logo des Fabriques Culturelles de Lille Métropole et la mention Lille Métropole sur l'ensemble des supports : affiches, posters, journaux internes, invitations, programmes, supports informatiques, ... ;
- en faisant apparaître, dans ses installations, une signalétique de l'Etablissement Public : panneaux, calicots, ... ;
- à mentionner le partenariat de l'Etablissement Public ;
- et, d'une manière générale, à proposer d'autres actions de promotion de la métropole susceptibles de répondre à l'attente de Lille Métropole ;
- à respecter la charte graphique de Lille Métropole, lors de chaque action de promotion.

A cette fin, le bénéficiaire prendra l'attache de la direction de la communication, afin de déterminer les modalités pratiques d'application du code visuel et du présent partenariat

Des annexes à la présente convention précisent :

Annexe 1 : le détail du projet subventionné.

Annexe 2 : le budget prévisionnel global du projet, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation, et les contributions non financières dont la Ville dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1er (mise à disposition de locaux, de personnel ...).

Cette annexe détaille le cas échéant les autres financements attendus, en distinguant les apports de l'Etat, ceux des collectivités territoriales, des établissements publics, des fonds communautaires, les ressources propres, etc.

Annexe 3 : Le modèle de tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet ou des actions.

ARTICLE 4 – MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant total du fond de concours s'élève à la somme de SOIXANTE QUINZE MILLE euros (75 000 euros)

Il sera crédité au compte de la Ville de Lille selon les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes : le versement sera effectué en une fois dès la notification de la convention au compte suivant :

Code banque : 30001 ; code guichet : 00468 ; n° compte : 0000M050097 ; clé : 20.

Ce compte est ouvert à la Banque de France agence de Lille.

Le comptable assignataire est le Comptable du Trésor de Lille Métropole.

ARTICLE 5 – OBLIGATIONS DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

5.1 : Communication du rapport d'activité

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le 30 avril de l'année suivant la clôture de l'exercice comptable le **compte rendu financier** des actions ou du projet signé par le Président ou toute personne habilitée. Le compte rendu financier, conformément à l'arrêté ministériel du 11 octobre 2006, est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet subventionné. Ce tableau est issu du compte de résultat de l'organisme. Il fait apparaître les écarts éventuels (tant en euros qu'en pourcentage) constatés entre le budget prévisionnel du projet ou des actions et les réalisations. Il comprendra au minimum les rubriques telles que décrites dans le tableau joint en annexe 3. Un commentaire sur les écarts éventuellement constatés ainsi qu'une précision sur les clés de répartition utilisées pour calculer les charges indirectes sont apportés à l'appui de ce tableau.*

5.2 Obligations comptables

Le bénéficiaire s'engage à fournir à Lille Métropole le compte rendu financier du projet, l'évaluation du projet et les justificatifs des actions de communication signés par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS

Conformément à l'article L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, le montant du fonds de concours accordé par Lille Métropole ne peut excéder la part de financement assurée par le bénéficiaire, hors subventions, pour le fonctionnement annuel de l'équipement culturel. Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage à fournir à Lille Métropole toute délibération prise dans le respect des conditions dudit article. Le bénéficiaire tiendra informée Lille Métropole de toute révision éventuelle du montant de sa participation.

Si le montant du fonds de concours versé par Lille Métropole devait être réduit, cette dernière émettra à l'encontre du bénéficiaire un titre de recettes pour le montant correspondant.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le bénéficiaire en informe également Lille Métropole.

ARTICLE 7 - SANCTIONS

En cas de non-présentation des comptes-rendus et des justificatifs demandés dans les délais, de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de Lille Métropole, des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire, Lille Métropole pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 8 – CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

Le bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par Lille Métropole de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative de dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

ARTICLE 9 – EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels Lille Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par le bénéficiaire.

Ainsi, un bilan d'évaluation sera envoyé par le bénéficiaire dans les six mois de la réalisation du projet et pourra porter notamment:

- sur l'analyse des résultats de l'opération d'un point de vue financier et opérationnel ;
- sur la conformité de ces résultats avec l'objet du projet mentionné à l'article 1^{er} ;
- sur l'impact des actions ou des interventions dans la métropole et s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

Ce bilan d'évaluation pourra tenir compte des critères d'intervention sur lesquels Lille Métropole a souhaité insister et qui correspondent aux objectifs visés à l'article 3 et atteints par Lille Métropole.

ARTICLE 10 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12

En cas de litige, quant à l'application de la présente convention, les parties conviennent de recourir à la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Lille en 3 exemplaires, le

Le Maire Martine AUBRY	Pour Mme la Présidente, Le 1er Vice-président « Vivre ensemble », Olivier HENNO
---	--

ANNEXE 1 : DÉTAIL DU PROJET SUBVENTIONNÉ

11 PARTENAIRES

La maison Folie hospice d'Havré/Tourcoing - Le Colysée/Lambersart - Le Vivat/Armentières - La Maison folie de Moulins/Lille - La Ferme D'en Haut/Villeneuve d'Ascq - La maison Folie de Wazemmes/Lille – La Condition Publique/Roubaix – Le Fort de Mons/Mons en Baroeul – Les Arcades/Faches-Thumesnil.- Le Nautilys/Comines – La maison Folie Beaulieu/Lomme

2011/2012

Chaque partenaire a souhaité maintenir les 4 critères d'évaluation des projets du réseau définis depuis 2008 pour développer l'accompagnement aux projets artistiques : accompagnement à la création / projets partagés / thématique commune / soutien à un artiste. Aujourd'hui, le réseau propose d'ajouter un nouveau critère destiné à développer un projet commun « Jeunes Publics » en 2013.

CRITERES D'EVALUATION DES PROJETS EN RESEAU

Accompagnement à la création : Au terme du parcours, le projet est créé et susceptible de s'adapter aux différents lieux. Le réseau soutient l'action d'un artiste ou d'une compagnie, pendant un temps donné, sur un événement ou une saison. L'accompagnement permet à un artiste de développer un projet de création, il est invité dans plusieurs lieux du réseau. Ce « plein feu » lui permet d'être découvert par un public différent sur des sites différents, et par d'autres partenaires culturels (institutionnels ou diffuseurs), plusieurs dates de diffusion lui ouvrent une éligibilité à certains financements. Les rencontres entre les artistes et les publics sont renforcées.

Des projets partagés : Un même projet, un même artiste, partagé ou décliné de façon complémentaire dans différents lieux, impliquant une circulation des publics.

Thématique commune : Événement thématique commun, développé différemment en fonction des lieux, et qui permet la circulation des publics.

Le soutien à un artiste de la métropole, toutes disciplines confondues : Qu'un lieu accompagne, même seul, un artiste ou une compagnie de la métropole dans un projet de création suffirait à obtenir le label « Lille métropole en tous sens ». Les habitudes de collaboration du réseau ont prouvé que le projet d'un lieu peut se partager sur la saison suivante.

Jeunes Publics : chaque partenaire développe des projets à destination des jeunes publics et des publics familiaux, en 2011/2012 nous signalerons ces projets dans le réseau, spectacles, marionnettes ou expositions. Cette première étape devra nous permettre de lancer un appel à projet à une Compagnie « jeunes publics », en 2013 un temps fort y sera consacré

Communication : renforcer la lisibilité des actions financées dans le cadre du réseau : informations dans les plaquettes mentionnant LMCU et les actions menées avec le ou les autres partenaires. Installation d'un lieu de diffusion des programmes de l'ensemble des partenaires du réseau dans chacun de nos lieux,

Fréquentation : identifier la provenance et le profil des différents publics.

Thématiques partagées	Lieux	Projets	Période	Projets spécifiques jeune public	Période
Marionnettes, théâtre d'objet, théâtre d'ombre	Maison Folie de Moulins	Parcours insolites de petites formes "marionnettes, théâtre d'ombre, théâtre d'objets" à la Maison Folie et dans le quartier de Moulins. Résidences de création, ateliers et spectacles de la Compagnie de la Valise (voir artistes en réseau) et des compagnie Songes, En verre et contre tout, Scopitone, Volpinex, Aksele, La Soupe... En cours de programmation.	Octobre à décembre 2011	Compagnie de la Valise "Kusha Kusha" (spectacle en crèche à partir de 6 mois), Compagnie La Roulotte Ruche "Toy Toy", Compagnie En Verre et contre tout "Miche et Drate"... En cours de programmation.	Octobre 2011
	Les Arcades			spectacle de marionnettes et accordéon (2/4 ans) avec Les illustres enfants Juste "Gouttière" et atelier de confection + spectacle de théâtre d'ombres (4/8 ans) par le théâtre Pom "Pense bêtes"	oct à nov 2011
	La Condition Publique	Parcours marionnetiques / parcours urbains			
	Maison Folie de Wazemmes	Cie La cuillère résidence/Nouvelle création et cabaret	sept à nov 2011	Compagnie de la Valise "Kusha Kusha"	Octobre 2011
	Le Colysée			Marionnettes " Gouttière" / Les enfants Juste"	mai-12
	La Ferme d'en Haut			théâtre d'ombres Pense bêtes / Théâtre Pom	nov 2011
	Maison Folie de Beaulieu	Prog en cours			

Cirque "Des toiles dans la ville"	Maison Folie de Moulins	Ateliers scolaires et grands publics, exposition, rencontres avec les artistes (les Rasposo), spectacles avec la compagnie Aéro, les Colporteurs, la Compagnie de la Valise (Micro circus), le Cirque du Bout du Monde ("formidable", du balai, Opus 13), les Gandini "Duet", A portée de mains "Talise et valon"	Octobre 2011	Ateliers scolaires, Spectacle du cirque du bout du monde "Du Balai", Compagnie de la Valise "Micro Circus".	Octobre 2011
	Le Vivat	Antoine Raimondi + les Gandini			24 sept 2011
	CP	Plateforme cirque multimodale / Circo Aéro et Compagnie de la Valise Micro Circus ?			
	Colysée, Fort de Mons	La serre /Lefevre et André	oct-11		
	MFV	Les colporteurs ou la serre (durant semaine jeune public)+ Circo aereo	oct-11	Les Colporteurs et Micro circus	Octobre 2011
	MFbeaulieu	compagnie XY / avec école de cirque de Lomme	7 et 8 octobre 2011		
Fantastique	Maison Folie de Moulins	Projet "Songe d'une nuit d'été" de Carl Cordonnier (ateliers et restitution), Projet de scénario "chantier fantastique" programmation en cours.	septembre 2011 à juin 2012	Ateliers et restitution avec le collège Anatole France sur le projet "Songe d'une nuit d'été"	juin 2012
	MFHHavré	Performances : Rhizikon Chloé Moglia - Martha Ka - Papier-Peint La barque	juin/juillet 2012		
	Colysée	Dimanche au bord de l'eau et fête au colysée	mai/ juin/juillet 2012		
	MF beaulieu	les demoiselles magnétiques	mars 2012		
	Vivat	"Le vrai spectacle" Joris Lacoste (sur l'hypnose)	1er février 2012		

Papier	Arcades			spectacle de magie " le magicien de papier" (4/8 ans) par la cie du souffle magique	14/12/11
	MFHHavré	Expo et ateliers d'action culturelle	fin nov 2011/février 2012		
	Colysée	Expo collective/ateliers (expo initialement prévue en automne 2011, et reportée)	mars-mai 2012		
Papier	Beaulieu	Expo collective/ateliers	fevrier 2012		
L'entorse / Art et sport <i>Le jeu, les jeux ou l'olympisme</i>	Colysée	expo ou dimanches au bord de l'eau	avril à août 2012		
	MFW	Expos et spectacles	avril à juin 2012		
	Vivat / Buda			Les sisyphes-enfants (Julie Nioche)	Février 2012
	Arcades			Festival "Mon premier spectacle" pour enfants de 6 mois à 5 ans /Spectacle de danse "Mademoiselle Bulles" par la cie Kokeshi et conte " création d'un jeu imaginaire" par la cie Filages + ateliers artistiques et parcours psychomotricité	10 Juin 2012
	Maison Folie de Moulins	Projet sur Le sport en intérieur (Consoles de jeux "sportifs", entraînements sur consoles et pratique du sport en tant que spectateur), Projet de course "de Moulins à Wazemmes" avec la MFW.			

Tour de Chauffe	Maison Folie de Moulins	Accompagnement technique et organisation d'une date du festival 2011 (Deefly, Black Mantis + tête d'affiche en cours de programmation) + 3 dates avec groupes des anciennes "promotion" de Tour de Chauffe			
	Nautilys	Accompagnement et dates du festival			
	Arcades	Accompagnement et dates du festival			
	Ferme	Accompagnement et dates du festival			
	CP	Accompagnement et 1 date du festival			
	MFHHavré	Programmation groupes			
	Beaulieu	Accompagnement et 1 date du festival / forum			
Transformation	Maison Folie de Moulins	Thématique autour des transformation urbaine et de l'habitat avec le Groupe Anonyme (Le Silence de Tiresias), l'association Koan, la Compagnie de l'Interlock, l'association Monac1 (ateliers vidéo), la Compagnie de la Cuillère (ateliers autour de leur spectacle "Le Mur"), les Saprophytes (atelier de menuiserie mobile)... en cours de programmation.	Janvier à Juin 2012		
	MFV	Groupe anonyme : Silence de Tiresias + Création du spectacle de la Compagnie de la Cuillère (Le Mur)	2011/2012		
	CP	Le Groupe Anonyme Le Silence de Tiresias			

Transformation	MFHHavré	lights contacts et spheraleas scenocosme + exposition transformation autres quartiers, autres villes Guimaraes et Berlin Mitte	sept 2011 et juin/juillet 2012		
Ecritures contemporaines / SLAM	MFHHavré	Festival du premier roman de Chambéry et Cie Générale d'imaginaire	janvier		
	MFW	Cie Générale d'imaginaire			
	CP	Cie Générale d'imaginaire			
	Vivat	Cie Générale d'imaginaire (Thomas Suel)			
	Ferme	Cie du prisme - lecture d'auteurs anglais contemporains	mars-avril 2012		
	MF beaulieu	Cie du prisme - lecture d'auteurs anglais contemporains	6-7-8 avril 2012		
	Maison Folie de Moulins	Lettres ouvertes par la Compagnie de l'Interlock	avril-juin 2012		
Le goût	Colysée	Expos interactive (expo initialement prévue début 2011)	nov 11 à fév 2012		
	MF beaulieu	ateliers cuisine du monde	oct à juin		
Hard Rock / Metal	MF beaulieu	expo - iconographie métal concerts de métal / partenariat metallurgicale de denain / nuit du film sur le hard rock	mars 2012		
	MFW	Residence et accueil projet AC/DC	oct 2011 à mars 2012		

ARTISTES EN RESEAU					
Rachid Bouali	MFHHavré	spectacle 3ème partie "le jour où ma mère a rencontré John Wayne et rencontre/chantier	avril		
	MF beaulieu	"un jour j'irai à vancouver"	novembre 2012		
	Ferme	spectacle 3 ème partie	à définir en 2012		
	Vivat	"Un jour j'irai à Vancouver" + "Cité Balbel"	mai 2012		
	MFW				
Laure Chailloux/ Louise Bronx	Colysée	Trombinophone	printemps 2012		
Frédéric Tentelier (Cie de la Barque)	Maison Folie de Moulins	Spectacle le Grand Défilé	Mars 2012		
	Vivat		création "Grands défilés" le 20 octobre 2011		
	MFHHAvré	Spectacle le Grand Défilé	2012		
Belinda Annaloro	Vivat	Pop Up / Résidence de création à la Maison des artistes puis au plateau	du 6 au 10 nov 2011		
	Beaulieu	Résidence de création fin 2011	dec. 2011		
	Colysée	Accueil Pop up	hiver 2011/12		
	MFW	Accueil et résidence	2011/2012		
	MFHHavré	Accueil	15 et 16 déc 2011		

Cie Osmonde	Colysée	Oulala + le reste on en reparlera	hiver 2012 + juin 2011		
	MFW		mars/avril 2012		
	Ferme	Oulala, création jeune public + ateliers	2012		
	Mfbeaulieu	Oulala / résidence de création	nov 2011		
Tati Roulant	CP	voir thématique cirque			
	Colysée	dimanches au bord de l'eau	printemps-été 2012		
Kaixuan FENG	CP	Pile au Rv	juillet		
	MFHHavré	expo les faussaires et ateliers rencontres	juin juillet 2011		
	Colysée	atelier ou performance	12 juin 2011		
	Maison Folie de Moulins	Thématique transformation / habitat	Avril à juin 2012		
	Ferme	expo,, performance et ateliers rencontres	nov à décembre 2011		
Les Guildoux	Arcades			Spectacle de chansons "Plumes et nuages" pour enfants 2/5 ans	18/19 avril 2012
	Ferme			L'ours caméléon	avril 2012

Cie de la Valise	Maison Folie de Moulins	Voir thématique cirque et marionnettes, programmation des différents spectacles de la Compagnie et résidences de création "In Utero" et "à perte de sens" (spectacle pour personnes alitées), la Mélopée du phare et autres petites formes "marionnetiques".	Octobre 2011 à juin 2012	Kusha Kusha (spectacle à partir de 6 mois)	octobre 2011
	Colysée	dimanche au bord de l'eau	printemps/été 2012		
	MFW	temps fort jeune public		Kusha Kusha (spectacle à partir de 6 mois)	
	CP	Entresort de la Compagnie de la Valise	Octobre 2011		
Marta K	Maison Folie de Moulins	thématique transformation : projet sur palissade de chantier	janvier à juin 2012		
	MFHHavré	shooting angels fantastic	juin 2012		
	MFW	conception du livre	avril et juillet 2011		
	Colysée	atelier photo	printemps 2012		

ANNEXE 2 : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

Budget prévisionnel MFM au 27/05/2011 Fabriques Culturelles 2011/2012			
DEPENSES TTC	Prévisionnel	RECETTES TTC	Prévisionnel
FRAIS DE STRUCTURE	40 500 €	LMCU	75 000 €
Frais liés au montage des projets	27 500 €	Ville de Lille	77 000 €
<i>Charges de personnel permanent :</i>		TOTAL :	152 000 €
Direction et programmation	9 000 €		
Production	3 000 €		
Communication	3 500 €		
Technique (3 personnes)	8 500 €		
Médiation culturelle	2 500 €		
Déplacements et missions	1 000 €		
Frais de fonctionnement généraux	3 000 €		
Achat de fournitures administratives	300 €		
Achat de fournitures techniques	1 000 €		
Achat de consommables	500 €		
Consommation fluides et téléphonie	900 €		
Frais de maintenance	300 €		
Frais de communication	10 000 €		
Divers supports / création-impression-diffusion	9 000 €		
Signalétique	500 €		
Autres / plaquettes ateliers, billetterie...	500 €		
TOTAL ARTISTIQUE :	111 500 €		
MARIONNETTES, THEATRE D'OBJETS, THEATRE D'OMBRES	18 500 €		
RESIDENCES	2 600 €		
Aide à la création / coproduction	2 000 €		
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	600 €		
SPECTACLES	14 200 €		
Cachets artistiques	12 000 €		
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	1 000 €		
Sacem / Sacd	1 200 €		
ATELIERS	1 700 €		
Salaires et charges	1 500 €		
Achat de matériel	200 €		
CIRQUE "DES TOILES DANS LA VILLE"	15 000 €		
RESIDENCES	2 600 €		
Aide à la création / coproduction	2 000 €		
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	600 €		
SPECTACLES	9 800 €		
Cachets artistiques	8 000 €		
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	1 000 €		
Sacem / Sacd	800 €		
EXPOSITIONS	1 100 €		
Droits d'auteur	1 000 €		

Assurances	80 €
Frais de vernissage	20 €
ATELIERS	1 500 €
Salaires et charges	1 000 €
Achat de matériel	300 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	200 €
FANTASTIQUE	10 000 €
SPECTACLES	3 500 €
Cachets artistiques	2 500 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	800 €
Sacem / Sacd	200 €
EXPOSITIONS	1 500 €
Droits d'auteur	1 000 €
Assurances	80 €
Frais de vernissage	20 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	400 €
ATELIERS	5 000 €
Salaires et charges	4 500 €
Achat de matériel	500 €
L'ENTORSE / ARTS ET SPORTS	5 000 €
RESIDENCES	1 000 €
Aide à la création / coproduction	1 000 €
SPECTACLES	1 400 €
Cachets artistiques	1 000 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	200 €
Sacem / Sacd	200 €
EXPOSITIONS	1 600 €
Droits d'auteur	1 500 €
Assurances	80 €
Frais de vernissage	20 €
ATELIERS	1 000 €
Salaires et charges	800 €
Achat de matériel	200 €
TOUR DE CHAUFFE	15 000 €
RESIDENCES	2 000 €
Aide à la création / coproduction	2 000 €
SPECTACLES CONCERT	13 000 €
Cachets artistiques	11 000 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	500 €
Sacem / Sacd	1 500 €
TRANSFORMATION	25 000 €
RESIDENCES	4 000 €
Aide à la création / coproduction	4 000 €
SPECTACLES	8 500 €
Cachets artistiques	6 000 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	1 000 €
Sacem / Sacd	1 500 €
EXPOSITIONS	10 500 €
Droits d'auteur	9 000 €
Assurances	80 €
Frais de vernissage	120 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	900 €

Taxes	400 €
ATELIERS	2 000 €
Salaires et charges	1 500 €
Achat de matériel	200 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	300 €
ECRITURES CONTEMPORAINES	5 000 €
SPECTACLES	3 000 €
Cachets artistiques	2 500 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	250 €
Sacem / Sacd	250 €
ATELIERS	2 000 €
Salaires et charges	1 500 €
Achat de matériel	300 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	200 €
FREDERIC TENELIER (Compagnie de la Barque)	2 500 €
SPECTACLES	2 500 €
Cachets artistiques	2 200 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	100 €
Sacem / Sacd	200 €
KAIXUAN FENG	3 000 €
EXPOSITIONS / PERFORMANCE	3 000 €
Cachets artistiques	2 000 €
Assurances	80 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	120 €
Taxes	300 €
Achat de matériel	500 €
COMPAGNIE DE LA VALISE	10 000 €
RESIDENCES	2 500 €
Aide à la création / coproduction	2 500 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	
SPECTACLES	5 400 €
Cachets artistiques	4 500 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	300 €
Sacem / Sacd	600 €
ATELIERS	2 100 €
Salaires et charges	1 600 €
Achat de matériel	300 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	200 €
MARTA K	2 500 €
EXPOSITIONS	1 800 €
Droits d'auteur	1 500 €
Assurances	80 €
Frais de vernissage	20 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	100 €
Taxes	100 €
ATELIERS	700 €
Salaires et charges	500 €
Achat de matériel	100 €
Frais de repas /de déplacement / d'hébergement / welcome	100 €

ANNEXE 3 : MODELE DE TABLEAU DES CHARGES ET DES PRODUITS AFFECTÉS À LA RÉALISATION DE LA MANIFESTATION

CHARGES	PRODUITS
<p>I. Charges directes affectées à la réalisation du projet ou de l'action subventionné(e).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ventilation entre achats de biens et de services. - Charges de personnel. - Charges financières (s'il y a lieu) - Engagements à réaliser sur ressources affectées. <p>II. Charges indirectes. Part des frais de fonctionnement généraux de l'organisme (y compris les frais financiers) affectés à la réalisation de l'objet de la subvention (ventilation par nature des charges indirectes)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Ventilation par type de ressources affectées directement au projet ou à l'action subventionné(e) - Ventilation par subventions d'exploitation - Produits financiers affectés - Autres produits - Reports des ressources non utilisées d'opérations antérieures.
Evaluation des contributions volontaires en nature affectées au projet ou à l'action subventionné(e).	
Secours en nature, mise à disposition de biens et services, personnel bénévole.	Bénévolat, prestations en nature, dons en nature.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/851

OBJET

Palais des Beaux-Arts - Acquisition
d'une oeuvre d'art.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Palais des Beaux-Arts soumet un projet d'acquisition qui s'inscrit dans l'activité et les orientations de ses départements scientifiques et en particulier le Département des Peintures du XIXème.

L'acquisition du *Portrait de femme rousse*, de Carolus Duran, est une excellente opportunité pour le Palais des Beaux-Arts de Lille. Le Palais des Beaux-Arts a rendu hommage au peintre, né à Lille en 1837, lors de la grande rétrospective Carolus Duran présentée dans les trois musées de la région, à Lille, Roubaix et Tourcoing de mars à juin 2003, ainsi qu'au musée des Augustins à Toulouse de juin à septembre 2003.

Cette acquisition viendrait compléter la collection du Palais des Beaux-Arts, déjà riche de 32 tableaux de ce grand peintre. Elle est datée de 1876, date à laquelle Carolus Duran expose au Salon, consacré cette année-là aux portraits réalistes.

Sur cette acquisition d'un montant maximum de 15.000 € à A. Sabbe – SPRL Tanglewood à Courtrai (Belgique), une subvention de 5.000 € du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées est attendue.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** cette acquisition par Madame le Maire ou l'élue déléguée ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à solliciter une subvention au taux le plus élevé possible auprès du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 21, article 2161, fonction 322 - Opération CPBAO n° 1725 - Code service CPA AP CARTSVISUP ;

- ◆ **ADMETTRE** les recettes sur l'exercice 2011 et 2012 sous réserve du vote du budget, au chapitre 13, articles 1321 et 1322, fonction 322 - Opération CPBAO n° 1725 - Code service CPA AP CARTSVISUP.

Affiché en Mairie le 17/10/11

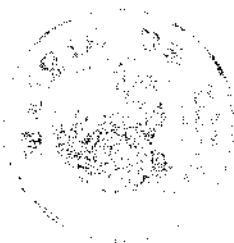
Réception en Préfecture le

2 NOV. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture


Catherine CULLEN



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/852

OBJET

Palais des Beaux-Arts - Convention de partenariat avec la SNCF autour de l'exposition "Boilly".

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Palais des Beaux-Arts et la SNCF souhaitent s'associer dans le cadre de l'organisation de l'exposition « Boilly », organisée du 4 novembre 2011 au 6 février 2012. Ce partenariat avec la SNCF a pour objectif d'accroître le rayonnement et la visibilité du Palais des Beaux-Arts et en particulier de son exposition « Boilly ».

Le partenariat se concrétisera par la diffusion, dans les gares les plus fréquentées de la région Nord/Pas-de-Calais (Lille, Dunkerque, Valenciennes et Arras), de 10 000 coupons annonçant l'exposition, insérés dans les pochettes contenant les billets de train vendus aux guichets. Diffusés au lancement et à mi-parcours de l'exposition, chaque coupon permettra de bénéficier d'une entrée gratuite pour l'achat d'une entrée à l'exposition à plein tarif.

Par ailleurs, la SNCF s'engage à appuyer la campagne de communication du Palais des Beaux-Arts par la diffusion de « Cart' Com » et la publication d'un insert dans le « TGV Magazine » de novembre 2011, présentant l'exposition et annonçant l'opération.

En contrepartie, le musée délivre 10 000 coupons d'accès à l'exposition « Boilly » « un billet plein tarif acheté, un billet offert », fait état du partenariat avec la SNCF dans sa communication et délivre 100 billets d'entrée à l'exposition à l'attention du personnel de la SNCF.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention ci-annexée liant la Ville de Lille à la SNCF et la délivrance de 10 000 coupons « un billet plein tarif acheté, un billet offert » pour l'accès à l'exposition « Boilly ».

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le - 2 NOV. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture
Catherine CULLEN

■ Convention de Partenariat

Palais des Beaux Arts de Lille

Ville de Lille 



Entre :

La SNCF

Direction Régionale Nord Pas de Calais
33 avenue Charles St Venant
59043 Lille Cedex

Représentée par :

Monsieur Jacques Goolen
Directeur Régional SNCF Nord Pas de Calais

Et

La Ville de Lille

Siège : Place Roger Salengro – BP 667 – 59033 Lille cedex

Représentée par :

Madame Catherine Cullen
Adjointe au Maire de Lille déléguée à la Culture

Il a été convenu ce qui suit :

I/ Objectif de la convention

La SNCF a décidé de s'associer au Palais des Beaux-Arts autour du projet d'exposition **Boilly**, qui se déroulera du 4 novembre 2011 au 6 février 2012.

L'objectif est à la fois d'amplifier la communication sur l'exposition auprès d'un large public, de promouvoir les différents moyens de transport permettant de se rendre au Palais des Beaux-Arts et de faire de Lille une destination pour les clients de la SNCF.

II/ Définition du partenariat

Le partenariat portera sur la mise en place d'une tarification spécifique et la mise en œuvre d'une communication conjointe à destination des clients SNCF.

III/ Détail des différentes actions

Communication sur l'exposition Boilly :

- Un coupon annonçant l'exposition Boilly édité, à 10 000 exemplaires par le Palais des Beaux Arts, sera diffusé dans les gares les plus fréquentées de la région Nord - Pas de Calais : Lille Flandres et Lille Europe (5500 exemplaires), Dunkerque (1500 exemplaires), Valenciennes (1500 exemplaires) et Arras (1500 exemplaires).

Ces coupons seront insérés dans les pochettes contenant les billets de train vendus directement aux guichets des gares susmentionnées (grandes lignes, TER, toutes destinations).

La diffusion de ces coupons se fera au lancement de l'exposition (semaine du 4 novembre 2011) et à mi-parcours de l'exposition (à partir du 12 décembre 2011).

- Des Cart'Com de l'exposition Boilly seront présentes dans les Salons Grands Voyageurs des gares Lille Flandres et Lille Europe durant toute la durée de l'exposition.

- Un insert dans le TGV Magazine du mois de novembre 2011 présentera l'exposition et annoncera l'opération sous réserve de validation par le comité éditorial.

Offre tarifaire :

Les visiteurs en possession du coupon susmentionné bénéficieront d'une offre spéciale d'accès à l'exposition Boilly sur remise de celui-ci aux caisses du Palais des Beaux Arts ; à savoir : une entrée gratuite pour une entrée achetée au plein tarif.

Relations publiques :

100 entrées à l'exposition seront offertes à la SNCF pour distribution aux cheminots en charge de la vente des billets de train et de l'insertion des coupons dans les pochettes.

Visibilité du partenaire :

Le logo de la SNCF figurera sur les coupons édités par le Palais des Beaux Arts ainsi que sur les supports de communication de l'exposition Boilly (affiches, cart'com...)

IV/ Conditions et durée de validité de l'opération

La présente opération se déroulera entre novembre 2011 et février 2012. Toute modification des éléments énoncés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant ou d'un accord écrit validé par les deux parties.

V/ Résiliation

Tout manquement par l'une ou l'autre des parties à ses obligations conformément aux termes de la présente convention entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention, 15 jours après la mise en demeure d'exécuter ses obligations, par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.

Toutefois, la responsabilité des Parties ne sera pas engagée en cas de manquement survenant à la suite d'événements ou d'incidents imprévisibles et irréversibles rendant impossible ou retardant la réalisation partielle ou totale de l'opération. La Partie placée devant un tel cas de force majeure devra prévenir l'autre Partie dans les plus brefs délais et par tous les moyens. La Partie se devra également de prévenir de la fin du cas de force majeure.

Les parties s'efforceront de trouver, d'un commun accord, une solution aux difficultés causées dans une telle éventualité. Si cela est possible, le musée proposera dans ce cas un projet alternatif au partenaire, répondant aux critères de la présente convention. L'impossibilité pour l'une des parties d'accomplir ses obligations, en raison de la survenance d'une force majeure ou pour quelque cause qu'il soit ne peut donner lieu à aucune indemnité en faveur de l'autre partie.

VI/ Loi applicable

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient de la compétence du Tribunal Administratif de Lille après épuisement des voies de règlement à l'amiable.

Fait à Lille le

En cinq exemplaires originaux

Pour la Ville de Lille

Catherine Cullen
Adjointe au Maire de Lille
déléguée à la Culture

Pour la SNCF

Jacques Goolen
Directeur Régional SNCF
Nord Pas de Calais

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/853

OBJET

Palais des Beaux-Arts - Convention de partenariat entre la Ville et le Théâtre du Nord autour de visites croisées.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le Palais des Beaux-Arts et le Théâtre du Nord souhaitent s'associer dans le cadre de rencontres croisées. Cette opération doit contribuer à rapprocher les programmations respectives, dans la perspective d'accroître la notoriété des activités de chaque équipement et de favoriser le croisement des publics.

La visite thématique du 14 décembre 2011 permettra à un groupe de visiteurs de suivre une visite guidée au Palais des Beaux-Arts sur le pavillon espagnol (Le Greco, Goya et Ribera) puis de participer au Théâtre du Nord à un cours de théâtre sur « Dom Juan » de Molière.

La visite thématique du 15 février 2012 permettra à un groupe de visiteurs de suivre une visite guidée au Palais des Beaux-Arts sur le courant réaliste au XIX^e puis de participer à un cours de théâtre sur « Tempête sous un crâne », d'après les *Misérables* de Victor Hugo.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention liant la Ville au Théâtre du Nord, Théâtre national Lille Tourcoing région Nord/Pas-de-Calais, ci-annexée.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

- 2 NOV. 2011Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Culture
Catherine CULLEN

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

RAISON SOCIALE: **Théâtre du Nord, Théâtre national Lille Tourcoing**
SIEGE : **Région Nord Pas-de-Calais**
4, place du Général de Gaulle
BP 302 - 59026 Lille Cedex
TELEPHONE : **03 20 14 24 00**
N° SIRET : **324 745 405 00021** Code APE :
REPRESENTEE PAR : **Jérôme Sallé**
EN QUALITE DE : **Secrétaire Général**

Ci-après dénommée "Le Théâtre du Nord"

d'une part,

ET

RAISON SOCIALE : **Palais des Beaux-Arts/ Ville de Lille**
SIEGE : **18 bis rue de Valmy - 59000 Lille**
TELEPHONE : **03 20 06 78 00**
N° DE SIRET : **21590350100017** Code APE : **751A**
REPRESENTE PAR : **Catherine CULLEN**
EN QUALITE DE : **Adjointe au Maire de Lille déléguée à la Culture**

Ci-après dénommé "Le Palais des Beaux-Arts"

d'autre part,

Préambule :

Le Théâtre du Nord et le Palais des Beaux-Arts ont décidé de s'associer sur des opérations ponctuelles fondées sur des rapprochements de leurs programmations respectives, dans le but d'accroître la notoriété de leurs activités et de favoriser le croisement de leurs publics.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

1 - OBJET

La convention concerne l'organisation de visites croisées, qui se dérouleront le mercredi 14 décembre 2011 et le mercredi 15 février 2012, et se décomposeront ainsi :

- une visite guidée au sein des collections du musée selon une thématique choisie (cf. Programme en Annexe 1.). Durée 1h environ.
- un cours public dans la petite salle du Théâtre du Nord sur deux pièces phare de la saison 201-2012 (cf. Programme en Annexe 1.). Durée 1h30 environ.

2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

Le Théâtre du Nord s'engage à :

- réserver 30 places sur chaque séance de cours public, aux dates précédemment citées
- accorder 30 invitations à assister à la première de la pièce *La bonne âme du Se-Tchouan* de Bertolt Brecht (22 au 28 juin 2012).

Le Palais des Beaux-Arts s'engage à :

- mettre à disposition une guide-conférencière pour la visite guidée, aux dates précédemment citées
- attribuer aux abonnés "Carte blanche" du Théâtre du Nord un quota de 50 invitations aux vernissages des expositions de la saison 2011-2012 (Boilly, du 04 nov. 2011 au 06 fév. 2012 et Babel, du 08 juin 2012 au 14 janv. 2013).

3 - JAUGE ET PRIX DES PLACES

L'accès à ces animations est gratuit. Le nombre de participants est limité à 30 sur chaque date. L'inscription est obligatoire (tél .03 20 14 24 19 ou celinedelesalle@theatredunord.fr).

4 - RÉSILIATION

Tout manquement par l'une ou l'autre des parties de ses obligations au terme de la présente convention, entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention, 15 jours après la mise en demeure d'exécuter, par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet. Toutefois, la responsabilité de chacune des parties ne pourra être engagée en cas d'incidents imprévisibles ou d'événement reconnu de force majeure rendant impossible ou retardant la réalisation partielle ou totale des opérations décrites. Les parties s'efforceront de trouver, en commun accord, une solution aux difficultés causées dans une telle éventualité.

5 – CONDITIONS ET DURÉE DE L'OPÉRATION

La présente convention prendra effet à sa signature et se terminera le 15 février 2012. Toute modification des éléments énoncés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant ou d'un accord écrit validé par les deux parties.

6 – LOI APPLICABLE

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient de la compétence du Tribunal Administratif de Lille après épuisement des voies de règlement à l'amiable.

Fait à

En 2 exemplaires originaux, le 2011

Le Théâtre du Nord*

Jérôme SALLÉ

Le Palais des Beaux-Arts

Catherine CULLEN

* Faire précéder de la mention manuscrite « lu et approuvé ». Chaque page du présent contrat doit être paraphée.

ANNEXE 1 : Programme détaillé des actions proposées

"Du musée au théâtre, visites croisées"

Visites thématiques dans les collections du Palais des Beaux-Arts suivies d'un cours public au Théâtre du Nord sur deux pièces phares de la saison 2011-2012.

■ Mercredi 14 Décembre 2011

16 h 30 Visite guidée : Le pavillon espagnol (Le Greco, Ribera, Goya)
18 h 30 Cours public sur "Dom Juan" de Molière*

■ Mercredi 15 Février 2012

16 h 30 Visite guidée : Le courant réaliste au XIXème siècle.
18 h 30 Cours public sur "Tempête sous un crâne" d'après Les Misérables de Victor Hugo*.

** Animé par Yannic Mancel, conseiller artistique du Théâtre du Nord. Théâtre du Nord, petite salle*

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/854

OBJET

**Primes Habitat Durable - Octroi de primes
municipales : rénovation durable de l'habitat,
OPAH-RU, sortie d'insalubrité.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille s'engage auprès des propriétaires et notamment des plus modestes pour les aider à concrétiser leur projet d'amélioration de l'habitat, grâce à des aides ciblées.

C'est l'objet de :

- l'OPAH de Renouvellement Urbain, qui a été lancée en collaboration avec la Communauté Urbaine mais aussi avec le Conseil Général et le Conseil Régional, sur des périmètres ciblés de la Ville de Lille, Hellemmes et Lomme. La mobilisation de l'ensemble des partenaires dans un objectif d'amélioration du patrimoine bâti, des conditions de vie des habitants, de maîtrise des charges et de respect des principes de développement durable, permet d'inciter les propriétaires aux ressources modestes à réaliser les travaux d'amélioration avec un niveau de subvention important, pouvant aller jusqu'à 85 % du montant des travaux.
- la prime à la rénovation durable de l'habitat qui permet d'inciter les propriétaires à engager des travaux de rénovation énergétique de leur logement (isolation, chauffage, ventilation...)
- la prime à la sortie d'insalubrité, pour les logements les plus dégradés, qui permet aux propriétaires d'engager une réhabilitation totale de leur logement lorsque l'état d'insalubrité a été constaté.

Ces aides complètent, avec les primes pour l'installation d'équipement solaire et les primes pour l'installation de système de récupération des eaux pluviales, le panel des subventions que la Ville de Lille a mis en place en faveur d'un habitat rénové et durable.

Par délibération n° 08/534 du 23 juin 2008, la Ville de Lille a approuvé le dispositif d'attribution des primes aux propriétaires dans le périmètre de l'OPAH Renouvellement Urbain.

Par délibération n° 08/761 du 6 octobre 2008, la Ville de Lille a approuvé le dispositif de primes à la rénovation durable de l'habitat, modifié par la délibération n° 10/233 du 29 mars 2010.

Par délibération n° 09/388 du 18 mai 2009, la Ville de Lille a approuvé le dispositif de primes de sortie d'insalubrité, complété par la délibération n° 10/237 du 29 mars 2010.

Par délibération n° 09/590 du 29 juin 2009, la Ville a approuvé la mise en place d'écoconditionnalités d'octroi des primes dans le périmètre de l'OPAH Renouvellement Urbain.

Par délibération n° 11/102 du 17 février 2011, la Ville a approuvé l'adaptation des primes municipales de sortie d'insalubrité, d'OPAH-RU et de rénovation durable à la réforme ANAH 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **DONNER** un avis favorable pour l'attribution des primes sollicitées figurant dans le tableau joint, pour un montant total de 19.486 €, dont 19.486 € pour la Ville de Lille ;
- ◆ **AUTORISER** l'attribution et le paiement des primes proposées, dans la limite des montants attribués aux pétitionnaires, sous réserve que les travaux le nécessitant aient fait l'objet d'une déclaration préalable et que les travaux réalisés soient conformes aux prescriptions éventuelles de ladite autorisation. Au moment du paiement, le montant de la prime pourra être revu à la baisse, dès lors que les factures finales feront apparaître un différentiel par rapport au projet initial validé ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses liées aux primes rénovation durable de l'habitat et sortie d'insalubrité sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération QAIPA n° 1241 intitulée « Habitat ancien aide aux particuliers – Investissement » - AP référencée QRHABDUR.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Politique du Logement


Audrey LINKENHELD



Titre	Nom	Prénom	Com. Associée ou Quartier	Adresse logement	Type prime	Montant total travaux TTC	Dépense subventionnable	Montant subvention		dont Ville	dont Département	dont Région	Statut	Nb lgt subventionnés	Observations
PRIME RENOVATION DURABLE															
Mr	CHECK	Corentin	FIVES	72 rue Malesherbes	Rénovation Durable	14 279 €	12 832 €	3 208 €	25%	3 208 €			PO	1	
Mr et Mme	COUTURIER	Stéphane et Christelle	FIVES	66 rue Raspail	Rénovation Durable	64 749 €	27 472 €	6 825 €	25%	6 825 €			PO	1	Dossier avec AMO + DPE
				SOUS TOTAL Prime RENOVATION DURABLE		79 028 €	40 304 €	10 033 €		10 033 €	0 €	0 €		2	
PRIME SORTIE D'INSALUBRITE															
Mme	SEDDIG	Laurence	Wazemmes	22 rue chateaubriand	Sortie d'insalubrité	56 989 €	54 018 €	9 453 €	17,5%	9 453 €	PO			1	PO plafond majoré
				SOUS TOTAL Prime « sortie insalubrité »		56 989 €	54 018 €	9 453 €		9 453 €	0 €	0 €		1	
				TOTAL TOUTES PRIMES		136 017 €	94 322 €	19 486 €		19 486 €	0 €	0 €		3	

Avis favorable de la Commission réunie le 30/09/2011 sur l'ensemble des dossiers soumis, pour accord de principe d'octroi de dossiers de prime d'un montant total de 19.486 € (sous réserve d'obtention par les propriétaires des autorisations administratives pour la réalisation des travaux). Les primes pourront être recalculées par la commission dans la limite maximale attribuée initialement, après examen des pièces justificatives fournies pour le paiement (factures).

Audrey LINKENHELD
Adjointe déléguée au Logement

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/855

OBJET

Habitat participatif - Adhésion de la Ville au Réseau national des collectivités en matière d'habitat participatif - Charte du réseau.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille souhaite soutenir le développement de projets d'initiatives citoyennes qui s'inscrivent dans son projet de mieux vivre ensemble et de diversité sociale et culturelle. En effet, nombreux sont les habitants qui désirent construire et habiter « autrement » en ville, c'est à dire :

- habiter un logement de grande qualité répondant d'autant mieux à ses besoins ou à ses rêves qu'on l'a défini soi même ;
- habiter avec d'autres et non pas seul, en aspirant à un voisinage fait de convivialité, de solidarité et d'entraide quotidienne ;
- mieux vivre en lien avec son quartier et s'ancrer dans la vie de son quartier ;
- souvent aspirer à un logement respectueux de l'environnement ou anti spéculatif.

L'habitat participatif consiste à ce que les futurs habitants d'une résidence participent à la définition et à la conception de leur logement et, parfois, de leurs locaux professionnels. La construction ou la réhabilitation de l'immeuble peut être faite soit par les habitants eux-mêmes, soit par des entreprises qu'ils ont mandaté en tant que « autopromoteur », voire par un promoteur social ou privé. A l'issue de la construction, la vie et la gestion de l'immeuble restent en partie collective.

C'est une démarche forcément collective qui répond à la volonté d'habiter autrement dans la ville : désir de créer soi même son logement ; aspiration à une forme de vie collective, solidaire et harmonieuse dans les rapports de voisinage quotidien, sans pour autant nécessairement vivre en communauté.

L'habitat participatif est une façon d'habiter dans tous les cas plus solidaire et plus conviviale, souvent plus qualitative, parfois plus économique et en tous cas plus durable, de fabriquer la ville et un voisinage convivial et harmonieux.

La Ville de Lille a pris la décision de s'engager pour l'habitat participatif à travers deux actions importantes.

D'une part, elle a pris contact avec d'autres collectivités locales qui partagent la même aspiration au développement d'initiatives citoyennes dans l'habitat.

Ainsi, la Ville de Lille était présente, dès le 19 novembre 2010, à une réunion fondatrice qui s'est tenue au Parlement Européen, durant le forum des éco-quartiers et les rencontres nationales de l'habitat participatif à Strasbourg. Les onze collectivités locales présentes étaient la Communauté Urbaine d'Arras (62), la Ville de Besançon (25), le Conseil Général de Meurthe et Moselle (54), la Ville de Lille (59), la Ville de Montreuil (93), la Ville de Nanterre (92), la Ville

de Paris (75), la Ville de Saint-Denis (93), la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg (67), la Ville de Toulouse (31) et la Ville de Vandoeuvre-les-Nancy (54).

Ces onze collectivités ont souhaité, lors de cette réunion, créer un réseau national de coopération des collectivités en matière d'habitat participatif dans l'objectif de réunir l'ensemble des collectivités françaises, souvent sollicitées par des initiatives citoyennes en la matière, et souhaitant s'investir et mutualiser leurs expériences sur le sujet. Ce réseau constituera à la fois : une plateforme active d'échanges d'expériences, un outil opérationnel, prospectif et engagé pour faire de l'habitat participatif une composante des politiques publiques, mais aussi un levier de lobbying. La présente délibération vise donc à valider l'adhésion de la Ville de Lille à ce réseau et d'en valider la charte ci annexée. La Ville intégrera le « Comité de pilotage » du réseau qui réunit 6 collectivités locales motivées et impliquées dans le fonctionnement opérationnel de ce réseau.

D'autre part, souhaitant concrétiser rapidement cet engagement, la Ville de Lille lance un appel à projets en matière d'habitat participatif portant sur cinq terrains situés dans différents quartiers de la ville.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la Ville de Lille à adhérer au « Réseau national des collectivités - Habitat participatif » ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la charte relative, ci-annexée.

Affiché en Mairie le 17/10/11

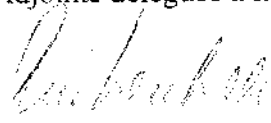
Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Politique du Logement


Audrey LINKENHELD

Habitat participatif Réseau national des collectivités

VOLET 1 : Charte du réseau

*Proposition construite et entérinée
par l'ensemble des collectivités membres*

Rappel du processus d'élaboration

Durant la 2^e rencontre du réseau national, les 31 mars et 1^{er} avril 2011 à Strasbourg, il a été convenu par les élus des collectivités représentées de procéder à :

- *la rédaction d'une charte du réseau : document de cadrage et d'orientation visant à guider l'action du réseau ;*
- *la définition des volets organisationnels classiques du réseau (pilotage, animation, calendrier et actions / activités).*

Ce travail, confié aux techniciens des collectivités, a été initié dès cette rencontre et poursuivi via des échanges itératifs par courriel. Une première version complète a été présentée pour validation les 15 et 16 juin 2011 à Montreuil, lors de la 3^e rencontre du réseau.

A Montreuil, pour l'essentiel, l'esprit et le contenu de ces documents ont été accueillis très positivement. Quelques remarques ont été émises mais le corps de la Charte comme les principes de fonctionnement du réseau ont été entérinés.

Les documents, amendés selon ces remarques, ont été transmis à nouveau pour validation finale le 2 septembre dernier à l'ensemble des membres. Les dernières modifications demandées ont été ajoutées, clôturant le travail de rédaction de ces documents cadres. Vous trouverez donc ci-joint la version finale de la Charte.

Il a été entériné par les élus que la Charte serait officiellement signée par les représentants élus des collectivités membres, le 24 novembre 2011 à Grenoble, lors de la 4^e rencontre du réseau national. Cet événement, qui marquera le véritable démarrage opérationnel du réseau, sera très certainement médiatisé.

Concernant le souhait de plusieurs collectivités de soumettre au préalable cette charte à leurs instances décisionnaires, nous vous invitons donc à travailler sur la base de ces documents finalisés communs désormais à l'ensemble des membres du réseau.

L'équipe du réseau

CHARTE

Préambule

Le réseau national de coopération des collectivités en matière d'habitat participatif a été créé dans l'objectif de réunir l'ensemble des collectivités françaises, souvent sollicitées par des initiatives citoyennes en la matière, et souhaitant s'investir et mutualiser leurs expériences sur le sujet.

Ce réseau, initié par la Ville et Communauté urbaine de Strasbourg, a été créé par onze collectivités¹, le 19 novembre 2010, au Parlement Européen, durant le forum des éco-quartiers et les rencontres nationales de l'habitat participatif.

Ce réseau constitue à la fois : une plateforme active d'échanges d'expériences, un outil opérationnel, prospectif et engagé pour faire de l'habitat participatif une composante des politiques publiques, mais aussi un levier de lobbying. Il s'inscrit dans une démarche d'ouverture vers l'ensemble des acteurs institutionnels ou privés investis sur la question, en particulier en direction des mouvements associatifs engagés.

L'habitat participatif (éléments de définition)² :

- L'habitat participatif est une alternative, dans la conception et/ou dans la gestion, aux pratiques ordinaires de la promotion privée et du logement social ;
- il se caractérise par une dimension participative et citoyenne par l'association des habitants à la définition collective de leur habitat. L'ouverture, souvent marquée, de ces pratiques sociales sur la ville contribue à la fabrication de la ville au sens large ;
- il témoigne de la nécessité d'un lien social renouvelé, d'apport de mixité dans la ville, tant interculturelle qu'intergénérationnelle ;
- il peut se décliner selon un large éventail de formes allant de la copropriété classique à l'habitat coopératif non spéculatif ;
- il revêt un enjeu de mutualisation des coûts et des espaces (foncier, construction, consommations...) ;
- il concourt à l'insertion d'enjeux d'économie sociale et d'activités économiques (mixité fonctionnelle) ;
- il sort du cadre ou du schéma de l'habitat individuel et lié à un programme prédéfini de façon à favoriser l'expérimentation et l'inventivité dans les modes d'habiter ;
- il apporte une réelle valeur ajoutée à la maîtrise d'usage qui fait partie intégrante de la démarche et de l'objectif de qualité et de durabilité du logement ;
- il peut porter ou se caractériser par des valeurs écologiques et sociales plus ou moins marquées qui se traduisent dans les choix de construction et de programmation de l'opération.

¹ Communauté urbaine d'Arras, Ville de Besançon, Conseil Général de Meurthe et Moselle, Ville de Lille, Ville de Montreuil, Ville de Nanterre, Ville de Paris, Ville de Saint-Denis (93), Ville et Communauté urbaine de Strasbourg, Ville de Toulouse et de Ville de Vandoeuvre-les-Nancy.

² Essai de « définition » de l'habitat participatif visant à identifier les principales lignes caractéristiques et communes de ce type de démarche. L'objectif visait à s'entendre sur une base du concept pour faciliter le travail de formalisation de la Charte. Cette définition ne prétend pas traduire l'exhaustivité du concept d'habitat participatif et ne doit donc pas être entendue comme « officielle ».

Un réseau actif d'échanges d'expériences

Avant toute chose, le réseau vise à faire vivre le débat de manière active entre grandes catégories d'acteurs investis sur le sujet.

Ouvert sur les réseaux associatifs locaux existants, eux-mêmes engagés aujourd'hui dans une démarche de rapprochement national, le réseau vise à fédérer dans un premier temps les collectivités désireuses de s'investir sur la thématique.

Le réseau a donc pour ambition de créer les conditions nécessaires pour :

- diffuser les connaissances existantes ;
- partager les pratiques expérimentées ;
- mutualiser les expertises pour réinterroger nos pratiques et politiques ;
- questionner les modèles existants, tant « historiques » que plus récents.

En parallèle, pour optimiser la coopération entre collectivités le réseau veillera à organiser :

- la capitalisation et la mutualisation concrètes des expériences ;
- le partage des outils respectifs ;
- la diffusion de cette matière en direction des collectivités intéressées ;
- la communication des résultats des études et des échanges menés dans son cadre.

Un outil opérationnel

Au-delà du partage d'expériences, le réseau œuvrera à établir des solutions opérationnelles permettant de faciliter l'émergence concrète de projets d'habitats participatifs en :

- s'interrogeant sur la légitimité et la nature du soutien à apporter à ces initiatives : en étudiant par exemple quels niveaux d'aides publiques apporter selon les contextes et les types de projets (besoins locaux, actions publiques....) ;
- recherchant des solutions et montages opérationnels et reproductibles facilitant une meilleure généralisation et stabilité des projets, notamment en identifiant les freins et les vides juridiques existants ;
- mesurant l'intérêt de ces démarches par rapport aux baisses de coût de sortie des logements. Une telle évaluation nécessitera de s'interroger sur la prise en compte de la qualité et de la valeur d'usage des logements ainsi produits.

Pour ce faire, les partenaires s'engagent à mutualiser les études, notamment juridiques déjà produites ou en cours, tout en étudiant l'opportunité de monter conjointement des études complémentaires permettant de répondre aux interrogations transversales ou largement partagées par les membres du réseau.

Une démarche ouverte

Le réseau souhaite demeurer une structure ouverte, tout en veillant à conserver un périmètre et donc une organisation opérationnels. Cette ouverture se traduira à plusieurs niveaux :

- en priorité en direction des collectivités intéressées pour rejoindre la dynamique et autour desquelles se construira le réseau ;

- en direction d'autres acteurs institutionnels ou issus de la recherche désireux de participer aux réflexions engagées (bailleurs, CAUE, chercheurs, universitaires,...) ;
- vers le tissu associatif investi sur la thématique, en privilégiant dans ses échanges, l'ouverture vers le réseau national associatif actuellement en préfiguration. Cette priorisation n'exclut en rien la possibilité d'échanger avec des acteurs associatifs plus locaux ou régionaux.

L'objectif d'une priorisation d'échanges du réseau national des collectivités, vers le « réseau national » associatif vise avant tout à :

- faciliter l'identification et l'échange avec un interlocuteur commun représentatif de l'ensemble des tendances propres au mouvement associatif ;
 - garantir ainsi une certaine neutralité des collectivités en respectant la diversité des démarches associatives existantes en matière d'habitat participatif ;
 - veiller à ne pas privilégier l'une ou l'autre forme d'habitat participatif prônée par chaque grande « famille » d'associations ;
 - privilégier des échanges bilatéraux transversaux plus susceptibles de contribuer à la mutualisation des forces et des moyens et donc favoriser l'émergence de formes variées d'habitat participatif, mais respectueuses des valeurs écologiques et sociales que le réseau des collectivités souhaite promouvoir pour répondre aux enjeux actuels.
- enfin l'ouverture du réseau se développera également vers les professionnels actifs sur le sujet ou désireux de développer des prestations d'accompagnement des groupes notamment. L'émergence de tels professionnels étant encore relativement naissante, le réseau des collectivités encouragera ces derniers à se réunir dans le cadre d'un cercle de travail national commun pour faciliter l'échange entre les deux réseaux et respecter à nouveau la diversité des structures professionnelles existantes ou qui se créeront.

Le réseau national ne vise pas à se substituer aux échanges bilatéraux appelés à se développer ou existants déjà entre une collectivité et son (ses) association(s) locale(s).

Pour optimiser la diffusion des échanges, il est proposé également que chaque grande collectivité, membre du réseau national, s'efforce de jouer un rôle de relai de l'information en direction des communes de son territoire intéressées par la thématique. Ceci garantira une meilleure irrigation des territoires et des acteurs intéressés par ces questions tout en permettant de conserver, à terme, un périmètre de fonctionnement opérationnel du réseau et une cohérence d'acteurs mobilisés.

Un réseau prospectif et engagé pour faire de l'habitat participatif une composante des politiques publiques

Si le réseau n'a bien évidemment pas vocation à orienter les choix et les objectifs que se fixent les mouvements associatifs dans la promotion et la réalisation de leurs projets d'habitat participatif, les collectivités entendent privilégier les démarches citoyennes incarnant une utilité sociale et recoupant les ambitions et valeurs qu'elles souhaitent promouvoir.

Un soutien particulier sera donc apporté aux projets caractérisés par une approche engagée en matière de développement durable, dans la diversité de ses composantes, tant humaines qu'écologiques.

Seront ainsi particulièrement soutenus :

- les projets visant à démocratiser l'habitat participatif pour permettre l'accès au plus grand nombre à ce type d'opérations. La question de la mixité sociale sera donc prégnante. Les réflexions du réseau en la matière viseront à étudier concrètement :
 - l'intégration d'une réelle mixité sociale au sein des opérations imaginées ou soutenues ;
 - la préservation de cette mixité sociale dans le temps, sur toute la période de mise en œuvre de ces projets ;
 - l'association des habitants à la définition de leur habitat (mode de gouvernance) ;
 - la mutualisation de ressources partagées entre habitants du collectif mais aussi avec d'autres structures ou habitants du quartier ;
 - la prise en compte de la dynamique créée et apportée, par des collectifs d'habitat participatifs, ouverts sur la vie du quartier et de la ville (partage d'équipements et de ressources mutualisés, jardins partagés...) ;
 - l'essaimage de pratiques d'innovations sociales, la transmission d'expériences collectives (interaction des pratiques professionnelles et citoyennes pour coproduire l'action publique).
- les projets visant également à intégrer les dimensions écologiques propres à la réalisation de l'opération. Les collectivités seront de ce fait attentives dans les projets aux traitements et prises en compte de :
 - la qualité, la durabilité, mais aussi la mixité fonctionnelle et l'évolutivité possible des programmes proposés ;
 - la minimisation des impacts environnementaux et la qualité de vie liée aux logements : approche bioclimatique, logements traversants, gestion optimisée de l'énergie et de l'eau, réflexions liées aux matériaux (énergie grise, aspect sanitaire, filières locales)... ;
 - la question de la mobilité (stationnement automobile et vélo, implantation à proximité des réseaux de TC,...) ;
 - la question de la nature et de la biodiversité en ville (végétalisation des cœurs d'îlots, toitures, murs, prise en compte de la biodiversité locale...) ;
 - d'une approche et qualité architecturale marquée des projets (éviter qu'elle ne soit « l'enfant pauvre de l'autopromotion »). Cette approche veillera à également à prendre en compte, l'implantation de ces opérations en « harmonie » dans le quartier.

L'intervention publique en faveur de projets d'habitat participatif engagés sur ces thématiques contribue, de fait, à légitimer l'action publique. Les partenaires du réseau national se réserveront donc le droit de demander aux groupes des engagements spécifiques sur ces questions au regard du soutien qu'ils leur apporteront, par exemple par l'introduction de clauses anti-spéculatives.

Pour ce faire, le réseau s'efforcera de constituer une plateforme engagée et prospective pour évaluer comment soutenir concrètement de telles approches.

L'intégration de ces démarches d'habitat participatif dans les politiques publiques (déclinaisons possibles dans les documents d'urbanisme) pourra notamment être étudiée pour donner, à cette forme de construction des logements, une place à part entière dans la production des logements.

Une force de « lobbying »

Ainsi constitué, le réseau pourra enfin, apporter une crédibilité accrue aux démarches d'habitat participatif, en démontrant l'intérêt d'une telle forme d'habitat face aux enjeux tant sociaux qu'environnementaux. Le soutien apporté par les collectivités, quelque soit la forme qui sera prise, contribuera sans doute à donner une légitimité nouvelle pour appuyer les projets citoyens.

A la mesure et au gré des défis qui se poseront dans l'évolution de telles démarches en France, le réseau des collectivités pourra constituer alors une force de lobbying nouvelle pour appuyer d'éventuelles améliorations ou modifications de la réglementation et du cadre législatif actuel en formulant des propositions de lois et amendements idoines. Ce cadre demeure en effet souvent contraignant et constitue un frein réel à l'émergence de projets d'habitats participatifs en France.

Les freins identifiés pouvant être tant financiers (fonds de garanties ; question de prêts, volet fiscal, taux de TVA,...) que juridiques (montages reconnus, stables et sécurisés, assurances,...) le réseau pourra également constituer une « force de frappe » en direction des grandes catégories d'acteurs concernées pour travailler de concert à l'émergence, voire au soutien de solutions ou de montages innovants, favorisant à la fois une meilleure démocratisation et consolidation des projets.

Conclusion

L'atteinte des objectifs ainsi énoncés et regroupés dans cette « charte des valeurs » nécessitera l'implication active de chacun des acteurs réunis dans ce réseau. La mutualisation de moyens (humains, financiers) pourra constituer sans doute un des besoins incontournables pour accompagner la montée en puissance du réseau.

La construction du réseau nécessitera du temps comme l'investissement de chacun de ses différents membres. La représentation des collectivités membres du réseau à chacune des rencontres sera organisée et garantie pour permettre à tous d'avancer conjointement.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/856

OBJET

Convention tripartite d'OPAH RU Lille
Quartiers Anciens entre la Ville de Lille, le
Département et Lille Métropole Communauté
Urbaine pour l'instruction et le versement des
aides du Département aux propriétaires pour
l'amélioration de l'habitat - Avenant.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 08/534 du 23 juin 2008, il a été approuvé que, dans le cadre de l'OPAH Renouvellement Urbain sur les quartiers de Fives, Lille-Sud, Moulins et Wazemmes, pour faciliter l'attribution des subventions aux propriétaires occupants, la Ville instruirait et verserait pour le compte du Département les subventions des particuliers.

En application de cette délibération, une convention tripartite a été signée entre la Ville, le Département et la Communauté Urbaine de Lille.

Les règles d'attribution des subventions du Département se définissaient comme suit :

	Plafond de travaux subventionnables	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	Ménages aux ressources modestes/ Plafond majoré
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	30.000 € HT	25 %	25 %	15 %
Travaux d'amélioration	16.250 € HT	25 %	25 %	15 %

Suite aux nouvelles règles d'intervention dans les OPAH adoptées par l'ANAH depuis le 1^{er} janvier 2011, le Conseil Général a dû modifier, par délibération du 20 juin 2011, ses propres critères d'attribution.

Désormais, à compter du 28 juin 2011, les nouvelles règles d'intervention du Département dans l'OPAH RU Lille Quartiers Anciens, sont les suivantes :

	Plafond de travaux subventionnables	Ménages aux ressources très modestes	Ménages aux ressources modestes	Ménages aux ressources modestes/ Plafond majoré
Travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé	50.000 € HT	15 %	15 %	10 %
Travaux d'amélioration	20.000 € HT	15 %	15 %	10 %

L'enveloppe financière allouée par le Département est maintenue à 715.000 €.

Suite à la réforme des règles d'attribution des subventions et afin de ne pas pénaliser les propriétaires s'engageant dans une démarche de rénovation durable de leur logement, par délibération n° 11/102 du 17 février 2011, la Ville de Lille s'est engagée pour le maintien d'un taux global de subvention pour les propriétaires.

La Ville de Lille compense la diminution des aides du Conseil Général par une augmentation de sa participation financière. La modification de règles d'attribution des subventions du Conseil Général n'impacte donc pas le financement des travaux de rénovation pour le propriétaire occupant.

Afin de maintenir la méthode d'instruction et de versement définie dans la convention initiale, il est proposé la signature d'un avenant à la convention d'OPAH RU Lille Quartiers Anciens modifiant les modalités d'intervention du Conseil Général dans le financement des aides accordées aux propriétaires occupants.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

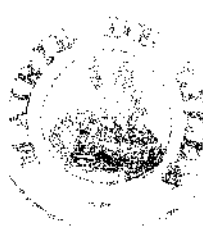
Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **APPROUVER** le dispositif de versement des primes du Département du Nord pour le compte de ce dernier ;
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer l'avenant à la convention tripartite avec le Département du Nord et Lille Métropole Communauté Urbaine permettant l'instruction et le paiement des primes du Département ;
- ◆ **AUTORISER** le versement des aides aux propriétaires occupants selon les conditions définies ci-dessus ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 70 – Opération QHANN n° 1311 intitulée « Habitat ancien ANRU – Investissement » - AP référencée QANRUHABPG.

Affiché en Mairie le 17/10/11

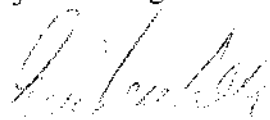
Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011



Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Politique du Logement


Audrey LINKENHELD

Avenant à la convention d'OPAH-RU de Lille Quartiers Anciens
modifiant les modalités d'intervention du Conseil Général
dans le financement des aides accordées aux Propriétaires Occupants

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 7 juillet 2008 prévoyant l'intervention du Département dans l'OPAH-RU de Lille Quartiers Anciens,

Vu la convention intervenue entre le Département et la Ville de Lille en application de la délibération du 7 juillet 2008,

Vu la délibération du Conseil Général en date du 20 juin 2011,

Vu le budget départemental 2011

ARTICLE 1 :

Les taux d'intervention du Département et les plafonds de travaux repris dans la convention susvisée sont abrogés.

ARTICLE 2 :

A compter du 28 juin 2011 les nouvelles règles d'intervention du Département dans les OPAH sont les suivantes :

PROPRIETAIRES OCCUPANTS		Taux de subvention					
		Ménages aux ressources très modestes		Ménages aux ressources modestes		Ménages aux ressources modestes/plafond majoré	
Projet de travaux lourds pour réhabiliter un logement indigne ou très dégradé		ANAH	DEPT	ANAH	DEPT	ANAH	DEPT
Plafond de travaux subventionnables 50 000 € H.T.		50 %	15 %	50 %	15 %	50 %	10 %
Projets de travaux d'amélioration Plafond de travaux subventionnables 20 000 € H.T.	Pour la sécurité et la salubrité de l'habitat	50 %	15 %	50 %	15 %	50 %	10 %
	Pour l'autonomie de la personne	50 %	15 %	50 %	15 %	35 %	10 %
	Autres travaux	35 %	15 %	20 %	15 %	0	10 %

ARTICLE 3 :

L'enveloppe financière initiale accordée pour la réalisation de l'OPAH-RU de Lille Quartiers Anciens d'un montant de 715 000 € demeure inchangée.

Fait à Lille, le

Le Conseil Général du Nord

La Ville de Lille

Monsieur Patrick KANNER
Président

Madame Martine AUBRY
Maire

Lille Métropole Communauté Urbaine

Madame Martine AUBRY
Présidente

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/857

OBJET

Centres sociaux et Maisons de quartier -
Versement du solde de la subvention d'animation
globale accordée au titre de l'année 2011.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 02/698 du 7 octobre 2002, le Conseil Municipal a autorisé la signature d'une convention cadre définissant les attentes, les principes et les modes de collaboration et de financement permettant de pérenniser et qualifier les projets des Centres sociaux. Les principaux financeurs des Centres sociaux lillois que sont la Ville de Lille, le Département du Nord et la Caisse d'Allocations Familiales de Lille ont considéré qu'il était nécessaire d'actualiser ce cadre contractuel commun. Pour ce faire, il s'agissait de développer et ajouter certains axes à la convention cadre, dans le respect de la démarche initiée en 2002 et de valeurs caractérisant les centres sociaux et leurs contrats de projets respectifs.

La délibération n° 11/106 du 17 février 2011 rappelle les enjeux de cette initiative et autorise le Maire à signer la nouvelle convention cadre, fruit d'une coproduction menée par les partenaires institutionnels et associant la Fédération départementale des centres sociaux et les centres sociaux eux-mêmes.

Cette convention, signée le 8 septembre 2011, est un accord politique et stratégique entre ses signataires : les centres sociaux lillois, la Fédération départementale des centres sociaux, la Ville de Lille, la Caisse d'Allocations Familiales de Lille et le Département du Nord.

Elle fixe précisément les modalités de financement des centres sociaux dont l'agrément est renouvelé par la Caisse d'Allocations Familiales de Lille et ce, pour la durée dudit renouvellement, débattu au sein du comité technique institué par la CAF conformément aux termes de la convention cadre et auquel la Ville de Lille est associée.

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, une convention régit les relations entre la Ville et les organismes dont le montant total des subventions versées par la Ville, pour l'exercice 2011, dépasse 23.000 €.

Parmi ces subventions présentées à l'examen du Conseil Municipal par les délégations ad hoc et dont certaines font l'objet de délibérations antérieures, concomitantes et/ou à venir, figurent les subventions dites d'animation globale qui garantissent aux centres sociaux les moyens de prise en charge des dépenses relevant de leur fonctionnement administratif, comptable, logistique et statutaire.

Le tableau récapitulatif qui figure en annexe reprend le montant du solde des subventions qu'il convient d'allouer à chaque structure sous réserve que les associations aient constitué des dossiers complets pour 2011 et, a fortiori, pour les exercices antérieurs, auprès des services municipaux concernés.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement au bénéfice des Centres sociaux et Maisons de quartier des subventions d'animation globale conformément à la répartition figurant en annexe ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 422, Mission : Education Jeunesse – Programme : Relation Centres sociaux et Maisons de quartier – Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de quartier – Opération AJCSQ n° 631 « subvention aux équipements de proximité ».

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Centres sociaux et Maisons de quartier



Marc BODIOT



CENTRES SOCIAUX RECAPITULATIF DES VERSEMENTS EFFECTUES ET A VENIR	ANNEE 2011 Subvention accordée en 2010	Subvention 2011	1er acompte CM du 17/12/2010	2nd acompte CM du 23/05/2011	2011 - Solde reste à verser
Centre social de l'Arbrisseau	82 700,00 €	100 000,00 €	63 193,95 €	30 000,00 €	6 806,05 €
Centre social du Quartier de Lille - Centre "La Busette"	108 677,00 €	108 046,00 €	63 193,95 €	32 413,80 €	12 438,25 €
Centre social Marcel Bertrand	80 535,00 €	104 320,00 €	63 193,95 €	31 296,00 €	9 830,05 €
Association des usagers du Centre social Mosaïque	89 414,00 €	90 000,00 €	63 193,95 €	26 806,05 €	0,00 €
Centre social Roger Salengro (Maison de Quartier de Fives)	83 300,00 €	96 869,00 €	63 193,95 €	29 060,70 €	4 614,35 €
Centre Social - Maison de Quartier de Wazemmes	129 081,00 €	115 497,00 €	63 193,95 €	34 649,10 €	17 653,95 €
Centre social Rosette de Mey	111 322,00 €	112 435,00 €	63 193,95 €	33 730,50 €	15 510,55 €
Association Projet - Centre social du Faubourg de Béthune	145 535,00 €	156 480,00 €	68 193,95 €	40 237,80 €	48 048,25 €
Maison de Quartier Godeleine Petit - Centre social du Vieux Lille	136 699,00 €	118 423,00 €	63 193,95 €	35 526,90 €	19 702,15 €
Centre social de Saint Maurice Pellevoisin	59 514,00 €	63 193,95 €	63 193,95 €	0,00 €	0,00 €
Maison de Quartier Les Moulins	83 000,00 €	83 000,00 €	63 193,95 €	19 806,05 €	0,00 €
Association Grandir Ensemble avec le Centre social Lazare Garreau	110 000,00 €	100 594,00 €	63 193,95 €	30 178,20 €	7 221,85 €
Association Maison de Quartier Vauban - Esquermes	84 010,00 €	78 239,95 €	63 193,95 €	15 046,00 €	0,00 €
Centre Social Intercommunal « La Maison du Chemin Rouge »	71 220,00 €	63 193,95 €	63 193,95 €	0,00 €	0,00 €

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/858

OBJET

**Union Française de la Jeunesse (UFJ) - Studio
Espace Vocal - Projet d'Art Vocal avec les
centres sociaux.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le studio Espace Vocal de l'Union Française de la Jeunesse (UFJ) a présenté un projet d'action dont l'objectif est la rencontre, hors des sentiers conventionnels, entre les enfants fréquentant les centres sociaux et l'enseignement artistique spécialisé.

L'idée directrice de ce projet est d'associer 140 enfants, âgés de 8 à 12 ans, dans une dynamique de découverte et de pratique du chant lors d'ateliers hebdomadaires pendant 8 à 9 mois dans la perspective d'une représentation publique sur la scène du théâtre Sébastopol en compagnie de musiciens et d'acteurs, dans des conditions d'exercice professionnelles.

Une trentaine de séances de travail sous la direction d'un chef de chœur, artiste musicien, sont programmées chaque samedi après midi au Centre social Lazare Garreau, autour d'un piano droit, loué pour l'occasion.

L'ambition de cette opération est plurielle. En effet, outre la mobilité des enfants vers le piano du nouveau Centre social Lazare Garreau et la mixité espérée par le rassemblement régulier et en un même lieu de 140 enfants des différents quartiers de Lille, c'est bien l'espoir de développer chez eux la sensibilité artistique et le goût de l'excellence qui anime ce projet.

Le concours financier de la Ville est sollicité à hauteur du coût de l'opération, estimé à 9.480 €.

Cette demande portant sur 2 exercices comptables distincts, il convient de prévoir un fractionnement du versement de l'aide de la Ville selon le mode de répartition suivant :

- 3.555 € au titre de l'exercice 2011,
- 5.925 € au titre de l'exercice 2012.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention d'un montant de 3.555 € à l'Union Française de la Jeunesse – Studio Espace Vocal au titre de l'année 2011 ;

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 422 - Mission : Éducation Jeunesse - Programme : Relation Centres sociaux et Maisons Quartiers - Action soutien aux fonctionnements des Centres sociaux et Maisons de Quartier - Opération AJCSQ n° 631 “ subvention aux équipements de proximité.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Centres sociaux et Maisons de
quartier



Marc BODIOT



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/859

OBJET

**Training Job Café Seniors - Subvention à la
Jeune Chambre Economique de Lille Métropole.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Jeune Chambre Economique (JCE) est un mouvement de jeunes d'horizons socio-professionnels variés qui a pour vocation de contribuer au progrès de la Cité en initiant des projets présentant une utilité sur le plan social et en donnant à ses membres l'opportunité de développer leur talents par la prise de responsabilité, l'esprit d'entreprise et de solidarité nécessaires pour créer des changements positifs.

Alors même que l'actualité nous démontre qu'à 45 ans, le salarié entre dans la deuxième moitié de sa vie professionnelle, la réalité nous amène à constater qu'à cet âge beaucoup de demandeurs d'emploi rencontrent des difficultés à rebondir sur le plan professionnel y compris des cadres.

La JCE a développé au niveau national des Training Job Café en direction de jeunes diplômés qu'elle a souhaité en 2010 expérimenter sur un public lillois demandeurs d'emploi de plus de 45 ans cadre et agent de maîtrise.

Le renouvellement de l'action fixée le 15 novembre dans les locaux de l'IAE à Lille consiste en 1 journée dédiée à la promotion de l'emploi des + de 45 ans.

La matinée sera consacrée à des ateliers en direction de 50 demandeurs d'emploi. Ces ateliers traiteront de la gestion du stress, la richesse de la diversité et l'analyse de l'expérience. Ils seront principalement animés par des cadres en exercice et associeront des associations qui accompagnent la recherche d'emploi des + de 45 ans.

En après-midi se tiendra une rencontre en direction d'entrepreneurs et de DRH pour les sensibiliser à l'accueil de senior dans leurs organisations. Un temps sera dédié au rappel des différents accords cadre signés en faveur de l'emploi des senior et la deuxième partie de l'après-midi sera consacrée à une intervention du théâtre forum. Cette forme d'intervention a été privilégiée pour permettre aux participants de prendre du recul sur leur pratique (ce qui avait été bien ressenti à l'occasion de la précédente édition).

La JCE a renforcé son partenariat avec différents acteurs tels que l'ARACT, FACE (avec qui est envisagée la poursuite de l'animation de cette action dans le cadre de son activité à compter de 2012), Job Story, Dispo Cadres, Focus RH pour le suivi des demandeurs d'emploi présents à l'action dans la durée.

Pour mener à bien ce projet, dont le coût global s'élève à 7.700 €, la Jeune Chambre Economique sollicite le soutien de la Ville de Lille à hauteur de 1.500 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 1.500 € à la Jeune Chambre Economique de Lille Métropole, sise 72-74 rue Royale à Lille (Siret n° 78371123700041) ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 90 – Opération n° 488 intitulée « Soutien à l'Emploi ».

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 26 OCT 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à l'Emploi - Insertion



Bernard CHARLES



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du **14 octobre 2011**N° **11/860**

OBJET

Fourrière Municipale - Enlèvement de véhicules automobiles - Remboursement des frais.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

A la suite d'opérations d'enlèvements, plusieurs contrevenants ont présenté une requête aux fins d'obtenir le remboursement des frais de fourrière et de gardiennage ou l'annulation de la dette en cas de destruction du véhicule en apportant des explications sur les circonstances particulières ayant conduit à l'infraction.

Certaines de ces demandes répondent aux critères retenus pour être soumises au Conseil Municipal (par exemple circonstances particulières liées à la personne responsable du véhicule ou liées à l'état du véhicule, cas de force majeure avec justificatif) et sont présentées dans le tableau ci-dessous.

bénéficiaire	infraction	circonstances	somme
Monsieur GOOLEN Louis	Stationnement gênant porte cochère rue du Capitaine Michel à Lille	Le véhicule de Monsieur GOOLEN a été déplacé par un individu ; en effet sa porte avant gauche a été ouverte. Une attestation d'un témoin confirme les faits.	114,60 €
Monsieur LEBLOND Hervé	Stationnement abusif rue Poret à Lille	Véhicule vendu, certificat de cession non enregistré par la Préfecture, demande de carte grise non effectuée par le nouveau propriétaire.	157,10 €

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **ACCORDER** les remises gracieuses demandées ;
- ◆ **ANNULER** les titres de recettes émis en conséquence ;
- ◆ **AUTORISER** le cas échéant le remboursement des sommes perçues ;

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 673, fonction 112 – Opération n° 447 VPMFO – Service MFA.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

26 OCT. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué à la Police Municipale



Roger VICOT

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/861

OBJET

**Personnel municipal - Subvention d'équipement
au Comité des Oeuvres Sociales.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique générale visant au bien-être et à la santé des agents municipaux, la Ville souhaite promouvoir les pratiques sportives de ses personnels.

Cette démarche est congruente avec le projet développé par le Comité des Œuvres Sociales (COS) : promouvoir le sport au sein des services municipaux et permettre au plus grand nombre d'agents de pratiquer une activité physique. Un sondage réalisé par le COS auprès du personnel pour connaître ses souhaits montre une forte attente en matière de pratique sportive dans un esprit de convivialité.

La Ville met déjà à la disposition du COS, sur deux créneaux horaires hebdomadaires, une salle de sports pour accueillir une activité de Gym volontaire.

Pour permettre une pratique élargie et régulière de remise en forme, le Conseil d'Administration du COS a sollicité la mise à disposition d'un espace équipé dédié aux pratiques de remise en forme et musculation.

La salle du Croquet a été identifiée comme répondant aux critères de proximité immédiate de l'Hôtel de Ville, de superficie et de disponibilité rapide.

La mise à disposition des moyens matériels nécessaires à cette nouvelle activité viendrait ainsi compléter la convention signée le 23 mai 2002 entre la Ville et le COS, convention prévoyant notamment les moyens financiers, humains et matériels mis à disposition de l'association, sous forme de subvention de fonctionnement et de mise à disposition de personnels et de locaux.

Pour permettre au COS de mener à bien ce projet qui s'inscrit parfaitement dans la politique que la Ville souhaite mener en direction de ses personnels, il est proposé de verser au COS une subvention d'équipement qui lui permettra de faire l'acquisition des matériels et mobiliers nécessaires (appareils de musculation, mobilier...).

Le COS mobilise des fonds propres pour couvrir 50 % de la dépense totale estimée à 42.700 €. Il est proposé de verser une subvention d'équipement d'un montant de 21.350 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention d'équipement d'un montant de 21.350 € au Comité des Œuvres Sociales ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 020 - Opération n° 1958 "COS INVESTISSEMENT RECURRENT" de nos documents budgétaires.

Adoptée à l'unanimité

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Relations Sociales

Jean-Louis REMAUX



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/862

OBJET

Convention de partenariat avec l'Etablissement de Travail Intégré dans la Cité (E.T.I.C) prévoyant l'insertion dans les services municipaux de travailleurs en situation de handicap psychique.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 18 décembre 2009, la Ville de Lille a entériné la convention de partenariat signée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P). Elle s'y engage à traduire dans ses actes une politique déterminée de recrutement et d'intégration des personnes en situation de handicap, en vue notamment d'atteindre le taux réglementaire de 6 % d'agents en situation de handicap dans son effectif global. Les Centres Communaux d'Action Sociale de Lille, Hellemmes et Lomme sont également signataires. La Ville de Lille est chef de file de cette convention.

Le plan d'actions 2009/2012 qui en ressort se décline en objectifs opérationnels :

- favoriser le recrutement de personnes en situation de handicap, notamment par le biais des contrats d'apprentissage aménagés,
- faciliter la reconversion professionnelle, le maintien dans l'emploi ainsi que le retour à l'emploi.

L'atteinte de ces objectifs implique, entre autres leviers d'actions, que la collectivité développe le travail en réseau avec les partenaires sanitaires et sociaux investis dans la prise en charge, l'accompagnement et/ou la construction de projets de vie et de parcours d'insertion professionnelle pour les personnes en situation de handicap, quelle que soit la nature de ce handicap.

C'est dans le cadre des contacts pris auprès de ces différents partenaires qu'il est notamment apparu opportun de structurer une collaboration avec l'Etablissement de Travail Intégré dans la Cité (E.T.I.C), Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) implanté à Fâches-Thumesnil et géré par l'Etablissement Public de Santé Mentale Lille Métropole. Cette collaboration consiste en l'insertion, à temps partiel, de travailleurs en situation de handicap psychique.

L'objectif poursuivi est de permettre à des personnes présentant des troubles mentaux d'accéder au milieu professionnel ordinaire sur des postes correspondant à leurs attentes, à leurs capacités et à leurs perspectives d'évolution. L'intervention de ces travailleurs est assujettie à la signature préalable d'un contrat d'un an renouvelable puis à une période d'essai d'une durée d'un mois.

Ces personnes, dont l'E.T.I.C demeure l'employeur, bénéficient d'un accompagnement médico-socio-éducatif spécifique ainsi que d'un suivi professionnel rapproché sur leur lieu de travail, en lien avec l'encadrement direct et de proximité.

Dès 2010, la Ville de Lille a choisi d'expérimenter le dispositif au niveau du Restaurant municipal. Cette expérimentation s'est traduite par l'accueil, en septembre 2010, de deux travailleurs affectés sur des tâches clairement définies (un contrat de 20 heures / semaine et un contrat de 26 heures / semaine). Le coût pour la collectivité s'élève à 25 % du S.M.I.C brut chargé au prorata du temps de travail de la personne intervenante. La dépense engagée pour l'accueil des deux travailleurs au Restaurant municipal est intégrée à la déclaration annuelle faite auprès du FIPHFP en matière d'obligation d'emploi.

En 2011/2012, le partenariat avec l'E.T.I.C a vocation à se poursuivre via la pérennisation du dispositif d'insertion.

Dans cette optique, il est proposé de traduire formellement ce travail collaboratif entre la Collectivité et l'E.T.I.C par la signature d'une convention de partenariat.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le contenu de la convention de partenariat ci-annexée avec l'Etablissement de Travail Intégré dans la Cité (E.T.I.C) ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à signer la convention de partenariat ci-annexée ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 611, fonction 020 - Code opération RFIPH, opération n° 1720, libellé d'opération «FIPHFP» - Service KCH.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Relations Sociales



Jean-Louis FRAUX



Convention de partenariat

Entre,

La Ville de Lille

Hôtel de ville de Lille, Place Augustin Laurent – BP 667 59033 Lille cedex

Représentée par Madame Martine AUBRY, agissant en qualité de Maire

D'une part

L'Etablissement de Travail Intégré dans la Cité (E.T.I.C), Etablissement et Service d'Aide par le Travail (E.S.A.T) géré par l'Etablissement Public de Santé Mentale (E.P.S.M) Lille-Métropole

6 rue Ferrer – 59155 Fâches Thumesnil

Représenté par Madame Elizabeth DUHAL, la responsable d'E.T.I.C

D'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Objectifs de la convention :

La présente convention pose le cadre de la démarche d'insertion professionnelle, par l'E.T.I.C, E.S.A.T créé le 1^{er} mars 2008, de travailleurs en situation de handicap psychique.

Composé d'une équipe pluridisciplinaire (*une responsable conseillère professionnelle – un médecin psychiatre – un éducateur spécialisé*), l'E.T.I.C est géré par l'E.P.S.M Lille-Métropole et est consacré aux personnes qui souffrent de troubles psychiques.

Sa vocation est de permettre à ces personnes d'accéder au milieu ordinaire de travail (*Collectivités ou associations*) et d'y exercer une activité professionnelle dimensionnée à leurs capacités.



Les travailleurs en insertion bénéficient d'un statut leur garantissant les soutiens professionnels et médico-sociaux requis, ce, afin de donner toutes les chances de succès à leur parcours d'insertion professionnelle.

Contrat d'insertion professionnelle :

L'insertion professionnelle, à temps partiel, de ces travailleurs est subordonnée à la signature préalable d'un contrat de 12 mois.

Une période d'essai, habituellement portée à un mois, est proposée.

Le contrat d'insertion professionnelle est renouvelable après accord des intéressés, en l'occurrence, la structure d'accueil, l'E.T.I.C en sa qualité d'employeur et le travailleur.

Accompagnement des travailleurs en insertion :

L'équipe de l'E.T.I.C s'engage à assurer un suivi rapproché des travailleurs en insertion, ce, pendant toute la durée de leur contrat. Dans chaque situation, des entretiens tripartites réguliers sont en outre programmés entre le travailleur, son encadrement de proximité et la responsable de l'E.T.I.C.

Cette dernière interlocutrice se tient également à la disposition des encadrants de proximité pour tout questionnement ou conseil et intervient sur leur demande, autant que de besoin.

Nature du poste de travail et lieu de travail :

Une fiche de poste descriptive des missions et activités qui sont confiées au travailleur en insertion est établie en amont, en adéquation avec le profil, les compétences et capacités de ce dernier mais aussi au regard des besoins du service d'accueil.

La durée de travail hebdomadaire est de 17h30, 20h00 ou 26h00 selon les cas.



Le volume horaire donne lieu à une répartition journalière qui peut éventuellement être ajustée si les besoins du service d'accueil le nécessitent. Le cas échéant, ces ajustements sont discutés avec la responsable de l'E.T.I.C.

Règlement intérieur et règles d'hygiène et de sécurité :

Le travailleur en insertion doit se conformer strictement au règlement intérieur ainsi qu'aux règles d'hygiène et de sécurité applicables dans la Collectivité et le service d'accueil.

Accidents de travail / Absences :

La responsable de l'E.T.I.C est avisée au plus tôt de toute absence de leur lieu de travail des travailleurs en insertion. Cette obligation de prévenance s'applique impérativement en cas d'accident de travail dès la survenue de l'événement.

Soutien socio-éducatif :

En dehors de leur temps de travail effectif, les travailleurs en insertion au sein de la Collectivité bénéficient d'un soutien socio-éducatif dispensé par l'éducateur spécialisé attaché à l'ESAT ETIC.

Base de facturation / règlement :

La facturation est mensuelle, elle s'élève à 25 % du SMIC mensuel brut chargé (*charges patronales comprises et congés annuels - 2.5 jours / mois – inclus*) au prorata du temps de travail.

La facturation tient compte de la révision annuelle du SMIC.

Le règlement s'effectue à réception de la facture.



Rupture du contrat d'insertion professionnelle:

En cas d'événement le justifiant expressément, il peut être mis un terme au contrat d'insertion du travailleur.

La rupture du contrat s'effectue à l'initiative de l'E.T.I.C en sa qualité d'employeur et à l'issue d'une procédure circonstanciée.

Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter du 1er septembre 2011.

Modification ou résiliation de la convention de partenariat

Toute modification du projet établi par les présentes s'effectue par voie d'avenant après accord des parties.

Si l'une des parties contractantes décide de résilier la présente convention, par lettre recommandée avec accusé de réception, la convention est résiliée un mois après réception de cette lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure, c'est-à-dire des événements imprévisibles et irrésistibles rendant impossible la réalisation de la convention (*guerre, révolution, incendie, inondation, épidémie, deuil national, émeutes, grève générale*), ainsi que mouvements populaires ou tout autre événement pouvant atteindre à la sécurité du public et entraînant l'annulation de la manifestation ; Sous réserve toutefois que la partie invoquant un tel cas de force majeure notifie son existence à l'autre partie dès que possible et qu'elle fasse de son mieux pour en limiter les conséquences.

Tout manquement de l'une ou l'autre partie à l'une des obligations mentionnées dans la présente convention entraîne sa résiliation de plein droit un mois après mise en demeure par l'autre partie de réparer ce manquement par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.



Ville de Lille

En tout état de cause, aucune des parties ne peut être obligée de verser une indemnité à l'autre pour inexécution de ses obligations découlant des présentes, que cette inexécution résulte d'un cas de force majeure ou de quelque autre raison qu'il soit.

Clause attributive de juridiction :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre après épuisement des voies amiables à la compétence du Tribunal administratif de Lille.

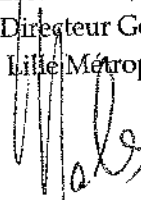
Fait à Lille, le

En trois exemplaires

Pour la ville de Lille
Madame le Maire,

Martine AUBRY

Pour l'ESAT ETIC,
Monsieur le Directeur Général de
l'E.P.S.M Lille Métropole


Joseph HALOS



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/863

OBJET

**Mise à disposition d'un agent municipal
auprès de la Trésorerie Municipale de Lille -
Information du Conseil Municipal.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille souhaite mettre à disposition de la Trésorerie Municipale de Lille un agent municipal relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, pour une durée d'un an renouvelable, pour l'exercice des missions de service public gérées.

Cet agent a vocation à assurer les missions décrites ci-dessous :

- accueil du public en entretien
- accueil téléphonique
- mise en œuvre de l'application informatique d'interfaçage (RCT-Hélios) entre l'ordonnateur et le comptable public (recettes, dépenses, comptabilité)
- participation à la gestion des aides à la population au titre du FLAJ et des CCAS

La convention ci-jointe, établie conformément aux lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, modifiées, et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, définit les conditions de la mise à disposition de l'agent auprès de la Trésorerie Municipale de Lille.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **PRENDRE ACTE** de cette mise à disposition

Prend acte

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 25 OCT. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Ressources Humaines



Jean-Louis FREMAUX

**CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION DE
Mme Patricia TIEDREZ,
adjoint administratif de 2^{ème} classe titulaire
auprès de la Trésorerie de Lille**

Les termes de la présente convention sont régis par :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 2008 – 580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

Entre :

La Ville de Lille, représentée par M. Jean-Louis FREMAUX Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, en vertu de l'arrêté n° 232 du 3 avril 2008, situé à l'Hôtel de Ville – BP 667 – 59033 Lille Cedex

et

La Direction Générale des Finances Publiques
représentée par M.
Directeur Régional des Finances Publiques

M. Benoît MANNESSIER
Trésorier Principal, Centre des Finances Publiques de Lille Municipale

Il est convenu ce qu'il suit :

Préambule

La Ville de Lille souhaite mettre à disposition de la Trésorerie de Lille, un agent municipal relevant du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, pour l'exercice des missions de service public gérées.

Article 1

La Ville de Lille met à disposition auprès de la Trésorerie de Lille qui accepte, Mme Patricia TIEDREZ, fonctionnaire titulaire du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe, dans les conditions prévues par le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, afin d'exercer des missions de service public.

Article 2

Cet agent aura vocation à assurer les missions décrites ci-dessous :

- recevoir le public
- accueil téléphonique
- mise en œuvre de l'application informatique d'interfaçage (RCT-Hélios) entre l'ordonnateur et le comptable public (recettes, dépenses, comptabilité)
- participation à la gestion des aides à la population au titre du FLAJ et des CCAS

Article 3

La présente mise à disposition est conclue pour une durée d'un an, renouvelable pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012. Elle pourra être renouvelée de façon expresse pour la même durée.

Article 4

Mme TIEDREZ relève de la Ville de Lille pour tout ce qui concerne le déroulement de sa carrière administrative et de la Trésorerie de Lille pour tout ce qui concerne l'organisation du travail, les tâches confiées et les congés annuels. S'agissant des conditions d'emploi, Mme TIEDREZ est affectée au sein des services de la Trésorerie de Lille. Elle est soumise aux règles d'organisation et aux conditions de travail applicable dans la Trésorerie de Lille.

Article 5

Toute absence autre que les repos hebdomadaires sera portée à la connaissance des services de la Ville de Lille (Direction des Ressources Humaines). En cas d'arrêt de maladie, un volet du certificat médical devra être transmis.

Article 6

Mme TIEDREZ pourra demander qu'il soit mis fin à cette mise à disposition avant le terme prévu. La date de sa réintégration dans les services de la Ville de Lille sera alors fixée d'un commun accord entre la Trésorerie de Lille et la Ville de Lille.

Article 7

La Trésorerie de Lille peut demander, par rapport motivé à la Ville de Lille, qu'il soit mis fin à la mise à disposition de Mme TIEDREZ. La décision de la Ville de Lille doit intervenir dans le délai d'un mois.

La mise à disposition peut prendre fin sur demande de la Ville de Lille en respectant un préavis d'un mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Trésorerie de Lille et la Ville de Lille.

Article 8

Relèvent de la compétence de la Ville de Lille, les décisions relatives à :

- L'accomplissement du service à temps partiel après avis de la Trésorerie de Lille
- La protection sociale de Mme TIEDREZ (congrés maladie, accidents survenus à l'occasion de l'accomplissement de ses fonctions, allocation temporaire d'invalidité).
- La notation : Le Responsable adresse chaque année à la Ville de Lille un rapport détaillé sur la manière de servir de Mme TIEDREZ. Au vu de ce rapport, la notation est effectuée par l'autorité territoriale de la Ville de Lille.
- Le régime disciplinaire
- La formation : Elle est prise en charge par la Ville de Lille en application des plans individuels de formation approuvés par la Trésorerie de Lille. Les frais de déplacement liés à ces formations sont pris en charge par la Ville de Lille.

Article 9

Mme TIEDREZ bénéficie des conditions de notation et d'avancement applicables à l'ensemble des personnels de son cadre d'emplois d'appartenance.

La Ville de Lille procédera une fois par an à une évaluation des activités accomplies par Mme TIEDREZ dans le cadre de ses fonctions.

A cet effet, Monsieur le Trésorier Principal adressera à la Ville de Lille, chaque année, un rapport mentionnant les diverses tâches accomplies par Mme TIEDREZ, ainsi que leur poids respectif dans son travail.

Article 10

La Ville de Lille assure la rémunération de Mme TIEDREZ.

La mise à disposition donne lieu à remboursement. Ainsi, la Trésorerie de Lille rembourse obligatoirement à la Ville de Lille la rémunération du fonctionnaire mis à disposition, les cotisations et contributions y afférentes, ainsi que les charges mentionnées au deuxième alinéa du III de l'article 6 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, par règlement à l'ordre du trésorier Municipal.

Article 11

La mise à disposition cessera si la condition de nécessité de service n'est plus remplie.

Fait à Lille, le

Pour la Ville de Lille,
M. Jean-Louis FREMAUX
Adjoint au Maire délégué
Aux Ressources Humaines

Pour la Direction Générale des Finances Publiques
M.
Directeur Régional des Finances Publiques

M. Benoît MANNESSIER
Trésorier Principal, Centre des
Finances Publiques de Lille
Municipale

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/864

OBJET

**Mise à disposition d'un agent municipal auprès
de la Fondation de Lille - Information du Conseil
Municipal.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille souhaite mettre à disposition de la Fondation de Lille, qui contribue à la mise en œuvre de politiques municipales, un agent municipal relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs, pour une durée d'un an renouvelable, pour l'exercice des missions de service public gérées par la structure.

Cet agent aura en charge les différents travaux de secrétariat et d'accueil auprès de la Fondation de Lille.

La convention ci-jointe, établie conformément aux lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, modifiées, et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, définit les conditions de la mise à disposition de l'agent auprès de la Fondation de Lille.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **PRENDRE ACTE** de cette mise à disposition.

Prend acte

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT 2011

Par délégation du Maire
l'Adjoint délégué aux Ressources Humaines

Jean-Louis FREMAUX

**CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION DE
Mme Corinne LAVOISY,
adjoint administratif principal de 2^{ème} classe titulaire
auprès de la Fondation de Lille**

Les termes de la présente convention sont régis par :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 2008 – 580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

Entre :

La Ville de Lille, représentée par M. Jean-Louis FREMAUX Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, en vertu de l'arrêté n° 232 du 3 avril 2008, situé à l'Hôtel de Ville – BP 667 – 59033 Lille Cedex

et

La Fondation de Lille
représentée par M. Charles PROY, Secrétaire Général, situé au 99 Rue Saint Sauveur, B.P. 667 - 59033 Lille Cedex

Il est convenu ce qu'il suit :

Préambule

La Ville de Lille souhaite mettre à disposition de la Fondation de Lille, qui contribue à la mise en œuvre de politiques municipales, un agent municipal relevant du grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, pour l'exercice des missions de service public gérées par la structure.

Article 1

La Ville de Lille met à disposition auprès de la Fondation de Lille qui accepte, Mme Corinne LAVOISY, fonctionnaire titulaire du grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, dans les conditions prévues par le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, afin d'exercer des missions de service public.

Article 2

Cet agent aura en charge les différents travaux de secrétariat et d'accueil au sein de la Fondation de Lille.

La Fondation de Lille a notamment pour mission de :

- D'agir en matière de coopération décentralisée, de fournir une aide humanitaire en cas d'urgence et d'aider à la reconstruction des zones sinistrées
- Mener des actions sociales de proximité dans la métropole lilloise et dans la Région Nord-Pas de Calais par des aides ponctuelles et personnalisées (fonds social et bourse de l'espoir)
- Mener des actions patrimoniales et culturelles, notamment à Lille (expositions, prix littéraires, valorisation de monuments historiques..)

Article 3

La présente mise à disposition est conclue pour une durée d'un an, renouvelable pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012. Elle pourra être renouvelée de façon expresse pour la même durée.

Article 4

Mme LAVOISY relève de la Ville de Lille pour tout ce qui concerne le déroulement de sa carrière administrative et de la Fondation de Lille pour tout ce qui concerne l'organisation du travail, les tâches confiées et les congés annuels. S'agissant des conditions d'emploi, Mme LAVOISY est affectée au sein des services de la Fondation de Lille. Elle est soumise aux règles d'organisation et aux conditions de travail applicable dans la Fondation de Lille.

Article 5

Toute absence autre que les repos hebdomadaires sera portée à la connaissance des services de la Ville de Lille (Direction des Ressources Humaines). En cas d'arrêt de maladie, un volet du certificat médical devra être transmis.

Article 6

Mme LAVOISY pourra demander qu'il soit mis fin à cette mise à disposition avant le terme prévu. La date de sa réintégration dans les services de la Ville de Lille sera alors fixée d'un commun accord entre la Fondation de Lille et la Ville de Lille.

Article 7

La Fondation de Lille peut demander, par rapport motivé à la Ville de Lille, qu'il soit mis fin à la mise à disposition de Mme LAVOISY. La décision de la Ville de Lille doit intervenir dans le délai d'un mois.

La mise à disposition peut prendre fin sur demande de la Ville de Lille en respectant un préavis d'un mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la Fondation de Lille et la Ville de Lille.

Article 8

Relèvent de la compétence de la Ville de Lille, les décisions relatives à :

- L'accomplissement du service à temps partiel après avis de la Fondation de Lille
- La protection sociale de Mme LAVOISY (congrés maladie, accidents survenus à l'occasion de l'accomplissement de ses fonctions, allocation temporaire d'invalidité).
- La notation : Le Responsable adresse chaque année à la Ville de Lille un rapport détaillé sur la manière de servir de Mme LAVOISY. Au vu de ce rapport, la notation est effectuée par l'autorité territoriale de la Ville de Lille.
- Le régime disciplinaire
- La formation : Elle est prise en charge par la Ville de Lille en application des plans individuels de formation approuvés par la Fondation de Lille. Les frais de déplacement liés à ces formations sont pris en charge par la Ville de Lille.

Article 9

Mme LAVOISY bénéficie des conditions de notation et d'avancement applicables à l'ensemble des personnels de son cadre d'emplois d'appartenance.

La Ville de Lille procédera une fois par an à une évaluation des activités accomplies par Mme LAVOISY dans le cadre de ses fonctions.

A cet effet, la Fondation de Lille adressera à la Ville de Lille, chaque année, un rapport mentionnant les diverses tâches accomplies par Mme LAVOISY, ainsi que leur poids respectif dans son travail.

Article 10

La Ville de Lille assure la rémunération de Mme LAVOISY.

La mise à disposition donne lieu à remboursement. Ainsi, la Fondation de Lille rembourse obligatoirement à la Ville de Lille la rémunération du fonctionnaire mis à disposition, les cotisations et contributions y afférentes, ainsi que les charges mentionnées au deuxième alinéa du III de l'article 6 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, par règlement à l'ordre du trésorier Municipal.

Article 11

La mise à disposition cessera si la condition de nécessité de service n'est plus remplie.

Fait à Lille, le

Pour la Ville de Lille,
M. Jean-Louis FREMAUX
Adjoint au Maire délégué
Aux Ressources Humaines

Pour la Fondation de Lille,
Monsieur Charles PROY
Secrétaire Général

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/865

OBJET

**Mise à disposition d'agents municipaux auprès
du Comité des Œuvres Sociales - Information du
Conseil Municipal.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'association « Comité des Œuvres Sociales » (C.O.S.) est une association à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 qui a pour objet d'améliorer, sous les formes les plus diverses, les conditions de bien-être de l'ensemble des personnels en activité ou retraités ainsi que leurs familles et de promouvoir et coordonner, à cet effet, toutes formes d'activités sociales, sportives et culturelles.

La Ville apporte à la réalisation des missions confiées au C.O.S. le concours de membres du personnel de la Ville et souhaite y mettre à disposition 7 agents municipaux pour une durée d'1 an renouvelable.

La convention ci-jointe, établie conformément aux lois n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, modifiées, et au décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, définit les conditions de la mise à disposition des agents auprès du Comité des Œuvres Sociales.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **PRENDRE ACTE** de ces mises à disposition.

Prend acte

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 25 OCT. 2011

Par délégation du Maire,
l'Adjoint délégué aux Ressources Humaines
Jean-Louis FREMAUX

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

auprès de l'association « Comité des Œuvres Sociales »

Les termes de la présente convention sont régis par :

- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
- le décret n° 2008 – 580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux

Entre :

La Ville de Lille, représentée par M. Jean-Louis FREMAUX Adjoint au Maire délégué aux Ressources Humaines, en vertu de l'arrêté n° 232 du 3 avril 2008, situé à l'Hôtel de Ville – BP 667 – 59033 Lille Cedex

et

L'Association Comité des Œuvres Sociales
représentée par son Président

Il est convenu ce qu'il suit :

Préambule

La Ville de Lille souhaite mettre à disposition de l'association « Comité des Œuvres Sociales », sept agents municipaux, pour l'exercice des missions dévolues.

Article 1

La Ville de Lille met à disposition auprès de l'association « Comité des Œuvres Sociales » qui accepte,

DARDENNE	Annie	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe
DOUCHET	Pascal	Adjoint technique de 1 ^{ère} classe
SABRE	Christelle	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe
VAN DAELE	Alain	Rédacteur principal
VAN MOFFAERT	Brigitte	Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe
VAN MOFFAERT	Pierre	Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe
WAVRANT	Jean-Marie	Agent de maîtrise principal

fonctionnaires titulaires, dans les conditions prévues par le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, afin d'exercer des missions de service public.

Article 2

Ces agents auront vocation à contribuer aux actions menées par le Comité des Œuvres Sociales permettant l'amélioration sous les formes les plus diverses, des conditions de bien-être de l'ensemble des personnels en activité ou retraités, ainsi que leurs familles et à la promotion à cet effet, de toutes formes d'activités sociales, sportives et culturelles, dans les conditions suivantes :

DARDENNE	Annie	Agent d'accueil (Accueil, Vente de tickets, gestion du stock de la billetterie, gestion de la caisse, Inscriptions diverses, frappe de divers courriers...)
DOUCHET	Pascal	Agent de service à la cafétéria (Accueil, service au quotidien au bar, tenue de la caisse, gestion des stocks et réapprovisionnement des denrées, rangement du matériel et des denrées, entretien des locaux et du mobilier...)
SABRE	Christelle	Agent d'accueil (Accueil, Vente de tickets, gestion du stock de la billetterie, gestion de la caisse, Inscriptions diverses, frappe de divers courriers...)
VAN DAELE	Alain	Gestion et liquidation de toutes les prestations versées aux personnels, gestion des commandes de fourniture, gestion de la section Ventes...
VAN MOFFAERT	Brigitte	Agent de service à la cafétéria (Accueil, service au quotidien au bar, tenue de la caisse, gestion des stocks et réapprovisionnement des denrées, rangement du matériel et des denrées, entretien des locaux et du mobilier...)
VAN MOFFAERT	Pierre	Agent comptable (Gestion et liquidation de toutes les prestations versées aux personnels, préparation du bilan annuel, préparation du budget, travaux de trésorerie et comptabilité, enregistrement des dépenses et des recettes, paiement des factures, organisation et logistique des manifestations, vente de ticket, gestion du stock de la billetterie...)
WAVRANT	Jean-Marie	Gestion et liquidation de toutes les prestations versées aux personnels, gestion et suivi des demandes de chèques domicile CESU, organisation des différents voyages, rédaction de divers courriers...)

Article 3

La présente mise à disposition est conclue pour une durée d'un an, renouvelable, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012. Elle pourra être renouvelée de façon expresse pour la même durée.

Article 4

Les agents relèvent de la Ville de Lille pour tout ce qui concerne le déroulement de leur carrière administrative et du Comité des Œuvres Sociales pour tout ce qui concerne l'organisation du travail, les tâches confiées et les congés annuels. S'agissant des conditions d'emploi, ils sont affectés au sein des services du Comité des Œuvres Sociales. Ils sont soumis aux règles d'organisation et aux conditions de travail applicable dans le Comité des Œuvres Sociales.

Article 5

Toute absence autre que les repos hebdomadaires sera portée à la connaissance des services de la Ville de Lille (Direction des Ressources Humaines). En cas d'arrêt de maladie, un volet du certificat médical devra être transmis.

Article 6

Les agents pourront demander qu'il soit mis fin à leur mise à disposition avant le terme prévu. La date de la réintégration dans les services de la Ville de Lille sera alors fixée d'un commun accord entre le Comité des Œuvres Sociales et la Ville de Lille.

Article 7

Le Comité des Œuvres Sociales peut demander, par rapport motivé à la Ville de Lille, qu'il soit mis fin à la mise à disposition de l'un des agents, ou de certains d'entre eux. La décision de la Ville de Lille doit intervenir dans le délai d'un mois.

La mise à disposition peut prendre fin sur demande de la Ville de Lille en respectant un préavis d'un mois.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre le Comité des Œuvres Sociales et la Ville de Lille.

Article 8

Relèvent de la compétence de la Ville de Lille, les décisions relatives à :

- L'accomplissement du service à temps partiel après avis du Comité des Œuvres Sociales

- La protection sociale des agents (congrés maladie, accidents survenus à l'occasion de l'accomplissement de ses fonctions, allocation temporaire d'invalidité).
- La notation : Le Responsable adresse chaque année à la Ville de Lille un rapport détaillé sur la manière de servir des agents. Au vu de ce rapport, la notation est effectuée par l'autorité territoriale de la Ville de Lille.
- Le régime disciplinaire
- La formation : Elle est prise en charge par la Ville de Lille en application des plans individuels de formation approuvés par le Comité des Œuvres Sociales. Les frais de déplacement liés à ces formations sont pris en charge par la Ville de Lille.

Article 9

Les agents bénéficient des conditions de notation et d'avancement applicables à l'ensemble des personnels de leur cadre d'emplois d'appartenance.

La Ville de Lille procédera une fois par an à une évaluation des activités accomplies par les agents dans le cadre de leurs fonctions.

A cet effet, le Comité des Œuvres Sociales adressera à la Ville de Lille, chaque année, un rapport mentionnant les diverses tâches accomplies par les agents, ainsi que leur poids respectif dans leur travail.

Article 10

La Ville de Lille assure la rémunération des agents.

La mise à disposition donne lieu à remboursement. Ainsi, le Comité des Œuvres Sociales rembourse obligatoirement à la Ville de Lille la rémunération des fonctionnaires mis à disposition, les cotisations et contributions y afférentes, ainsi que les charges mentionnées au deuxième alinéa du III de l'article 6 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, par règlement à l'ordre du trésorier Municipal.

Article 11

La mise à disposition cessera si la condition de nécessité de service n'est plus remplie.

Fait à Lille, le

Pour la Ville de Lille,
M. Jean-Louis FREMAUX
Adjoint au Maire délégué
Aux Ressources Humaines

Pour le Comité des Œuvres Sociales,
Monsieur le Président

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/866

OBJET

Conservatoire à Rayonnement Régional
Accueil de la plateforme pop et jazz de
l'Association Européenne des Conservatoires
les 24 et 25 février 2012

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

En tant que membre de l'Association Européenne des Conservatoires (AEC), la Ville de Lille, au travers de son Conservatoire, a eu l'honneur d'être sollicitée pour l'accueil de la plateforme pop et jazz les 24 et 25 février 2012. Cette manifestation annuelle, qui rassemble plus de 120 responsables de départements jazz et de directeurs de conservatoires supérieurs européens, sera une opportunité pour Lille de mettre en valeur ses savoir-faire en matière d'éducation et d'enseignement artistiques et d'accélérer le développement des relations internationales de son conservatoire.

A ce titre, une convention sera établie afin de formaliser les engagements respectifs de la Ville de Lille et de l'AEC. La Ville de Lille sera chargée de l'accueil de la conférence (mise à disposition de lieux adaptés pour les interventions plénières, le bureau de l'AEC, les réunions en petits groupes, organisation des repas et de l'hébergement, propositions de temps de convivialité). Les frais liés à cet accueil feront l'objet d'une contribution financière des participants, de l'AEC et de la Ville de Lille. La participation du Conservatoire n'excèdera pas 7.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 011, articles 6257, 6251, 6247, 611, 6236 - fonction 311 - Opération Conservatoire n° 183 - Code CCONS - Code service CCA.

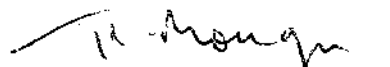
Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

10 NOV. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à l' Education et Enseignement
Artistiques



Françoise ROUGERIE



**CONVENTION DE PARTENARIAT
entre l'Association Européenne des Conservatoires
et le conservatoire régional de Lille**



ENTRE :

L'Association **Européenne des Conservatoires**, Académies de Musique et Musikhochschulen représenté par le président de l' Association Européenne des Conservatoires
Ci-après dénommée « AEC »

D'une part,

ET :

La ville de Lille, pour le Conservatoire à Rayonnement Régional de Lille, représentée par Françoise ROUGERIE-GIRARDIN, adjointe au maire déléguée à l'enseignement et l'éducation artistiques ayant obtenu délégation du Maire en date du 4 avril 2008
Ci-après dénommée «le conservatoire »

D'autre part,

IL A ETE EXPOSE, CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Présentation du projet

En partenariat avec l'Association Européenne des Conservatoires, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Lille accueillera une rencontre de la Plateforme Pop et Jazz les 24 et 25 Février 2012. Cette manifestation annuelle rassemble plus de 120 responsables de départements jazz, musiques actuelles et pop et de directeurs de conservatoires supérieurs européens.

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir le partenariat et les engagements respectifs du conservatoire et de l'AEC concernant la planification et l'administration de la rencontre de la plateforme Pop et Jazz (PJP) de 2012

ARTICLE 2 : Obligations du conservatoire et de l'AEC

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Lille s'engage à planifier cet évènement en collaboration avec le Conseil de l'AEC, le Groupe de Travail pour l'organisation de la plateforme et le Bureau de l'AEC, afin d'organiser et d'assurer son financement principal.

En tant qu'organisateur, le conservatoire est désigné comme responsable de l'organisation pratique et administrative des réunions, sessions et évènements suivants qui se tiendront à Lille entre le 24 et le 25 février 2012 :

- La rencontre de la Plateforme Pop et Jazz
- La réunion du groupe de travail pour la préparation de la PJP
- Les réunions des groupes ayant un intérêt commun.

Les thèmes et les orateurs invités de ces meetings seront décidés par le groupe de travail pour la préparation de la PJP en collaboration avec le conservatoire.

Le conservatoire fournira les ressources organisationnelles et les personnels suivants :

- Matériel et personnel pour l'organisation et l'administration de l'évènement
- Les salles de réunion et l'équipement technique pour les sessions (projecteur, photocopieuse, accès à internet) et le bureau de l'AEC (ordinateurs avec office 2007 relié à des imprimantes couleur, photocopieuse) et des bureaux/présentoirs spécifiques
- L'organisation locale en ce qui concerne l'hébergement dans les hôtels et d'autres arrangements locaux
- Le service de restauration lors de la plateforme incluant les pauses café, le déjeuner et un dîner
- Assister le groupe de préparation de la PJP et le bureau de l'AEC pour identifier des sources de financement à niveau local, régional, national ou international pour couvrir divers coûts de la plateforme comme les frais de déplacement des orateurs invités, les publications...

1. Agenda et programme

Le programme de la plateforme est décidé par le groupe de travail désigné pour l'organisation de la plateforme en collaboration avec le conservatoire. Le programme comprend des temps de travail, d'activités artistiques et sociales.

Le contenu du **programme de travail** et les horaires sont décidés par le groupe de travail de l'AEC en collaboration avec le conservatoire. Les orateurs et les autres invités de niveau international seront invités par le groupe de travail de l'AEC ou par le conservatoire en accord avec le groupe de travail de l'AEC.

Le conservatoire est responsable du **programme artistique** lié à la plateforme. Le concept doit être approuvé par le groupe de travail chargé de ladite plateforme. Le groupe de travail chargé de ladite plateforme et le conservatoire – en collaboration avec le bureau de l'AEC – devront faire des efforts pour créer des relations entre le programme de travail et le programme artistique. Le programme artistique peut consister en des concerts, d'autres types de performances, expositions...

Le conservatoire est responsable des **activités sociales**. Le conservatoire offre un dîner. Le cas échéant, le conservatoire peut aussi organiser de courts évènements musicaux, en plus de ceux déjà intégré dans le programme artistique, si ceux-ci sont appropriés pour s'intégrer dans le programme de la Plateforme. Enfin, le conservatoire peut proposer des excursions ou des visites guidées, etc. si cela est approprié en fonction du programme de la plateforme.

2. Hôtel et moyen de transport

Dans le but de perdre le moins de temps possible, les participants devront être logés dans des hôtels proches du bâtiment où se déroule la conférence. Si cela n'est pas possible, le conservatoire devra prévoir un service de navettes pour les participants.

Le prix des hôtels (prix spéciaux avec des réductions pour les groupes, incluant le petit-déjeuner service et taxes) doivent être négociés par le conservatoire et approuvé au final par le bureau de l'AEC. Selon les expériences passées, il faut des chambres d'hôtel pour environ 100-130 participants avec un éventail de prix et de confort variés. Le conservatoire doit faire des pré-réservations pour les chambres.

Au début de la préparation, le bureau de l'AEC et le conservatoire se mettront d'accord sur la façon dont les réservations seront faites et comment les confirmations seront envoyées aux participants. Le conservatoire est responsable d'organiser le service de navettes si nécessaire.

3. Assistance et équipement technique

3.1 Assistance

Environ 3 mois avant la conférence, le bureau de l'AEC envoie des invitations qui comprennent le programme et les informations pratiques, informations sur la procédure d'inscription et tout autre matériel nécessaire pour la conférence à tous les établissements membres de l'AEC. Le conservatoire assiste le bureau de l'AEC afin de préparer les documents d'information avec le programme, les informations sur les hôtels et les moyens de transport, des invitations spéciales...

Le conservatoire délègue un (ou plusieurs) de ses expert en tant que coordinateur de l'évènement. Le coordinateur travaille en coopération régulière avec le bureau de l'AEC pendant le mois qui précède l'évènement et assiste l'équipe de l'AEC lors de la préparation de l'évènement sur place.

Le conservatoire apporte de l'aide pour l'organisation du déjeuner pour les participants en cherchant un lieu, un traiteur et des offres de prix et transmet les informations nécessaires au bureau de l'AEC.

Le conservatoire coopère afin de trouver une imprimerie multocopie (au cas où il n'y ait pas le matériel nécessaire dans l'établissement) que le personnel de l'AEC peut utiliser pour une grande quantité de copies et doit s'assurer que l'AEC a un agrément spécial en termes de disponibilité, prix et moyens de paiement.

Le conservatoire doit s'assurer que le personnel et les étudiants de l'établissement sont informés de la tenue de la conférence et que le personnel de l'AEC travaille dans le bâtiment.

Le conservatoire se charge de prévoir 3-4 (étudiants) assistants pour le bureau de l'AEC la veille de l'évènement et pendant la conférence de la plateforme (pour participer à l'organisation technique et informer les participants).

3.2 Salles de réunions nécessaires

- Un auditorium (capacité de 120-150 personnes) équipé d'un ordinateur, vidéoprojecteur et écran, système audio, scène avec tables, estrade, chaises et micros.
- Environ 12 salles de réunion (avec une capacité de 20-40 personnes) pour les groupes de discussion et les sessions parallèles
- Une salle de réunion pour la réunion du groupe de travail pour la préparation de la PJP (jusqu'à 15 personnes)

Dans les salles de réunion, sont nécessaires des chaises, tables, tableau de conférence ou tableau effaçable, enceintes audio, équipement pour la traduction simultanée, système d'enregistrement et de vidéo-projection selon la requête préliminaire du bureau de l'AEC.

3.3 Bureaux/présentoirs

Les bureaux suivants devront être mis en place (accompagné de l'équipement nécessaire)

- Bureau des inscriptions (Registration desk) : table (env. 70x300cm), 5 chaises, boîtes pour contenir les livrets de la conférence, imprimante couleur pour être reliée à l'ordinateur portable de l'AEC, connexion à internet
- Bureau de paiement (Finance Desk) : table (env. 70x120cm), 3 chaises, coffret pour récolter les paiements en liquide ou en chèque, etc....
- Bureau des publications (publications desk) : tables (au total env. 70x400cm), nappe

Ces bureaux devront être placés le plus près possible de l'entrée du bâtiment ou/et proche de l'auditorium où les sessions plénières se déroulent.

3.4 Autres espaces et matériels nécessaires

- Foyer ou lieu assez grand pour les pauses café, facilement accessible depuis l'auditorium pour les sessions plénières
- Point de rencontre – espace libre pour des panneaux/tableaux d'affichage
- Vestiaire
- 20 pupitres et/ou panneaux

3.5 Bureau temporaire de l'AEC

Le conservatoire doit réserver un bureau pour une utilisation exclusive du personnel de l'AEC pendant la semaine précédant l'évènement (du jeudi au samedi). Le bureau doit être prêt le jour de l'arrivée de l'office manager de l'AEC (généralement le mardi).

Le bureau doit être assez grand pour contenir 3 bureaux avec 3 ordinateurs (avec Microsoft Office 2007 notamment Microsoft Access) connectés à Internet.

Le bureau a besoin d'être équipé d'une imprimante couleur et d'une photocopieuse (avec la possibilité d'imprimer en format A3 et d'agrafer).

Le bureau a besoin d'être placé stratégiquement à côté des bureaux et/ou près de l'auditorium où les sessions plénières ont lieu.

Le conservatoire fournit au personnel de l'AEC une copie de la clé du bureau (et si possible une clé pour chaque membre de l'équipe organisatrice).

3.6 Equipement informatique

- accès à la WIFI dans le bâtiment
- ordinateur et imprimante à disposition des participants

3.7 Enregistrement et traductions

Les sessions plénières de la rencontre doivent être enregistrées sur CD ou tout autre support multimédia pour le compte rendu. La langue officielle de la plateforme est l'anglais. La langue locale du conservatoire peut être également traduite aux frais de l'établissement.

ARTICLE 3 : Droits d'auteur et droits voisins

Dans le cas où les textes ou la musique interprétés lors de cette journée au Conservatoire seraient déposés auprès d'une société de droits d'auteurs, le conservatoire prendra à sa charge le règlement des droits d'auteurs afférents et s'en acquittera auprès de l'organisme collecteur (SACEM ou SACD).

ARTICLE 4 : Communication

Le conservatoire est responsable pour se mettre en contact avec la presse locale, régionale ou nationale et, si nécessaire, pour fournir le matériel technique et les solutions organisationnelles (par exemple pour une conférence de presse). L'établissement devra mettre en place un plan de communication et le soumettre au bureau de l'AEC pour approbation.

Le bureau de l'AEC chargé de préparer les documents nécessaires pour la publication d'un article dans la presse sous la forme d'une lettre d'information sur les réalisations de la plateforme.

ARTICLE 5 : Durée

La convention est conclue à compter du jour de sa signature commune par les parties et se termine le 26 février 2012.

ARTICLE 6 : Assurances

L'AEC s'engage à souscrire les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile pour tout dommage matériel ou immatériel, consécutif ou non, causé dans le cadre de ses activités à des tiers ou à son équipe, de manière à ce que la responsabilité de l'établissement d'accueil ne soit ni inquiétée, ni recherchée. Il souscrira également toute assurance nécessaire permettant de garantir ses biens propres.

Pour sa part, l'établissement d'accueil souscrira une assurance de responsabilité civile couvrant les risques relatifs à l'organisation du programme de travail, du programme artistique et du programme social pendant la PJP à Lille.

Les attestations justifiant des assurances souscrites et du paiement des primes correspondantes seront produites obligatoirement et préalablement à la mise en œuvre du projet.

ARTICLE 7 : Budget

Une contribution financière sous forme de frais de participation est demandée pour l'évènement. Le conseil de l'AEC décide du montant de celui-ci, qui sera collecté par le bureau de l'AEC et suivant des modalités qui peuvent varier comme l'application d'un tarif préférentiel pour ceux s'inscrivant avant une date limite. Les frais d'inscription collectés servent à couvrir les coûts pour lesquels l'AEC est responsable. Exceptionnellement, et à la discrétion de l'AEC, il peut apparaître plus approprié de couvrir certains coûts du conservatoire grâce aux frais d'inscription.

L'AEC couvre avec les frais de participant et son budget propres, les coûts suivants :

- Heures de travail du personnel de l'AEC
- Frais de déplacement et d'hébergement du personnel de l'AEC
- Frais de déplacement et d'hébergement des invités spéciaux
- Frais de déplacement et d'hébergement des orateurs invités
- Honoraires pour les orateurs invités (si applicable)
- Frais d'inscription pour les invités spéciaux, les orateurs invités et les représentants du conservatoire
- Coûts relatifs à l'impression des documents dans le cas de grands tirages
- Coûts du déjeuner pour tous les participants lors de la rencontre de la plateforme
- Coûts de transport des publications de l'AEC jusqu'au lieu de la rencontre
- Coûts de transport pour retourner les publications restantes au bureau de l'AEC
- Coûts de production et de distribution des textes d'invitation et les matériels relatifs à la plateforme à tous les membres de l'AEC
- Coûts engendrés pour transmettre l'information aux participants avant et après l'évènement

Les éléments suivants sont fournis et pris en charge par **le conservatoire** :

- Tous les coûts liés à l'assistance et à l'organisation fournis par le conservatoire
- Coûts engendrés pour l'équipement de l'auditorium avec un écran, vidéoprojecteur, ordinateur, micros (avec et sans fil), chaises et tables
- Coûts pour la traduction dans la langue locale (si applicable)
- Coûts pour l'enregistrement audio
- Coûts engendrés par la mise à disposition des salles de réunions et d'un bureau temporaire pour le personnel de l'AEC comme spécifié dans le paragraphe 4
- Coûts relatifs à l'utilisation des équipements techniques dans le bureau temporaire de l'AEC ce qui comprend les impressions et copies
- Coûts engendrés par la mise à disposition d'internet WIFI dans le bâtiment
- Coûts des pauses café pour tous les participants lors de la rencontre de la plateforme (3 pauses au total)
- Coûts pour le repas lors du meeting du groupe de travail pour la préparation de la PJP
- Coûts d'un dîner organisé lors de la rencontre de la plateforme
- Coûts de l'apéritif/snack avant le concert (si applicable)
- Coûts des déjeuners du personnel de l'AEC lors de la préparation de l'évènement
- Tout autre frais engendré par l'organisation du programme artistique
- Frais engendrés par l'organisation du programme social pendant la rencontre de la plateforme (si applicable)
- Frais engendrés par l'organisation de la publicité locale (régionale, nationale) par exemple dans l'organisation d'une conférence de presse
- Frais engendrés par le transport local (si applicable)

Les **participants** (ou les établissements des participants) couvrent :

- Leurs propres frais de déplacement et d'hébergement
- Un frais de participation dont le montant est déterminé par le Conseil de l'AEC
- Les coûts relatifs aux activités sociales optionnelles proposées juste après la rencontre de la plateforme (si applicable)

ARTICLE 8 : Clause d'annulation

Si la manifestation devait être annulée, pour quelque raison qu'il soit (y compris en cas de force majeure ou d'inexécution par une partie de ses obligations), chacune des parties ne peut être obligée de verser une indemnité à l'autre pour inexécution de ses obligations.

ARTICLE 9 : Clause attributive de compétence

Toute contestation ou litige relatif à l'interprétation, la validité ou l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Lille

Fait à Lille, en trois exemplaires, le

L'AEC

Le président de l'AEC (ou un membre du conseil
ayant reçu une délégation spécifique)

La ville de Lille

Pour le Maire et par délégation

L'adjointe au Maire déléguée à l'enseignement et
l'éducation artistiques,

Françoise ROUGERIE-GIRARDIN

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/867

OBJET

**Réalisation d'une résidence mission "Artistes
rencontre territoire scolaire" - Demande de
subvention auprès de l'Etat (Direction Régionale
des Affaires Culturelles du Nord/Pas-de-Calais) -
Admission en recettes.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille développe depuis 2005 un Projet Educatif Global ambitieux qui s'engage à la réussite de chaque enfant lillois, lommois et hellemmois.

Le volet de l'éducation artistique est un des maillons forts de l'accompagnement scolaire et extra scolaire. Le Projet Educatif Global permet une présence artistique renforcée dans toutes les disciplines artistiques, le théâtre, la danse, la musique et les arts visuels mais aussi dans les domaines du patrimoine et de la lecture.

Afin de faire bénéficier le plus grand nombre d'élèves d'une rencontre avec un artiste et son œuvre, la Ville de Lille sollicite, auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Nord/Pas-de-Calais, le financement d'une résidence mission " Artiste rencontre territoire scolaire " pour le territoire de Lille, Lomme et Hellemmes. Cette résidence se réalisera pendant l'année scolaire 2011/2012 et permettra de proposer une nouvelle forme d'appréhension de la création contemporaine aux enfants et jeunes et ceux qui les accompagnent.

Il est proposé d'accueillir un artiste plasticien (appel à projets en cours) dans le cadre du plan patrimoine coordonné par le service " Ville d'art et d'histoire " pendant quatre mois pour rencontrer des enfants et des jeunes, pour provoquer " des gestes artistiques " et pour montrer et partager son œuvre avec un large public.

Il est souhaité que divers équipements culturels du territoire, telles que les maisons Folie, s'inscrivent dans cette action.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élue délégué à solliciter la subvention susvisée auprès de l'Etat (DRAC Nord/Pas-de-Calais) pour un montant de 15.000 € en 2011 ;

- ♦ **ADMETTRE** la subvention en recette sur les crédits inscrits au chapitre 74, article 74718, fonction 321 - Opération 2011 CCLEA 740 : Opération CLEA -Service CR.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 8 NOV. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à l' Education et Enseignement
Artistiques



Françoise ROUGERIE



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/868

OBJET

Actions Petite Enfance - Subventions 2011.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville de Lille a été sollicitée sous forme de subventions par diverses associations œuvrant dans le domaine de la Petite Enfance.

Ces subventions leur seront attribuées pour la réalisation d'un objectif précis, choisi par les associations et en accord avec la Ville. La liste des structures concernées ainsi que le détail de ces aides financières dont le versement sera soumis à la production de l'ensemble des éléments justifiant le fonctionnement de l'activité, est reprise dans le tableau ci-joint.

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, une convention régit les relations entre la Ville et les organismes dont le montant total des subventions versées par la Ville, pour l'exercice 2011, dépasse 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions aux associations reprises dans le tableau ci-annexé ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 64 – Opération n° 87 “ Soutien aux associations ”.

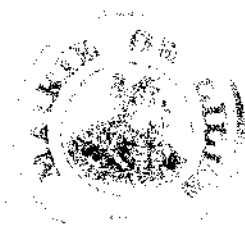
Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

27 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,

l'Adjointe déléguée à la Famille - Modes de garde -
Parentalité - Aménagement des Temps

Lise DALEUX

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	LOCALISATION	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES 2011	PART DE LA VILLE PAR RAPPORT AU BUDGET DE L'ACTION	VERSEMENTS 2011	PROPOSITION DE L'ELUE	
									MONTANT	TOTAL
MAISON DE QUARTIER DES BOIS BLANCS 60 rue du Général Anne de la Bourdonnaye SIRET N°401 580 196 000 12	BOIS BLANCS	Centre Social	Centre de la Petite Enfance Poste d'accueil à temps plein	22 330 €	36 856 €	22 330 €	61%	17 864 €	4 466 €	4 466 €
HAUTE GARDERIE DU FB DE BETHUNE Centre de la Petite Enfance 6 bis Bd de Metz	FB DE BETHUNE	Halte garderie	Atelier d'éveil du tout petit visant à la socialisation, la prévention précoce et l'implication des familles dans la vie de la structure.	21 030 €	11 200 €	11 200 €	100%	10 515 €	685 €	685 €
ASSOCIATION PROJET - LE NOUVEAU CENTRE SOCIAL DU FB DE BETHUNE Centre de la Petite Enfance 6 bis Bd de Metz SIRET N°401 580 196 000 12	FB DE BETHUNE	Centre Social	Centre de la Petite Enfance Poste d'un agent d'accueil à mi temps	11 165 €	81 640 €	11 165 €	14%	8 933 €	2 232 €	2 232 €
ASSOCIATION PROJET - LE NOUVEAU CENTRE SOCIAL DU FB DE BETHUNE Centre de la Petite Enfance 6 bis Bd de Metz SIRET N°401 580 196 000 12	FB DE BETHUNE	Centre Social	Mise en place d'une supervision d'équipe dans le cadre des états généraux violences et enfants	0 €	2 000 €	2 000 €	100%	0 €	2 000 €	2 000 €
CINELIGUE NORD PAS DE CALAIS 104 rue de Cambrai Lille SIRET N°328 339 148 000 12	MOULINS	Promouvoir le cinéma et toutes les différentes formes d'images et de son	Mise en place d'une action intitulée "Mes Premiers Pas au Cinéma" pour les enfants de 2-5 ans en partenariat avec le cinéma l'Univers sur le quartier Moulins	2 500 €	19 488 €	2 500 €	13%	0 €	2 500 €	2 500 €
ASSOCIATION AVENIR ENFANCE 84 rue du Fb des Postes 59000 Lille SIRET N°421 187 998 000 16	LILLE SUD		Echanges créatifs	350 €	4 589 €	350 €	8%	0 €	350 €	350 €
CENTRE SOCIAL MOSAIQUE 30 rue Cabanis Lille SIRET N°318 505 443 000 16	FIVES	Centre Social	Projet inter structures "Petits et grands mènent la danse"	0 €	6 371 €	2 044 €	32%	1 635 €	500 €	500 €

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	LOCALISATION	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES 2011	PART DE LA VILLE PAR RAPPORT AU BUDGET DE L'ACTION	VERSEMENTS 2011	PROPOSITION DE L'ELUE	
									MONTANT	TOTAL
ASSOCIATION GRANDIR ENSEMBLE AVEC LE CENTRE SOCIAL LAZARE GARREAU rue Lazare Garreau SIRET N°489 875 154 000 15	LILLE SUD	Centre Social	Centre de la Petite Enfance Lazare Garreau Poste d'accueil à temps plein	0 €	27 246 €	13 026 €	48%	10 421 €	2 605 €	2 605 €
ASSOCIATION GRANDIR ENSEMBLE AVEC LE CENTRE SOCIAL LAZARE GARREAU 41 rue Lazare Garreau 59000 Lille SIRET N°489 875 154 000 15	LILLE SUD	Centre Social	Actions liées à la parentalité - Atelier d'éveil musical Cette action étant totalement gratuite pour les bénéficiaires, la Ville finance l'intégralité du coût.	5 000 €	5 000 €	5 000 €	100%	4 000 €	1 000 €	1 000 €
ASSOCIATION POINT RENCONTRE NORD 3 Square Rameau Lille SIRET N°391 829 058 000 42	LILLE SUD	Lieu d'accueil parents enfants	Fonctionnement du lieu d'accueil dans les locaux de la Maison de l'enfant et de la Famille 2, rue de la Loire. Ouverture le samedi toute la journée.	1 121 €	77 625 €	1 121 €	1%	897 €	224 €	224 €
CENTRE SOCIAL DE L'ARBRISSEAU 13 rue Jean Baptiste Clément 59000 Lille SIRET N°351 413 679 000 17	LILLE SUD	Centre Social	Organisation de la journée de la psychomotricité	500 €	14 460 €	4 000 €	28%	1 600 €	2 400 €	2 400 €
CAFE DE PAROLES POUR PARENTS ET ENSEIGNANTS SIRET N°447 616 202 000 19	MOULINS	Lieu de paroles et d'échanges entre parents	Autour d'un café, les parents se retrouvent dans le lieu "école" pour discuter et échanger entre eux sur leurs préoccupations du moment. Les sujets ne sont pas définis par avance et répondent à leur questionnement du jour. Des intervenants extérieurs sont invités et des rencontres avec les structures du quartier sont effectuées dans le but de créer du lien et de la mixité sociale.	5 000 €	48 000 €	4 000 €	8%	3 200 €	800 €	800 €
CENTRE SOCIAL MARCEL BERTRAND 19 rue Lamartine Centre de la Petite Enfance Albert Debacker SIRET N°783 713 340 000 33	MOULINS	Centre Social	Centre de la Petite Enfance Poste de coordination à mi temps	25 500 €	88 900 €	25 500 €	29%	20 400 €	5 100 €	5 100 €
MAISON DE QUARTIER DE WAZEMMES 36 rue d'Eylau SIRET N°391 571 197 000 22	WAZEMMES	Centre Social	Centre de la Petite Enfance Magenta Fombelle Poste d'accueil à temps plein	0 €	64 700 €	22 330 €	35%	17 864 €	4 466 €	4 466 €

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	LOCALISATION	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION	SUBVENTIONS PREVISIONNELLES 2011	PART DE LA VILLE PAR RAPPORT AU BUDGET DE L'ACTION	VERSEMENTS 2011	PROPOSITION DE L'ELUE	
									MONTANT	TOTAL
ASSOCIATION PREMIERS PAS Centre de la Petite Enfance Vauban Litré 12 place de l'Arbonnoise SIRET N°431 462 258 000 28	VAUBAN		Centre de la Petite Enfance Poste d'un agent d'accueil à temps plein	19 792 €	36 330 €	22 330 €	61%	17 864 €	4 466 €	5 466 €
ASSOCIATION PREMIERS PAS Centre de la Petite Enfance Vauban Litré 12 place de l'Arbonnoise SIRET N°431 462 258 000 28	TOUS QUARTIERS	Relais d'Assistantes Maternelles Indépendantes	Organisation de la journée nationale des assistantes maternelles Action financée totalement par la Ville	5 000 €	5 000 €	5 000 €	100%	4 000 €	1 000 €	
JEUNE ENFANCE NORD 57, rue Jeanne d'Arc 59000 Lille SIRET N° 334 668 696 000 19	TOUS QUARTIERS		Mise en place de diverses actions, telles que les colloques, les groupes de paroles, les groupes de réflexions.	2 000 €	20 358 €	2 000 €	10%	1 600 €	400 €	400 €
ASSOCIATION TINTINABULLES 8 rue Parrayon 59000 LILLE SIRET N°440 001 345 000 22	TOUS QUARTIERS	Mise en place de projets autour de l'éveil musical.	Mise en place de "Goûters Comptines". Cette action étant totalement gratuite pour les bénéficiaires, la Ville finance l'intégralité du coût.	5 000 €	5 000 €	5 000 €	100%	4 000 €	1 000 €	1 000 €
TOTAL				126 288 €	554 763 €	160 896 €		124 793 €	36 194 €	36 194 €

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/869

OBJET

**Contrat Enfance Jeunesse - Structures Petite
Enfance - Subventions 2011 - Solde.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Depuis 1993, la Ville de Lille et la Caisse d'Allocations Familiales de Lille poursuivent leur politique volontariste de développement et d'amélioration du service public, en direction des enfants et de leur famille, par le biais de dispositifs contractuels :

- le Contrat Enfance pour les enfants de moins de 6 ans
- le Contrat Temps Libre pour les enfants de 6 à 16 ans.

Or, depuis l'année 2006, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales remplace ces deux dispositifs à leur échéance, par un nouveau partenariat le Contrat Enfance Jeunesse.

C'est donc le Contrat Temps Libre de Lille, Hellemmes et Lomme, arrivé à échéance le 31 décembre 2007, qui a été transformé en Contrat Enfance Jeunesse pour la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2009, le Contrat Enfance a pris fin à son tour. Comme ce nouveau dispositif impose un seul contrat par territoire, c'est par voie d'avenant et pour une durée de deux ans que le contrat enfance intègre le Contrat Enfance Jeunesse.

Cet avenant à la convention a été approuvé par délibération n° 10/1067 lors du Conseil Municipal en date du 26 novembre 2010.

Le schéma de développement de ce nouveau dispositif reprend les actions maintenues et identifiées du Contrat Enfance et développe des actions nouvelles répondant aux critères du CEJ.

Il est donc proposé d'attribuer aux associations inscrites dans ce dispositif un second versement de la subvention 2011, sous réserve de la production de l'ensemble des éléments justifiant le fonctionnement de l'activité. La liste des associations est reprise dans le tableau ci-joint.

En application de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatifs aux relations entre les collectivités locales et les associations, il est fait obligation à la Ville de conclure une convention avec toute association à laquelle elle attribue, tous crédits confondus, une ou plusieurs subventions d'un montant total supérieur à 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement des subventions aux associations proposées dans le tableau ci-joint ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 64 – Opération n° 86 “ Contrat enfance Jeunesse ”.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

27 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Famille - Modes de garde -
Parentalité - Aménagement des Temps



Lise DALEUX

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Centre Social Rosette de Mey Maison de quartier des Bois Blancs 60 rue du Général Anne de la Bourdonnaye SIRET N°401 580 196 000 12	Bois Blancs	Centre Social - Maison de quartier	Multi accueil Les Loupiots 35 places	147 722 €	143 232 €	118 178 €	25 054 €	51 990 €
			Action le Livre et le Jeu	30 817 €	30 817 €	24 654 €	6 163 €	
			Atelier de parentalité "La Calinette"	8 043 €	8 043 €	6 435 €	1 608 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	3 400 €	3 325 €	2 660 €	665 €	
			Mise en place d'une ludothèque	0 €	18 500 €	0 €	18 500 €	
Centre Social "La Busette" 1 rue Georges Lefebvre SIRET N°340 921 477 000 63	Centre	Centre Social - Maison de quartier	Multi Accueil la Fabulette 25 places	111 404 €	111 404 €	89 123 €	22 281 €	23 330 €
			Atelier de parentalité	2 388 €	2 388 €	1 910 €	478 €	
			Formation Analyse des pratiques	480 €	480 €	384 €	96 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	2 898 €	2 375 €	1 900 €	475 €	
Boules de Gommex 2, rue Jean Bart LILLE SIRET N°402 618 060 000 14	Centre	Crèche	Crèche de 18 places	66 076 €	66 076 €	52 861 €	13 215 €	13 557 €
			Mise en place de séances de psychomotricité	3 230 €	1 710 €	1 368 €	342 €	
Caisse d'Allocations Familiales de Lille Entreprise 82 rue Brûle Maison Lille SIRET N°381 202 282 000 12	Centre	Crèche	Crèche d'entreprise Mise à disposition de temps d'accueil en direction des familles Lilloises 5 places sont disponibles ainsi que d'autres créneaux horaires en fonction des disponibilités de la structure	47 263 €	47 263 €	23 632 €	23 631 €	23 631 €
Association Premiers Pas 8/2 rue de l'Avenir Hellemmes SIRET N°431 462 258 000 28	Centre		Gestion du projet transversal sur le quartier Centre Actions autour de la Famille	20 100 €	20 100 €	16 080 €	4 020 €	4 020 €

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Association Projet "Le Nouveau Centre Social du Fb de Béthune" Centre de la Petite Enfance 6 bis Bd de Metz SIRET N°445 140 809 000 10	Fb de Béthune	Centre Social - Maison de quartier	Ludothèque	39 129 €	39 129 €	31 304 €	7 825 €	24 234 €
			Centre de la Petite Enfance poste à mi temps d'un coordinateur	26 245 €	26 245 €	20 624 €	5 621 €	
			Centre de la Petite Enfance poste à mi temps d'un agent d'accueil	11 730 €	11 730 €	9 102 €	2 628 €	
			Création d'ateliers pour la mise en place d'actions d'éveil : - éveil musical - lecture, contes - psychomotricité	40 800 €	40 800 €	32 640 €	8 160 €	
Halte Garderie du Faubourg de Béthune 6 bis Boulevard de Metz LILLE SIRET N°399 078 898 000 26	Fb de Béthune	Halte-garderie	Halte garderie 20 places	108 519 €	108 519 €	86 816 €	21 703 €	21 943 €
			Formation Analyse des pratiques	1 200 €	1 200 €	960 €	240 €	
A.D.N.S.E.A 199/201 rue Colbert LILLE SIRET N°775 624 679 004 26	Fb de Béthune	Lieu d'accueil enfants parents	Maison Arc en Ciel 16, Bd de Metz	31 928 €	31 928 €	25 542 €	6 386 €	6 386 €
Association Premiers Pas 8/2 rue de l'Avenir Hellemmes SIRET N°431 462 258 000 28	Fb de Béthune		2ème Relais d'Assistants Maternelles Indépendantes R.A.M.I Siège CPE Fb de Béthune	52 233 €	52 233 €	41 787 €	10 446 €	20 238 €
			Poste de superviseur des RAMI	48 960 €	48 960 €	39 168 €	9 792 €	
Aux Babeluttes 48, rue de Philadelphie SIRET N°339 974 834 000 30	Fives	Crèche parentale	14 places de crèche	37 912 €	37 912 €	30 330 €	7 582 €	8 688 €
			Formation Analyse des pratiques	1 200 €	1 200 €	360 €	840 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	2 355 €	1 330 €	1 064 €	266 €	

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Centre Social Mosaïque 30 rue Cabanis SIRET N°318 505 443 000 16	Fives	Centre Social	Halte garderie Guilidoux 20 places	96 466 €	96 466 €	77 173 €	19 293 €	52 083 €
			Halte garderie Les P'ti loups 16 places	55 468 €	55 468 €	44 374 €	11 094 €	
			Ludothèque	19 565 €	19 565 €	15 653 €	3 912 €	
			Accueil de l'enfant porteur de handicap Renfort de personnel	32 600 €	33 160 €	16 300 €	16 860 €	
			Formation Analyse des pratiques	1 200 €	1 200 €	960 €	240 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	4 830 €	3 420 €	2 736 €	684 €	
Filofil 3, rue Cabanis LILLE SIRET N°400 897 310 000 27	Fives	Promotion de la lecture chez les tout petits	Actions sur le livre	22 969 €	22 969 €	18 376 €	4 593 €	4 593 €

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Centre Social de l'Arbrisseau 13 rue Jean Baptiste Clément SIRET N°351 413 679 000 17	Lille Sud	Centre Social	Halte garderie 15 places	55 468 €	55 468 €	44 374 €	1 433 €	11 569 €
			Extension de l'amplitude d'ouverture de la halte garderie septembre 2010 + création d'un multi accueil dans le cadre du nouveau centre social septembre 2011	3 061 €	35 314 €	44 975 €		
			Eveil culturel	43 322 €	43 322 €	34 658 €	8 664 €	
			Actions inter-halte garderie	4 312 €	4 312 €	3 450 €	862 €	
			Formation Analyse des pratiques	1 050 €	1 050 €	840 €	210 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	2 200 €	2 000 €	1 600 €	400 €	
Association Point Rencontre Nord 69 rue Négrier SIRET N°391 829 058 000 42	Lille Sud		Lieu de parentalité 2 rue de la Loire	5 139 €	5 139 €	4 112 €	1 027 €	1 027 €
Centre Social Lazare Garreau 41 rue Lazare Garreau SIRET N°489 875 154 000 15	Lille Sud	Centre Social	Halte garderie 20 places	72 349 €	72 349 €	57 880 €	12 151 €	12 571 €
			Extension de l'amplitude d'ouverture de la halte garderie septembre 2010 + création d'un multi accueil dans le cadre du nouveau centre social juin 2011	4 012 €	35 660 €	37 978 €		
			Formation Analyse des pratiques	480 €	480 €	384 €	96 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	1 380 €	1 622 €	1 298 €	324 €	

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Lille Université Club - LUC Structure Spor'tiluc rue Abélard Lille SIRET N°775 624 372 000 22	Lille Sud		Halte garderie 27 places lilloises	110 172 €	110 172 €	88 138 €	22 034 €	22 380 €
			Atelier de parentalité	1 728 €	1 728 €	1 382 €	346 €	
Centre Social Inter communal du Chemin Rouge rue du Chemin Rouge Fâches Thumesnil SIRET N°423 055 441 000 12			Ludothèque Prise en charge de la présence de familles Lilloises	6 792 €	6 000 €	5 434 €	566 €	566 €
Maison de quartier les Moulins 1 rue Armand Carrel SIRET N°429 332 513 000 10	Moulins	Centre Social	Ludothèque	32 436 €	32 436 €	25 949 €	6 487 €	12 985 €
			Eveil culturel autour du livre	32 491 €	32 491 €	25 993 €	6 498 €	
Centre Social Marcel Bertrand 19 rue Lamartine Centre de la Petite Enfance Albert Debacker SIRET N°783 713 340 000 33	Moulins	Centre Social	Halte garderie Piponie 20 places	96 466 €	103 018 €	77 173 €	25 845 €	44 076 €
			Halte garderie Club Piponie 10 places	48 232 €	34 339 €	27 471 €	6 868 €	
			Mise en place des séances de psychomotricité dans la halte garderie	2 448 €	2 448 €	1 958 €	490 €	
			Accompagnement à l'entrée en scolarisation	1 941 €	1 941 €	1 553 €	388 €	
			Accueil de l'enfant porteur de handicap Renfort de personnel	0 €	4 900 €	0 €	4 900 €	
			Centre de la Petite Enfance poste d'agent d'accueil à temps plein	23 929 €	23 929 €	18 344 €	5 585 €	
Association COLLINE 4/6 rue Lamartine Lille SIRET N°380 840 611 000 46	Moulins		Coordination Inter Crèche	2 011 €	2 011 €	1 609 €	402 €	402 €

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Les Petites Canailles 3/5, rue Jacques Febvrier LILLE SIRET N°377 632 625 000 36	Moulins	Crèche	Crèche parentale 16 places	41 706 €	41 706 €	33 365 €	8 341 €	8 757 €
			Formation Analyse des pratiques	1 200 €	1 200 €	960 €	240 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité	0 €	880 €	704 €	176 €	
A.R.P.E Accueil Rencontre Parents Enfants 11 bis rue Edouard Herriot LILLE SIRET N°389 083 783 000 32	Moulins	Lieu d'accueil enfants parents	Lieu d'accueil enfants-parents "La Petite Maison"	37 590 €	37 590 €	30 072 €	7 518 €	7 518 €
Association Tintinbulles 19 rue Delobel -Tourcoing SIRET N°440 001 345 000 22	Moulins		Mise en place d'actions d'éveil musical sur le quartier de Moulins	16 772 €	16 772 €	13 418 €	3 354 €	3 354 €
Club des Mamans 15/2, résidence Breteuil LILLE SIRET N°783 713 779 000 16	St Maurice		Multi accueil 14 places	50 510 €	50 510 €	40 408 €	10 102 €	11 602 €
			Accueil de l'enfant porteur de handicap Renfort de personnel	9 400 €	6 200 €	4 700 €	1 500 €	
Association Pétronille 22/24 rue Hyppolite Lefebvre Lille SIRET N°477 971 444 000 13	St Maurice		Multi Accueil 22 places	74 915 €	74 915 €	59 933 €	14 982 €	18 102 €
			Mise en place d'un projet transversal Saint Maurice Pellevoisin	15 000 €	15 000 €	12 000 €	3 000 €	
			Formation Analyse des pratiques	600 €	600 €	480 €	120 €	
Association Innov'Enfance Bd Montebello SIRET N°348 753 377 000 38	St Maurice		Multi Accueil Ding Dondaines- ZAC St Maurice 20 places	89 000 €	89 000 €	71 200 €	17 800 €	18 180 €
			Mise en place de séances de psychomotricité	602 €	1 900 €	1 520 €	380 €	

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Association Babibulle 213 bis rue du Fb de Roubaix Lille SIRET N°477 971 469 000 10	St Maurice		Halte garderie 20 places	86 819 €	86 819 €	69 456 €	17 363 €	21 347 €
			Accueil de l'enfant porteur de handicap Renfort de personnel	9 360 €	8 400 €	4 680 €	3 720 €	
			Formation Analyse des pratiques	1 320 €	1 320 €	1 056 €	264 €	
Association Premiers Pas 8/2 rue de l'Avenir Hellemmes SIRET N°431 462 258 000 28	Vauban		CPE Vauban Littré Gestion du multi accueil de 35 places	175 735 €	175 735 €	140 588 €	35 147 €	60 872 €
			Multi accueil Ouverture supplémentaire le Mercredi - septembre 2010	14 115 €	43 177 €	34 543 €	8 634 €	
			Formation Analyse des pratiques au sein du multi accueil Vauban	990 €	990 €	792 €	198 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité dans le multi accueil du CPE Vauban Littre	2 700 €	2 700 €	2 160 €	540 €	
			Création d'un 3ème Relais d'Assistants Maternelles - Septembre 2010 Siège : CPE Vauban Littré	9 931 €	30 780 €	24 624 €	6 156 €	
			Gestion d'un pôle ressources Centralisation de demandes et des informations	31 212 €	31 212 €	24 970 €	6 242 €	
			Formation en direction des assistantes maternelles	15 069 €	15 069 €	12 055 €	3 014 €	
			Mise en place de séances de psychomotricité dans les lieux d'accueil des assistantes maternelles	4 050 €	4 704 €	3 763 €	941 €	

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Association INNOV'ENFANCE 81, bis rue Gantois SIRET N°348 753 377 000 38	Vauban		Halte-garderie "Les Lutins" 28 square d'Espagne 10 places	54 833 €	54 833 €	43 867 €	10 966 €	11 156 €
			Mise en place de séances de psychomotricité	1 500 €	950 €	760 €	190 €	
GIE VAUBAN HUMANIS 8 BD Vauban Lille SIRET N°487 454 340 004 05	Vauban		Crèche d'entreprise Mise à disposition de 5 places en direction des familles Lilloises	33 758 €	33 758 €	16 879 €	16 879 €	17 259 €
			Organisation de séances de psychomotricité	1 416 €	1 900 €	1 520 €	380 €	
Centre Social - Maison de quartier du Vieux Lille 24 rue des Archives SIRET N°341 792 646 000 26	Vieux Lille	Centre Social - Maison de quartier	Deux Multi accueils : - 23 places - Ilôt tendresse - 25 places Infantines	198 902 €	198 902 €	159 122 €	39 780 €	51 334 €
			Mise en place de séances de psychomotricité	1 978 €	1 806 €	1 445 €	361 €	
			Formation Analyse des pratiques au sein des multi accueils	1 080 €	1 080 €	864 €	216 €	
			Ludothèque	17 566 €	17 566 €	14 053 €	3 513 €	
			Lieu d'accueil Enfants Parents "La Libellule"	19 323 €	19 323 €	15 459 €	3 864 €	
			Projet transversal Vieux Lille / Vauban Esquermes Actions autour de la Famille	18 000 €	18 000 €	14 400 €	3 600 €	

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Maison de quartier de Wazemmes 36 rue d'Eylau SIRET N°391 571 197 000 22	Wazemmes	Maison de quartier	Multi accueil Caracole 20 places	94 423 €	94 423 €	75 539 €	18 884 €	60 963 €
			Mise en place des séances de psychomotricité au multi accueil Caracole	2 104 €	1 900 €	1 520 €	380 €	
			CPE Magenta Fombelle Multi accueil de 25 places + HG 2-3 ans de 16 places	46 869 €	175 000 €	140 000 €	35 000 €	
			Mise en place des séances de psychomotricité au multi accueil Magenta	0 €	2 375 €	1 900 €	475 €	
			Atelier de parentalité	10 398 €	10 398 €	8 318 €	2 080 €	
			Mise en place d'actions d'éveil en direction des structures Petite Enfance du quartier	20 000 €	20 000 €	16 000 €	4 000 €	
			Formation Analyse des pratiques	720 €	720 €	576 €	144 €	
Association INNOV'ENFANCE 81, bis rue Gantois SIRET N°348 753 377 000 38	Wazemmes		Multi accueil "La Luciole" 2 rue Ducourouble	105 113 €	105 113 €	84 091 €	21 022 €	31 883 €
			Mise en place de séances de psychomotricite	2 070 €	2 090 €	1 672 €	418 €	
			Domicil'Enfance	52 216 €	52 216 €	41 773 €	10 443 €	
Graines d'Acacias 155, rue Roger Salengro LILLE SIRET N°402 731 830 000 12 (sous réserve de l'accord du Conseil Communal d'Hellemmes)	Hellemmes		Halte-garderie 17 places	72 349 €	72 349 €	57 880 €	14 469 €	14 769 €
			Formation Analyse des Pratiques	1 200 €	1 200 €	900 €	300 €	

NOM et ADRESSE DE L'ASSOCIATION	Localisation	ACTIVITES GENERALES DE L'ASSOCIATION	ACTIONS A FINANCER	SUBVENTIONS VERSEES EN 2010	PROPOSITIONS 2011	VERSEMENTS 2011	PROPOSITIONS DE L'ELUE	
							SOLDE 2011	Total
Etablissement Public Départemental de Soins, d'Adaptation et d'Education E.P.D.S.A.E 21 rue Delemazure 59260 Hellemmes SIRET N°175 902 113 016 44 <i>(sous réserve de l'accord du Conseil Communal d'Hellemmes)</i>	Hellemmes	Accueil spécialisé des familles de la commune associée d'Hellemmes	Action de prévention précoce d'aide à la parentalité Financement d'une psychologue à mi- temps	17 723 €	17 723 €	13 293 €	4 430 €	4 430 €
Association Premiers Pas 8/2 rue de l'Avenir Hellemmes SIRET N°431 462 258 000 28 <i>(sous réserve de l'accord du Conseil Communal d'Hellemmes)</i>	Hellemmes		Relais d'Assistantes Maternelles Indépendantes 1er R.A.M.I	64 886 €	64 886 €	48 665 €	16 221 €	20 337 €
			Projet transversal Hellemmes Actions autour de la Famille	16 465 €	16 465 €	12 349 €	4 116 €	
				3 174 037 €	3 423 431 €	2 701 299 €	722 132 €	722 132 €

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/870

OBJET

**Actions Famille/Parentalité - Subventions 2011 -
Seconde répartition.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La famille a beaucoup évolué ces dernières années. Des changements multiples se sont opérés (structure familiale monoparentale ou recomposée, évolution juridique...) et ont rendu nécessaire d'apporter une aide et un soutien auprès des familles dans l'exercice de leur fonction parentale.

Depuis quelques années, les actions de soutien à la parentalité sont ainsi placées au cœur des politiques en faveur de l'enfance et de la famille. Ce champ concerne un grand nombre d'acteurs et recouvre une grande diversité d'interventions et de pratiques. Dès lors, il requiert un maillage optimum de ces pratiques dans lequel la Ville de Lille peut jouer un rôle d'accompagnateur pour identifier, valoriser et soutenir les différents acteurs locaux.

A travers l'appel à projets lancé en 2011, la délégation Famille - Parentalité s'attachera donc à identifier les acteurs et les projets développés sur le territoire lillois, valoriser l'existant auprès des familles et des professionnels et à soutenir et développer collectivement des actions au regard des enjeux encourus autour de trois axes majeurs : le parent, la famille, l'école.

Les critères d'attribution des subventions pour les actions de soutien aux parents et à la famille sont de :

1. Conforter le rôle et la place du parent

Les actions engagées dans cette thématique permettent d'offrir des espaces réservés aux parents et aux enfants, totalement dédiés à la qualité de la relation entre le parent et l'enfant. Elles favoriseront les échanges, renforceront les liens affectifs et valoriseront les compétences parentales via :

- des temps d'échanges conviviaux et informels,
- des groupes de paroles entre parents,
- des ateliers parents-enfants,
- des événements festifs.

2. Accompagner la famille dans sa diversité et la complexité des situations familiales

Il s'agit là de permettre aux familles de bénéficier d'une première information sur les structures de prise en charge en fonction des difficultés rencontrées mais aussi de permettre à celles-ci de bénéficier d'un accompagnement et d'un suivi individualisé.

3. Renforcer le lien avec l'école

Les actions conduites dans ce cadre favorisent le dialogue entre parents, parents et équipes pédagogiques, parents et professionnels (ouverture sur le quartier et structures extérieures). Elles permettent aux parents de rompre avec un sentiment de crainte, d'incompréhension ressenti face à l'institution école et de s'investir dans la scolarité de leur(s) enfant(s).

Un premier versement a été proposé, au Conseil Municipal du 23 mai 2011, aux associations répondant aux critères de l'appel à projet pour la mise en place de différents projets. Il est proposé une seconde répartition des crédits Famille - Parentalité permettant, au regard des bilans des actions, de solder les subventions octroyées pour les actions reconduites et d'inscrire de nouvelles actions. Le montant et le détail de cette seconde répartition sont repris dans le tableau joint en annexe.

Cette seconde répartition de financement s'élève à 109.456 €.

Conformément à la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, une convention régit les relations entre la Ville et les organismes dont le montant total des subventions versées par la Ville, pour l'exercice 2011, dépasse 23.000 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ◆ **ADOPTER** la répartition des subventions suivant le tableau joint en annexe ;
- ◆ **AUTORISER** le versement des subventions proposées dans les tableaux ci-annexés, pour un montant total de 109.456 € ;
- ◆ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée des avenants aux conventions existantes avec les associations ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574 et opérations suivantes :
 - 10.000 € sur l'opération 521
 - 3.876 € sur l'opération 527
 - 5.400 € sur l'opération 530
 - 9.940 € sur l'opération 531
 - 53.726 € sur l'opération 533
 - 20.000 € sur l'opération 1798
 - et 6.514 € sur l'opération 87

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **27 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
l'Adjointe déléguée à la Famille - Modes de garde -
Parentalité - Aménagement des Temps



Lise DALEUX

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
ABEJ 9 avenue Cordonnier Lille SIRET : 341 563 617 000 40	LILLE	Projet Planète père	Permanence hebdomadaire d'un référent famille et parentalité au sein de l'accueil de jour (rue solférino), animation d'un groupe d'échange et d'informations (toutes les 6 semaines), organisation de "week-end papas" et "après-midi "récréa-pères".	40 000	0	2300	0	2300	2300	6%
A.D.F.I. Nord -PDC - Picardie Association de Défense des Familles et de l'Individu, centre d'accueil et d'aide aux victimes de mouvements sectaires 19 place Sébastopol Lille SIRET : 330 742 115 000 26	LILLE	Prévention face au risque sectaire et accompagnement des familles et individus victimes de dérives sectaires	Accueil et accompagnement psychologique, juridique et social des victimes directes et indirectes de dérive sectaire	107 378	5 250	5400	2700	2700	2700	5%
AFLE Association Familiale de Lille et environs 9G rue de Wattignies Lille SIRET : 492 292 156 000 14	LILLE	Loisirs en famille	Permettre aux familles adhérentes de bénéficier par le biais de la carte loisirs des tarifs attractifs pour les loisirs familiaux et organisation de sorties	1 990	550	550	275	275	275	28%
ARPE Accueil Rencontre Parents-Enfants 11 bis rue Edouard Herriot Lille SIRET : 389 083 783 000 32	MOULINS	Lieu d'Accueil Enfants-Parents	Lieu d'accueil pour les enfants de - 4 ans accompagné d'un adulte dans l'esprit des maisons vertes (accueil libre, volontaire, anonyme où la parole occupe une place privilégiée	90 499	4 700	4700	2350	2350	2350	5%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
LE CEDRE BLEU - ARPEJ Service d'Aide aux Relations entre Parents et Enfants 8 avenue de Bretagne Lille SIRET : 334 781 663 000 29	LILLE SUD	Groupe mensuel de parents à l'école de la Briqueterie à Lille Sud	Groupe mensuel d'échanges et de réflexion destiné aux parents de l'école de la Briqueterie	8 000	3 500	3500	1750	1750	5242	44%
	LILLE	Information-formation à destination des parents : soirée débat	Action d'information sous forme de soirées débats à destination de parents d'adolescents et de préadolescents	3 200	1 000	1000	500	500		31%
	LILLE	Point Parents : entretiens individuels et familiaux de soutien et d'accompagnement pour tout parent en difficulté	Lieu d'accueil et d'accompagnement des parents en difficulté dans la relation avec leur enfant	377 654	5 985	5985	2993	2992		2%
A.R.S. Accueil et Réinsertion Sociale 96 rue Brûle-Maison Lille SIRET : 775 624 000 10	LILLE	Centre de consultation et de prévention pour enfants et mamans exposés aux violences conjugales : Brunehaut Enfant	Prise en charge socio-thérapeutique d'enfants et de mamans exposés aux violences conjugales	117 893	2 000	2000	1000	1000	1950	2%
	LILLE	SOS violences conjugales Ecoute Brunehaut	Service d'écoute anonyme pour écouter et soutenir les femmes victimes de violences conjugales	227 988	1 900	1900	950	950		1%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
ATD Quart monde 11 rue Barthélémy Delespaul Lille SIRET : 329 857 155 000 17	FIVES	Projet de promotion familiale, sociale et culturelle	Action-recherche-formation menée auprès des familles les plus défavorisées	200 036	30 000	30000	10000	20000	20400	15%
	FIVES	Représentation théâtrale autour de la parentalité	Diffusion de la pièce "à l'ombre du genévrier" auprès du groupe de mamans	1 000	400	400	0	400		40%
Avec des mots 10 place Philippe de Gérard Lille SIRET : 517 962 189 000 18	LILLE	Médiation familiale et actions de formation autour de la gestion de conflit de la famille ou du couple	Accompagnement des personnes en situation de conflit, de rupture du lien conjugal et/ou familial	91 965	1 500	1500	750	750	750	2%
A.V.E.N.I.R ENFANCE 84 rue du Fg des Postes Lille SIRET : 421 187 998 000 16	MOULINS	Echanges créatifs	Organisation de 4 stages créatifs (sur le week end) parents/enfants/artistes au sein de l'Atelier-Galerie Bleu	6 242	1 554	1600	800	800	800	26%
	MOULINS	De l'atelier à la maison	Mise en place d'ateliers créatifs hebdomadaires dans les locaux d'itinéraires au Sud du sud de Lille Sud. Ateliers animés par une plasticienne et une lectrice de Lectures Vagabondes.	8 487	1 900	1900	0	1900	1900	22%
Café de paroles pour parents et enseignants 15 rue de Bourgogne Lille SIRET : 447 616 202 000 19	LILLE	Renforcement d'actions pour une meilleure intégration des familles	Groupes de paroles entre parents d'un même groupe scolaire permettant de rompre l'isolement de certains parents et de s'enrichir de l'expérience des autres parents	48 000	8 000	8000	4000	4000	4000	17%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
Carnaval de Moulins 66 rue de la Plaine Lille SIRET : 450 274 147 000 13	MOULINS	Carnaval de Moulins	Temps festif familial organisé sur le quartier de Moulins	5 157	200	200	0	200	200	4%
Centre social l'Arbrisseau 13 rue Jean-Baptiste Clément Lille SIRET : 351 413 679 000 17	LILLE SUD	Le temps des parents	Ateliers et groupes de paroles hebdomadaires destinés aux parents	7 600	2 800	2800	0	2800	2800	37%
Centre social Intercommunal La maison du Chemin Rouge 80 Chemin Rouge Faches-Thumesnil SIRET : 423 055 441 000 12	LILLE SUD	Ludothèque parentale	Lieu d'accueil interculturels et intergénérationnels pour l'enfant (-6ans) et l'adulte (parents, grands-parents, assistantes maternelles). Ateliers autour du livre, de la lecture à hautes voix ou d'éveil musical	19 597	4 500	4500	2250	2250	2250	23%
PROJET - Centre social et maison de quartier du Faubourg de Béthune 65 rue Saint Bernard Lille SIRET : 445 140 809 000 10	FAUBOURG DE BETHUNE	Atelier "1,2,3 détente" - Dynamique de la Petite Enfance	Animation d'un atelier chaque mardi après-midi à destination des parents ayant des enfants de - 6 ans.	5 000	5 000	5000	2500	2500	2500	100%
	FAUBOURG DE BETHUNE	Action parentalité Fg de bethune	Création d'un espace de parole autour du quotidien, soutien et formation de parents autour d'un cycle d'intervention de l'IFAMN	10000	0	3000	0	3000	3000	30%
Centre social La Busette 1 rue Georges Lefèvre Lille SIRET : 340 921 477 000 63	CENTRE	Aide à la parentalité	Temps d'accueil et actions valorisant le parent et le lien parent-enfant	32 975	6 200	5200	2600	2600	2600	16%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
GRANDIR ENSEMBLE avec le Centre social Lazarre Garreau 45 rue Lazarre Garreau Lille SIRET : 439 875 154 000 15	LILLE SUD	Les pauses café	Temps d'échanges entre parents et entre parents/professionnels autour d'un petit déjeuner à thème	3 000	1 500	1500	750	750	2900	50%
	LILLE SUD	Les goûters-lecture	Mise en place dans chaque secteur d'une action-lecture de contes par une professionnelle avec le parent et l'enfant	4 400	2 800	2800	1400	1400		64%
	LILLE SUD	Jouer et grandir avec son enfant	Mise en place de temps de jeux permettant aux parents de venir partager un moment avec son enfant à la halte-garderie	4 800	1 500	1500	750	750		31%
Centre social Marcel Bertrand 19 rue Lamartine Lille SIRET : 783 713 340 000 33	MOULINS	Les petits ateliers familiaux du samedi	Mise en place d'ateliers familiaux le samedi matin à raison de 2/mois.	8 500	2 000	2000	1000	1000	1000	24%
Centre social MOSAIQUE 30 rue Cabanis Lille SIRET : 318 505 443 000 16	FIVES	Petit déj en folie	Ateliers de parentalité sur le samedi matin à raison d'1 atelier/mois	6 475	2 000	2000	1000	1000	2310	31%
	FIVES	Des vacances pour tous	Organisation de 3 séjours familiaux	47 160	1 500	1500	750	750		3%
	FIVES	Découverte du milieu scolaire et périscolaire	Atelier découverte du milieu scolaire pour les familles fréquentant l'atelier de soutien en langue française	4 904	1 120	1120	560	560		23%
Centre social Roger Salengro Rue Massenet Lille SIRET : 318 505 443 000 16	FIVES	La parole aux parents	Accueils hebdomadaires, ateliers de parents mensuels et rencontres thématiques ponctuelles	11 670	3 400	3400	0	3400	4400	29%
	FIVES	Soutien et accompagnement des jeunes mamans en difficultés	Temps d'échanges et accompagnement de jeunes mamans en difficultés sociales et éducatives	8 948	1 000	1000	0	1000		11%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
Centre social St Maurice Pellevoisin 113/115 rue Saint Gabriel Lille SIRET : 351 786 173 000 10	ST MAURICE PELLEVOISIN	Animation collective adultes et familles	Ouverture d'un espace famille permettant les échanges entre les familles autour de différentes thématiques et d'ateliers parents-enfants	39 727	2 800	2800	1400	1400	1400	7%
CIDFF Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles 15 place du Maréchal Leclerc Lille SIRET : 316 317 239 000 44	LILLE	Groupe de parole de soutien à la parentalité	Groupe de parole de soutien à la parentalité	7 435	2 840	2840	0	2840	2840	38%
Cinéligue 104 rue de Cambrai Lille SIRET : 328 339 148 000 12	LILLE	Mes premiers pas au cinéma	Projections jeune public pour les enfants accompagnés de leurs parents	15 700	1 400	1400	700	700	700	9%
CONTACT Nord/pas de calais BP 80 Mons en Baroeul SIRET : 477 567 663 000 26	LILLE	Accompagnement des personnes homosexuelles et de leur entourage	Permanences téléphoniques et groupes de paroles proposé tous les 2 mois à la salle Camelot dans le quartier du Vieux-Lille	7 520	1 300	1300	650	650	650	17%
Couples et familles 155 rue du Molinel Lille SIRET : 329 087 621 000 36	LILLE	Accompagnement des couples et des familles	Aide aux familles lors de difficultés conjugales	18 560	1 900	1900	950	950	950	10%
F.A.R.E Famille Accueil Réinsertion Ecoute 8 rue Tenremonde Lille SIRET: 339 557 514 000 25	LILLE	Accueil, accompagnement et valorisation de la fonction parentale des familles en difficultés sociales	Temps d'accueil et d'animation d'ateliers parents-enfants en co-animation avec l'accueillant et les parents	782 319	5 500	5500	2750	2750	2750	1%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
Les francas de Lille 24 rue Malsence Lille SIRET : 775 624 356 000 17	FIVES	Paroles de mamans	Groupe de mamans autour d'un atelier couture	5 770	0	2000	0	2000	2000	35%
Les Francas du Nord 24 rue Malsence Lille SIRET : 344 009 493 000 18	LILLE SUD	Les familles dans l'educ'action	Mise en place d'actions permettant aux parents d'être les acteurs privilégiés de l'action éducative en direction de leurs enfants. Accueils, ateliers, loisirs familiaux et collectif de parents favorisent l'échange de savoirs et d'expériences entre parents et renforcent la place du parent	42 700	3 000	3000	1500	1500	1500	7%
LA CLE Lire-Association-Compter-Lire-Ecrire 28/30 rue Ernest Deconynck Lille SIRET : 343 528 188 000 26	LILLE WAZEMMES	Parentalité à LA CLE	Ateliers parents/enfants autour de la création, accompagnement individualisé des familles en lien avec les séances d'accompagnement à la scolarité, groupe de paroles de parents et entretien avec la médiatrice sociale	483 340	2 500	2500	1250	1250	1250	1%
L.S.I LILLE SUD INSERTION 53 rue du Faubourg des Postes Lille SIRET : 390 989 440 000 24	LILLE SUD	Relais Parents Ecole	Espaces d'échanges dédiés aux parents au sein des écoles/groupes scolaires du quartier de Lille Sud.	48 745	3 500	3500	1750	1750	1750	7%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
Les Potes en Ciel 46 rue de Lannoy Lille SIRET : 491 436 234 000 26	FIVES	Ateliers parents-enfants destinés aux tout-petits	Mise en place de 8 ateliers destinés aux enfants de 0 à 5 ans et de leurs parents.	21 791	3 208	2500	1250	1250	3374	11%
	FIVES	Pour une participation active des parents	Groupes de paroles de parents, soirées débats, gestion de l'espace ressource et projets autour de la parentalité.	2 600	2 240	2240	1120	1120		86%
	FIVES	Temps d'accueil individualisé des familles	Mise en place d'une procédure d'accueil pour les familles et formation des professionnels sur les conditions d'un accueil "personnalisé" réussi.	18 020	1 000	1708	854	854		9%
	FIVES	Moment de complicité en famille autour du jeu	Animation d'ateliers parents-enfants autour du jeu.	21 217	300	300	150	150		1%
Maison de quartier Bois-Blancs- Centre social Rosette de Mey 60 rue du Général Anne de la Bourdonnaye Lille SIRET : 401 580 196 000 12	BOIS-BLANCS	Espace familles	Animation d'un lieu dédié à la famille et notamment du lien parent-enfant grâce à la mise en place d'actions collectives, d'activités culturelles, d'ateliers parents-enfants.	79 256	5 300	5300	2650	2650	2650	7%
Maison de quartier Godeleine Petit - Centre social du Vieux-Lille 24 rue des Archives Lille SIRET : 341 792 646 000 26	VIEUX-LILLE	Actions en direction des parents et des enfants	"en attendant les enfants" le mercredi à la ludothèque (de 9h à 12h et de 14h à 16h30), comité de rédaction pour "La lettre Côté Parents", actions passerelles vers les écoles maternelles et les accueils de loisirs petite enfance et les ateliers parents-professionnels ou parents-enfants-professionnels.	37 555	5 000	5000	2500	2500	2500	13%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
Maison de quartier Les Moulins 1 rue Armand Carrel Lille SIRET : 429 332 513 000 10	MOULINS	Fête du jeu 2011	Rassembler les familles du quartier autour d'un moment festif	2 000	1 000	1000	500	500	1110	50%
	MOULINS	Gym et jeu d'éveil	Atelier parent-enfant hebdomadaire autour de la psychomotricité	3 220	1 220	1220	610	610		38%
Maison de quartier Vauban-Esquermes 77 rue Roland Lille SIRET : 437 708 738 000 20	VAUBAN ESQUERMES	Ateliers parent-enfant	Ateliers parents-enfants le mercredi après-midi et groupe de parent mensuel	5 105	1 250	1250	0	1250	3650	24%
	VAUBAN ESQUERMES	Part'âge des savoirs	Espace ressource et échanges autour de l'éducation permettant de soutenir la place des familles au sein de l'ALSH	3 162	2 400	2400	0	2400		76%
Maison de quartier de Wazemmes 36 rue d'Eylau Lille SIRET : 391 571 197 000 22	WAZEMMES	Espace familles Magenta Fombelle	Création d'une école de parents permettant d'offrir un lieu de proximité de soutien via des accueils individuels et familiaux avec une psychologue, des permanences avec une médiatrice familiale, un temps d'échanges "Café parents" et la mise en place de conférences/débats.	150 000	6 700	6700	3350	3350	3350	4%
Ma mer'veille 49 rue de Valmy Lille SIRET : 519 181 432 000 13	WAZEMMES	Développement du lien affectif dans la relation parents/enfants	Ateliers créatifs hebdomadaires pour les parents , ateliers parents-enfants et sorties familiales sur le micro secteur Magenta-Fombelle	5 560	1 500	1500	0	1500	1500	27%
Paroles d'habitants 13 rue de la Garonne Lille SIRET : 449 500 180 000 20	FIVES	Accompagnement à la démarche de projets de vacances familiales	Soutien à la concrétisation d'un projet de vacances permettant aux familles de prendre conscience de leur capacité à agir et mener ensuite d'autres défis de manière autonome	34 200	1 500	1500	750	750	750	4%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
Point rencontre nord 69 rue Négrier Lille SIRET : 391 829 058 00 42	LILLE	Rencontre parent-enfant lorsque l'exercice du droit de visite est interrompu, difficile ou conflictuel	Mise à disposition d'un lieu de rencontres neutre où les enfants peuvent rencontrer leur père, mère ou grands-parents lors d'une séparation conflictuelle ou d'un divorce. Ces droits de visite sont ordonnées par la justice et sont pris en charge par des intervenants (psychologues/éducateurs).	192 772	4 600	4600	2300	2300	2300	2%
Premiers pas 12 place de l'Arbonnoise Lille SIRET : 431 462 258 000 28	VAUBAN ESQUERMES	Ateliers parents/enfants au Centre de la Petite Enfance de Vauban	Ateliers parents-enfants au sein de l'espace parentalité du CPE à raison d'un atelier par semaine hors vacances scolaires. Ateliers pris en charge par une EJE	4 350	3 210	3210	1605	1605	1605	74%
Relais Enfants Parents Nord-Pas-de-Calais 104 rue de Cambrai Lille SIRET : 434 884 102 000 14	LILLE	Maintien du lien familial enfants/parents incarcérés	Visites médiatisées au parloir, ateliers le vendredi après-midi à la maison d'arrêt de Loos, le jeudi toute la journée à la maison d'arrêt de Sequedin, le lundi après-midi à la nurserie de Sequedin et le mardi après-midi à la maison d'arrêt de Douai.	125 350	2 700	2700	1350	1350	1350	2%
S.O.S Enfants du divorce Nord Pas de Calais 7 rue Scrive Marcq en barouel SIRET : 428 303 192 000 28	LILLE	Pour une responsabilité parentale égale en cas de séparation ou de divorce	Aide, écoute et conseil pour permettre l'établissement d'une autorité parentale conjointe en cas de séparation et de divorce. Permanences physiques à la Maison de la Médiation et du Citoyen de Lille le 3ème mercredi de chaque mois de 10h à 12h.	2 600	1 400	1400	700	700	700	54%

Nom de l'association	Territoire de l'action	Intitulé de l'action	Descriptif	Budget prévisionnel de l'action	Subvention versée en 2010	Subvention prévisionnelle 2011	1er Versement 2011	Proposition de l'élue 2nd versement		Part de la Ville par rapport au budget de l'action
								Montant	Total	
S.O.S Papa Nord Picardie 55 bis rue du Général de Gaulle Nogent 504 721 218 000 15	LILLE	Permanences d'Aide et de soutien	Permanences-groupes de parole les 2ème samedi et 3ème lundi de chaque mois permettant la préservation du lien parent-enfant après séparation parentale	10 626	400	400	200	200	200	4%
Temps fort 16 rue Jeanne d'Arc Lille SIRET : 378 474 720 000 26	LILLE	Dispositif d'accompagnement familial	Accompagnement spécifique pour des familles en grande souffrance via la mise en place d'entretiens familiaux	53 000	2 225	2500	1250	1250	1250	5%
UDAF 59 Union Départementale des associations familiales du Nord 3 rue Gustave Delory Lille 775 624 695 000 42	LILLE	Actions collectives à destination des familles	Conférences-débats et ateliers à destination des familles	6 485	1 500	1500	750	750	750	23%
TOTAL				3 741 203	177 152	183 923	74 467	109 456	109 456	

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/871

OBJET

**Vie associative - Subventions à plusieurs
associations - Aide au démarrage.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'aide financière de la Ville a été sollicitée par des associations nouvellement créées. Dans le cadre de la délégation Vie Associative, Bénévolat, Maison des Associations, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces projets associatifs sous la forme d'une aide au démarrage et d'autoriser le versement des subventions ci-dessous détaillées :

ASSOCIATION LIVRES LOISIRS ET ACTIVITES DE DEVELOPPEMENT

Cette association, dont le siège social est situé 3/124 impasse des Rosiers à Hellemmes, a été déclarée en Préfecture du Nord le 15 juin 2010 sous le n° W 595017052 – SIRET 523 915 908 00017.

Elle a pour objet la lutte contre l'illettrisme, l'insertion sociale par le biais des activités artistiques, civiques et manuelles des publics suivis, la mise en œuvre d'ateliers d'alphabétisation, de lecture/écriture, arts plastiques, contes, la mise en place de correspondances et de partenariats entre les écoles françaises et les établissements scolaires d'Afrique francophone.

Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 4.870,14 €. Le montant de la subvention d'aide au démarrage proposée par la délégation Vie Associative est de 1.000 €.

ASSOCIATION A L'AVEUGLETTE

Cette association, dont le siège social est situé 90-94 rue Jules Guesde à Lille, a été déclarée en Préfecture du Nord le 26 août 2010 sous le n° W 595017320 – SIRET 533 157 228 00016.

Elle a pour objet le développement d'activités fédératrices des associations de déficients visuels, avec l'objectif de changer le regard des valides, notamment par la mise en place d'actions culturelles, sportives ou autres dans le noir ainsi que des actions pour l'emploi et le suivi des jeunes en fin de scolarité.

Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 3.500 €. Le montant de la subvention d'aide au démarrage proposée par la délégation Vie Associative est de 600 €.

ASSOCIATION LE DEFI DE FORTUNEE

Cette association, dont le siège social est situé à la Maison des Associations à Lille, a été déclarée en Préfecture du Nord le 14 février 2011 sous le n° W 595018312 – SIRET 531 238 194 00017.

Elle a pour objet l'information et le recueil de fonds pour aider et financer la recherche médicale concernant les gliomes de haut grade infiltrant dans le tronc cérébral chez les enfants, et l'apport à ces enfants hospitalisés d'un soutien et confort au quotidien.

Le budget prévisionnel de l'association s'élève à 31.750 €. Le montant de la subvention d'aide au démarrage proposée par la délégation Vie Associative est de 1.200 €.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Citoyenneté, de la Politique de la Ville et de la Démocratie Participative	05/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement aux associations des subventions proposées ci-dessus ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 422 - Opération n° 633 « Subvention Soutien à la Vie Associative ».

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 26 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
la Conseillère déléguée à la Vie associative - Maison des Associations - Bénévolat



Evelyne LEDEZ

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/872

OBJET

Cimetières - Marbrerie solidaire - Nouvelles dispositions.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 09/1147 du 18 décembre 2009, le Conseil Municipal a autorisé la Ville de Lille à vendre, sous conditions de ressources, des monuments, caveaux et objets funéraires ayant fait l'objet d'une reprise administrative à des prix estimés, selon la qualité et l'état des choses vendues, de 5 à 10 € pour les objets, de 50 à 150 € pour les caveaux, de 50 à 400 € pour les pierres tombales.

Il est proposé au Conseil Municipal de préciser les conditions de ressources susvisées.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **COMPLETER** la délibération n° 09/1147 du 18 décembre en précisant « que les critères permettant désormais d'acquérir des monuments, caveaux, objets funéraires laissés sur les sépultures ayant fait l'objet d'une reprise administrative sont de :
 - justifier d'un revenu net imposable inférieur ou égal à deux fois et demi le montant pour célibataire sans enfant du revenu de solidarité active, sur présentation du dernier avis d'imposition
 - démontrer des liens durables avec la Ville de Lille (domicile lillois, défunt lillois ..) ».

Ces tarifs constituent des limites et seront fixés par décision municipale conformément à la délibération n° 11/468 du 27 juin 2011.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,

le Conseiller délégué à l'Etat Civil - Cimetières



Henri THO

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/873

OBJET

**Plan pluriannuel de développement de
l'Economie Sociale et Solidaire (PLDESS
2011/2015) - Démarrage d'une activité de
conserverie - Subvention au Service Civil
International.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 11/445, le Conseil Municipal a adopté un plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire pour la période 2011/2015. L'objectif 1 vise à soutenir l'expérimentation et l'innovation « Socio-économique ».

Le Service Civil International (SCI) Région Nord, association membre de la branche française du Service Civil International, organisatrice d'échanges internationaux, travaille localement durant toute l'année avec des jeunes sur deux secteurs :

- des projets d'échanges internationaux individuels ou en groupe

Ces projets sont fondés sur le volontariat et l'investissement pour des projets de solidarité (chantiers de jeunes bénévoles, Service Volontaire Européen, Service Civil Volontaire...)

- l'insertion sociale et professionnelle de jeunes entre 18 et 25 ans

Depuis quinze ans, l'association SCI Nord propose des activités d'insertion professionnelle par la mise en situation de travail (Ateliers et Chantiers d'Insertion sur différents supports de production) dont le but est de permettre à des jeunes sans qualification de reprendre confiance en eux et d'acquérir des compétences professionnelles diversifiées.

Dans ce cadre, le SCI Région Nord met en œuvre 3 chantiers d'insertion professionnelle : le bâtiment 2nd œuvre, le maraîchage biologique et le conditionnement/livraison de bio cabas en partenariat avec la coopérative d'agriculteurs Norabio.

Le chantier école de maraîchage bio a favorisé le développement d'un réseau de producteurs, de distributeurs et d'acheteurs et assure au SCI Nord un volume de production de légumes bio. Les « métiers de bouche » ainsi que les métiers de la vente, de la distribution représentent un débouché potentiel en terme d'emploi pour le public accueilli et en particulier pour les jeunes femmes peu présentes au sein des actions du SCI Nord à ce jour.

La saisonnalité de l'activité de maraîchage et la surproduction durant les mois d'été ont amené le SCI à réfléchir à la création d'un nouveau support d'insertion : la transformation de légumes BIO (soupes, coulis, sauces, conserves) et de petite restauration, dont le fonctionnement sera en partie financé par la vente directe. Cette nouvelle activité, prolongement naturel des chantiers école maraîchage biologique et livraison, s'appuie sur le partenariat déjà établi avec Norabio et répond à une demande en augmentation de produits bio transformés.

Cette nouvelle activité aujourd'hui en phase de démarrage vise la création de 5 nouveaux postes d'insertion et d'un poste d'encadrant pérenne.

Afin d'accompagner le démarrage de cette nouvelle activité, dont le budget global s'élève à 152.635 € pour la période du 1^{er} décembre 2011 au 30 novembre 2012, le SCI Nord sollicite une subvention de la Ville de Lille dans le cadre du PLDESS d'un montant de 15.000 €, pris en charge à 50 % par la Ville et 50 % par la Région.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

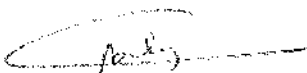
- ♦ **AUTORISER** la signature par Madame le Maire ou l'élue déléguée de la convention entre la Ville et l'association Service Civil International Nord, ci-annexée ;
- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 15.000 € à l'association Service Civil International Nord dont le siège social est situé 75, rue du Chevalier Français à Lille (SIRET n° 39035556800036) ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 90 - Opération n° 688 « Economie Sociale et Solidaire - Subventions » ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes la subvention obtenue de la Région de 7.500 € sur l'opération n° 688 « Economie Sociale et Solidaire - Recettes Région » chapitre 74, article 7472, fonction 90.

Affiché en Mairie le 17/10/11

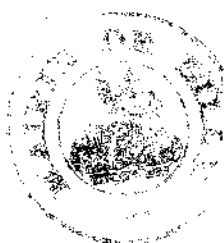
Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
la Conseillère déléguée à l' Economie Sociale et Solidaire



Christane BOUCHART



CONVENTION D'OBJECTIF ET DE PARTENARIAT

Entre la Ville de Lille, représentée par Mme Christiane BOUCHART, Conseillère Municipale, déléguée au Commerce Equitable,
désignée ci-après Ville de Lille,

et

Le Service Civil International (SCI) Région Nord, dont le siège social est situé 75, rue du Chevalier Français 59800 LILLE, représentée par Madame Yvette TISON, Présidente,
désignée ci-après Service Civil International Région Nord,

Préambule

Par délibération n° 11/445, le Conseil Municipal a adopté un plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire pour la période 2011-2015. L'Objectif 1 vise à soutenir l'expérimentation et l'innovation « Socio-économique ».

Le Service Civil International (SCI) Région Nord, association membre de la branche française du Service Civil International, organisatrice d'échanges internationaux, travaille localement durant toute l'année avec des jeunes sur deux secteurs :

- des projets d'échanges internationaux individuels ou en groupe

Ces projets sont fondés sur le volontariat et l'investissement pour des projets de solidarité (chantiers de jeunes bénévoles, Service Volontaire Européen, Service Civil Volontaire...)

- **l'insertion sociale et professionnelle de jeunes entre 18 et 25 ans**

Depuis quinze ans, l'association SCI Nord propose des activités d'insertion professionnelle par la mise en situation de travail (Ateliers et Chantiers d'Insertion sur différents supports de production) dont le but est de permettre à des jeunes sans qualification de reprendre confiance en eux et d'acquérir des compétences professionnelles diversifiées.

Dans ce cadre, le SCI Région Nord met en œuvre 3 chantiers d'insertion professionnelle : le bâtiment 2nd œuvre, le maraîchage biologique et le conditionnement/livraison de bio cabas en partenariat avec la coopérative d'agriculteurs Norabio.

Le chantier école de maraîchage bio a favorisé le développement d'un réseau de producteurs, de distributeurs et d'acheteurs et assure au SCI Nord un volume de production de légumes bio. Les « métiers de bouche », ainsi que les métiers de la vente, de la distribution représentent un débouché potentiel en terme d'emploi pour le public accueilli et en particulier pour les jeunes femmes peu présentes au sein des actions du SCI Nord à ce jour.

La saisonnalité de l'activité de maraîchage et la surproduction durant les mois d'été ont amené le SCI à réfléchir à la création d'un nouveau support d'insertion : la transformation de légumes BIO (soupes, coulis, sauces, conserves) et de petite restauration, dont le fonctionnement sera en partie financé par de la vente directe. Cette nouvelle activité, prolongement naturel des chantiers école maraîchage biologique et livraison, s'appuie sur le partenariat déjà établi avec Norabio et répond à une demande en augmentation de produits bio transformés.

Cette nouvelle activité aujourd'hui en phase de démarrage vise la création de 5 nouveaux postes d'insertion et d'un poste d'encadrant pérenne.

Article 1 objet de la convention

Par la présente convention,

Le Service Civil International Région Nord s'engage :

- à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de cette action.

Pour sa part, la Ville de Lille s'engage :

- à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif.

Article 2 durée de la convention

La présente est conclue pour une période d'un an.

Article 3 modalités d'exécution de la convention

Afin d'accompagner le démarrage de cette nouvelle activité, dont le budget global s'élève à 152.635 € pour la période du 01./12/11 au 30/11/12, le SCI Nord sollicite une subvention de la Ville de Lille dans le cadre du PLDESS d'un montant de 15 000 € pris en charge à 50 % par la Ville et 50 % par la Région.

Article 4 Compte-rendu de l'action – Obligations financières et qualitaives

1) Obligations du Service Civil International Région Nord :

Le Service Civil International Région Nord s'engage à renseigner le compte-rendu d'acton annexé à la convention et comportant :

- un compte-rendu financier dans les 6 mois après la clôture de son exercice, celui-ci atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention attribuée (arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations),
- un compte-rendu qualitatif

Le SCI Région Nord transmettra une copie certifiée du budget et des comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de l'activité (article L1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales).

2) Obligations de la Ville de Lille :

La Ville de Lille s'engage :

- à verser le montant de la subvention qui s'élève à 15.000 €, dès la signature de la convention.

La subvention est imputée sur les crédits économie sociale et solidaire, chapitre 65, article 6574, fonction 90, opération n° 689 « Commerce Equitable - Subventions ».

Le montant de cette subvention s'élève à 15.000 €, sera versé au compte n° 21022153408, clé RIB 54, domicilié à la Banque CREDITCOOP LILLE CENTRE, Code banque 42559, Code guichet 00061.

Le montant des subventions attribuées au Service Civil International Région Nord au titre de la délégation Economie Sociale et Solidaire s'élève à 15.000 € dans le cadre du PLDESS pour l'exercice 2011, toute autre subvention octroyée par la Ville au Service Civil International Région Nord pour ledit exercice 2011 sera arrêtée par délibération du Conseil Municipal conformément au budget primitif 2011 et à la présente convention.

Article 5 autres engagements

Le Service Civil International Région Nord communiquera sans délai à la Ville de Lille copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

Ces déclarations mentionnent :

- les changements de personnes chargées de l'administration ou de la direction,
- les nouveaux établissements fondés,
- le changement d'adresse du siège social,
- les acquisitions ou aliénations d'un local ou d'immeubles : un état descriptif, en cas d'acquisition, et l'indication des prix d'acquisition ou d'aliénation doivent être joints à la déclaration.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le Service Civil International Région Nord en informe également la Ville de Lille.

Article 6 sanctions

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville de Lille des conditions d'exécution de la convention par le Service Civil International Région Nord, et, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 7, la Ville de Lille peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 7 contrôle de l'administration

Le Service Civil International Région Nord s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Lille de la réalisation de l'objectif, notamment quant à l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, le Service Civil International Région Nord remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention, indépendamment des obligations comptables décrites à l'article 4.

Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par la Ville de Lille en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 8
évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Ville de Lille a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Ville de Lille et le Service Civil International Région Nord.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention.

Fait à Lille, le
En deux exemplaires

Pour la Ville de Lille,

Pour le Service Civil International
Région Nord

Mme Christiane BOUCHART
Conseillère municipale
déléguee à l'Economie Sociale et Solidaire

Mme Yvette TISON
Présidente

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/874

OBJET

**Plan pluriannuel de développement de
l'Economie Sociale et Solidaire (PLDESS)
Subvention à l'association Lille Sud Insertion,
faisabilité d'une Régie de quartier à Lille-Sud.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 11/445, le Conseil Municipal a adopté un plan pluriannuel de développement de l'économie sociale et solidaire pour la période 2011/2015. L'objectif 2 vise à accompagner la consolidation des projets économiques et solidaires de proximité.

L'association Lille Sud Insertion implantée sur le quartier de Lille-Sud depuis sa création en 1993, s'est engagée dans un processus de labellisation « Régie de Quartier » soutenu par la Ville de Lille depuis début 2011.

L'association Lille Sud Insertion est reconnue sur le quartier de Lille-Sud pour ses fonctions d'insertion (accompagnement des publics et création d'emplois d'insertion par l'activité économique), techniques (interventions en gestion urbaine pour l'entretien du quartier) et pour sa fonction sociale (prestation technique exécutée par les habitants).

Le projet de la structure consiste à porter avec les forces vives du quartier (associations, habitants, partenaires institutionnels, bailleurs) un nouveau projet d'animation local permettant de combiner, la mise en œuvre d'actions de gestion urbaine de proximité, la réponse à des besoins non satisfaits tout en favorisant l'emploi de proximité et en renforçant le lien social sur le quartier.

Le soutien financier apporté par la ville de Lille a permis d'embaucher un agent de développement pendant 8 mois, d'avril à novembre 2011.

D'avril à juin, l'agent de développement a mené un diagnostic par la consultation des associations, institutions et habitants de Lille-Sud (rencontres informelles lors des fêtes des voisins, rendez-vous bilatéraux, visite de régies de quartier du Nord/Pas-de-Calais, réunion collective avec les partenaires du quartier...).

La démarche de labellisation a été formalisée pendant l'été, puis mise en œuvre de septembre à novembre.

Néanmoins, au-delà de l'obtention du label Régie de Quartier, les missions de l'agent de développement consistent également à instaurer des relations partenariales suivies et régulières dans le temps. C'est pourquoi Lille Sud Insertion propose un projet à plus long terme, qui permettra de nouer des partenariats forts et durables à l'échelle du quartier et de développer de nouvelles activités (prestations de services, ou actions de proximité).

Actions proposées :

- Organiser un second temps d'échange sur le thème des « services » en partenariat avec les réseaux d'acteurs.
- Sonder largement les habitants et travailleurs de Lille-Sud sur l'opportunité d'un point de restauration rapide à base de produits « éthiques » (locaux, de saison, bio) et sur leurs attentes à cet égard.
- Mener des études de faisabilité économique sur les nouvelles activités économiques suggérées, priorisées et validées par le CA de Lille Sud Insertion.
- Mettre en œuvre une activité nouvelle ou, au moins, mobiliser les moyens techniques et humains nécessaires à sa mise en œuvre d'ici fin 2012.

Lille Sud Insertion a également été au devant des habitants de Lille-Sud usagers ou salariés de la structure ou à l'occasion des fêtes des voisins, Nos Quartiers d'Été etc. Ce sont pour l'heure plus d'une centaine de personnes qui ont été contactées, rencontrées ou interviewées. LSI prévoit de poursuivre cette mobilisation pour co-produire le projet futur de la régie de quartier mais également sensibiliser les habitants à la place qu'ils peuvent prendre dans la gouvernance de la future Régie de Quartier.

Lille Sud Insertion souhaite laisser une trace de ce travail de fond mené sur plusieurs mois qui doit déboucher sur sa labellisation Régie de Quartier de la structure. Cette restitution sera réalisée par A la marge, SCIC partenaire de la démarche de labellisation, installée à Lille-Sud, et qui œuvre dans le champ du développement local via une approche dynamique et citoyenne.

L'objectif est de restituer à la fois la démarche et le fond des débats de manière accessible à tous, le support vidéo paraît le plus adapté à cette démarche.

Pour poursuivre la phase diagnostic il est nécessaire de prolonger le travail engagé pour 8 mois supplémentaires. Le budget complémentaire nécessaire à la réalisation de cette opération s'élève à 36.515 € dont 5.000 € seront consacrés à la capitalisation de la démarche de concertation des forces vives du quartier au moyen d'un support vidéo.

L'association Lille Sud Insertion sollicite le soutien financier de la ville à hauteur de 20.000 € dans le cadre du PLDESS dont 50 % financés par le Conseil Régional et 50 % par la Ville.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Economie, de l'Emploi, de l'Insertion, des Finances, du Personnel et des Affaires Générales	07/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 20.000 € à l'association Lille Sud Insertion, sise 52/54 rue de Marquillies à Lille (Siret n° 40193200900038), financée par la Ville dans le cadre du PLDESS au titre de la délégation de l'Economie Solidaire, soit 10.000 € par la Ville et 10.000 € par la Région Nord/Pas-de-Calais ;
- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 90 - Opération n° 688 intitulée « Economie Solidaire » ;

- ♦ **ADMETTRE** en recettes la subvention obtenue de la Région de 10.000 € sur l'opération n° 688 « Economie Solidaire » - Chapitre 74, article 7472, fonction 90.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le

25 OCT. 2011

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
la Conseillère déléguée à l' Economie Sociale et
Solidaire



Christiane BOUCHART



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/875

OBJET

Patrimoine - Attribution de subventions au titre de l'année 2011 – 3ème trimestre.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille souhaite aider les associations qui oeuvrent toute l'année pour la promotion et la valorisation du patrimoine culturel, architectural et artistique lillois et ayant sollicité le soutien de la Ville. Elles mettent en effet en place des actions qui nécessitent un travail de longue haleine (visites, publications, expositions, concerts, conférences...) et visent à faire connaître au plus grand nombre notre patrimoine commun.

Subventions de fonctionnement :

Association	Budget prévisionnel 2011	Descriptif du projet	Subvention proposée
Association de Gestion du Musée de Lille Métropole - LAM 1 allée du Musée - 59650 Villeneuve d'Ascq N° SIRET : 34063614100012	8.200 €	Le LAM présente pour la première fois un panorama de l'artiste sud-africain Titus Matiyane, représentant la métropole lilloise, sa campagne environnante et plusieurs villes frontalières. Cette œuvre, qui sera exposée au Palais Rihour, permettra la découverte des collections du musée, la sensibilisation du public au travail de l'artiste et elle proposera une vision inédite du patrimoine et de l'urbanisme de la région. <i>L'association n'a pas bénéficié de subvention en 2010 au titre de la délégation Patrimoine.</i>	800 € « Associations patrimoniales »
Maison natale Charles de Gaulle 9 rue Princesse 59000 Lille N° SIRET : 39115563700021	462.000 €	La Maison natale Charles de Gaulle se situe au cœur d'une réflexion sur l'histoire politique et la mémoire du XXè siècle. Cette aide contribuera à développer l'ouverture du lieu et ses actions culturelles, pédagogiques et touristiques à destination des habitants, en : - proposant une offre culturelle et pédagogique aux habitants de Lille, Lomme, Hellemmes, notamment dans le cadre scolaire et périscolaire ; - inscrivant la structure dans les réseaux d'action culturelle et d'échanges de savoirs, d'interprétation et d'animation du patrimoine, des bibliothèques des Villes de Lille, Lomme, Hellemmes et également des lieux de mémoire et d'échange, sur un plan régional et transfrontalier ;	30.000 €

		<ul style="list-style-type: none"> - permettant à la structure de répondre aux projets culturels et à toute action proposée par la Ville de Lille et notamment par le service ville d'art et d'histoire (participation aux Journées Européennes du Patrimoine...) ; - complétant et s'inscrivant dans l'offre touristique de la Ville de Lille auprès de l'Office de Tourisme. <p><i>La Fondation a bénéficié d'une subvention d'un montant de 50.000 € en 2010.</i></p>	
--	--	--	--

Une convention financière bilatérale entre la Fondation Charles de Gaulle et la Ville de Lille est établie pour l'année 2011.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Culture	07/10/13

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

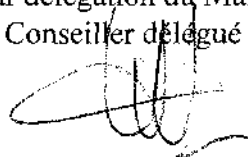
- ◆ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer la convention financière bilatérale ci-jointe ;
- ◆ **AUTORISER** le versement des subventions précitées pour un montant global de 30.800 € ;
- ◆ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits :
 - pour le LAM : libellé de l'opération « Associations patrimoniales », opération n° 227, chapitre 65, article 6574, fonction 324, code CJB ;
 - pour la Fondation Charles de Gaulle : libellé de l'opération « Fondation Charles de Gaulle », opération n° 235 code CFCDG, chapitre 65, article 6574, fonction 33.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué au Patrimoine



Dominique PLANCKE



CONVENTION FINANCIERE

Année 2011

Entre la Ville de Lille,
représentée par Madame le Maire ou son représentant l'Adjoint délégué au Patrimoine,
en vertu de la délibération n° 11/ du 14 octobre 2011
Désignée ci-après la Ville de Lille,

Et

La Fondation Charles de Gaulle – Maison natale Charles de Gaulle
Sise 9 rue Princesse à Lille
Représentée par son Président, Monsieur Jacques GODFRAIN
Désignée ci-après la Fondation

Préambule

La Ville de Lille aide et conforte les associations et structures s'inscrivant dans le développement de sa politique artistique et culturelle. La Fondation propose un projet de réflexion sur l'histoire politique et la mémoire du XXème siècle à travers la figure emblématique de Charles de Gaulle. En tant que lieu de recherche et de valorisation de la mémoire d'un grand personnage de l'histoire contemporaine, la Maison natale accueille de nombreux visiteurs et propose une politique pédagogique et culturelle dynamique. Elle souhaite s'inscrire dans les réseaux liés à la thématique du devoir de mémoire, du niveau métropolitain au niveau européen.

Au regard de l'intérêt et de la qualité du projet artistique et culturel développé sur trois années et du rayonnement de l'association sur le territoire de la Ville, la Ville de Lille souhaite définir son soutien pour l'année 2011 et allouer une subvention à cette association, compte tenu de son activité, ses projets, ses ressources.

La présente convention est établie compte tenu du montant de la dotation financière que la Ville de Lille propose d'accorder à l'association et détaillée à l'article 4, et ce conformément à la législation en vigueur.

Article 1 – Objet de la convention

Les missions de la Maison natale sont :

- Préserver le lieu de mémoire « Maison natale ».
- Assurer le bon fonctionnement de la structure et l'optimisation de ses ressources humaines et financières.
- Pérenniser le fonctionnement du Centre de ressources multimédia « *La Fabrique de l'histoire* » en privilégiant l'interactivité, les nouvelles technologies et en développant des ateliers pédagogiques en lien avec ce centre.
- Mettre en place une programmation culturelle en lien avec les collections permanentes et l'actualité de la recherche : expositions, cycles de conférences...
- Inscrire la Maison natale Charles de Gaulle dans le tissu culturel et touristique, local, métropolitain, régional, national et européen (exemple : circuit sur la thématique des grands hommes du XXème siècle : De Gaulle, Churchill, Adenauer).

Par la présente convention, la Fondation Charles de Gaulle s'engage à :

- proposer une offre culturelle et pédagogique aux habitants de Lille, Lomme, Hellemmes et développer des actions à destination de tous les publics et notamment dans le cadre scolaire et périscolaire.
- s'inscrire dans les réseaux d'action culturelle et d'échanges de savoirs, d'interprétation et d'animation du patrimoine, des bibliothèques des villes de Lille, Lomme, Hellemmes et également des lieux de mémoire et d'échange sur un plan régional et transfrontalier.
- répondre aux projets culturels et à toute action proposée par la Ville de Lille et notamment par le service Ville d'Art et d'Histoire (participation aux Journées Européennes du Patrimoine, inscription dans le parcours de visites guidées ciblées...).
- compléter et s'inscrire dans l'offre touristique de la Ville de Lille auprès de l'Office de Tourisme.

Pour sa part la Ville de Lille s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs dans les limites prévues par la présente convention.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de un an.

Article 3 – Modalités d'exécution de la convention

Des annexes à la présente convention précisent :

- le budget prévisionnel global de l'objectif ainsi que les moyens affectés à sa réalisation. Ce dernier détaille les autres financements attendus en distinguant les apports des autres collectivités publiques ainsi que les recettes propres et tous autres financements affectés à la réalisation de l'objectif.

Article 4 – Montant de la subvention et conditions de paiement

La Ville de Lille participe au financement des projets et objectifs définis à l'article 1 et précisés en annexe et garantit à la Fondation pour la durée de la convention et sous réserve du vote par le Conseil Municipal le versement du montant de la subvention annuelle qui s'élève à la somme de 30 000 € pour l'année 2011.

Cette somme sera imputée pour l'année 2011 sur les crédits de la délégation :

- Du Patrimoine Culturel inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 33.

Cette somme sera versée à la signature de la convention.

La subvention sera créditée au compte de la Fondation selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte de la Fondation :

N° ouvert

sous réserve du respect par la Fondation des obligations mentionnées à l'article 6.

Article 5 – Autres soutiens de la Ville de Lille

Sans objet

Article 6 – Obligations comptables

La Fondation s'engage à fournir à la Ville de Lille le compte rendu financier propre à l'objectif mené, signé par le Président ou toute autre personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet au plus tard de l'année suivante.

La subvention versée étant supérieure à 23 000 €, la Fondation s'engage à fournir à la Ville de Lille le bilan certifié conforme de son dernier exercice connu.

La Fondation s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Si la Fondation est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaire(s) aux comptes ou qui fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, l'association s'engage à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci dans le délai de six mois.

Article 7 – Autres engagements

La Fondation communiquera sans délai à la Ville de Lille copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

Ces déclarations mentionnent :

- les changements de personnes chargées de l'administration ou de la direction,
- les nouveaux établissements fondés,
- le changement d'adresse du siège social,
- les acquisitions ou aliénations d'un local ou immeuble : un état descriptif, en cas d'acquisition, et l'indication des prix d'acquisition ou d'aliénation doivent être joints à la déclaration.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, la Fondation en informe également la Ville de Lille.

Article 8 – Communication et relations publiques

La Fondation s'engage à faire apparaître le soutien de la Ville de Lille :

- sous forme de logo et/ou avec la mention « Avec le soutien de la Ville de Lille »,
- la mention et/ou le logo des partenaires financiers devra être de taille similaire et présentée de manière visible.

La mention et/ou logo devront apparaître sur l'ensemble des parutions et documents de communication de la Fondation (programmes, affiches, affichettes, plaquettes, dépliants, catalogues, tracts, cartons d'invitation, flyers, dossiers de presse, signalétique, site Internet, newsletter).

La Fondation et la Ville mettront tout en œuvre afin de mettre en place des liens croisés seront créés entre leurs sites Internet.

La Fondation s'engage à transmettre en amont à la Ville les informations sur les manifestations qu'elle organise et à faire parvenir à la Ville ses documents de communication à destination du public.

Article 9 – Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la Ville de Lille des conditions d'exécution de la convention par l'association, et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, la Ville de Lille peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Article 10 – Contrôle de l'administration

La Fondation s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la Ville de Lille de la réalisation de l'objectif, notamment quant à l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, la Fondation remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention, indépendamment des obligations comptables décrites à l'article 6.

Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par la Ville de Lille en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 11 – Evaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la Ville de Lille a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, doit être réalisée à l'issue des manifestations.

Elle porte notamment sur :

- la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er,
- l'impact des actions ou des interventions,
- la fréquentation des publics ciblés et touchés par les actions (fréquentation chiffrée des manifestations public payant et gratuit, études des publics),
- sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 12 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 9 et au dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévu à l'article 10.

Article 13 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 14 – Résiliation de la convention

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 15 – Loi applicable

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française et tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient de la compétence du Tribunal Administratif de Lille après épuisement des voies de règlement à l'amiable.

Fait à Lille, le
En quatre exemplaires originaux,

Pour la Fondation Charles de Gaulle

Pour la Ville de Lille

Le Président

Le Conseiller Municipal
délégué au Patrimoine

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/876

OBJET

**Mise en place du prélèvement automatique
pour les fournisseurs EDF, GDF et Société
des Eaux du Nord pour la Ville de Lille et ses
communes associées de Lomme et d'Hellemmes -
Conventions.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux modèles de convention proposés par le Ministère des Finances dans le cadre de la modernisation de l'administration, il est proposé de payer les consommations énergétiques de la Ville de Lille et des communes associées d'Hellemmes et de Lomme par prélèvement automatique.

Ce type de paiement est fait à l'initiative du fournisseur, la Ville assurant le contrôle à posteriori.

L'intérêt de cette procédure réside dans :

- le transfert de la responsabilité de mise en paiement au fournisseur,
- la simplification des procédures de mandatement entre la Ville et la trésorerie,
- la garantie de respect des délais de paiement et donc éviter les pénalités de retard.

Suite aux rencontres avec la trésorerie, il est proposé de mettre en place ce système de paiement à compter du 1^{er} janvier 2012 pour les fournitures suivantes :

- La société des Eaux du Nord pour la fourniture d'eau potable et industrielle
- EDF (Electricité de France) pour la fourniture d'électricité
- GDF (Gaz de France) pour la fourniture de gaz naturel.

Il y aura une seule convention pour chaque fournisseur qui reprendra la Ville de Lille et ses communes associées.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

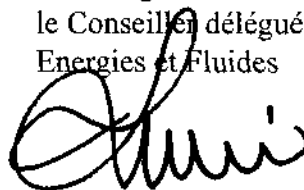
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer et mettre en application les 3 conventions annexées pour la Société des Eaux du Nord, EDF et GDF.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **27 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué aux Economies d'Energies -
Energies et Fluides



Philippe TOSTAIN



Eléments de la convention

Préambule

Une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses des collectivités locales et de leurs établissements publics est menée conformément aux termes de la lettre circulaire n° 2008-11-7142 de la Direction Générale des Finances Publiques du 30 décembre 2008, par la Mairie de Lille, pour son Budget Principal pour le règlement des dépenses relatives à la fourniture d'électricité.

Convention entre

La Mairie de Lille, représentée par Madame le Maire.

Le créancier, Societe des Eaux du Nord (SEN)

Le comptable Public, représenté le Trésorier Payeur.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement des dépenses relatives à la fourniture d'électricité par prélèvement automatique sur le compte Banque de France indiqué par le comptable de la collectivité, pour la Mairie de Lille.

Tout nouveau contrat signé avec le même créancier et relatif au règlement par prélèvement automatique de cette même catégorie de dépenses entre dans le champ de la présente convention, sauf s'il est soumis à des clauses particulières. Dans ce dernier cas, un avenant à la présente convention devra être signé.

Article 2 : Mise en place du prélèvement

Le créancier de la collectivité ou de l'établissement public établit une autorisation de prélèvement à faire signer par le comptable titulaire du compte BDF.

Le comptable signe cette autorisation et la retourne accompagnée de son RIB automatisé Banque de France au créancier qui se charge de la faire parvenir au comptoir local de la Banque de France concerné.

Après accomplissement de ces formalités, le créancier de la collectivité peut émettre des prélèvements domiciliés sur le compte BDF du comptable.

Article 3 : La réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation)

Les prélèvements seront effectués conformément à ou aux échéancier(s) joint(s). Si l'ordonnateur ne dispose pas d'un échéancier des prélèvements, le créancier doit, quelques jours avant la mise en circulation de l'avis de prélèvement, l'informer du montant et de la date du prélèvement.

Cette information doit permettre à l'ordonnateur :

- de s'assurer de la disponibilité des fonds pour la date d'échéance du prélèvement ;
- en cas de désaccord sur l'opération, de réagir auprès du créancier ou du comptable avant que le prélèvement ne soit effectué.

L'ordonnateur transmet cette information au comptable (selon des modalités à préciser entre les deux parties).

En tout état de cause, le comptable dispose toujours, après la réalisation du prélèvement sur son compte BDF, de la faculté de rejeter l'opération au titre de l'un des motifs prévus par la réglementation interbancaire ou prévu au contrat de prélèvement.

Article 4 : Définition de la référence du prélèvement

Les précisions concernant une identification normée de la convention sont données en annexe technique

Article 5 : Obligations de l'ordonnateur et du comptable

Lorsque la dépense prévue dans la présente convention n'est pas réglementairement autorisée à être payée sans mandatement préalable, l'ordonnateur signe et transmet à la signature de la convention puis à chaque début d'année, un mandat global d'un montant estimatif basé sur les dépenses réalisées au cours de l'exercice précédent autorisant ainsi le comptable à payer cette dépense, suivant les termes de la convention. En parallèle, l'ordonnateur transmettra un document au comptable indiquant le montant en euros du mandat global émis. Ce document sera chaque année annexé à la présente convention.

Le mandat global est émargé partiellement par le comptable, à la date d'échéance, du montant du prélèvement. Un mandat complémentaire peut intervenir en cours d'exercice lorsque les dépenses risquent de dépasser le montant du mandat initial. En fin d'exercice, un mandat de réduction peut également être émis si les dépenses effectives se révèlent inférieures au montant estimé initialement.

En cas d'absence de crédits budgétaires ou de trésorerie, le comptable pourra dénoncer la convention et supprimer les autorisations de prélèvements correspondantes conformément à l'article 7 infra.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée du contrat qui lie la collectivité ou l'établissement public local au créancier.

Article 7 : Dénonciation de la convention

La présente convention pourra être dénoncée par anticipation, avec préavis d'un mois, par une des parties, sur simple notification recommandée avec accusé de réception, pour mettre fin au paiement par prélèvement des biens et services rendus par le créancier.

La dénonciation de la présente convention entraîne suppression des autorisations de prélèvements correspondantes.

Fait à LILLE, le

L'ORDONNATEUR

LE CREANCIER

LE TRESORIER PAYEUR

Eléments de la convention

Préambule

Une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses des collectivités locales et de leurs établissements publics est menée conformément aux termes de la lettre circulaire n° 2008-11-7142 de la Direction Générale des Finances Publiques du 30 décembre 2008, par la Mairie de Lille, pour son Budget Principal pour le règlement des dépenses relatives à la fourniture d'électricité.

Convention entre

La Mairie de Lille, représentée par Madame le Maire.

Le créancier, Electricité De France (E.D.F)

Le comptable Public, représenté le Trésorier Payeur.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement des dépenses relatives à la fourniture d'électricité par prélèvement automatique sur le compte Banque de France indiqué par le comptable de la collectivité, pour la Mairie de Lille.

Tout nouveau contrat signé avec le même créancier et relatif au règlement par prélèvement automatique de cette même catégorie de dépenses entre dans le champ de la présente convention, sauf s'il est soumis à des clauses particulières. Dans ce dernier cas, un avenant à la présente convention devra être signé.

Article 2 : Mise en place du prélèvement

Le créancier de la collectivité ou de l'établissement public établit une autorisation de prélèvement à faire signer par le comptable titulaire du compte BDF.

Le comptable signe cette autorisation et la retourne accompagnée de son RIB automatisé Banque de France au créancier qui se charge de la faire parvenir au comptoir local de la Banque de France concerné.

Après accomplissement de ces formalités, le créancier de la collectivité peut émettre des prélèvements domiciliés sur le compte BDF du comptable.

Article 3 : La réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation)

Les prélèvements seront effectués conformément à ou aux échéancier(s) joint(s). Si l'ordonnateur ne dispose pas d'un échéancier des prélèvements, le créancier doit, quelques jours avant la mise en circulation de l'avis de prélèvement, l'informer du montant et de la date du prélèvement.

Cette information doit permettre à l'ordonnateur :

- de s'assurer de la disponibilité des fonds pour la date d'échéance du prélèvement ;
- en cas de désaccord sur l'opération, de réagir auprès du créancier ou du comptable avant que le prélèvement ne soit effectué.

L'ordonnateur transmet cette information au comptable (selon des modalités à préciser entre les deux parties).

En tout état de cause, le comptable dispose toujours, après la réalisation du prélèvement sur son compte BDF, de la faculté de rejeter l'opération au titre de l'un des motifs prévus par la réglementation interbancaire ou prévu au contrat de prélèvement.

Article 4 : Définition de la référence du prélèvement

Les précisions concernant une identification normée de la convention sont données en annexe technique

Article 5 : Obligations de l'ordonnateur et du comptable

Lorsque la dépense prévue dans la présente convention n'est pas réglementairement autorisée à être payée sans mandatement préalable, l'ordonnateur signe et transmet à la signature de la convention puis à chaque début d'année, un mandat global d'un montant estimatif basé sur les dépenses réalisées au cours de l'exercice précédent autorisant ainsi le comptable à payer cette dépense, suivant les termes de la convention. En parallèle, l'ordonnateur transmettra un document au comptable indiquant le montant en euros du mandat global émis. Ce document sera chaque année annexé à la présente convention.

Le mandat global est émargé partiellement par le comptable, à la date d'échéance, du montant du prélèvement. Un mandat complémentaire peut intervenir en cours d'exercice lorsque les dépenses risquent de dépasser le montant du mandat initial. En fin d'exercice, un mandat de réduction peut également être émis si les dépenses effectives se révèlent inférieures au montant estimé initialement.

En cas d'absence de crédits budgétaires ou de trésorerie, le comptable pourra dénoncer la convention et supprimer les autorisations de prélèvements correspondantes conformément à l'article 7 infra.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée du contrat qui lie la collectivité ou l'établissement public local au créancier.

Article 7 : Dénonciation de la convention

La présente convention pourra être dénoncée par anticipation, avec préavis d'un mois, par une des parties, sur simple notification recommandée avec accusé de réception, pour mettre fin au paiement par prélèvement des biens et services rendus par le créancier.

La dénonciation de la présente convention entraîne suppression des autorisations de prélèvements correspondantes.

Fait à LILLE, le

L'ORDONNATEUR

LE CREANCIER

LE TRESORIER PAYEUR

Annexe technique spécifique **EDF**:

(Ce référencement sera indispensable dans le cadre du suivi des conventions et de l'émargement automatique du mandat dans l'application Hélios)

Le créancier indique la référence de l'opération dans l'enregistrement magnétique représentatif du prélèvement acheminé au Système Interbancaire de Télécompensation via son banquier.

La zone D8 du format OC (ou dans le format ETEBAC, la zone F, position 119 à 149 de l'article destinataire) contiendra les éléments d'identification du client nécessaires à EDF.

La zone D9 du format OC (ou dans le format ETEBAC, la zone F, position 119 à 149 de l'article destinataire) devra comprendre la référence de la convention demandée par la DGFIP :

La référence de la convention correspond, dans cet ordre, à :

Numéro SIRET de la collectivité ou de l'établissement public local (14 caractères) + numéro d'ordre séquentiel (9 caractères) fourni par le comptable (après saisie de la convention dans Hélios pour les collectivités gérées dans cette application) + le caractère *.

Cette référence est propre à chaque convention tripartite.

A défaut, le prélèvement est susceptible de faire l'objet d'un rejet par le comptable si celui-ci ne dispose pas des éléments nécessaires à l'identification de la collectivité destinataire de l'opération et de la dette concernée.

Compte tenu des dysfonctionnements générés par l'absence de cette référence ou d'une référence incomplète, le non-respect par le créancier de l'article 4 pourra entraîner la dénonciation de la convention (cf. art. 7) et la suppression de l'autorisation de prélèvement correspondante.

VILLE	N° Siret	Libellé de Budget	N° Convention
LILLE			
LOMME			
HELLEMMES			

Convention tripartite

Entre les soussignés,

L'Etat, Direction générale des Finances publiques, représenté par M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE, 72 rue Saint Sauveur 59800 Lille, en sa qualité de comptable du Trésor,

COMMUNE DE LILLE, sise place Augustin Laurent TSA 60069 59049 Lille Cedex, représentée par Madame AUBRY, en sa qualité de client, ci-après dénommé l'ordonnateur,

GDF SUEZ, société anonyme au capital de 2 250 295 757 euros, dont le siège social est situé au 1 place Samuel de Champlain - Faubourg de l'Arche Tour T1 92930 Paris La Défense Cedex, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 542 107 651, représentée par Nicolas DUMAS, Directeur Relations Clients, ci-après désignée par « GDF SUEZ » ou le créancier.

Préambule

Dans le cadre de la rénovation de la gestion publique, une expérimentation du prélèvement comme mode de règlement des dépenses des collectivités locales et de leurs établissements publics est menée conformément aux termes de la lettre circulaire de la Direction générale des Finances publiques du 30 décembre 2008.

COMMUNE DE LILLE a souhaité participer à cette expérience pour le règlement des factures d'énergie ou services de GDF SUEZ.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de règlement des factures d'énergie ou services par prélèvement sur le compte Banque de France indiqué par M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE.

Les contrats de fourniture d'énergie ou services entre GDF SUEZ et COMMUNE DE LILLE concernés sont cités en annexe.

Ce mode de règlement se substitue à tout mode de règlement préalablement convenu entre COMMUNE DE LILLE et GDF SUEZ et s'impose à tout nouveau contrat relatif à la fourniture d'énergie ou services, sauf si ce contrat est soumis à des clauses particulières.

Article 2 - Mise en place du prélèvement automatique

GDF SUEZ établit l'autorisation de prélèvement qu'elle adresse pour signature à M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE, titulaire du compte Banque de France concerné.

M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE la renvoie signée au comptoir local de la Banque de France concerné, avec copie à GDF SUEZ. L'adresse de ce comptoir est précisée dans le RIB annexé à la présente convention.

Parallèlement, M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE informe la Banque de France de la mise en place d'un mode de paiement par prélèvement automatique des factures d'énergies ou services de GDF SUEZ.

Après accomplissement de ces formalités, le créancier de la collectivité peut émettre des prélèvements domiciliés sur le compte Banque de France de M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE.

Article 3 - Réalisation des prélèvements (périodicité, montant, contestation)

A titre d'information préalable aux prélèvements, GDF SUEZ transmet à M. le Trésorier Principal le montant et la date de chacun des prélèvements. Cette information se fera dans un délai suffisant pour permettre à M. le Trésorier Principal, en cas de désaccord, de réagir avant que les prélèvements ne soient effectués, et en tout état de cause au maximum huit jours avant la mise en circulation de l'avis de prélèvement de la part de GDF SUEZ sur le compte de la Banque de France concerné.

Quoi qu'il en soit, M. le Trésorier Principal de COMMUNE DE LILLE dispose toujours, après la réalisation du prélèvement sur son compte Banque de France, de la faculté de rejeter l'opération au titre de l'un des motifs prévus par la réglementation interbancaire ou prévus à la présente convention de prélèvement.

Article 4 - Définition de la référence du prélèvement

Les précisions concernant une identification normée de la convention sont convenues entre GDF SUEZ et la Trésorerie et sont notifiées en annexe technique de la présente.

Article 5 - Obligations de l'ordonnateur et du comptable

Pour tenir compte des variations de consommation annuelle de gaz naturel d'une année à l'autre, dues principalement aux variations climatiques, COMMUNE DE LILLE transmet en début d'année un mandat global et annuel autorisant M. le Trésorier Principal à payer cette dépense suivant les termes de la convention. Pour la présente année, le mandat sera émis dès mise en œuvre du prélèvement.

Ce mandat est émargé partiellement, à la date d'échéance, du montant de chaque prélèvement. Un mandat complémentaire est émis en cours d'exercice lorsque les dépenses risquent de dépasser le montant du mandat initial.

En cas d'absence de crédits budgétaires ou de trésorerie et en cas de déficience avérée de COMMUNE DE LILLE, M. le Trésorier Principal pourra dénoncer la convention et supprimer l'autorisation de prélèvement correspondante, sans préjudice du droit de GDF SUEZ au paiement de ses factures.

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée d'un an. Elle se renouvelle par tacite reconduction pour une période de 12 mois, sauf dénonciation de l'une des parties moyennant un préavis d'un mois avant sa date d'échéance.

Elle prend effet à compter de la date de sa signature par l'ensemble des parties.

Article 7 - Dénonciation de la convention

En cas de non respect par une partie de l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention, cette dernière pourra être dénoncée par anticipation sur simple notification avec préavis d'un mois par l'une ou l'autre des autres parties. La dénonciation de la présente convention entraîne la suppression de l'autorisation de prélèvement correspondante.

Pour GDF SUEZ
Nicolas DUMAS
Directeur Relations Clients

Pour la Trésorerie Principale
Le Trésorier Principal,

Pour COMMUNE DE LILLE
Martine AUBRY
Maire


GDF SUEZ

BRANCHE ENERGIE France
PROVALYS PERFORMANCE ENERGETIQUE
DIRECTION RELATION CLIENT
Espace marché public
TSA 30004
14921 CAEN cedex 9
Fax : +33 (0)3 11 01 70 05
e-mail : espace.marchepublic@gdfsuez.com

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/877

OBJET

Marché à bons de commande de prestations en matière de coordination sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers pour la Ville de Lille et ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes - Lancement de la procédure de consultation et autorisation de signature du marché.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Le marché à bons de commande portant sur les missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour la Ville et ses communes associées de Lomme et d'Hellemmes arrive à échéance le 11 février 2012.

Ces missions relèvent des dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et portent sur tous chantiers de bâtiment ou de génie civil sur lesquels interviennent au moins deux entreprises en co-activité.

Le coordonnateur en matière de sécurité et de prévention de la santé est une personne physique ayant la formation requise.

Il intervient dès les études préalables. En phase conception, le coordonnateur évalue les risques, en concertation avec les équipes de conception, il élabore le Plan Général de Coordination, il prépare le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage afin de faciliter l'entretien et la maintenance en toute sécurité. En phase réalisation, il assure le suivi des mesures décidées en phase conception pour la coordination des activités des entreprises. Il ouvre et tient à jour le registre journal de coordination.

Il convient donc de relancer la procédure de consultation pour désigner trois opérateurs économiques pour réaliser ces prestations. Le marché sera d'une durée de 4 ans.

Le montant minimum annuel est de 50.000 € HT par opérateur économique, le montant maximum annuel est de 200.000 € HT par opérateur économique. Le montant total du marché sur sa durée est donc estimé à 2.400.000 € HT.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation ;

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élú délégué à signer les marchés à intervenir, après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses inscrites à nos documents budgétaires en fonction des opérations.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **27 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué à la Gestion Technique des
Batiments communaux



Philippe TOSTAIN



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/878

OBJET

Travaux de mise en conformité accessibilité de l'entrée de l'Hôtel de Ville, place Roger Salengro
Autorisation de lancement de la consultation et de signature des marchés de travaux.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n° 08/86 du 28 janvier 2008, le Conseil Municipal a autorisé le lancement d'une consultation d'un accord cadre de maîtrise d'œuvre selon la procédure négociée spécifique de l'article 35-I-2°) du Code des Marchés Publics afin d'engager la réhabilitation et la restauration de l'Hôtel de Ville de Lille.

Par délibération n° 09/1162 du 18 décembre 2009, le Conseil Municipal a attribué et a autorisé la signature de l'accord cadre avec le groupement de maîtrise d'œuvre dont Monsieur Thierry ALGRIN est l'architecte mandataire.

Par délibération n° 10/283 du 29 mars 2010, le Conseil Municipal a attribué les deux premiers marchés subséquents à l'accord cadre, portant respectivement sur le diagnostic de l'édifice et sur les missions restreintes de relevés, de conseils, de prescriptions et de suivis de réalisation, sous forme de marché à bons de commande, permettant la gestion des projets courants de maintenance et d'entretien de l'Hôtel de Ville et a autorisé leur signature.

Par délibération n° 10/869 du 20 septembre 2010, le Conseil Municipal a attribué le troisième marché subséquent à l'accord cadre portant sur les études de diagnostic des bâtiments proches de l'Hôtel de Ville et a autorisé sa signature.

Enfin, par délibération n° 11/613 du 27 juin 2011, le Conseil Municipal a attribué et a autorisé la signature du quatrième marché subséquent à l'accord cadre portant sur une mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de l'accueil et de l'amphithéâtre et la réfection de l'accessibilité de l'entrée côté place Roger Salengro.

Les études sur la partie d'aménagement et de mise en accessibilité de l'entrée de l'Hôtel de Ville côté place Roger Salengro sont aujourd'hui terminées. Il convient donc de lancer la consultation de travaux.

La consultation sera organisée de la façon suivante :

Lot	Désignation
1	Maçonneries – Gros œuvre – Plomberie – Marbrerie
2	Menuiserie – Vitrierie - Miroiterie
3	Serrurerie – Ferronnerie
4	Peinture – Signalétique
5	Electricité
6	Ascenseur

Le montant global des travaux est estimé de façon prévisionnelle à 500.000 € HT, soit 598.000 € TTC (valeur juillet 2011). La durée des travaux est prévue pour 6 mois compris un mois de préparation.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le lancement de la consultation de travaux qui donnera lieu à la passation de marchés de travaux ;
- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l' élu délégué à signer les marchés à intervenir après avis de la Commission d' Appel d' Offres ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses sur les crédits inscrits au chapitre 23, article 2313, fonction 020 – Opération QHDVI n° 1511 « Hôtel de Ville » - AP : QPATHDV.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **27 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué à la Gestion Technique des
Batiments communaux



Philippe TOSTAIN

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du **14 octobre 2011**N° **11/879**

OBJET

Pôle ressources santé 2011 : la Maison dispersée.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Lille est une ville qui concentre des difficultés sociales et de santé, notamment sur les quartiers en Politique de la Ville. Elle cumule des indicateurs socio-économiques et sanitaires beaucoup moins favorables que la moyenne nationale. Différents diagnostics ont permis d'illustrer les problématiques de santé dans les domaines de l'alimentation, addiction, cancer... Le non recours aux soins est une problématique clairement identifiée.

Afin de tendre à une amélioration de l'état de santé des habitants lillois, la politique santé de la Ville de Lille s'est inscrite autour de la mise en place du pôle ressources en santé sur le quartier de Moulins. Ce « pôle ressources santé » est destiné à promouvoir la santé auprès de tous les habitants en fédérant les structures de prévention et d'accès aux soins dans une dynamique de réseau.

Pour ce faire, un animateur santé sur le quartier aura pour vocation d'animer un réseau pluri disciplinaires et faire émerger de nouvelles actions de santé sur le territoire. D'autres pôles ressources santé sont implantés sur 4 quartiers en Politique de la Ville : Fives, Wazemmes, Lille-Sud et Faubourg de Béthune.

Les pôles ressources auront pour vocation de faire émerger une réflexion et pistes d'actions concertées dans l'accès à la santé et à la prévention au sein de chaque quartier :

- des professionnels de santé de 1^{er} recours, les professionnels hospitaliers
- des acteurs institutionnels, associatifs sur la thématique santé

dans l'objectif de faire connaître et d'appliquer des moyens contribuant à améliorer la santé globale des habitants. Pour asseoir au mieux ce projet, la mise en place d'un atelier santé ville est en cours de réalisation en lien avec les services de l'Agence Régionale de Santé et les services de la Préfecture (volet CUCS).

En tant que maison de santé, la maison dispersée accompagnera la démarche du pôle ressources sur le quartier de moulins notamment sur la participation, l'implication des professionnels de santé de 1^{er} recours.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de la Solidarité et du Projet Educatif	03/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** le versement d'une subvention de 5.000 € à la Maison dispersée (n° SIRET : 524 325 875 000 10) ;

- ♦ **IMPUTER** la dépense correspondante sur les crédits inscrits au chapitre 65, article 6574, fonction 512 – Opération n° 624 ASEFL intitulée lieux ressources santé – Code imputation ABD.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
la Conseillère déléguée à la Santé

Marielle RENGOT



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/880

OBJET

Quartier de Fives - Commune associée
d'Hellemmes - ZAC Fives Cail Babcock -
Approbation de la modification du PLU.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Les 16 hectares du site de Fives-Cail-Babcock (FCB) et ses abords constituent l'un des grands enjeux urbains de la Ville de Lille, de la commune associée d'Hellemmes et en particulier pour le quartier de Fives. L'identité fivoise et le rapport du quartier à son passé industriel sont intimement liés à ce site qui porte la mémoire d'un siècle et demi d'activités industrielles.

Le projet repose sur le programme validé par les collectivités, comprenant notamment l'implantation d'un lycée international d'hôtellerie et de restauration, l'implantation de la Bourse du Travail dans le bâtiment en briques à l'entrée du site, la création d'une piscine intercommunale et d'environ 850 logements selon une programmation mixte, la création des activités tertiaires, la création d'équipements de proximité et l'aménagement d'environ 7 hectares d'espaces verts et d'espaces publics en réseau.

L'aménagement de ce secteur sera conduit selon la procédure de Z.A.C., mode opératoire le mieux adapté pour la réalisation des objectifs du projet.

Ainsi, des délibérations ont déjà été prises par la Ville de Lille et la commune associée d'Hellemmes sur ce dossier, notamment sur les modalités de la concertation préalable lors du Conseil Municipal du 1^{er} février 2010 et du Conseil Communal du 28 janvier 2010, mais également concernant la création d'une ZAC par Lille Métropole Communauté Urbaine sur le secteur du projet lors du Conseil Municipal du 10 mai 2010 et du Conseil Communal du 6 mai 2010.

Dans la continuité du processus d'aménagement, une procédure de modification du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) a été entamée sur le périmètre de la ZAC FCB. Cette procédure a notamment pour but d'adapter le zonage du site, actuellement économique (UG), en zone urbaine (UB), avec création d'une zone UBz correspondant à la ZAC FCB.

La zone sera ainsi définie :

« La zone UBz de la Z.A.C. FCB à LILLE est une zone à densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services publics ou privés aux particuliers et aux entreprises et aux activités sans nuisances notamment artisanales. Un secteur « n » se superpose à la zone car les sols sont pollués. »

La modification du P.L.U. concerne :

- la modification du règlement graphique lié à la Z.A.C. avec la création d'un zonage UBzn ;
- l'inscription des voiries principales en légende « voirie optionnelle » ;

- l'inscription des espaces verts principaux en légende « espaces verts » ;
- la création d'un plafond de hauteur spécifique pour plusieurs îlots;
- la levée de l'emplacement réservé n° 70 (création d'une liaison entre la rue de la Marbrerie et le boulevard de l'Usine) dans sa partie Sud uniquement ;
- la définition des règlements y afférant.

Le contenu de cette modification du PLU a été soumis à enquête publique par Lille Métropole Communauté Urbaine, du 1^{er} juin au 1^{er} juillet 2011, et à l'issue de laquelle le Commissaire Enquêteur, monsieur Yves CORDIER, a émis, dans son rapport du 7 juillet 2011, un avis favorable.

Le Conseil de quartier de Fives, réuni le 21 septembre 2011, et le Conseil Communal d'Hellemmes, réuni le 06 octobre 2011, ont également émis un avis favorable au projet.

Par la présente délibération, le Conseil Municipal entend confirmer sa volonté de mener à bien le projet FCB et se prononce favorablement à la modification du PLU de la ZAC FCB.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

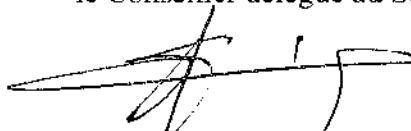
- ♦ **APPROUVER** la modification du PLU de la ZAC FCB.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le 25 OCT. 2011

Adoptée à la majorité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué au Suivi des Projets Urbains


Stanislas DENDIEVEL



DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/881

OBJET

**ZAC Porte de Valenciennes - Projet de
modification du Plan Local d'Urbanisme.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La ZAC Porte de Valenciennes a fait l'objet d'une concession d'aménagement qui engage Lille Métropole en tant que concédant et la SEM Euralille en tant que concessionnaire depuis mai 2007 et pour une durée de 12 ans, pour la mise en œuvre d'un projet de renouvellement urbain faisant l'objet de la convention ANRU, pour partie.

Le dossier de création de la ZAC Porte de Valenciennes a été approuvé par délibération n° 06 C 0034 du Conseil communautaire du 10 février 2006 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n° 07 C 0125 du 30 mars 2007.

Les enjeux majeurs de ce projet sont :

- la recomposition de ce site, en limite de Saint-Sauveur, Euralille II, la cité Belfort et le quartier de Fives,
- le rétablissement des continuités du boulevard Hoover avec le boulevard de Belfort, de la rue de Cambrai avec la rue Denis Cordonnier vers Fives,
- la réalisation d'espaces verts et d'espaces publics de grande qualité,
- le renouvellement diversifié de l'offre de logements (démolition de logements sociaux, construction de logements neufs sociaux, privés, en location, en accession).

Le projet de programme global des constructions prévoit la réalisation d'environ 125 000 m² de SHON réparties comme suit :

- 82 500 m² SHON de logements,
- 32 000 m² SHON de bureaux,
- 6 600 m² SHON de commerces, activités et services
- 3 900 m² SHON d'équipements de proximité et autres

Une première phase de 50 000 m² de SHON doit être réalisée pour 2011, en respect du Projet de Renovation Urbaine de Lille et aux conditions financières de celui-ci.

Afin de retranscrire réglementairement le projet dans les documents d'urbanisme, une première modification du PLU a été engagée et approuvée le 21 décembre 2006 (délibération n° 06 C 0658) par le Conseil Communautaire. Cette modification a permis la création des zones UAcz1, UAcz2, UAcz3 et UAcz4 dans le règlement des zones UAc et UF de la Ville de Lille et de préciser la position et l'emprise des principales voiries à réaliser dans l'opération.

Une seconde modification du PLU a été engagée et approuvée le 4 juillet 2008 (délibération n° 08 C 0296) par le Conseil Communautaire. Cette modification du Plan Local d'Urbanisme a porté sur la diminution de l'emprise de la trame ferroviaire.

Les études d'aménagement ayant été poursuivies, il y a lieu aujourd'hui d'ajuster le PLU avec les nouveaux éléments du projet, conformément à l'article L 123-3 du Code de l'Urbanisme qui dispose que dans les ZAC, le PLU peut préciser la localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer, la localisation des principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts et déterminer une SHON dont la construction est autorisée dans chaque îlot, en fonction, le cas échéant de la nature ou de la destination des bâtiments.

En conséquence, il convient de remanier le PLU sur la commune de Lille pour prendre en compte ces orientations d'aménagement. Ce remaniement peut être mené selon la procédure de modification prévue par l'article L. 123-13 du Code de l'Urbanisme, dans la mesure où il :

- ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable du PLU,
- est de portée limitée,
- ne concerne pas d'espaces boisés protégés existants ou à créer ou d'espaces protégés au titre de l'agriculture, des milieux naturels ou des nuisances,
- ne comporte pas de graves risques de nuisances.

Lors de la séance du 1^{er} juillet 2011, par délibération 11 C 0303, le Conseil de Communauté de LMCU a décidé le principe du lancement de cette procédure de modification.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **VALIDER** le lancement par LMCU de cette procédure de modification partielle du Plan Local d'Urbanisme sur la commune de Lille visant à préciser le règlement du zonage UAcl1, UAcl2, UAcl3 et UAcl4 spécifique à la ZAC Porte de Valenciennes.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué à l'Urbanisme réglementaire




Stanislas DENDIEVEL

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/882

OBJET

Lille Fives - Projet de modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) – Adaptation du zonage du PLU - Réduction du périmètre de l'emplacement réservé de superstructure n° 46 en vue de la réalisation d'un nouvel accès et d'un parking pour le stade Ballet dans le quartier de Fives – Approbation du rapport de présentation.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

L'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) Imprim'service du CCAS de la Ville de Lille, actuellement situé à Wazemmes, sera prochainement relocalisé à l'angle des rues Bellevue et Parmentier dans le quartier de Fives. Le projet de l'ESAT prévoit la réhabilitation de l'ancien restaurant du lycée FCB.

Sur ce site, un emplacement réservé de superstructure est inscrit pour la réalisation d'un équipement social sur une superficie de 3 848 m². Le projet de l'ESAT n'utilise pas la totalité de l'emprise de l'emplacement réservé.

Parallèlement, dans le cadre de sa politique sportive, la Ville a engagé la rénovation du stade Ballet sis rue Parmentier. Cette rénovation prévoit la construction d'une nouvelle tribune et le réaménagement du terrain de football pour pouvoir accueillir des compétitions nationales. Un nouvel accès ainsi qu'un parking sont également nécessaires et seront situés sur le reliquat de foncier non utilisé pour le projet de l'ESAT.

Le projet d'équipement social ne nécessitant pas la totalité de l'emprise de l'emplacement réservé, il est possible de réduire celle-ci afin de permettre la réalisation de l'accès et du nouveau parking du stade Ballet. L'emprise de l'emplacement réservé est donc réduite de 3 848 m² à 2 215 m².

Cette modification présente un caractère d'intérêt général et n'est pas de nature à remettre en cause l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durable du P.L.U. De plus, elle ne réduit pas des zones ou secteurs de protection et ne comporte pas de graves risques de nuisances.

Cette demande peut donc, conformément au Code de l'Urbanisme (article L123-13), faire l'objet d'une procédure de modification du plan local d'urbanisme.

Cette modification nécessite une enquête publique, dont le rapport de présentation est joint à la présente délibération.

Le Conseil de quartier de Fives, réuni le 21 septembre 2011, a émis un avis favorable à cette modification du Plan Local de l'Urbanisme.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Urbanisme, de l'Aménagement et du Domaine Public	30/09/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le rapport de présentation joint à l'enquête publique, relative à la modification du PLU portant sur la réduction de la surface de l'emplacement réservé n° 46 sis rue Parmentier à Fives.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué à l'Urbanisme réglementaire




Stanislas DENDIEVEL

MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME LILLE

Réaménagement du Stade Ballet À Fives

**Réduction d'un Emplacement Réservé de Superstructure pour un
équipement social permettant la réalisation d'infrastructures nouvelles
pour le Stade Ballet**

RAPPORT DE PRÉSENTATION

2011

Préambule

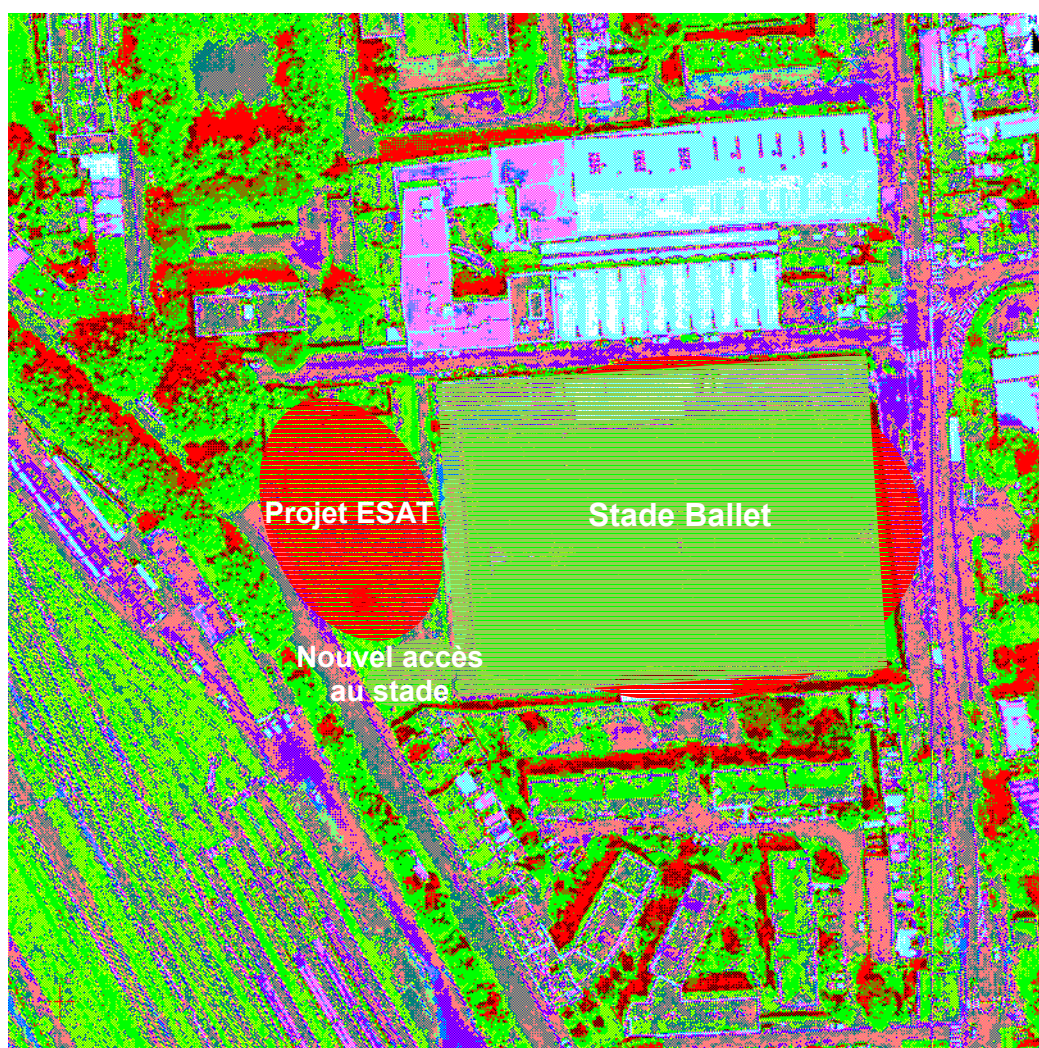
Ce dossier d'enquête publique concerne le site compris entre le Stade Ballet et la rue Bellevue. Sur celui-ci est prévu deux projets menés par la Ville de Lille d'intérêts publics qui nécessitent une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme.

Le stade Ballet rue Parmentier à Fives, occupé par l'OS Fives, bénéficie, dans le cadre de la politique sportive de la ville, d'une rénovation de son infrastructure extérieure et est repensé en termes d'accessibilité et de stationnement par la rue Bellevue au sud-ouest du stade. Il est également prévu la construction d'une nouvelle tribune, des vestiaires, d'un club-house et le réaménagement du terrain de football en vue d'une homologation de classe 3 permettant d'accueillir les compétitions de niveau national.

A l'ouest du stade, le long de la rue Bellevue, un emplacement réservé est inscrit au PLU. L'objet de l'emplacement réservé n°46 est la réalisation d'un équipement social. Celui-ci est en cours de construction : c'est l'ESAT « Imprim'service » chargé d'employer des travailleurs touché par un handicap physique.

1. ETAT ACTUEL DU SITE

Le site actuel et ses projets



Source : Lille Métropole – Ville de Lille

Le site est à Lille Fives le long des voies ferrées ; il est encadré par les rues Parmentier au nord, la rue de Bellevue à l'ouest et la rue du Long Pot à l'est. Son environnement est très urbain. Il se compose du Stade Ballet à l'est et de l'ancien restaurant du lycée de Fives Cail Babcock à l'ouest. Cet ensemble foncier est une propriété de la Ville de Lille.

Au nord-ouest du Stade, le long de la rue de Bellevue, dans l'ancien restaurant du Lycée de FCB un équipement social est en projet : l'ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail). L'établissement accueille actuellement 54 travailleurs handicapés physiques intervenant dans le domaine du façonnage, de la bureautique et de la reprographie.

Le projet d'implantation de l'ESAT à Fives correspond à la rénovation de l'ancien restaurant FCB, et à la création d'une aire de stationnement nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement. L'ensemble de la parcelle n'est pas nécessaire à la réalisation du projet, et un délaissé subsistera au sud-ouest du Stade Ballet.

2. OBJECTIFS ET EFFET DU DISPOSITIF

L'emplacement réservé n°46 a pour objet la réalisation d'un équipement social. L'ESAT, répond à cet objectif et s'inscrit dans la réserve du Plan Local d'Urbanisme. Cependant, le futur équipement ne consomme pas la totalité de l'emplacement réservé inscrit. Au sud de l'ESAT se trouveront des délaissés. Dans le cadre du projet de restructuration du stade Ballet, il est proposé d'utiliser ces terrains afin de réaliser un parking ainsi qu'un logement pour le gardien du stade.

Cependant, la réserve d'infrastructure n°46 au Plan Local d'Urbanisme est inscrite sur toute la longueur du terrain à l'ouest du stade. L'objet des travaux concernant le stade (infrastructure sportive) n'étant pas ceux de la réserve actuelle (infrastructure sociale), il est proposé de réduire l'emplacement réservé n°46 afin de permettre les travaux du stade Ballet.

Ainsi, l'emplacement réservé n°46 s'adaptera au contour du projet de l'ESAT. Le délaissé au sud sera libéré des effets de la réserve et sera constructible pour les infrastructures du stade Ballet.

3. IMPACTS ET INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Eu égard au contexte urbain très dense, la réduction de la réserve d'infrastructure n'a pas d'incidences sur l'environnement. La réserve imposait la construction d'un bâtiment sur toute la longueur du site, or la levée de la réserve n'impose plus de construction bâtie.

4. IMPACT SUR LES DOCUMENTS COMPOSANT LE P.L.U.

Au P.L.U. en vigueur, le zonage n'est pas modifié, le site est classé en UBa 1,80. Ce zonage correspond à « une zone urbaine concernant LILLE extra muros et les communes associées d'HELLEMMES-LILLE et LOMME, à densité assez élevée, affectée à l'habitat, aux services publics ou privés aux particuliers et aux entreprises et aux activités sans nuisances notamment artisanales ».

Le conseil de Lille Métropole a délibéré le 1^{er} avril 2011 pour engager la procédure de modification du PLU ayant pour objet de réduire l'emplacement réservé n°46 de 1632 m².

- Rapport de présentation du PLU, Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et orientations d'aménagement :

Etant donné le caractère mineur de ce changement, le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et les orientations d'aménagement ne sont pas impactés.

Cette modification répond par ailleurs aux principes de développement urbain inscrits au projet d'aménagement et de développement durable (PADD) du P.L.U. puisqu'il permet d'optimiser l'utilisation de ces terrains.

- Obligations diverses :

Au plan les obligations diverses, et s'agissant des voies répertoriées comme bruyantes, les voies ferrées sont répertoriées en catégorie 2 à l'ouest du site.

Concernant la prise en compte de l'archéologie préventive dans les procédures d'utilisation du sol, le site est astreint à une saisine systématique.

- Servitudes d'utilité publique :

Le site ballet est remarqué comme patrimoine sportif aux servitudes d'utilités publiques. Sa valeur patrimoniale est conservée et valorisée puisque la surface du stade augmente en terme d'espace utilisé et gagne en compétitivité puisqu'il peut ainsi, après les travaux accueillir les compétitions de type régionales.

5. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE PLANIFICATION EXISTANTS

- Avec le Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme (SDDU) :

Au Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme de la Métropole Lilloise approuvé le décembre 2002, le secteur est classé en zone urbaine en requalification. L'utilisation du foncier résiduel de l'ancienne cantine de FCB permet de mettre en œuvre cet objectif d'optimisation du foncier.

- Avec le Plan de Déplacements Urbains :

La réduction de l'Emplacement réservé n°46 ne remet pas en cause les principes adoptés du Plan de déplacement Urbain de Lille Métropole.

- Avec le Programme Local de l'Habitat :

La présente modification du PLU n'a pas pour objet de modifier le rapport de compatibilité entre le Plan Local de l'Habitat et le Plan Local d'Urbanisme.

- Avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) :

Au Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) la réduction de l'ER 46 n'a pas d'impact. La modification du P.L.U. n'aura donc pas d'impact au regard du S.D.A.G.E. et du S.A.G.E.

CONCLUSION

La présente modification présente un caractère d'intérêt général, au regard des opérations d'aménagement souhaitées, mais également au regard de la mise en œuvre de la politique sportive menée par la ville de Lille. Elle n'est pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du PADD du PLU communautaire. De plus, elle ne réduit pas les zones de secteurs de protection, et ne comporte pas de graves risques de nuisances.

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/883

OBJET

Attribution d'une aide pour l'installation d'un système de récupération d'eau pluviale et pour la végétalisation des toitures à deux Lillois.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Aide à l'installation de système de récupération d'eau pluviale

Par délibération n° 06/491 du 3 juillet 2006, le Conseil Municipal a autorisé la mise en place d'une aide à l'installation de système de récupération d'eau pluviale à destination des Lillois. Cette action a été reconduite annuellement. Le dispositif d'aide a été harmonisé et étendu aux Hellemmois et aux Lommois par délibération n° 10/680 du 28 juin 2010. Il a été reconduit par délibération n° 11/156 du 17 février 2011.

Pour les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs (logement individuel), la subvention s'élève à :

- 200 € par m³ d'installation (jusqu'à 5 m³), dans la limite du coût réel de l'installation,
- 20 % du coût de la main d'œuvre pour le raccordement du réseau des eaux pluviales par un installateur pour un usage interne au logement suivant la réglementation en vigueur (autorisé par arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments).

La prime est limitée à un financement par foyer lillois, hellemmois, lommois ou local associatif par an et peut également être attribuée à une copropriété (après accord de la copropriété en assemblée générale) et à un propriétaire bailleur. Elle sera versée sur présentation de justificatifs des dépenses (facture acquittée) et du contrôle préalable de la réalité de l'installation.

Monsieur Damien LEFRANC, demeurant à Lille 146 rue d'Esquermes, a souhaité installer un système de récupération d'eau pluviale ayant les caractéristiques suivantes :

- volume de la cuve : 0,31 m³ (310 l), plafonné à 5 m³ soit 0,31x 200 € = 62 €

Aide à la végétalisation des toitures

La Ville de Lille a autorisé, par délibération n° 10/297 du 29 mars 2010, l'octroi d'une nouvelle prime municipale pour la végétalisation des toitures, à destination des Lillois, des associations, des bailleurs sociaux et des promoteurs privés pour l'année 2010. Le dispositif d'aide a été harmonisé et étendu aux Hellemmois et aux Lommois par délibération n° 10/680 du 28 juin 2010. Il a été reconduit par délibération n° 11/126 du 16 septembre 2011.

La végétalisation des toitures offre des atouts indéniables pour réduire les impacts liés aux évolutions urbanistiques et climatiques :

- à l'échelle de la ville : optimiser l'usage des surfaces, améliorer la qualité de l'air et l'esthétique paysager, être un support de biodiversité, réguler la température, optimiser la gestion des eaux pluviales ;
- au niveau du bâtiment : améliorer les caractéristiques thermiques et acoustiques, assurer une plus grande durabilité de l'étanchéité de la toiture, protéger le bâti.

Le développement de cette technique touche donc à de nombreux enjeux urbains, tels la gestion alternative des eaux pluviales, l'imperméabilisation, la qualité du bâti et la qualité de vie des citoyens ou encore la continuité avec l'environnement et la restauration de la biodiversité. L'objectif de cette prime à l'habitat est de développer des surfaces végétalisées légères (couramment nommées toitures végétalisées extensives), principalement en réhabilitation, et de jardins sur les toits pour le neuf contribuant ainsi à la maîtrise des charges des habitants, par une meilleure isolation.

Cette aide financière porte sur la végétalisation et ne prend pas en compte l'étanchéité. Elle s'élève à 30 € TTC/m² de végétalisation de toitures pour les particuliers, les associations, les logements individuels de promotion privée et sociaux (neufs ou existants), plafonnée à 50 m² par opération. Cette prime sera bonifiée à 10 € TTC/ m² si le projet de végétalisation de toitures est réalisé conjointement par le même installateur pour deux logements adjacents ou un logement et un garage contigu. La prime est limitée à un financement par foyer lillois, hellemmois, lommois ou local associatif par an et peut également être attribuée à une copropriété (après accord de la copropriété en assemblée générale).

Monsieur Charles HANNOTTE, demeurant à Lille 59 boulevard Montebello, a souhaité réaliser une végétalisation de toitures ayant les caractéristiques suivantes :

- surface de toiture végétalisée : 40 m²
- aide attribuable : 1.200 € TTC (30 € x 40 m²)

Le montant total des aides est de 1.262 € TTC.

Ces installations répondant à l'ensemble des critères retenus par les Villes de Lille, Hellemmes et Lomme, ces Lillois peuvent prétendre à l'aide municipale pour la récupération d'eau pluviale et la végétalisation des toitures.

Le bilan des subventions accordées aux Lillois, Hellemmois et Lommois depuis 2007 est joint en annexe.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** l'attribution d'une aide pour l'installation d'un système de récupération d'eau pluviale de 62,00 € TTC à Monsieur LEFRANC ;
- ♦ **AUTORISER** l'attribution d'une aide pour la végétalisation des toitures de 1.200 € TTC à Monsieur HANNOTTE ;

- ♦ **IMPUTER** la dépense, pour un montant total de 1262 € TTC sur les crédits inscrits au chapitre 204, article 2042, fonction 830 - Opération n° 1753, code QPAEA, libellé "Aide Eau – investissement" de l'AP référencée QPLANACTPG.

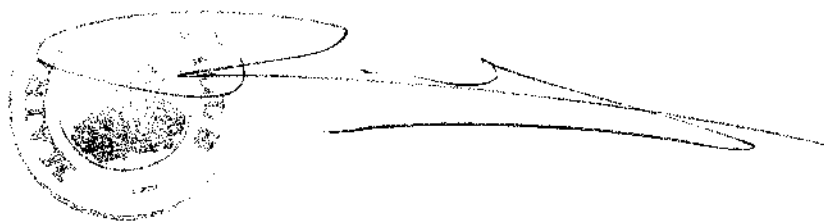
Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué aux Economies d'eau

Cyrille PRADAL

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Cyril Pradal', is written over a circular official stamp. The stamp is partially obscured by the signature and contains some illegible text and a central emblem.

02/09/2011

Particuliers, locaux associatifs ou professionnels

Subventions eaux de pluie et végétalisation de toitures accordées - Villes de Lille, Hellemmes et Lomme

Année	CM	Nom du particulier, local associatif ou professionnel	Adresse du logement ou local	Récupération d'eau de pluie	Végétalisation de toitures	Quartier	Ville	Capacité (en m3)	Surface (en m2)	Montant de la prime pour la cuve ou pour la végétalisation (en euros)	20% du coût de la main d'œuvre si raccordement aux sanitaires (en euros)	Montant total de la subvention attribuée	Année de mandatement
2007	21-mai	Jean -François DUHAUTOIS	11 rue du Chaufour	X		Wazemmes	Lille	1,00		100,00 €		100,00 €	2007
	25-juin	Michèle MIELLET	43 rue Duplex	X		St Maurice Pellevoisin	Lille	0,20		20,00 €		20,00 €	2007
	08-oct	Régine TURBERT	15 rue Ste Catherine	X		Vieux - Lille	Lille	0,30		30,00 €		30,00 €	2007
	17-déc	Claude KIRSCH	37 rue du Chaufour	X		Wazemmes	Lille	0,30		30,00 €		30,00 €	2008
		WATTEZ	71 rue Fénélon	X			Hellemmes	3,00		240,00 €		240,00 €	
		CHROBOT	10 allée Gaston Debondue	X			Hellemmes	0,30		30,00 €		30,00 €	
		POUPAERT	86 rue Marceau	X			Hellemmes	0,24		23,50 €		23,50 €	
		COZE	47 rue Denis Cordonnier	X			Hellemmes	0,30		30,00 €		30,00 €	
		TOURNEMAINE	5 allée de la Chataignerale	X			Hellemmes	4,00		400,00 €		400,00 €	
Sous-Totaux		9		X				9,64		903,50 €		903,50 €	
2008	23-juin	David AGUILAR	11 rue Fontaine del Saux	X		Centre	Lille	0,30		30,00 €		30,00 €	2008
	06-oct	Anne TRASSAERT	14 rue Salome	X		Fives	Lille	0,30		30,00 €		30,00 €	2008
	06-oct	Laurent NORD	45 rue Kant	X		Bois-Blancs	Lille	0,30		30,00 €		30,00 €	2008
	06-oct	Patricia GOLABEK	5 rue Fleming	X		Fives	Lille	0,355		35,50 €		35,50 €	2008
		LOIRE	18 rue Charles Gide	X			Hellemmes	1,000		200,00 €		200,00 €	
		LESAFFRE	43 rue des écoles	X			Hellemmes	2,500		250,00 €		250,00 €	
		MONTEL	45 rue des écoles	X			Hellemmes	1,000		100,00 €		100,00 €	
		3 demandes		X			Lomme	8,820		892,00 €		892,00 €	
Sous-Totaux		10		X				14,675		1 567,50 €		1 567,50 €	
2009	18-mai	Rose Marie MANGEZ	33 rue Stappaert	X		Wazemmes	Lille	0,40		144,00 €		144,00 €	2009
	29-juin	Eric QUIQUET	40 rue de Lamnoy	X		Fives	Lille	10,00		1 188,00 €		1 188,00 €	2009
	01-oct	Pierre ELIA	200 rue du Faubourg de Douai	X		Lille Sud	Lille	1,00		200,00 €		200,00 €	2009
	01-oct	Thomas LOIEZ	24 bis rue de Canteleu	X		Vauban - Esquermes	Lille	15,00		1 100,50 €		1 100,50 €	2009
		DEMOLIN	66 rue Philippe Lebon	X			Hellemmes	1,00		100,00 €		100,00 €	
		MONCHAUX	84 rue Jeanne D'Arc	X			Hellemmes	0,50		50,00 €		50,00 €	
Sous-Totaux		6		X				27,90		2 782,50 €		2 782,50 €	
2010		GHEQUIERES	47 rue Emile Zola	X			Hellemmes	0,30		30,00 €		30,00 €	2010
		HELLIN	3 rue Ferrer	X			Hellemmes	0,30		30,00 €		30,00 €	2010
	26-nov	Sébastien LIEBART	36 rue de la Bruyère	X		Bois-Blancs	Lille	0,30		60,00 €		60,00 €	2011
	26-nov	Blandine DENTELLA	41 rue de la Louvière		X	St Maurice Pellevoisin	Lille		18,00	540,00 €		540,00 €	2011
Sous-Totaux		4						0,90	18,00	660,00 €		660,00 €	
2011	17-févr	DUBUISSON	160 avenue Arthur Notebart	X			Lomme	0,50		100,00 €		100,00 €	2011
	17-févr	PICART	23 rue Gustave Delory	X			Lomme	0,30		60,00 €		60,00 €	2011
	17-févr	DEQUEKER	27 rue Gustave Delory	X			Lomme	0,30		60,00 €		60,00 €	2011
	28-mars	Julie VANPOUILLE	178 rue Barthélémy Delespaul	X		Centre	Lille	3,61		722,00 €	254,62	976,62	2011
	23-mai	Gérard LICOUR	25 rue du Molinel	X			Lomme	10,00		1 000,00 €	128,40	1 128,40	2011
	16-sept	Guy DELAPLACE	9 rue des Hortensias	X			Lomme	0,35		70,00 €		70,00	2011
	16-sept	Francis LAMBERT	76 rue de l'Arbrisseau		X	Lille Sud	Lille		40,00	1 200,00 €		1200,00	2011
	14-oct	Damien LEFRANC	146 rue d'Esquermes	X		Vauban - Esquermes	Lille	0,31		62,00 €		62,00	2011
	14-oct	Charles HANNOTTE	59 bd Montebello		X	Vauban - Esquermes	Lille		40,00	1 200,00 €		1200,00	2011
Sous-Totaux		9						15,06	80,00	3 212,00 €	383,02	3595,02	
TOTAUX		38		X	X			68,170	98,000	9 125,50 €	383,02	9508,52	

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/884

OBJET

**Mise en place de télégestion des compteurs
d'eau dans des bâtiments communaux de Lille,
Lomme et Hellemmes - Réponse à l'appel à
projet européen Life + en partenariat avec la
SEN et HYDRELIS.**

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Afin d'atteindre une diminution durable de la consommation d'eau de la Ville, conformément aux objectifs du mandat et de l'Agenda 21, il est nécessaire de :

- détecter et supprimer les fuites
- limiter les consommations inutiles (chasse d'eau, récupération,...)
- sensibiliser le personnel et les usagers en matière de consommation d'eau potable

En effet, la majorité des études sur les grandes agglomérations font état de fuites importantes sur les réseaux de transport ainsi qu'au sein des bâtiments et habitations, comme les services de la Ville ont pu le constater à certaines occasions.

Ces fuites, souvent invisibles, peuvent augmenter les consommations de 10 à 20 % ou occasionner des dégâts engendrant des coûts importants pour la ville. Le budget de la Ville pour l'eau potable et industrielle est d'environ 800 k€ TTC pour une consommation de 550 000 m³.

Il est donc proposé d'équiper les principaux bâtiments de la ville de compteurs intelligents et communicants afin de pouvoir étudier finement les consommations d'eau.

Pour cela, il est proposé d'équiper les sites municipaux selon deux méthodes :

- 1) Conformément à la délibération du 28 mars 2011, il est proposé de mettre en place des systèmes de télé relève sur des bâtiments « secondaires » afin de connaître en temps réel les consommations et de détecter les fuites pour intervenir rapidement.
- 2) Parallèlement, sur les sites les plus importants (liste en annexe), il est proposé de mettre en œuvre un système de télégestion innovant des compteurs d'eau, via un appel à projet européen LIFE + dans le cadre d'un partenariat avec la Société des Eaux du Nord (SEN) et le recours à une prestation de fourniture de matériels adéquats.

L'appel à projet LIFE + est ouvert depuis juillet 2011 aux groupements de sociétés privées et collectivités publiques. Il peut financer des projets à hauteur de 50 %.

Le procédé envisagé s'appuie sur une technologie développée actuellement par la société Hydrelis et des applications logicielles qui seront élaborées pendant le projet.

La technologie proposée bénéficie d'innovation et de brevets exclusifs. En effet, le Switch Flow disjoncteur d'eau (pensé comme un disjoncteur électrique) s'installe juste après le compteur à eau, surveillant ainsi le réseau hydraulique. Il permet de couper automatiquement, en totale autonomie, l'eau après compteur en cas d'anomalies décelées (écoulement soudain très important, écoulement continu même faible, fuite invisible...). Il peut également être rouvert manuellement par un agent sur place. Il présente l'avantage, grâce à l'informatique intégrée, de pouvoir commander à distance la fermeture et la réouverture de l'arrivée d'eau ainsi que de diffuser, en temps réel, les consommations. La télégestion consiste donc dans le pilotage à distance de certaines fonctions du disjoncteur telle :

- la coupure ou l'ouverture de l'arrivée d'eau en temps réel à distance,
- la programmation horaire de la coupure /ouverture (la nuit, le week-end, les vacances scolaires,...),
- l'enregistrement et la récupération des données de consommation à un pas fin (en temps réel).

Ce système accompagnera le personnel et les usagers pour préserver la ressource en eau grâce à des modifications de comportement.

Le projet, baptisé « NEGAWATER » et présenté à la Commission Européenne s'appuierait sur la répartition des rôles suivante :

- la Ville de Lille mettra des sites à disposition pour le projet, achètera le matériel nécessaire au projet, exploitera les conclusions des données collectées pour mener à bien les mesures correctives éventuellement nécessaires.
- La Société des Eaux du Nord se chargera du pilotage et de la communication du projet, posera le système, analysera et réalisera la synthèse des données collectées pour le compte de la Ville avec la construction de modèles par typologie de sites (écoles, administratifs, sportifs,...)

Ce partenariat ne se traduira pas par un échange commercial entre la Ville et la SEN : les 2 partenaires collaborent dans l'objectif global de la généralisation d'un outil technique innovant de surveillance des consommations dans des bâtiments publics. La SEN mettra en œuvre une ingénierie sur l'analyse en temps réel des consommations et la construction de modèles automatiques d'analyse.

Durant toute la durée du projet, d'une durée de 2 ans, la Ville sera accompagnée par la SEN. A la fin du projet, la Ville sera propriétaire des outils développés. Le travail de surveillance sera pérennisé et pourra, le cas échéant, permettre le déploiement de la technologie sur d'autres bâtiments, en toute autonomie.

Le projet est valorisé à 1.200 k€ HT environ avec un financement envisagé de 50 %.

La Ville de Lille participerait à hauteur de 486 k€ HT, dont 244 k€ HT de frais de personnel et 190 k€ HT d'achat du matériel. La subvention demandée serait ainsi de 251 k€ HT correspondant à 50 % de la participation et des frais généraux comme l'autorise le projet Life+. Cette subvention couvrirait donc la totalité de l'investissement envisagé. Le plan de financement détaillé des 2 partenaires est joint en annexe.

L'achat du matériel se fera via une procédure d'appel public à concurrence qui pourrait intervenir en juin 2012 après la validation du projet par la Commission Européenne

Un volet de communication et de sensibilisation de niveaux local, national et européen assez important a été soumis à la Commission, prévoyant notamment un rendez-vous presse régionale/nationale ; un travail didactique avec des écoles locales ; des bulletins d'information internes aux sociétés et à la Ville de Lille ; la création d'un site Web dédié au projet Negawater ; la participation à des salons professionnels et notamment Environord, aux assises de l'énergie et du développement durable, salon des maires...

Le dossier définitif a été déposé au Ministère de l'Ecologie en septembre 2011 pour une réponse définitive de la commission en juin 2012.

En cas d'accord, une délibération sera présentée au Conseil Municipal afin d'autoriser la signature de la convention avec la Société des Eaux du Nord et lancer la consultation pour la fourniture des appareils nécessaires au projet NEGAWATER.

Le démarrage des travaux se fera à compter de juillet 2012 pour une durée de projet maximum de 30 mois.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** Madame le Maire ou l'élu délégué à signer les documents nécessaires à l'obtention des financements dans le cadre de l'appel à projet Life+, joints en annexe ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes la subvention sollicitée en temps opportun ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits :
 - au chapitre 21, article 2158, fonction 822 - Opération n° 1266 QVEAU -AP QPLANBLEU, pour la Ville de Lille,
 - dans les lignes budgétaires correspondantes des communes associées de Lomme et d'Hellemmes le cas échéant.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué aux Economies d'eau



Cyrille PRADAL

INSTALLATION ET MISE EN SERVICE D'UN SYSTEME DE TELERELEVÉ / TELEGESTION DES COMPTEURS

DETAIL DE LA TRANCHE FERME ET DES TRANCHES CONDITIONNELLES prévues dans le marché initial de télérelève

TRANCHE FERME		36 sites (les plus consommateurs)		105 cpteurs	€ 2010	m3 2010	€ 2009	m3 2009
					603 264	409 973	624 335	453 035
Parc Zoo	Parc zoologique	cu	4		98 027	157 247	107 855	194 112
CS Mx Dorm	Complexe sportif Marx Dormoy	sp	1		85 144	64 160	82 092	61 028
FONTAINES	Fontaines	fo	11		40 998	59 976	49 174	65 533
Pis Fives	Piscine de Fives	sp	1		25 878	17 290	24 181	15 884
Pis du Sud	Piscine de Lille-Sud	sp	1		51 884	16 931	46 377	15 704
HDV Befroi	Hôtel de Ville de Lille et Beffroi	serv	3		24 907	7 384	28 485	8 894
CTM	Centre Technique Municipal et Garage munic	serv	4		20 852	7 327	28 839	9 742
BD Dupuytr	Bains douches Dupuytren	bd	2		23 230	7 092	22 372	7 031
Cim Sud	Cimetiere du Sud	cim	6		13 949	5 040	13 663	5 100
BD Wazemme	Bains douches de Wazemmes	bd	1		15 168	4 599	20 078	6 338
CS M Terre	Complexe sportif du Mont de Terre	sp	1		13 964	4 207	16 369	5 132
PBA Lille	Palais des Beaux Arts de Lille	cu	1		13 215	3 917	10 551	3 210
EP PastelI	Ecole primaire Louis Pasteur	sc	2		10 571	3 213	8 097	2 519
CS Gagarin	Complexe sportif Youri Gagarine	sp	3		9 386	2 811	7 403	2 277
MF Wazemme	Maison Folie de Wazemmes	cu	3		9 031	2 667	11 725	3 601
GS Buisson	Groupe scolaire Briand Buisson	sc	2		8 662	2 621	11 005	3 448
Stde Ballé	Stade Ballet	sp	2		8 379	2 499	8 461	2 624
EP Cornett	Ecole primaire Arthur Cornette	sc	1		8 113	2 453	4 872	1 509
Gare St Sauv	Gare Saint Sauveur	cu	3		8 322	2 363	5 494	1 684
GS Desrous	Groupe scolaire Desrousseaux	sc	4		7 851	2 339	9 866	3 047
EM Comines	Ecole maternelle Philippe De Comines	sc	3		7 766	2 317	5 514	1 681
Cim Est	Cimetiere de l'Est	cim	6		6 891	2 311	6 612	2 179
J. Plantes	Jardin des Plantes	serv	3		2 128	2 269	2 262	2 117
Cuis Central	Cuisine Central Provisoire	serv	1		7 155	2 147	9 929	3 078
GS J.Ferry	Groupe scolaire Jules Ferry - Ecole primaire	sc	4		6 601	1 956	6 599	2 018
GS Samain	Groupe scolaire Samain - Trulin - Aicard	sc	3		6 602	1 946	9 039	2 776
CSo Busett	Centre social La Busette	serv	1		6 380	1 926	4 698	1 453
GS Wazemme	Groupe scolaire de Wazemmes	sc	1		5 840	1 765	3 734	1 162
GS Séverin	Groupe scolaire Chenier Séverine	sc	4		5 589	1 657	5 896	1 805
GS Salengr	Groupe scolaire Roger Salengro	sc	5		5 646	1 656	5 210	1 567
GS BrackeD	Groupe scolaire Bracke Desrousseaux	sc	3		5 284	1 564	9 204	2 854
CSo R.May	Centre social Rosette de May	serv	2		3 811	1 528	4 916	1 518
GS G. Tell	Groupe scolaire Guillaume Tell	sc	5		5 172	1 503	5 451	1 638
GS JB Leba	Groupe scolaire Jean Baptiste Lebas	sc	6		4 757	1 364	5 343	1 590
6103263290	compteur fête foraine	cu	1		21 939	6 665	20 963	6 618
6109380100	compteur parc des subsistances	serv	1		4 176	1 263	2 007	567

typologie : cu : culturelle / sp : sportif / fo : fontaine / sc : scolaire / serv : divers service public / bd : bains douches / cim : cimetière

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/885

OBJET

Attribution de subventions dans le cadre de la campagne de protection des grands singes dans leur milieu naturel.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Association Européenne des Zoos et Aquariums

Le parc zoologique de la Ville de Lille est membre de l'EAZA – Association Européenne des Zoos et Aquariums. Cette association, dont le siège est situé dans les locaux du zoo d'Amsterdam aux Pays-Bas, compte 327 membres dans 36 pays.

L'EAZA a pour rôle de promouvoir la coopération entre les parcs européens, pour favoriser les échanges et la circulation d'informations visant à protéger la faune captive et sauvage. Elle soutient les parcs zoologiques et les aquariums dans les activités suivantes : conservation, éducation du public, nutrition, recherche ...

La préservation de la faune captive est assurée par la création et la tenue de programmes européens d'élevage.

La conservation in-situ de la faune sauvage est quant à elle financée grâce aux campagnes annuelles de sensibilisation et de récolte de fonds initiées par l'EAZA.

Ces campagnes mettent en avant une espèce, une catégorie d'animaux ou une zone géographique. Les objectifs de ces campagnes sont de sensibiliser le public aux problèmes écologiques, de financer des projets de conservation et de promouvoir les relations entre les membres de l'EAZA et les organisations de conservation de la Nature. Pour ce faire, des animations et des actions diverses sont mises en place au niveau des parcs zoologiques afin de récolter des fonds qui seront utilisés pour financer des programmes de sauvegarde de l'environnement et de préservation des espèces dans leur milieu naturel d'origine. Depuis 2000, l'EAZA mène une campagne de conservation chaque année à laquelle participe le parc zoologique de Lille.

Lors de ces campagnes, des panneaux d'informations sont installés, des animations et activités pédagogiques sont proposées aux visiteurs ainsi que des projections, des conférences et des expositions...

En 2011, la campagne de protection concerne les grands singes. Le mode de vie et les menaces qui pèsent sur les gorilles, chimpanzés, orangs-outangs, bonobos et gibbons n'ont plus de secret pour le public.

Dans le cadre de cette campagne, le parc zoologique de Lille a proposé des prestations gratuites et payantes à son public, avec la diffusion en cinéma de plein air des films *Gorille dans la Brume* de Mickael Apted et le dessin animé *Le château des singes* de Jean-François Laguionie, un spectacle théâtral burlesque dans les allées du zoo ou encore un numéro d'acrobatie en plein air. Un conte sur les aventures d'Iwan le gibbon a été entièrement inventé par l'équipe d'animation du zoo et des ateliers créatifs ont été développés grâce à l'exploitation d'une malle pédagogique « Les Grands Singes et leur habitat » créée par des scientifiques qui montent des projets de conservation sur les Grands Singes en Afrique.

La directive CEE 99/22 et l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 - fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et relevant de la rubrique 21-40 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - prévoient la participation des établissements zoologiques à la conservation in-situ.

Pour respecter ces textes, la Ville de Lille souhaite donc soutenir financièrement les trois associations qui se sont investies dans le cadre de la campagne Grands Singes que nous avons mené du 17 avril au 28 août 2011 et qui a suscité un vif intérêt de la part de nos visiteurs.

Par délibération n° 11/157 du 17 février 2011 instaurant la tarification, il a été prévu de verser à l'EAZA une subvention pour soutenir les projets de conservation déterminés.

Association Kalaweit

L'association Kalaweit s'est investie à plusieurs reprises auprès du parc zoologique pour sensibiliser le public à la protection des hylobatidés. Le fondateur, Chanee, a profité d'un séjour en France pour donner une conférence au sein du parc zoologique de la ville de Lille le 3 juin 2011. Son intervention programmée en dehors des horaires d'ouverture du zoo, a été couronnée de succès.

Kalaweit travaille autour de 2 axes :

- délivrer les gibbons captifs, prélevés par des trafiquants dans la nature puis élevés comme animaux de compagnie,
- lutter pour la survie des gibbons en danger d'extinction suite à la destruction de la forêt pour la culture de palmiers à huile.

Pour rendre ces gibbons à la vie sauvage, un travail de réhabilitation est nécessaire. Ceci se fait à travers une approche globale, avec protection de l'environnement de ces gibbons et intégration des populations locales à tous les niveaux du projet. Dans ce cadre, Kalaweit gère deux réserves forestières jusque là pas ou mal protégées à Bornéo et à Sumatra. L'objectif visé est d'assurer une protection totale et définitive de ces zones d'exceptionnelle biodiversité. L'association s'occupe actuellement de 300 gibbons et siamangs, répartis dans deux centres de réhabilitation et emploie 50 personnes, vétérinaires et employés.

La Ville de Lille souhaite renouveler le parrainage d'un gibbon de Bornéo appelé Edi et d'un siamang de Sumatra prénommé Zacky Kecil. En échange du financement des frais liés aux soins vétérinaires et à la nourriture, elle reçoit régulièrement des nouvelles des gibbons adoptés, des photos et des messages spéciaux lorsqu'un événement concernant le gibbon a lieu (manipulation de l'animal pour des examens médicaux, formation d'un couple, ...) : les progrès, les difficultés et les perspectives d'avenir du jeune orphelin sont donc suivis en temps réel. Elle reçoit aussi la "*Kalaweit Info Newsletter*" par e-mail. Elle est inscrite comme donatrice dans le bureau d'informations à Palangka Raya, et sur le site Internet.

Association Les Amis des Bonobos

L'association Les Amis des Bonobos en Europe a pour mission de faire connaître le Bonobo en Europe et de soutenir les actions de sauvegarde et de protection du Bonobo menées par l'ABC (l'association congolaise les Amis des Bonobos du Congo) en République Démocratique du Congo.

La fondatrice et présidente de cette association, Claudine André, vit au Congo depuis l'enfance et s'est lancée dans l'aventure en 1993, alors que, en pleine guerre civile, elle sauve un bonobo déposé au zoo où elle est volontaire. Elle se passionne alors pour cette espèce endémique à la seule République Démocratique du Congo qui partage 98,7 % de notre patrimoine génétique.

Le biotope des bonobos, longtemps protégé par l'inaccessibilité de sa forêt, est menacé par le braconnage et la déforestation, résultats de plus de 10 ans de conflits violents et meurtriers.

Protégé par les lois congolaises et par la Convention de Washington (CITES), le bonobo est pourtant toujours victime du trafic de viande de brousse et des braconniers. Les mères sont tuées pour leur viande et les petits sont vendus sur les marchés et dans les rues de Kinshasa comme animal de compagnie. Et c'est là qu'intervient Lola ya bonobo. La vente et la détention des bonobos sont illégales. Aussi, les inspecteurs de l'environnement confisquent les bébés et les confient au sanctuaire. Ils sont alors pris en charge par une équipe totalement dévouée pour leur apporter les soins nécessaires, les maintenir en bonne santé et les rendre suffisamment indépendants et en confiance pour être introduits dans l'un des groupes d'adolescents et d'adultes vers 5 ou 6 ans,

Le sanctuaire a aussi une vocation pédagogique. Il propose des activités éducatives en direction des acteurs de l'environnement, des populations urbaines - principales consommatrices de viande de brousse, des écoles, des villageois proches des zones de relâché, du grand public ...

Enfin, l'objectif est que les bonobos réhabilités au sanctuaire se réadaptent à la vie sauvage dans un environnement approprié de la République Démocratique du Congo, dans une réserve tout spécialement créée dans la forêt primaire de la RDC, à Ekolo ya bonobo.

Claudine André est venue, accompagnée de Fanny Mehl la vétérinaire de Lola ya Bonobo, témoigner de son action le mardi 10 mai 2011 dans le parc zoologique de Lille. Elles ont attiré de nombreux auditeurs particulièrement intéressés par la conférence et admiratifs de leur travail quotidien en faveur de cette espèce. Elles étaient en 2011 à l'affiche du film Bonobos réalisé par Alain Tixier, où elles jouent leur propre rôle.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission de l'Environnement, de la Qualité de Vie et du Développement Durable	06/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

♦ **AUTORISER** le versement des subventions suivantes :

- 800 € à l'association européenne des zoos et des aquariums,
- 850 € à l'association Kalaweit (code SIRET : 44980405300014),

- 850 € à l'association Les Amis des Bonobos en Europe (N° SIRET : 530 931 666 000 16).

- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 67, article 6745 - Opération n° 281.

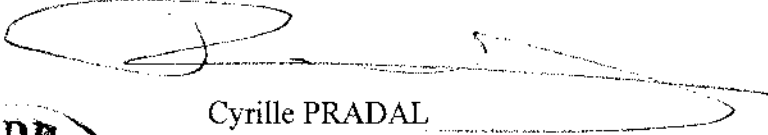
Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **25 OCT. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
le Conseiller délégué au Parc Zoologique et Ferme
Pédagogique




Cyrille PRADAL

DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 octobre 2011

N° 11/886

OBJET

Délégation Activités Sportives - Opération des vacances scolaires - Stages sportifs.

Rapport de Madame le Maire,

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Lille offre aux enfants et aux jeunes lillois un panel d'activités de loisirs pendant les vacances scolaires. Dans ce cadre, le Service des Sports propose aux jeunes issus des dispositifs de proximité de participer à des stages sportifs.

Ces stages répondent au Projet Educatif Global de la Ville de Lille et font chacun l'objet d'un projet pédagogique spécifique. Ils sont une continuité des actions menées par le Service des Sports. L'encadrement répond, quant à lui, aux normes du Ministère des Sports.

Le programme prévisionnel pour les vacances de la Toussaint 2011 consiste en deux stages d'une durée de 9 jours (du 23 au 31 octobre 2011). D'un coût global respectif de 21.790 € et 28.030 €, ils seront organisés au Tholy (Vosges) et à Prémanon-les-Rousses (Jura).

Ces stages sportifs et culturels permettront à 30 enfants de 8 à 12 ans et 35 jeunes de 13 à 17 ans de découvrir les règles de vie en collectivité au travers des activités de Pleine Nature.

Pour la tarification des Centres de Vacances et de Loisirs, il est proposé aux familles un paiement après facturation en fonction de leur quotient familial et selon le barème ci-après :

		Stage Le Tholy	Stage Prémanon-les-Rousses
		-	-
		8-12 ans	13-17 ans
QUOTIENT FAMILIAL	Taux de participation en fonction du coût total du séjour	Coût total du séjour par enfant : 726,33 €	Coût total du séjour par enfant : 800,86 €
		Tarif pour 9 jours	Tarif pour 9 jours
0 à 484	12,5 %	90,79 €	100,11 €
485 à 569	15 %	108,95 €	120,13 €
570 à 629	17,5 %	127,11 €	140,15 €
630 à 709	20 %	145,27 €	160,17 €
710 à 809	22,5 %	163,43 €	180,19 €
810 à 929	25 %	181,58 €	200,21 €
Supérieur ou égal à 930	30 %	217,90 €	240,26 €
Extra Muros	60 %	435,80 €	480,51 €

Le calcul de ces tarifs prend en compte plusieurs critères : le budget du stage sportif retenu par la Direction des Sports, le temps de travail des animateurs avant, pendant et après le stage, l'ingénierie et le travail administratif. La somme de ces critères est ensuite divisée par le nombre de participants prévu pour le stage. On obtient alors le coût global et réel du stage par personne.

Conformément aux critères et aux règles définis par le Projet Educatif Global, chaque tranche de quotient familial correspond à un pourcentage de ce coût global individuel.

Par ailleurs, le stage destiné aux 8-12 ans sera financé sur les crédits du dispositif Contrat Enfance Jeunesse.

En accord avec la:

Commission(s)	Réunie(s) le
Commission du Sport, de la Jeunesse, du Tourisme et des Relations Internationales	04/10/11

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- ♦ **AUTORISER** la mise en œuvre de l'opération vacances de la Toussaint 2011 ;
- ♦ **APPROUVER** ces tarifs qui constituent des limites et seront fixés par Décision du Maire conformément à la délibération n° 11/468 du 27 juin 2011 ;
- ♦ **IMPUTER** les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au chapitre 011, article 611, fonction 415 – Opération n° 339 pour le stage des 8-12 ans et au chapitre 011, article 611, fonction 40 – Opération n° 350 pour le stage des 13-17 ans ;
- ♦ **ADMETTRE** en recettes les participations des familles au chapitre 70, article 70631, fonction 421 – Opération n° 339 pour le stage des 8-12 ans et au chapitre 70, article 70631, fonction 40 – Opération n° 350 pour le stage des 13-17 ans.

Affiché en Mairie le 17/10/11

Réception en Préfecture le **16 NOV. 2011**

Adoptée à l'unanimité

Par délégation du Maire,
la Conseillère déléguée aux Activités Sportives

Siham DJEDOU

